

ISSN 1420-4355

traverse

ZEITSCHRIFT FÜR GESCHICHTE • REVUE D'HISTOIRE

Entreprises, institutions, territoires

Unternehmen, Institutionen, Territorien

3_2019

CHRONOS



Unterstützt durch die Schweizerische Akademie
der Geistes- und Sozialwissenschaften
www.sagw.ch

traverse erscheint dreimal pro Jahr.

Einzelpreis gedruckt: CHF 28 / EUR 24

Einzelpreis digital: CHF 20 / EUR 20

Jahresabonnement gedruckt plus digital: CHF 75 / EUR 60 (zuzüglich Auslandporto)

Jahresabonnement digital: CHF 50 / EUR 45

StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) gedruckt plus digital:

CHF 54 / EUR 50 (zuzüglich Auslandporto)

StudentInnen-Jahresabonnement (gegen Nachweis) digital: CHF 25 / EUR 20

Gönnerabonnement gedruckt und/oder digital: CHF 100

Nachdruck, Übersetzungen, Vervielfältigungen oder Speicherungen von Artikeln
mit elektronischen Medien nur mit schriftlicher Genehmigung des Verlags.

traverse paraît trois fois par an.

Prix du numéro papier: CHF 28 / EUR 24

Prix du numéro digital: CHF 20 / EUR 20

Abonnement annuel papier et digital: CHF 75 / EUR 60 (plus port pour l'étranger)

Abonnement annuel digital: CHF 50 / EUR 45

Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) papier et digital:

CHF 54 / EUR 50 (plus port pour l'étranger)

Abonnement annuel au tarif étudiant (avec photocopie de la carte) digital: CHF 25 / EUR 20

Abonnement de soutien papier et/ou digital: CHF 100

Reproductions, traductions, tirages et enregistrements des articles avec
des médias électroniques interdits sauf accord écrit avec l'éditeur.

Umschlagbild: Werbeplakat «Überall Apparate Landis & Gyr», 1935 (IB LG-Audiovisuals / GR.0218,
Archiv für Zeitgeschichte ETH Zürich).

© 2019 Chronos Verlag, Zürich

ISSN 1420-4355

Print: ISBN 978-3-905315-78-3

E-Book (PDF): ISBN 978-3-0340-9502-0

traverse 2019/3

**Zeitschrift für Geschichte
Revue d'histoire**

**26. Jahrgang
26^e année**



traverse 2019/3
Zeitschrift für Geschichte
Revue d'histoire

Beirat / Comité scientifique

Susanna Burghartz (Basel)
Jean-Jacques Friboulet (Fribourg)
Christoph Graf (Bern)
Sébastien Guex (Lausanne)
Elisabeth Joris (Zürich)
Hans Ulrich Jost (Lausanne)
Guy P. Marchal (Basel)
Daniel Roche (Paris)
Regina Schulte (Bochum)
Hannes Siegrist (Leipzig)
Jakob Tanner (Zürich)
Regina Wecker (Basel)

Entreprises, institutions, territoires

Unternehmen, Institutionen, Territorien

Redaktion / Comité de rédaction

Tina Asmussen (Berlin)	Matthieu Leimgruber (Zürich)
Gianenrico Bernasconi (Neuchâtel)	Hannes Mangold (Bern)
Karine Crousaz (Lausanne)	Sonja Matter (Bern)
Pierre Eichenberger (Zürich)	Malik Mazbouri (Lausanne)
Alexandre Elsig (Lausanne)	Jan-Friedrich Missfelder (Zürich)
Marino Ferri (Luzern)	Anja Rathmann-Lutz (Basel)
Marc Gigase (Lausanne)	Hans-Ulrich Schiedt (Horgen)
Matthieu Gillibert (Fribourg)	Sarah-Maria Schober (Zürich)
Gisela Hürlimann (Zürich)	Yan Schubert (Genève)
Katja Hürlimann (Zürich)	Isabelle Schürch (Bern)
Michael Jucker (Luzern)	Dorothe Zimmermann (Zürich)

Verantwortlich für den Heftschwerpunkt

Responsables du dossier thématique

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg

Übersetzungen / Traduction

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Florian Müller, Roberto Zaugg

Anschrift / Adresse

Chronos Verlag, Eisengasse 9, CH-8008 Zürich, info@chronos-verlag.ch

Informationen

Artikel oder Projektskizzen senden Sie bitte an
hans-ulrich.schiedt@revue-traverse.ch

Renseignements

Les articles proposés à la revue doivent être envoyés à
malik.mazbouri@revue-traverse.ch

Buchbesprechungen / Comptes rendus

rezensionen@revue-traverse.ch / comptes_rendus@revue-traverse.ch

Hinweise zu Redaktion und Schreibformatvorlagen

Feuille de style et rédaction

www.revue-traverse.ch, info@revue-traverse.ch

Inhalt / Table des matières

Schwerpunkt / Dossier thématique

Entreprises, institutions, territoires <i>Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg</i>	7
Unternehmen, Institutionen, Territorien <i>Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg</i>	13
Unternehmen oder Institutionen. Handelsgesellschaften im spätmittelalterlichen Antwerpen <i>Ulla Kypta</i>	20
Résumé	42
Übersetzungsgeschäfte. Die Vermarktung von Feuerlöschtechnik zwischen London und Amsterdam um 1700 <i>Christina Brauner</i>	43
Résumé	76
Ein Klosterbetrieb in Zeiten des Wandels. Das Kloster Muri(-Gries) und die ökonomischen Herausforderungen über das lange 19. Jahrhundert hinaus <i>Nina Flurina Caprez, Pascal Pauli, Annina Sandmeier-Walt</i>	77
Résumé	96
Pest und Profite. Eine Wirtschaftsgeschichte der Quarantäne im Hafen von Odessa <i>Boris Belge</i>	97
Résumé	115
Le graal des bonnes institutions. Une critique par l'histoire de la théorie économique des institutions <i>Jean Rochat</i>	116
Zusammenfassung	134

Gemeinsam «expatriieren». Zur Investitionspolitik der Basler Chemie nach dem Ersten Weltkrieg	136
<i>Manuel Diir</i>	
Résumé	150
Manageriale Macht und die Mikropolitik der Raumordnung. Streikprävention und Städtebau bei Alusuisse in Australien um 1970	151
<i>Leo Grob</i>	
Résumé	165
Bilder / Images	
Grèves et mouvements sociaux en photo. Une collection à Genève	166
<i>Georges Tissot</i>	
Porträt / Portrait	
Les archives du Musée d'ethnographie de Neuchâtel. Histoire et usages	174
<i>Bernard Knodel</i>	
Debatte / Débat	
Changer de nom pour changer de passé? Échange autour de l'Espace Louis-Agassiz à Neuchâtel, devenu Espace Tilo-Frey	183
<i>Isaline Deléderray-Oguey, Chantal Lafontant Vallotton</i>	
Rédacteur: <i>Matthieu Gillibert</i>	
Besprechungen / Comptes rendus	
Literatur zum Thema / Comptes rendus thématiques	192
Allgemeine Buchbesprechungen / Comptes rendus généraux	203
Agenda	
Call for Papers / Appel à contributions	216
AutorInnen / Les auteurEs	219
Heftschwerpunkte / Dossiers thématiques	222

Entreprises, institutions, territoires

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg

«De toute évidence, l’histoire économique vit une véritable renaissance», soulignait récemment la Société suisse d’histoire économique et sociale dans un annuaire consacré aux «Nouvelles contributions à l’histoire économique».¹ Après avoir été reléguée au second plan par la popularité des approches inspirées de l’histoire culturelle, l’histoire économique suscite en effet, et notamment dans le sillage de la grande crise qui a ébranlé l’économie mondiale depuis 2008, un intérêt renouvelé parmi les historiennes et les historiens. Les défis posés à ce champ historiographique demeurent cependant nombreux. Parmi eux figure à n’en pas douter le découplage de plus en plus profond entre les recherches portant sur les dynamiques économiques effectuée dans le champ des sciences historiques et celles menées dans le champ des sciences économiques. Depuis les années 1970, à mesure que l’histoire délaissait les problématiques économiques, la science économique s’affranchissait quant à elle des autres sciences sociales et historiques dans un double mouvement d’abstraction théorique toujours plus poussé et de mathématisation de ses recherches.

Ce numéro de *traverse* ne se donne pas pour but de revenir de nouveau sur les causes et les effets de ce découplage et sur l’incompréhension grandissante entre ces deux groupes de disciplines, sujet qui a déjà été abordé à maintes reprises.² Il réunit au contraire des articles qui interrogent les interactions entre trois objets classiques de l’histoire économique: les entreprises, actrices centrales de la vie économique; les institutions, soit les règles formelles qui visent à encadrer leur comportement et qui sont en permanence renégociées par les acteurs; et enfin les territoires dans – ou à travers – lesquels les entreprises déploient leurs activités, qui sont à leur tour façonnées par les pratiques économiques. Ce faisant, ce numéro ambitionne de contribuer au débat sur l’encastrement social et géographique de l’activité des entreprises durant différentes périodes historiques.

Les contributions rassemblées dans ce numéro revisitent notamment les travaux de l’économie néo-institutionnelle,³ ainsi que les recherches portant sur l’histoire des entreprises.⁴ Les articles, tout comme les recensions thématiques rassemblée en fin de volume, abordent en particulier les questions suivantes:

quelles formes d'organisations entrepreneuriales ont-elles émergé au cours des siècles? Comment ces dernières ont-elles interagi avec les institutions de leur temps? En retour, comment les entreprises ont-elles influencé les institutions et les contextes dans lesquels elles évoluaient? Quel a été le poids des facteurs territoriaux – voire plus largement spatiaux – dans la conception des stratégies entrepreneuriales? Comment les entreprises ont-elles contribué à façonner les espaces géographiques? Dans quels jeux d'échelles ces pratiques peuvent-elles être analysées par les historiennes et les historiens? En quoi les interactions entre acteurs économiques, institutions et territoires peuvent-elles contribuer à un renouveau théorique des recherches sur l'histoire des entreprises et des personnes qui les dirigeaient?

En ouverture de ce dossier, Ulla Kypta remet en cause la pertinence des catégories de «firme», voire d'«entreprise», pour caractériser les sociétés de commerces actives à Anvers à la fin du Moyen Âge. Ces catégories suggèrent en effet des unités clairement identifiables, structurées de manière hiérarchisée, qui ne correspondent cependant en fin de compte pas aux formes d'activités commerciales de cette époque. Aux XV^e et XVI^e siècles, la notion de «société» tend à décrire l'ensemble d'un capital investi dans différentes activités plutôt qu'une structure clairement identifiable. Les sociétés de commerce n'emploient pas de personnel, et elles ne se présentent pas comme des unités clairement distinctes dans leur relation avec leur environnement; l'assimilation de ces formes commerciales aux entreprises contemporaines n'est donc pas adéquate. Comme le souligne avec justesse l'auteure, la recherche sur les activités des commerçants au Moyen Âge a donc tout à gagner à opter pour une analyse en termes institutionnels, qui permet de saisir les structures formelles et informelles ainsi que les règles et les normes sans pour autant réifier ces formes difficilement identifiables.

L'étude de Christina Brauner se penche sur les pratiques de publicité liées à la commercialisation des pompes à incendie en Hollande et en Angleterre autour de 1700. Cette étude de cas donne à voir les stratégies adoptées dans le contexte de ce marché très spécifique. Ainsi, quand bien même les acheteurs potentiels pour cet équipement étaient essentiellement des autorités communales, la publicité pour ces produits visait à diversifier ces acheteurs potentiels tout comme les produits eux-mêmes. À partir de l'étude approfondie d'un fabricant d'origine néerlandaise établi à Londres, l'article analyse les interactions entre stratégies de localisation régionales et échanges transrégionaux intenses, à l'image de nombreuses autres technologies développées à l'époque moderne. Si les producteurs de pompes à incendie utilisaient leur localisation de manière stratégique pour viser une clientèle locale, les stratégies de localisation n'en sont pas moins révélatrices – c'est la thèse de cet article – de traductions et de transferts complexes.

se penche sur un objet d'étude atypique, et fait le pari d'analyser l'Abbaye de Muri (canton d'Argovie) comme une «entreprise». Les auteur·e·s étudient notamment sur les stratégies d'adaptation que cette institution religieuse a mises en place afin de répondre aux crises et aux mutations économiques du «long XIX^e siècle». L'article identifie ainsi une phase d'opulence relative, à mettre au crédit d'un mélange de privilèges et de management réussi. À la suite de réformes mal avisées ayant induit de fortes pertes au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'Abbaye entame un processus de déclin. L'abandon de l'Abbaye de Muri en 1841 et la reprise de nouvelles «filiales» à Sarnen (canton d'Obwald) et à Gries (Tyrol du Sud) changèrent la forme et les activités économiques de l'Abbaye. La Première Guerre mondiale ainsi que les dépréciations qui en découlèrent posèrent de nouveaux problèmes à l'Abbaye. En conséquence, le couvent, devenu une entité transnationale – sorte de holding d'un type bien particulier – transféra sa fortune du Tyrol du Sud vers la Suisse.

Boris Belge replace l'épidémie de peste de l'année 1837 dans le port d'Odessa dans une perspective d'histoire économique, sociale et culturelle. Il s'intéresse aux mesures de quarantaine mises en place dans ce contexte, aux personnes chargées de leur exécution, mais également aux matelots ou capitaines devant se plier à l'isolation. Comme le montre l'article, les procédures de prévention des épidémies étaient davantage inspirées par les expériences passées de l'administration militaire et économique que par les statuts et les règlements officiels. L'épidémie de peste de 1837 révèle ainsi les savoirs accumulés, les pratiques concrètes, les désaccords et les rapports de pouvoir, ainsi que les diverses appropriations de la quarantaine. En confrontant des concepts économiques tels que le *moral hazard* avec des approches permettant de penser la production de connaissance et l'étude des pratiques concrètes, cet article offre un nouveau regard sur une institution clé à cheval entre préoccupations sanitaires et économiques.

La contribution de Jean Rochat thématise, quant à elle, les questions centrales qui agitent partisans et critiques de l'économie des institutions. Rochat regrette que le dialogue de l'économie avec les autres sciences sociales – et avec l'histoire en particulier –, qui semblait être possible à la suite de la montée en puissance de l'économie institutionnelle, n'ait finalement pas eu lieu. Il critique notamment l'*endowment perspective* qui postule, souvent implicitement, que les institutions ont une valeur intrinsèque et qu'elles sont exogènes aux économies qui les intègrent, c'est-à-dire qu'elles sont bonnes ou mauvaises indépendamment de leur situation historique. Sur la base de deux études de cas – la première portant sur la mise en place et les usages du droit de la société anonyme dans le France du XIX^e siècle, la seconde sur les usages des consortages dans le Valais romand dans l'entre-deux-guerres – l'article suggère aux historien·ne·s de mettre l'utilisation concrète des institutions par les acteurs au centre de leurs analyses.

Manuel Dür aborde la césure que représente la Première Guerre mondiale pour de nombreuses multinationales en Europe de l'Ouest et aux États-Unis par le biais d'une analyse des réponses données par les trois firmes bâloises productrices de colorants (Ciba, Geigy et Sandoz) aux conditions nouvelles créées par la guerre sur les marchés mondiaux. En 1917, les trois firmes fondent la *Basler Interessengemeinschaft* (IG Basel) pour lutter ensemble contre la concurrence internationale et affronter les mesures protectionnistes. Outre la fixation des prix ou encore la coordination de la production ou la recherche, cette alliance de type cartellaire est mise au service d'une politique d'investissements coordonnés, se matérialisant par la fondation d'unités de production communes. C'est le cas en 1920 à Cincinnati (Ohio), qui représente le plus important investissement direct de IG Basel dans les années 1920 et 1930. Sur la base de cet exemple, Manuel Dür montre que l'approfondissement de la collaboration au sein de IG Basel ouvre des possibilités d'investissements sur de nouveaux marchés. Il aborde également les difficultés nouvelles qui émergent de cette collaboration.

Enfin, Leo Grob propose une réflexion sur les investissements directs à l'étranger de la firme Alusuisse en mêlant échelles géographiques et relations de pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise. En interrogeant le concept de *spatial fixes* développé par le géographe David Harvey, cet article thématise les enjeux liés à l'implantation de lieux de production en Australie et questionne la construction des territoires par les acteurs économiques. Ce faisant, il illustre comment la volonté du management d'éviter les grèves et les fluctuations du personnel influencent l'organisation spatiale et les caractéristiques de la production. L'article ouvre ainsi des perspectives alternatives aux conceptions classiques utilisées pour rendre compte de l'histoire des entreprises, trop souvent formulées en termes restreints de stratégies de marché ou d'efficacité managériale.

Les articles réunis dans ce numéro offrent trois contributions importantes. Une première se situe dans la réflexion de longue durée sur l'histoire des entreprises. Si la contribution d'Ulla Kypta sur les XV^e et XVI^e siècles nous incite à interroger le concept même d'entreprise, l'exemple de l'Abbaye de Muri fournit un exemple original d'application d'une grille de lecture en termes d'histoire d'entreprise à un objet atypique. Les historien·ne·s qui ont participé à ce numéro ne peuvent en ce sens que souscrire aux suggestions d'Oscar Gelderblom et de Francesca Trivellato, qui soulignent que les comparaisons entre époques historiques «*should not merely consist of applying contemporary notions to the preindustrial period in order to tease out emergence of modern forms in earlier times. What we need is a business history that applies deep empirical knowledge of the heterogeneity of enterprise forms and credit arrangements in the preindustrial world to examine general theoretical claims about the impact of legal, political and social institutions on economic growth and development.*»⁵ Les contribu-

tions de Manuel Dür et de Leo Grob, qui portent sur le XX^e siècle analysent les microdynamiques de pouvoir internes et externes aux entreprises, renouvelant ainsi des approches classiques de l’histoire des entreprises.

Les différentes échelles abordées par les contributions de Manuel Dür (expatriation des entreprises) et de Leo Grob (*spatial fixes* et localisations des investissements directs à l’étranger) renvoient à la deuxième contribution des articles rassemblés dans ce numéro. Il s’agit de l’importance des jeux d’échelles dans la compréhension des réalités historiques. L’article de Christina Brauner illustre ainsi la complexité des va-et-vient entre Londres et Amsterdam, et donne à voir les médiations – notamment en termes de traductions et de transferts – entre les différents lieux mis en relation par les techniques de lutte contre le feu. Transfert de technologies, stratégies publicitaires et stratégies de localisation commerciale se voient ainsi entremêlées.

Enfin – troisième contribution du numéro – les articles réunis ici offrent des perspectives novatrices sur le rôle économique des institutions, tout autant en tant que «règles du jeu» que comme «cibles» de l’action des acteurs. L’article de Jean Rochat aborde ces questions de manière directe. Il décortique ainsi certains présupposés des théories économiques des institutions et restitue la complexité historique de l’usage et des effets concrets de deux d’entre elles: la société anonyme dans la France du XIX^e siècle et les consortages dans le Valais romand dans l’entre-deux-guerres. Boris Belge montre, quant à lui, de quelles manières la quarantaine du port d’Odessa est à la fois une règle du jeu, à laquelle les acteurs doivent se tenir, mais qu’elle est également une pratique construite par les acteurs qui la prennent comme cible d’une action multiforme. Enfin, les difficultés conceptuelles liées à l’utilisation d’«entreprise» au Moyen Âge poussent Ulla Kypta à avoir recours à un raisonnement en termes institutionnels, qu’elle met à profit pour analyser les activités des sociétés marchandes d’Anvers.

En plus des études de cas présentées dans ce numéro, de nombreux objets de recherche – les entreprises familiales, les entreprises publiques, les banques, les universités ou encore les musées –, une fois replacées dans les jeux d’échelles locaux, nationaux et transnationaux qui influencèrent leur développement, offrent des terrains propices aux historien-ne-s.

Notes

- 1 Thomas David, Tobias Straumann, Simon Teuscher, «Introduction», in *Nouvelles contributions à l’histoire économique*, Annuaire de la Société suisse d’histoire économique et sociale 30, Zurich 2015, 13. Les éditeurs remercient Cristian Consuegra pour son aide rédactionnelle dans la production de ce numéro de *traverse*.
- 2 William H. Sewell Jr., «A Strange Career. The Historical Study of Economic Life», *History and Theory* 49/4 (2010), 146–166; Francesco Boldizzoni, *The Poverty of Clío. Resurrecting*

- Political Economy*, Princeton 2011; Guillaume Calafat, Éric Monnet, «Le retour de l'histoire économique», *La Vie des idées*, 5 janvier 2016, www.laviedesidees.fr/Le-retour-de-l-histoire-economique.html.
- 3 Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge 1990; Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006; Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York 2012. Pour une critique de ces contributions «phares», voir par exemple Guillaume Garner, «Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne», *Revue de l'IFHA*, 1 (2009), <http://ifha.revues.org/346>; Regina Grafe, *Distant Tyranny. Markets, Power, and Backwardness in Spain, 1650–1800*, Princeton 2012; Sheilagh Ogilvie, Andre W. Carus, «Institutions and Economic Growth in Historical Perspective», in Philippe Aghion, Steven N. Durlauf (éd.), *Handbook of Economic Growth*, II, Amsterdam 2014, 403–513; Alida Clemente, Roberto Zaugg, «Hermes, the Leviathan, and the Grand Narrative of New Institutional Economics. The Quest for Development in the Eighteenth-Century Kingdom of Naples», *Journal of Modern European History* 15 (2017), 109–129.
 - 4 Geoffrey Jones, Jonathan Zeitlin (éd.), *The Oxford Handbook of Business History*, New York 2008; Geoffrey Jones, «Firms and Global Capitalism», in Larry Neal, Jeffrey G. Williamson (éd.), *The Cambridge History of Capitalism*, vol. 2: *The Spread of Capitalism. From 1848 to the Present*, Cambridge 2015, 169–200; Philip Scranton, Patrick Fridenson, *Reimagining Business History*, Baltimore, 2013; Mark Casson, Catherine Casson, *The Entrepreneur in History. From Medieval Merchant to Modern Business Leader*, Basingstoke 2013.
 - 5 Oscar Gelderblom, Francesca Trivellato, «The Business History of the Preindustrial World. Towards a Comparative Historical Analysis», *Business History* 61/2 (2019), 242.

Unternehmen, Institutionen, Territorien

Pierre Eichenberger, Matthieu Leimgruber, Roberto Zaugg

«Es ist durchaus angebracht, von einer Renaissance der Wirtschaftsgeschichte zu sprechen»,¹ haben die Herausgeber des dreissigsten *Schweizerischen Jahrbuchs für Wirtschafts- und Sozialgeschichte* im Jahr 2015 festgestellt. Nach einer Phase, in der kulturgeschichtliche Ansätze ins Zentrum der Geschichtswissenschaft gerückt waren, lässt sich in den letzten Jahren unter Historikerinnen und Historikern wieder ein stärkeres Interesse für Wirtschaftsgeschichte feststellen. Forschende müssen sich allerdings vielfältigen Herausforderungen stellen, insbesondere dem mittlerweile tiefen Graben zwischen der ökonomisch interessierten Geschichtswissenschaft und den historisch interessierten *economics*. Während die Geschichtsschreibung über längere Zeit ökonomische Problematiken insgesamt eher zweitrangig behandelte, hat sich die Wirtschaftswissenschaft seit den 1970er-Jahren im Zuge einer Mathematisierung und einer Tendenz zur theoretischen Abstraktion zunehmend von den Geistes- und den anderen Sozialwissenschaften losgelöst.

Dieses Themenheft von *Traverse* hat nicht zum Ziel, erneut die Ursachen und Folgen dieser akademischen Abkoppelung und wachsenden Entfremdung zwischen den beiden Disziplinen zu ergründen, die bereits ausführlich diskutiert wurden.² Der vorliegende Band möchte vielmehr verschiedene Beiträge vereinen, welche die Interaktionen zwischen drei klassischen Forschungsobjekten der Wirtschaftsgeschichte untersuchen: *Unternehmen*, als zentrale Akteure von Wirtschaft und Gesellschaft; *Institutionen* beziehungsweise formale Regeln, welche darauf abzielen, das Verhalten der Unternehmen zu ordnen und die konstant von sozialen Akteuren neu verhandelt werden; und schliesslich *Territorien*, in denen Unternehmen ihre Aktivitäten ausüben – oder die durch solche Aktivitäten durchquert werden – und die ihrerseits durch ökonomische Praktiken geformt werden. Auf diese Weise will das Themenheft einen Beitrag zur Debatte über die soziale und geografische Einbettung unternehmerischer Tätigkeiten in verschiedenen historischen Epochen leisten.

Die Beiträge dieses Themenheftes verhandeln zum einen Konzepte der Neuen Institutionenökonomik beziehungsweise von deren Kritiker*innen.³ Zum andern

beziehen sie sich auf Forschungen aus dem unternehmenshistorischen Feld.⁴ Die Artikel und die rezensierten Bücher am Ende des Bandes behandeln mannigfaltige Fragen wie: Welche unternehmerischen Organisationsformen haben sich im Verlaufe der Jahrhunderte entwickelt? Wie haben sie mit zeitgenössischen Institutionen interagiert? Und wie haben sie diese Institutionen, sowie die jeweiligen Kontexte, mitgeformt? Welchen Einfluss haben territoriale (und im erweiterten Sinne räumliche) Faktoren auf Unternehmensstrategien? Anhand von welchen Massstäben können Historikerinnen und Historiker solche Praktiken untersuchen? Inwiefern können Studien zur Interaktion zwischen Wirtschaftsakteuren, Institutionen und Territorien zur theoretischen Erneuerung der unternehmenshistorischen Forschung beitragen?

Der Band umfasst sieben Beiträge. Ulla Kypta eröffnet das Themenheft mit einer Fallstudie, die sich mit der Stadt Antwerpen im Spätmittelalter beschäftigt. In ihrem Beitrag stellt sie die Adäquanz der Kategorien *Firma* und *Unternehmen* infrage, um die Organisationsformen des Handels mittelalterlicher Kaufleute zu beschreiben. Diese Termini suggerieren eine abgrenzbare, hierarchisch strukturierte Einheit, die sich bei Handelsgesellschaften im spätmittelalterlichen Antwerpen nicht finden lassen. Im 15. und 16. Jahrhundert bezeichnete der Begriff *Gesellschaft* keine klar identifizierbare Einheit, sondern das gemeinsame Kapital. Den Gesellschaften wurden entsprechend auch keine Angestellten zugeordnet und sie traten nicht deutlich sichtbar als solche nach aussen in Erscheinung. Der Vergleich mit heutigen Unternehmen ist deshalb irreführend. Um zu beschreiben, in welchen Formen und Strukturen mittelalterliche Kaufleute ihr Handeln koordinierten, bietet sich, so argumentiert die Autorin, die Institutionenanalyse als geeignete Untersuchungsmethode an. Sie ermögliche es, formelle und informelle Strukturen, Regeln und Normen zu analysieren, ohne dass diese sich zu einer abgrenzbaren Einheit fügen müssen.

Der Beitrag von Christina Brauner untersucht Praktiken der Werbung um 1700 anhand eines eher ungewöhnlichen Beispiels: der Vermarktung von Brandspritzen in den Niederlanden und England. Der Artikel behandelt einerseits die Frage nach der Spezifität der Werbestrategien, die in einer gegebenen Marktkonstellation angewandt wurden. Käufer für diese Löschtechnik fanden sich zunächst vor allem unter obrigkeitlichen Akteuren, einschlägige Werbung zielte aber auch auf eine Diversifizierung sowohl der Käuferschaft wie der angebotenen «Produkte». Andererseits diskutiert die Autorin anhand des Beispiels eines Londoner Brandspritzenmachers mit niederländischen Wurzeln das Zusammenspiel von Lokalisierungsstrategien und Verflechtungsbezügen. Wie für frühneuzeitliche Technik typisch, war auch die Löschtechnik in vielfältige grenzüberschreitende Austauschprozesse verwickelt. Zugleich nutzten Brandspritzenmacher Strategien der Lokalisierung, um sich zielgerichtet an Publika vor Ort zu adressieren.

Ebendiese lokalisierenden Werbestrategien, so die These des Artikels, lassen sich ihrerseits als Produkte von Übersetzungen und Transfers begreifen.

Der Beitrag von Nina Flurina Caprez, Pascal Pauli und Annina Sandmeier-Walt beschäftigt sich mit einem für Wirtschaftshistoriker*innen auf den ersten Blick überraschenden Forschungsgegenstand. In ihrem Artikel untersuchen sie die Geschichte des Klosters von Muri, das während des langen 19. Jahrhunderts vor existenziellen Herausforderungen stand, die durch politische Veränderungen ausgelöst wurden. Der Fokus des Artikels liegt auf den Anpassungsstrategien, die der Konvent mit seiner Klosterökonomie verfolgte, um Krisen und Wandel zu überstehen. Die Autor*innen identifizieren eine von Privilegien und gutem Personalmanagement geprägte Phase in der Frühen Neuzeit, in der das Kloster beachtlichen Wohlstand erreichte. Später führten Umstrukturierungen, hohe Abgaben und ökonomisches Unvermögen der Äbte jedoch zum wirtschaftlichen Niedergang. Die Aufhebung des Klosters in Muri im Jahr 1841 und die Übernahmen neuer Standorte in Sarnen (Kanton Obwalden) und in Gries (Südtirol) veränderten die Gemeinschaftsform und die wirtschaftlichen Tätigkeitsbereiche des Klosters. Nach dem Ersten Weltkrieg stellten sich neue, durch politischen Wandel und Vermögensverluste hervorgerufene Probleme, in deren Folge der Transfer von Vermögenswerten aus Südtirol in die Schweiz zur vielseitig angewendeten Hauptstrategie des transnationalen Konvents wurde.

Boris Belge untersucht in seinem Beitrag den Pestausbruch des Jahres 1837 in der südrussischen Hafenstadt Odessa aus wirtschafts-, sozial- und kulturgeschichtlicher Perspektive. Sein Blick richtet sich auf die Massnahmen, die im Rahmen der Quarantäne eingeführt wurden, die Akteure, die mit ihrer Ausführung betraut wurden, wie auch auf die Matrosen und Kapitäne, die sich an die Regelungen halten mussten. Wie Belge darstellt, waren die Verfahren der Seuchenprävention stärker durch die bisherigen Erfahrungen der militärischen und wirtschaftlichen Verwaltungen als durch die Statuten und Reglemente beeinflusst. Der Pestausbruch macht etabliertes Wissen, Praktiken und Machtkonstellationen, umstrittene Verhaltensoptionen und eigennützige Aneignungen der Institution Quarantäne sichtbar. Indem Belge ökonomische Konzepte wie den *moral hazard* alternativen Ansätzen gegenüberstellt, die Wissensproduktionen und konkrete Praktiken in den Fokus rücken, gewährt der Artikel neue Perspektiven auf die Institution der Quarantäne, die im Spannungsfeld gesundheitspolitischer und wirtschaftlicher Zielsetzungen steht.

Der Beitrag von Jena Rochat beschäftigt sich mit der Debatte zwischen Vertreter*innen und Kritiker*innen der Institutionenökonomik. Rochat stellt mit Bedauern fest, dass die Annäherung zwischen den Wirtschaftswissenschaften und den anderen Sozialwissenschaften – und insbesondere der Geschichte –, die sich mit dem Aufstieg der Institutionenökonomik verheissungsvoll angekün-

digt hatte, nicht eingetreten ist. Rochat zeigt auf, weshalb die Begegnung nicht stattgefunden hat. Er kritisiert die *endowment perspective*, in welcher – oft implizit – angenommen wird, dass Institutionen einen intrinsischen Wert besitzen und in Bezug auf die Wirtschaft exogen sind; mit anderen Worten: dass sie – unabhängig vom jeweiligen historischen Kontext – als positiv oder negativ eingestuft werden können. Anhand von zwei Fallstudien – die erste fokussiert auf die Entwicklung und den Gebrauch des Aktienrechts im Frankreich des 19. Jahrhunderts; die zweite untersucht Genossamen im französischsprachigen Wallis in der Zwischenkriegszeit – plädiert er dafür, dass Historiker*innen die konkrete Aktivierung von Institutionen ins Zentrum der Untersuchung stellen sollten.

Manuel Dür untersucht die tiefgreifende Zäsur, die der Erste Weltkrieg für zahlreiche multinationale Unternehmen in Westeuropa und den Vereinigten Staaten von Amerika bedeutete. In seinem Beitrag stellt er dar, welche Strategien die drei Basler Farbstoffproduzenten Ciba, Geigy und Sandoz verfolgten, um sich an die kriegsbedingten Umwälzungen auf den Weltmärkten anzupassen. 1917 schlossen sich die drei Firmen in der Basler Interessengemeinschaft zusammen, um der verschärften Konkurrenzsituation und der protektionistischen Ausrichtung zu begegnen. Neben Absprachen über die Preisgestaltung sowie die Produktions- und Forschungsgebiete sollte die kartellartige Verbindung helfen, die Investitionspolitik durch gemeinsam betriebene und finanzierte Produktionsstätten zu verstärken und abzustimmen. Die 1920 erfolgte Etablierung eines solchen Gemeinschaftswerks im amerikanischen Cincinnati, Ohio, stellte in diesem Rahmen die grösste Direktinvestition der IG Basel in den 1920er- und 1930er-Jahren dar. Anhand des US-amerikanischen Gemeinschaftswerks zeigt Dür exemplarisch auf, wie die institutionell verdichtete Zusammenarbeit in der Interessengemeinschaft einerseits neue Möglichkeiten bezüglich der fabrikatorischen Präsenz auf den wichtigsten Zielmärkten eröffnete, andererseits deren Realisierung aber durch den Zusammenschluss unterschiedlicher Interessenlagen neue Probleme und Konflikte produzierte.

Schliesslich präsentiert Leo Grob eine Analyse der ausländischen Direktinvestitionen der Firma Alusuisse, in der er sowohl geografische Bezüge berücksichtigt als auch die Machtstrukturen innerhalb des Unternehmens untersucht. Er leistet damit einen Beitrag zur historischen Forschung zu schweizerischen Direktinvestitionen im Ausland, in welcher die Standorte und Akteure bisher vernachlässigt wurden. In seinem Artikel thematisiert er – unter Verwendung des vom Geografen David Harvey entwickelten Konzepts der *spatial fixes* – die Gründung von Produktionsstätten im Ausland und untersucht dabei, wie verschiedene Akteure wirtschaftliche Territorien konstruierten. Er veranschaulicht, wie die Bemühungen des Managements, Streiks und Personalfuktuationen zu verhindern, die räumliche und technische Organisation des Produktionsstandorts beeinflussten.

Der Artikel stellt dabei klassischen Konzeptionen der Unternehmensgeschichte, die sich allzu oft an zu engen Begriffen der Marktstrategien und effizienzorientiertem Managementhandeln orientierten, alternative Zugänge gegenüber.

Die Artikel in diesem Themenband eröffnen in dreifacher Hinsicht wichtige Einsichten für die aktuelle Forschung. Ein erster Forschungsbeitrag liegt in der Perspektivierung der Unternehmensgeschichte in der *longue durée*. Während etwa der Artikel von Ulla Kypta uns mit Blick auf das 15. und 16. Jahrhundert anregt, den Begriff des Unternehmens an sich zu hinterfragen, stellt die Untersuchung des Klosters Muri in diesem Band eine originelle Anwendung unternehmensgeschichtlicher Ansätze auf ein atypisches Untersuchungsobjekt dar (vgl. den Beitrag von Flurina Caprez, Pascal Pauli und Annina Sandmeier-Walt). Die Historiker*innen, die an diesem Themenband mitgewirkt haben, befinden sich in diesem Sinne in Übereinstimmung mit Oscar Gelderblom und Francesca Trivellato, die betonen, dass epochenübergreifende Vergleiche «should not merely consist of applying contemporary notions to the preindustrial period in order to tease out emergence of modern forms in earlier times. What we need is a business history that applies deep empirical knowledge of the heterogeneity of enterprise forms and credit arrangements in the preindustrial world to examine general theoretical claims about the impact of legal, political and social institutions on economic growth and development.»⁵ Die Beiträge von Manuel Dür und Leo Grob, die sich mit dem 20. Jahrhundert beschäftigen und die Mikrodynamiken der internen und externen Machtkonstellationen in Unternehmen analysieren, zeigen dabei Zugänge zu einer erneuerten Unternehmensgeschichte auf.

Die unterschiedlichen Ebenen, die durch die Beiträge von Manuel Dür (Expatriierung von Firmen) und Leo Grob (*spatial fixes* und Verortung von Direktinvestitionen im Ausland) thematisiert werden, verweisen auf den zweiten Forschungsbeitrag, den die Artikel dieses Bands zu leisten vermögen: Die Fallstudien zeigen die Wichtigkeit der *jeux d'échelles* für das Verständnis historischer Realitäten auf. Der Artikel von Christina Brauner illustriert die Komplexität der Beziehungen zwischen London und Amsterdam und beschreibt die Mediationen – sie spricht von Übersetzungen und Transfers – zwischen den unterschiedlichen Orten, die durch Techniken der Feuerbekämpfung zueinander in Beziehung gesetzt werden. Wie sie anhand der Fallstudie veranschaulicht, waren Technologietransfers, Werbestrategien und kommerzielle Lokalisierungsstrategien eng miteinander verbunden.

Schliesslich tragen die Artikel des Themenbands zu den aktuellen Forschungsdebatten bei, indem sie neue Perspektiven auf die ökonomische Rolle von Institutionen eröffnen, und zwar sowohl in Bezug auf etablierte «Spielregeln» als auch in Bezug auf «Handlungsziele» von Akteuren. Der Artikel von Jean Rochat geht diese Fragen auf direkte Weise an. Er analysiert verschiedene Annahmen institu-

tionenökonomischer Theorien und verdeutlicht die historische Komplexität der Nutzung und der konkreten Auswirkungen von Institutionen anhand zweier Beispiele: der Aktiengesellschaft in Frankreich im 19. Jahrhundert und den Genossamen im französischsprachigen Wallis in der Zwischenkriegszeit. Boris Belge zeigt demgegenüber auf, dass die Quarantäne des Hafens von Odessa sowohl unter dem Blickwinkel eines Regelwerks, an das sich die Beteiligten zu halten hatten, als auch unter der Perspektive einer konstruierten Praktik analysiert werden kann, mit welcher die Akteure mannigfaltige und differente Handlungsziele verbanden. Konzeptuelle Schwierigkeiten im Umgang mit dem Begriff Unternehmen haben Ulla Krypta schliesslich veranlasst, die Institutionenanalyse für die Untersuchung von Handelssozietäten im spätmittelalterlichen Antwerpen fruchtbar zu machen.

Über die Fallstudien dieses Themenbands hinaus bieten sich zahlreiche weitere Forschungsobjekte wie Familienunternehmen, öffentliche Unternehmen, Banken, Universitäten oder auch Museen für historiografische Studien an. Eine Analyse dieser Untersuchungsgegenstände in ihren lokalen, nationalen und internationalen Zusammenhängen eröffnet Historikerinnen und Historikern vielversprechende Forschungszugänge und neue Ergebnisse.

(Übersetzung: Florian Müller)

Anmerkungen

- 1 Thomas David, Tobias Straumann, Simon Teuscher, «Einleitung», in *Neue Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte*. Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte 30, Zürich 2015, 7. An dieser Stelle sei Cristian Consuegra für die redaktionelle Mitarbeit an diesem *Traverse*-Themenheft gedankt.
- 2 William H. Sewell Jr., «A Strange Career. The Historical Study of Economic Life», *History and Theory* 49/4 (2010), 146–166; Francesco Boldizzoni, *The Poverty of Clío*. *Resurrecting Political Economy*, Princeton 2011; Guillaume Calafat, Éric Monnet, «Le retour de l'histoire économique», *La Vie des idées*, 5 janvier 2016, www.laviedesidees.fr/Le-retour-de-l-histoire-economique.html.
- 3 Douglass C. North, *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge 1990; Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006; Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why Nations Fail. The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York 2012. Für kritische Beiträge vgl. Guillaume Garner, «Histoire économique et Nouvelle Économie Institutionnelle en Allemagne», *Revue de l'IFHA*, 1 (2009), <http://ifha.revues.org/346>; Regina Grafe, *Distant Tyranny. Markets, Power, and Backwardness in Spain, 1650–1800*, Princeton 2012; Sheilagh Ogilvie, Andre W. Carus, «Institutions and Economic Growth in Historical Perspective», in Philippe Aghion, Steven N. Durlauf (Hg.), *Handbook of Economic Growth*, Bd. 2, Amsterdam 2014, 403–513; Alida Clemente, Roberto Zaugg, «Hermes, the Leviathan, and the Grand Narrative of New Institutional Economics. The Quest for Development in the Eighteenth-Century Kingdom of Naples», *Journal of Modern European History* 15 (2017), 109–129.

- 4 Geoffrey Jones, Jonathan Zeitlin (Hg.), *The Oxford Handbook of Business History*, New York 2008; Geoffrey Jones, «Firms and Global Capitalism», in Larry Neal, Jeffrey G. Williamson (Hg.), *The Cambridge History of Capitalism*, Bd. 2: *The Spread of Capitalism. From 1848 to the Present*, Cambridge 2015, 169–200; Philip Scranton, Patrick Fridenson, *Reimagining Business History*, Baltimore 2013; Mark Casson, Catherine Casson, *The Entrepreneur in History. From Medieval Merchant to Modern Business Leader*, Basingstoke 2013.
- 5 Oscar Gelderblom, Francesca Trivellato, «The Business History of the Preindustrial World: Towards a Comparative Historical Analysis», *Business History* 61/2 (2019), 242.

Unternehmen oder Institutionen

Handelsgesellschaften im spätmittelalterlichen Antwerpen

Ulla Kypta

Spätmittelalterliche Unternehmen bilden einen festen Bestandteil des Inventars vormoderner Wirtschaftsgeschichtsschreibung. Schon die Historische Schule der Nationalökonomie räumte den Unternehmen einen wichtigen Teil in ihren Darlegungen ein.¹ In modernisierungstheoretisch inspirierten Erzählungen wurden die Firma wie der Staat als bürokratische, hierarchische, zentralistische Einheiten gesehen, die seit dem späten Mittelalter den europäischen Aufstieg mitgetragen hätten.² Als nach dem Zweiten Weltkrieg im kapitalistischen Westen das Zeitalter der grossen Konglomerate anbrach, widmete sich auch die Forschung mit erneuertem Interesse den vermeintlichen Vorläufern dieser Firmen, die auf verschiedenen Erdteilen operierten und Tausende Mitarbeiter beschäftigten. Die wirtschaftswissenschaftlichen Debatten befassten sich lange und intensiv mit der Frage, wieso es eigentlich Firmen gab, wieso nicht jeder Austausch auf dem Markt stattfand. Sie rechtfertigten also gleichsam die Existenz der Konzerne.³ Zur gleichen Zeit erzählte die wirtschaftshistorische Forschung gern die Geschichte von Unternehmen nach, die bereits im späten Mittelalter zahlreiche Filialen in ganz Europa unterhalten hätten, die sie mit Mitarbeitern bestückt hätten, die den Weisungen der Zentrale zu folgen gehabt hätten und nur zu den regelmässigen Abrechnungen an den Hauptstandort der Firma zurückgerufen worden seien.⁴

Als in den 1990er-Jahren informelle, netzwerkartige Kooperationen den hierarchischen und bürokratischen Firmen Konkurrenz zu machen drohten, wandte sich auch ein Teil der historischen Forschung kaufmännischen Netzwerken zu.⁵ Der Faszination für grosse Unternehmen tat das aber keinen Abbruch. Besondere Prominenz gewannen in der Forschung die Firmen, die ihr Kapital nutzen, um an Herrscher Kredite zu verteilen,⁶ wie etwa die Fugger und Welser in Süddeutschland,⁷ die dem Kaiser des römischen Reichs im 16. Jahrhundert Geld liehen, oder die «super-companies» der Bardi, Peruzzi und Acciaiuoli in Norditalien, die wegen ihrer Kredite an den englischen König im 14. Jahrhundert bankrottgingen.⁸ Die Historiografie der vormodernen Handelsgeschichte richtete ihr Interesse also in besonderem Masse auf die grossen Handelshäuser, in denen

sie die Vorläufer moderner, bürokratisch-hierarchisch organisierter Konzerne zu erkennen meinte.

Dieser Fokus bringt zwei Probleme mit sich: Erstens lässt das Interesse für die grossen Handelshäuser all die anderen Formen an Kooperation in den Hintergrund treten, zu denen sich mittelalterliche Kaufleute ebenfalls zusammenschlossen. Die Verengung des Blicks lässt sich nur rechtfertigen, wenn man sich dezidiert nur für die Organisationsformen interessiert, die gemeinhin als Besonderheiten der Moderne aufgefasst werden. Will man aber nicht die Vorgeschichte moderner Firmen erzählen, sondern stattdessen herausfinden, in welchen Formen und Strukturen mittelalterliche Kaufleute ihr Handeln koordinierten, bietet sich ein breiterer Fokus an. Er lässt erkennen, dass hierarchische Unternehmen in der spätmittelalterlichen Geschichte die Ausnahme darstellten. Analysiert man die Geschichte spätmittelalterlicher Organisationsformen, hat dabei aber die Vorstellung einer heutigen Firma im Hinterkopf, besteht zweitens die Gefahr, feste Einheiten zu sehen, wo vielleicht gar keine bestanden. Wer von Unternehmen oder Firmen, *companies* oder *corporations* des Mittelalters spricht, evoziert damit das Bild eines heutigen Unternehmens oder einer heutigen Firma und damit einer abgrenzbaren, eigenständig handlungsfähigen Einheit.⁹ Mindestens seit Max Webers Seminararbeit über Handelsgesellschaften¹⁰ trägt die Erforschung mittelalterlicher Kaufleutekooperation an dem Problem, moderne Begrifflichkeiten zu verwenden, deren Konnotationen die Analysen fehlleiten können. Weber selbst bemerkte nämlich in seiner Studie, dass es im Mittelalter keine Firmen im Sinne einer juristischen Person gegeben habe. Er werde die Bezeichnung aber aus Gründen der «Breviloquenz» weiterverwenden. Diese Qualifikation fällt nur der Leserin auf, die die Vorbemerkungen liest, für alle anderen schreibt Weber einfach von der «mittelalterlichen Firma».

Dass mittelalterliche Handelsgesellschaften nicht wie heutige Firmen organisiert waren, hat also schon Max Weber festgestellt. Auch neuere Abhandlungen weisen stets darauf hin, dass das untersuchte Unternehmen aus einem Geflecht von verschiedenen Partnerschaften bestand.¹¹ Damit rütteln die jeweiligen AutorInnen aber nicht an der problematischen Grundvoraussetzung ihrer Analyse, nämlich daran, dass sie ihr Untersuchungsobjekt als abgrenzbare Einheit verstehen. Diese Vorannahme verstellt den Blick auf die Spezifika und die Funktionsweise der Kooperation mittelalterlicher Kaufleute. Will man wissen, welche Herausforderungen sich spätmittelalterlichen Kaufleuten stellten und wie sie sie zu lösen versuchten – so möchte ich argumentieren –, sollte man nicht die Geschichte bestimmter Unternehmen schreiben, sondern die Institutionen analysieren, die die Zusammenarbeit von Kaufleuten ermöglichten.

Der Hauptteil meines Beitrags zeigt am Beispiel Antwerpener Gesellschaften des 16. Jahrhunderts, warum die Bezeichnung als Unternehmen oder Firma dazu

führen kann, gerade die wichtigen Charakteristika einer solchen Gesellschaft nicht wahrzunehmen. Das Problem gilt aber nicht nur für Antwerpen im 16. Jahrhundert, sondern für mittelalterliche Handelsgesellschaften im Allgemeinen. Es liegt darin begründet, dass es im Mittelalter keine juristischen Personen gab, die zu dem Zweck bestanden, Handel zu treiben. Im zweiten, kürzeren Teil präsentiere ich daher die Institutionenanalyse als alternative Untersuchungsmethode: Sie ermöglicht es, formelle und informelle Strukturen, Regeln und Normen zu analysieren, ohne dass diese sich zu einer abgrenzbaren Einheit fügen müssen.

Gesellschaften waren keine Firmen

Im ersten Teil möchte ich nun einige Charakteristika der Antwerpener Gesellschaften herausarbeiten. Sie verdeutlichen die Probleme, die entstehen, wenn diese Gesellschaften als Unternehmen bezeichnet werden. Antwerpen gilt als einer der wichtigsten Handelsknotenpunkte des späten Mittelalters. In seiner Blütezeit zwischen 1450 und 1550 kamen Kaufleute aus allen Teilen Europas nach Antwerpen, um ihre Waren zu tauschen:¹² Kaufleute aus dem süddeutschen Raum brachten insbesondere Metallprodukte und Metalle aus den Bergbauregionen Süd- und Osteuropas. Kaufleute aus dem Norden des Reichs importierten zum Beispiel Wachs, Getreide und Asche. Französische Kaufleute handelten etwa mit Salz, toskanische mit Seide. Einen besonders grossen Anteil an Antwerpens Handelsblüte schreibt die Forschung den englischen und portugiesischen Kaufleuten zu: Der englische Wollstapel lag bereits seit dem frühen 14. Jahrhundert in Antwerpen. Jeder, der englische Wolle kaufen wollte, musste dafür nach Antwerpen reisen. Die Portugiesen brachten ihre ersten Kolonialwaren nach Antwerpen, insbesondere Gewürze und Zucker. Damit steigerten sie die Attraktivität des Warenangebots in Antwerpen noch weiter. Kaufleute, die in Antwerpen eine Gesellschaft gründeten, standen demnach aller Wahrscheinlichkeit nach im Kontakt mit Kaufleuten aus verschiedenen Regionen Europas. Wenn die Gesellschaften, die sie miteinander schlossen, nicht den Vorstellungen entsprachen, die wir von einer Unternehmung oder Firma haben, lag das wohl nicht daran, dass die Antwerpener Kaufleute wichtige Entwicklungen ihrer Zeit verschlafen oder nicht mitbekommen hätten.

Die Gesellschaftsverträge, die ich untersuche, stammen aus den Akten verschiedener Antwerpener Notare aus der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts.¹³ Die Tatsache, dass in Antwerpen Notare ansässig waren, zeigt Antwerpens Aufnahmefähigkeit für die Traditionen, die die verschiedenen Kaufleute mitbrachten. Bis ins späte 15. Jahrhundert hinein zeichneten die Antwerpener Schöffen (der Rat) dafür verantwortlich, Dokumente zu bestätigen und ihnen damit eine einklag-

bare Gültigkeit zu verschaffen. Im Laufe des späten 15. Jahrhunderts kamen nun aber Kaufleute aus Südeuropa nach Antwerpen, die es gewohnt waren, ihre Dokumente von Notaren bestätigen zu lassen. Deshalb entstand in Antwerpen ein öffentliches Notariat mit der Autorität, Verträge und Zertifikate auszustellen und zu beglaubigen.¹⁴ Für neue Ideen, die die fremden Kaufleute mitbrachten, zeigte sich der Stadtrat von Antwerpen also sehr aufnahmebereit. Das stützt die eben angestellte Vermutung: Wenn die Gesellschaften, die die Kaufleute schlossen, nicht unserem Bild von einem Unternehmen entsprachen, lag das wohl nicht daran, dass neue Ideen über die Organisation des Handels sich in Antwerpen nicht hätten durchsetzen lassen. Stattdessen sollten wir unsere Vorstellungen von einem Unternehmen des späten Mittelalters hinterfragen.

Die Form der Kooperation, auf die die Kaufleute sich in den Verträgen einigten, nenne ich «Gesellschaft». In den Quellen heisst es, die Kaufleute hätten einen Vertrag über eine *societas*, *geselschap* oder *compagnia* geschlossen. Die drei Termini wurden als Synonyme verwendet.¹⁵ Sie drückten in verschiedenen Sprachen das Gleiche aus: *Societas* ist der lateinische, *geselschap* der niederdeutsche beziehungsweise flämische und *compagnia* der italienische Name für das, worüber sich die vertragsschliessenden Kaufleute einigten. Deshalb verwende ich den Terminus «Gesellschaft», der möglichst nahe an *societas* und *geselschap* liegt. Die italienische Bezeichnung *compagnia* in die heutige Sprache zu übertragen, birgt einige Probleme, wie ich unten ausführen werde. Da die drei Termini als Synonyme gebraucht wurden, verwende ich die Bezeichnung «Gesellschaft» für alle Verträge, die eine *societas*, *geselschap* oder *compagnia* festschrieben.

Drei Charakteristika der Antwerpener Gesellschaften unterscheiden sie deutlich von dem, was wir uns unter einem Unternehmen vorstellen: (1) Die «Gesellschaft» bezeichnete das Kapital, nicht die beteiligten Personen; (2) die Gesellschaften hatte keine Angestellten und (3) sie trat nicht nach aussen in Erscheinung.

(1) Der Terminus *societas*, *geselschap* oder *compagnia* bezeichnete in den Verträgen das Kapital, das die beteiligten Personen zusammenlegten. Darin bestand der Gründungsakt einer Gesellschaft. Nur wenn die Parteien Kapital vereinigten, entstand daraus auch eine Gesellschaft. Andere Formen der Kooperation, in denen die Partner kein Kapital zusammenlegten, wurden nicht als Gesellschaft bezeichnet: Beispielsweise hatten die Brüder Adam und Dierick Schulenburg und ein anderer Kaufmann, Gielis Musch, eine Vereinbarung getroffen, einander zwischen Antwerpen, Danzig, Lübeck und Stockholm Tuche zuzusenden.¹⁶ Dazu vereinigten sie aber weder Geld noch Waren, das heisst, sie schufen kein gemeinsames Kapital und damit auch keine Gesellschaft. Sowohl die Tuche als auch das nötige Geld, um sie anzukaufen, wurden nicht zum gemeinsamen Besitz erklärt, sondern blieben eindeutig einer der Parteien zugeordnet. Das Dokument listet

den jeweiligen Besitz der Partner und ihren aktuellen Aufenthaltsort akribisch auf. Der Terminus Gesellschaft fiel dabei nie. Andersherum wurde jede Art der Kooperation als Gesellschaft bezeichnet, sobald Geld oder Güter zusammengelegt wurden; die Partner mussten dafür nicht im Handel zusammenarbeiten. So begründeten drei norddeutsche Kaufleute eine *compagnia oft* (oder) *geselschape*, indem sie Werkzeuge vergemeinschafteten, mit denen sie Land erschlossen.¹⁷ Claes Stenger und Hans Spinghele vereinten 14 Pferde und zwei Wagen zu einer Gesellschaft, die sie zwei Monate später wieder auflösten, indem sie die Pferde und Wagen aufteilten. Aus gemeinsamem Besitz wurde wieder der Besitz von Stenger und der Besitz von Spinghele. Damit endete die Gesellschaft.¹⁸

Typischerweise schlossen Kaufleute eine Gesellschaft aber, um Güter oder Waren für den Handel zu vereinigen. Im Folgenden möchte ich mich auf zwei Beispiele konzentrieren: Hermann Kerstens aus Lübeck und Balthasar de Vleminck aus Gent vereinbarten in einem *contract van geselschape* (Gesellschaftsvertrag) jeweils 300 Pfund flämisch zusammenzulegen.¹⁹ Das eingelegte Kapital durfte aus Geld oder Waren im gleichen Wert bestehen. Balthasar de Vleminck sollte «hierzulande» (in den Niederlanden) Güter einkaufen, die im «Ostland» (*oostlant*, meint den Norden des Reichs) mit Profit zu verkaufen wären, während Hermann Kerstens im «Ostland» Waren erwerben sollte, die sich wiederum in den Niederlanden gut verkaufen liessen. Gewinne und Verluste wurden je zur Hälfte geteilt. Die Gesellschaft bestand aus den Waren im Wert von insgesamt 600 Pfund flämisch, die sich Kerstens und Vleminck zwischen Norddeutschland und den Niederlanden zuschickten. Im zweiten Beispielfall schlossen Guillaume Borremans und Jan Verheeyden einen *contract van Compaignye* (Gesellschaftsvertrag). Jeder trug 400 Pfund flämisch bei.²⁰ Wieder konnte das Kapital aus Geld oder Waren bestehen. Verheeyden sollte dafür Waren in Nürnberg kaufen, die Borremans in Antwerpen verkaufte. Im Gegensatz zur Gesellschaft von Vleminck und Kerstens vergemeinschafteten Borremans und Verheeyden nur den Warenstrom in eine Richtung: Verheeyden schickte Waren nach Antwerpen, aber Borremans sandte keine Waren nach Nürnberg zurück. Gewinne und Verluste wurden wie im ersten Beispiel hälftig geteilt.

Eine Gesellschaft entstand also, indem Partner Kapital zusammenlegten. Nur was sie explizit vereinigten, bildete die Gesellschaft. Alle weiteren Geschäfte, die sie ansonsten tätigten, konnten von den Ausführungen im Gesellschaftsvertrag deshalb nicht berührt werden. Im Unterschied zu vielen anderen Gesellschaftsgründungen vereinbarten Kerstens und Vleminck beispielsweise, die Unkosten (*coste ende laste*) des Handels zu teilen, nämlich die Frachtkosten, den Fuhrlohn und andere Unkosten. In den meisten anderen Gesellschaftsverträgen wurden die Unkosten nicht thematisiert. Wahrscheinlich trug jeder Gesellschafter seine eigenen Unkosten selbst. Kerstens und Vleminck teilten die Unkosten.

Davon schliessen sie explizit die Kosten aus, die einem der Partner entstehen könnten, weil er jemandem Geld lieh. Die Kosten dafür musste jeder aus eigener Tasche bestreiten. In anderen Gesellschaftsverträgen wurden dazu keine Regelungen getroffen: Wer die Unkosten nicht vereinigte, der musste auch nicht ausschliessen, dass die Kosten für ausgefallene Kredite nicht auf den Partner abgewälzt wurden. Borremans und Verheeyden legten hingegen fest, dass Verheeydens Reisekosten und seine Unterkunft in Nürnberg «zu Lasten der *Compagnyen*» gehen würden, das heisst, aus dem gemeinsamen Kapital bestritten würden. Er durfte aber nur Reisekosten geltend machen, die ihm im Zusammenhang mit der Gesellschaft entstanden waren. Da Kerstens und Vleminck im Gegensatz dazu keine Reisekosten vergemeinschafteten, mussten sie auch keine Ausführungen darüber treffen, welche Kosten nicht aus der Gesellschaft zu bestreiten seien. Die Verträge zeigen damit deutlich, dass die Partner gewisse Aspekte ihres Handels vergemeinschafteten. Zugleich lassen die Verträge erkennen, dass die Partner jeweils weitere Aktivitäten ausserhalb der Gesellschaft durchführten. Verheeyden unternahm wohl noch andere Reisen, auf denen er keine Geschäfte für die Gesellschaft mit Borremans verfolgte. Ansonsten hätten die Partner nicht explizit vereinbaren müssen, dass die Kosten solcher Reisen nicht aus der Gesellschaft bezahlt würden. Vleminck und Kerstens wiederum waren offenbar nicht nur im Handel zwischen den Niederlanden und Norddeutschland aktiv, sondern tätigten zudem Kreditgeschäfte, die mit diesem Handel und damit mit der Gesellschaft in keinem Zusammenhang standen. Zumindest hielten Vleminck und Kerstens es für wahrscheinlich genug, dass sie solche Geschäfte führen würden, um eine entsprechende Regelung in den Vertrag aufzunehmen, die es ausschloss, die entstehenden Kosten der Gesellschaft anzulasten.

Die ältere deutsche Forschung interpretierte solche Regelungen bisweilen als Borg- oder Konkurrenzverbote: Den Partnern sei es nicht erlaubt, Geld zu verleihen oder anderweitig als für die Gesellschaft Handel zu treiben. Daraus schlussfolgerte sie, die Partner hätten sich der Gesellschaft vollständig zu verpflichten gehabt.²¹ Damit wurden die spätmittelalterlichen Gesellschaften so dargestellt, wie man sich ein modernes Unternehmen vorstellt: Wer einen Vertrag mit einer Firma unterzeichnet, darf nicht zugleich für eine andere arbeiten, sondern stellt seine ganze Arbeitskraft in den Dienst des Unternehmens. Eine genaue Lektüre der Verträge legt eine andere Interpretation nahe: Die Verträge verboten den Gesellschaftern nicht, anderen Handel zu treiben oder Kredite zu vergeben. Die Partner wollten sich aber dagegen absichern, dass ihre *Compagnons* die Kosten aus diesen anderen Geschäften auf die Gesellschaft abwälzten.²² Diese Fehlinterpretation der älteren Forschung zeigt die Gefahr, die entsteht, wenn man die Verträge mit dem Bild einer modernen Firma im Hinterkopf liest. Versucht man hingegen sich von diesem Bild zu distanzieren, zeigen die Quellen gerade keine

Angestellten, die sich einem Unternehmen mit ganzer Arbeitskraft verpflichteten, sondern vielmehr unternehmerisch tätige Personen, die ihr Kapital für bestimmte ihrer verschiedenen Aktivitäten zusammenlegten.

(2) Wenn die Kaufleute des 16. Jahrhunderts von einer *geselschape* oder *compagnia* sprachen, meinten sie damit also keine Gruppe von Personen, sondern eine bestimmte Menge an geteiltem Kapital. Entsprechend fehlte den Gesellschaften ein wichtiges Charakteristikum von Unternehmen: Sie hatten keine Angestellten. Darin liegt der zweite fundamentale Unterschied zwischen dem Bild von einer modernen Firma und den spätmittelalterlichen Gesellschaften. Wie gerade erläutert, vereinigten die Kapitalgeber, das heisst die Gesellschafter oder Partner, nur einen Teil ihres Kapitals in einer Gesellschaft. Mit dem Rest konnten sie eigenen Handel betreiben oder andere Gesellschaften eingehen. Darüber hatte ihr Partner keine Verfügungsgewalt. Verheeyden betrieb mit hoher Wahrscheinlichkeit noch andere Geschäfte als den Einkauf von Waren in Nürnberg, die er nach Antwerpen zu Borremans schickte. Besonders nahe liegt dieser Schluss bei einer anderen Gesellschaft, die Jan Geldolf und Cornelis Janssen vereinbarten:²³ Sie vereinigten bestimmte Waren, die schon auf einem Schiff lagen, das von Arneuiden nach Bordeaux fahren sollte. Diese Waren sollten nun ihnen beiden gehören, den Verkaufserlös in Bordeaux wollten sie entsprechend teilen. Hier lässt sich mit besonders hoher Wahrscheinlichkeit vermuten, dass Geldolf und Janssen nicht nur mit diesen Waren Handel trieben, die sie im Oktober 1545 von Arneuiden nach Bordeaux schickten, sondern daneben noch weitere Handelsaktivitäten verfolgten, die sie aber eben nicht vergemeinschafteten: Andere Einträge in den Notariatsakten zeigen, dass Jan Geldolf im Dezember 1545 Messingdraht an einen Kaufmann aus Rouen verkaufte.²⁴ Die Kapitalgeber können also nicht als Angestellte der Gesellschaft interpretiert werden, sie nahmen keine Position ein, die heutigen Managern vergleichbar wäre.

Ausserdem kommen in den Verträgen Personen vor, die kein Kapital einbrachten. Sie wurden als Diener bezeichnet, wenn sie einen Anstellungsvertrag eingingen, oder als Faktoren oder Prokuratoren, wenn sie ein Vertretungsmandat erhielten. Diener oder Faktoren wurden aber nicht «der Gesellschaft», sondern einem oder mehreren Partnern zugeordnet: Selbst als Joachim Pruner und Kilian Rietwieser, die miteinander eine Gesellschaft eingegangen waren, ihre jeweiligen Brüder zu Vertretern in Lissabon bestellten, ernannte sie Joachim Pruner nicht im Namen der Gesellschaft, sondern im Namen von sich selbst und von seinem Gesellschafter Rietwieser. Er setzte sie auch nicht zu Faktoren der Gesellschaft ein, sondern zu Faktoren von sich selbst und von Kilian Rietwieser.²⁵ Wenn sich die Formulierung «Diener der Gesellschaft» in den Verträgen findet, bedeutet sie, dass die Diener aus dem gemeinsamen Kapital gezahlt wurden. Das kam auch für Pferde vor, deren Unterhalt meist viel kostete. «Diener der Gesellschaft» (oder

«Pferd der Gesellschaft») zu sein, implizierte also nicht, dass der Diener (oder das Pferd) im Namen der Gesellschaft auftrat oder handelte, sondern dass er (oder es) aus dem vergemeinschafteten Kapital bezahlt wurde.

(3) Damit wird das dritte Charakteristikum berührt, das die Antwerpener Gesellschaften vom herkömmlichen Bild eines Unternehmens unterscheidet: Die meisten Antwerpener Gesellschaften waren augenscheinlich nicht als Aussen-gesellschaften konzipiert. Die Partner vereinbarten, Kapital zusammenzulegen und damit bestimmten Handel zu treiben. Es gibt aber keine Anzeichen dafür, dass sie ihre jeweiligen dritten Geschäftspartner informierten, dass das gezahlte Geld oder die gehandelten Waren nicht ihnen alleine gehörten, sondern das Kapital einer Gesellschaft bildeten. Wenn Verheeyden in Nürnberg zum Beispiel Messer kaufte, musste er dem Verkäufer nicht mitteilen, dass er die Gewinne aus diesem Geschäft mit seinem Antwerpener Partner Borremans würde teilen müssen. Wenn Kerstens in Lübeck Wachs kaufte, trat er dabei wohl nicht als Teilhaber von «Kerstens und Vleminck» auf, sondern einfach als Hermann Kerstens. Dass er das Wachs nach Antwerpen weiterschickte, war für den Verkäufer wohl nicht relevant. Ein Indiz dafür, dass die Partner ihre Gesellschaft nicht offenlegten, kann man darin sehen, dass weder Kerstens und Vleminck noch Borremans und Verheeyden noch andere Partner in ihren Verträgen einen Namen für ihre Gesellschaft festlegten.²⁶

Zudem regelten die Verträge ausschliesslich die Beziehungen zwischen den Partnern. Über die Haftbarkeit gegenüber Dritten oder irgendeinen anderen Aspekt des Kontakts zwischen einem Partner und dritten Personen wurden keinerlei Bestimmungen festgehalten. Vielmehr dienten die Verträge dazu, die gegenseitigen Verpflichtungen der Partner untereinander festzuschreiben. Borremans und Verheeyden gaben an, dass sie ihre Güter bereits im April vereinigt hätten. Als sie im Mai zum Notar kamen, bestand ihre Gesellschaft also schon. Nun wollten sie ihre gegenseitigen Verpflichtungen aber noch schriftlich festhalten lassen. Ihre Vereinbarungen besiegelten die beiden Kaufleute damit, dass sie nochmals gelobten, sich an alles zu halten und widrigenfalls hundert Goldkronen als Strafe an den anderen Partner zu zahlen. Dafür hafteten sie mit allen ihren Gütern. Zudem verzichteten sie explizit auf alle Rechtsmittel gegen die Vereinbarung. Zuletzt forderten sie den Notar auf, zwei Exemplare des Vertrags auszufertigen, damit jeder von ihnen ein Dokument mitnehmen konnte, das der jeweils andere Partner eigenhändig unterschrieben hatte. Im Falle der Gesellschaft von Borremans und Verheeyden zeigt sich damit besonders deutlich, warum Kaufleute einen Gesellschaftsvertrag vereinbarten: In ihrem «Vertrag von der Gesellschaft» legten Borremans und Verheeyden die Regeln für die gemeinsame Bewirtschaftung des Kapitals fest. Die Verträge dienten nicht dazu, eine Einheit zu konstituieren, die fürderhin nach aussen in Erscheinung treten konnte. Borremans und Verheeyden

schlossen den Vertrag nicht, um sich künftig als Partner von «Borremans und Verheyden» präsentieren zu können. Vielmehr hatten sie die Gesellschaft bereits konstituiert, und zwar indem sie Kapital vergemeinschaftet hatten.

Diese drei Charakteristika sollten deutlich machen, dass man falsche Assoziationen hervorruft, wenn man spätmittelalterliche Gesellschaften oder *compagnie* als Unternehmen oder Firmen bezeichnet. Die Termini Unternehmen oder Firma suggerieren eine abgegrenzte unternehmerische Einheit, die sich in den antwerper Quellen nicht finden lässt. Eine Gesellschaft bestand nicht aus Personen, sondern aus dem vergemeinschafteten Kapital aus Waren oder Geld. Eine Gesellschaft beschäftigte auch keine Manager oder Angestellten, die im Namen des Unternehmens auf einem Markt auftraten. Ein «Diener der Gesellschaft» handelte nicht im Namen der Gesellschaft, sondern wurde aus dem vergemeinschafteten Kapital bezahlt. Wahrscheinlich kommunizierten die Kaufleute, die ihr Kapital zusammenlegten, ihren anderen Geschäftspartnern gar nicht, dass sie in einem bestimmten Bereich nicht nur auf eigene Rechnung handelten. Daneben waren sie wohl in verschiedene andere Handelsaktivitäten involviert, die sie allein oder in Zusammenarbeit mit anderen Partnern betrieben.

Ähnliche Beobachtungen haben schon diverse ForscherInnen vor mir angestellt. Sowohl Postan als auch Cordes betonen für das mittelalterliche England beziehungsweise das Lübeck des 14. Jahrhunderts, dass nur vergemeinschaftetes Kapital eine Gesellschaft konstituierte.²⁷ Dass Kaufleute nicht nur eine, sondern verschiedene Gesellschaften gleichzeitig eingingen, wird zumindest für die *commenda* und die hansischen Gesellschaften festgestellt. Die *compagnia* hingegen wird meist als langlebiger als die *commenda* beschrieben; damit geht die Vorstellung einher, dass Kaufleute ihr auch eher langfristig angehörten. In einer *compagnia* hätten die Gesellschafter ausserdem füreinander unbeschränkt gehaftet, zudem sei die *compagnia* als Aussengesellschaft aufgetreten.²⁸ In der Forschung finden sich zudem schon viele Hinweise darauf, dass eine mittelalterliche Gesellschaft nicht als eine feste Einheit vorgestellt werden sollte. In ihrer Studie über das mittelalterliche Montpellier beschreibt Reyerson die Aktivitäten der Familie Cabanis deshalb nicht als Firma oder Unternehmen. Vielmehr habe die Familie viele verschiedene Gesellschaften gegründet und Geschäfte unternommen. Sie beschreibt die Geschäfte der Familie als informelle, nicht als rechtliche Einheit.²⁹

Die rechtshistorische Forschung streicht klar heraus, dass mittelalterliche Handelsgesellschaften nicht zu juristischen Personen wurden. Die Geschichte der Unternehmen als juristische Personen beginnt an der Wende zum 17. Jahrhundert.³⁰ Die berühmtesten Beispiele stellen die holländische und die englische Ostindienkompagnien dar.³¹ Eine Firma, die eine juristische Person wird, tritt als handlungsfähige Einheit auf: Sie besitzt gewisse Rechte und Pflichten, sie

kann in eigenem Namen Verträge schliessen, Vermögenswerte besitzen, klagen oder verklagt werden. Wenn eine Firma zur juristischen Person wird, wird sie zur Korporation, sie erhält also gleichsam einen Körper.³² Diese Vorstellung eines Unternehmens als Korporation prägt unser Bild von wirtschaftlichen Kollektivakteuren: Sie treten auf, sie handeln wie eine Person, eine konkret bestimmbare und abgrenzbare Einheit. Das Mittelalter kannte natürlich auch Korporationen, allerdings nicht in der Organisation des Handels, sondern etwa in Form von Gilden, Bruderschaften, städtischen Kommunen oder Universitäten.³³ Diese Einheiten, die kollektives Handeln in anderen Bereichen koordinierten, konnten nun wiederum ebenfalls als Gesellschaften bezeichnet werden. Beispielsweise hiess eine einflussreiche Bruderschaft, in der sich die Lübecker Oberschicht zusammenfand, «Zirkelgesellschaft» (*selschop der circuler*),³⁴ genau wie die Lübecker Handelsgesellschaften zu dieser Zeit ebenfalls oft als Gesellschaft (*selschop*) bezeichnet wurden. Der Terminus Gesellschaft kann in mittelalterlichen Quellen also sowohl eine Korporation als auch eine lose Einheit meinen, er kann gemeinschaftliches Handeln im wirtschaftlichen Bereich oder in einem anderen Bereich der Gesellschaft bezeichnen. Eine bestimmte Kombination dieser Charakteristika kam allerdings nie vor: Korporationen beziehungsweise juristische Personen, die im Handel tätig waren, gibt es erst seit dem 17. Jahrhundert.

Die Frage, wie man die Kooperationen mittelalterlicher Kaufleute im Handel bezeichnet, eröffnet damit mehr als ein terminologisches Problem. Es lässt sich nicht viel damit gewinnen, anstelle von Unternehmen oder Firmen ein anderes Wort einzuführen. Der Terminus Gesellschaft stammt zwar aus den Quellen, im mittelalterlichen Sprachgebrauch war seine Anwendung aber keineswegs auf den Bereich des Handels beschränkt. Ihn für Handelsgesellschaften zu reservieren, würde den zeitgenössischen Konnotationen der Bezeichnung nicht adäquat entsprechen. Zudem besitzen die «Gesellschaften» im heutigen Sprachgebrauch wieder ganz andere Bedeutungsschattierungen. Die Bezeichnung *compagnia*, wiederum ein Quellenbegriff, klingt wie das englische *company* und evoziert damit ebenfalls heutige Vorstellungen einer Firma. In der Forschung zu den berühmten süddeutschen Handelsfamilien, wie etwa den Fuggern oder Welsern, wird ausserdem häufig die Bezeichnung «Handelshaus» gewählt.³⁵ Dieser Terminus birgt zwar keine Assoziationen an heutige Unternehmen oder Firmen, suggeriert aber ebenfalls eine Einheitlichkeit, die für viele dieser Handelshäuser ebenfalls hinterfragt wird. Wenn man beispielsweise die «Grosse Ravensburger Handelsgesellschaft» näher analysiert, wird aus einem grossen, hierarchischen Handelshaus eine Vielzahl kleinerer, miteinander vernetzter Familiengesellschaften, die von den Zeitgenossen weder als «gross» bezeichnet noch als eine Einheit namens «Ravensburger Handelsgesellschaft» angesehen wurden.³⁶

Mit einer neuen Bezeichnung allein lässt sich das Problem nicht lösen. Vielmehr gab es im Mittelalter für die Entität, die wir heute Unternehmen oder Firma nennen, deshalb keine Bezeichnung, weil es die Einheit nicht gab: Im Mittelalter wurden zwar sowohl Korporationen eingegangen als auch Gesellschaften geschlossen, um Handel mit Profit zu betreiben. Beides kam aber nicht gleichzeitig vor: Die Menschen schlossen sich nicht in Korporationen zusammen, um profitablen Handel zu organisieren. Die beiden Elemente wurden erst im 17. Jahrhundert kombiniert.

Aussengesellschaften lassen sich allerdings schon früher in den Quellen finden. Kaufleute konnten durchaus als Angehörige «der Fugger» auftreten. Das Beispiel Antwerpen zeigt jedoch, dass selbst an dieser wichtigen, international vernetzten Handelshochburg des 16. Jahrhunderts Kaufleute eher dazu tendierten, Innengesellschaften zu gründen.³⁷ Den Fokus hauptsächlich auf Aussengesellschaften zu richten, lässt sich rechtfertigen, wenn man wie Max Weber die Vorläufer der offenen Handelsgesellschaft sucht. Der Strang der rechtshistorischen Forschung, der die Anfänge heutiger Rechtsinstitute aufzuspüren versucht, muss sich nicht dafür interessieren, ob diese Vorformen heutiger Rechtsinstitute zu der untersuchten Zeit regelmässig genutzt wurden und welche Alternativen dazu existierten. Gleiches gilt für die modernisierungstheoretisch inspirierte Forschung, die die Firma als gewinnorientierte Korporation als einen der Gründe für Europas wirtschaftlichen Aufstieg in der Neuzeit ansieht und sich deshalb darauf fokussieren kann, deren Entstehungsgeschichte nachzuzeichnen. Da in Antwerpen im 16. Jahrhundert Kaufleute Handel trieben, die in Aussengesellschaften zusammengeschlossen waren, kommt der Geschichte des Antwerpener Handels in solchen eher linearen Erzählungen von der Geburt der Firma oder den Anfängen der offenen Handelsgesellschaften eine wichtige Rolle zu. Interessiert man sich hingegen dafür, wie Kaufleute im spätmittelalterlichen Antwerpen ihren Handel organisierten, spielten die Aussengesellschaften nur eine untergeordnete Rolle.³⁸ Will man verstehen, vor welchen Herausforderungen ein Kaufmann stand und wie er sie anging, sollte man sich von der Vorstellung einer Einheit wie der Firma oder des Unternehmens lösen. Mittelalterliche Kaufleute waren nicht Angehörige einer Firma, sondern gründeten verschiedene Gesellschaften und betrieben ausserdem Eigenhandel. Sie verfolgten nicht das Interesse eines Unternehmens, sondern engagierten sich in verschiedenen Unternehmungen, um ihr eigenes wirtschaftliches Interesse abzusichern.

Wenn man die Vergangenheit also nicht auf unsere heutigen Konzepte absuchen, sondern ihre eigenen Herausforderungen und Lösungen verstehen will, bietet es sich an, auf Bezeichnungen wie Unternehmen oder Firma zu verzichten. Eine Umbenennung allein löst das Problem der irreführenden Konnotationen dabei nur bedingt: Statt eine Bezeichnung durch eine andere zu ersetzen, sollten Ge-

sellschaften neu gedacht werden. Anstelle einer organisatorischen Einheit sollte man sich eher ein Bündel von Abmachungen, Rechten und Pflichten vorstellen, wie ich im nächsten Abschnitt darlegen werde.

Institutionen statt Unternehmen

Um sich von der Vorstellung einer Einheit zu lösen und stattdessen die konkreten Elemente zu analysieren, die die Zusammenarbeit von Kaufleuten ausmachten, bietet sich die Methode der Institutionenanalyse an. Institutionen kann man definieren als regulative, normative und kognitive Ordnungen, die gesellschaftliches Verhalten ordnen und durch Erwartungssicherheit stabilisieren. Institutionen geben die Rahmenbedingungen für Handlungen vor und machen so das Verhalten der Mitmenschen vorhersehbar.³⁹ Regeln und Normen, Glaubenssätze und Organisationen können als Institutionen erfasst werden.⁴⁰ Die Tradition der Beschäftigung mit Institutionen kann man in der Ökonomie, Soziologie und Politikwissenschaft bis ins vorvergangene Jahrhundert zurückverfolgen.⁴¹ In der jüngeren Wirtschaftswissenschaft machten die Arbeiten von Douglass C. North die sogenannte Neue Institutionenökonomik prominent. North ging es darum zu zeigen, dass Austausch nie ganz effizient vonstattengeht, weil immer Transaktionskosten anfallen, um einen Austausch zu vollziehen. So muss zum Beispiel ein Kaufvertrag auch durchgesetzt werden, damit der Verkäufer nicht ohne Bezahlung bleibt und der Verkäufer sein Gut auch erhält. Die Institution, die diesen Kaufvertrag durchsetzt, kann beispielsweise die Gewohnheit sein, Waren sofort zu bezahlen, das Aufsetzen eines schriftlichen Vertrags oder ein Rechtssystem, das Brüche des Kaufvertrags verlässlich verfolgt. North sieht die Aufgabe der Neuen Institutionenökonomik darin, zu erforschen, welche Institutionen die Effizienz des Austausches am besten steigerten und damit Wohlstand förderten.⁴²

Für HistorikerInnen liegen darin zwei Probleme: Erstens lässt sich die Effizienz einer konkreten Institution schwer ergründen. Eine spezifische Institution zeitigte intendierte wie nicht intendierte Konsequenzen; sie konnte manche Transaktionskosten senken, andere dafür steigern, und sie war immer eingebunden in ein Netz von anderen Institutionen, sodass die Auswirkungen einer bestimmten Institution kaum abgeschätzt werden können.⁴³ Oft werden deshalb bestehende Institutionen zu effizienten Lösungen erklärt, ohne zu belegen, dass es keine anderen Institutionen gegeben hätte, die den Wohlstand der Gesellschaft stärker gesteigert hätten.⁴⁴ Zweitens interessieren sich HistorikerInnen nicht ausschliesslich für die Effizienzwirkungen von Institutionen. Stattdessen liegt der Reiz der institutionellen Analyse für HistorikerInnen eher darin, die formalen und informellen Strukturen und Gewohnheiten einer Gesellschaft zu erforschen, ohne sie

zu bewerten. Damit stehen sie eher in der soziologischen Tradition der Institutionenanalyse.

Um die Institutionenanalyse im konkreten Falle durchzuführen, lassen sich trotzdem bei einem Ökonomen hilfreiche Anregungen finden, nämlich bei Avner Greif. Seine Schriften untersuchen zwar ganz in der Tradition der Neuen Institutionenökonomik mittelalterliche Institutionen im Handel unter der Fragestellung, wie sie Austausch erleichterten und Wohlstand steigerten. Seine Analysen historischer Institutionen können aber auch für HistorikerInnen inspirierend sein, denn auf die Anschlussfrage nach der Effizienz lässt sich verzichten.⁴⁵ Greif betont, bei jeder institutionellen Analyse sei der spezifische Kontext der Situation zu berücksichtigen und neben politischen und rechtlichen Institutionen seien auch ethische Normen und soziale Regeln mit einzubeziehen.⁴⁶ Dieser weite Fokus brachte ihm Kritik vonseiten der ÖkonomInnen ein;⁴⁷ für HistorikerInnen hingegen macht gerade die Sensibilität für Kontexte und die Berücksichtigung einer weiten Spanne diverser Institutionen seinen Ansatz interessant.

Eine Institution lässt sich nach Greif als Versuch interpretieren, ein Problem zu lösen.⁴⁸ Nicht jede Institution stellt einen effizienten, geglückten Versuch der Problemlösung dar. Schon Frederic Lane bemerkte, dass mittelalterliche Kaufleute immer mehr als eine Institution nutzten, um ihre Probleme zu lösen, und jede Institution wiederum verschiedene Probleme anging.⁴⁹ Diese Beobachtung wird in der jüngeren Forschung wieder aufgegriffen,⁵⁰ um sie der «institutionenanalytischen Variante des Modernisierungsparadigmas»⁵¹ entgegenzustellen: Die Geschichte der Institutionen lässt sich demgemäss nicht als linearer Auswahlprozess darstellen, an dessen Ende sich alle Akteure einer bestimmten Epoche für die besten, effizientesten Institutionen entschieden. Stattdessen ist sie laut Regina Grafe geprägt von Multifunktionalität (jede Institution löste mehr als ein Problem) und Komplementarität (Akteure nutzten immer mehr als eine Institution zur Lösung desselben Problems). Eine historische Institutionenanalyse kann daher mit der Frage ansetzen, welches Problem eine Institution zu lösen versuchte.

Greif sieht Institutionen zudem als Kombinationen verschiedener institutioneller Elemente.⁵² Auch für diese institutionellen Elemente lässt sich fragen, zur Lösung welcher Probleme sie hervorgebracht worden sein könnten. Um diese Fragen zu beantworten, ist die klassische historische Kompetenz der Hermeneutik gefragt. Welche Probleme eine Institution angehen sollte, lässt sich nicht mathematisch herleiten. Nur die Analyse verschiedener ähnlicher Quellen lässt ein Gespür dafür entstehen und ermöglicht, Vermutungen darüber anzustellen, auf welches Problem eine bestimmte Regel, Norm oder Gewohnheit reagiert haben könnte. So können die Institutionen einer Gesellschaft nicht auf ihre Effizienz untersucht, sondern als Problemlösungsversuche interpretiert werden.

Zum Abschluss möchte ich deshalb kurz skizzieren, wie die Antwerpener Gesellschaften des 16. Jahrhunderts als Versuch der Problemlösung analysiert werden können. Dabei werde ich zunächst auf die Institution Gesellschaft und anschliessend auf ihre institutionellen Elemente eingehen. Welches Problem löste die Institution Gesellschaft? Eine Gesellschaft bestand, wie oben gezeigt wurde, aus vergemeinschaftetem Kapital aus Geld oder Waren. Die beteiligten Kaufleute sahen es also offenbar als Problem an, dass sie alleine zu wenig Geld oder Waren besaßen. Die Gesellschaft half dem Problem des Ressourcenmangels ab. Ausserdem hielten sich die Partner oft an verschiedenen Orten auf. Eine Gesellschaft kann deshalb zudem als Lösung für das Problem eines Kaufmanns interpretiert werden, dass er an einem Ort Handel treiben wollte, an dem er selbst nicht anwesend war oder sich selbst nicht gut auskannte.⁵³ Da eine Gesellschaft, wie oben herausgearbeitet, beschrieben werden kann als zeitliche oder auf eine Transaktion befristete Zusammenlegung von personellen und Kapitalressourcen mit den Ressourcen eines anderen Kaufmanns, lässt sich also interpretieren, dass die Kaufleute ihren Mangel an Ressourcen als Problem wahrnahmen und mithilfe der Gründung einer Gesellschaft Abhilfe schafften.

Die Institution Gesellschaft bestand aus verschiedenen institutionellen Elementen. Die Gründung einer Gesellschaft löste nicht nur Probleme, sondern warf ihrerseits wiederum neue auf. Um welche es sich dabei handelte, lässt sich anhand der institutionellen Elemente interpretieren. So liessen die Kaufleute einen schriftlichen Vertrag über ihre Gesellschaft aufsetzen, der von einem öffentlich anerkannten Notar ausgefertigt wurde. Die institutionellen Elemente der Schriftlichkeit und der öffentlichen Absicherung deuten darauf hin, dass bei den Kaufleuten eine gewisse Unsicherheit darüber herrschte, ob sich der Partner auch an die Zusagen und Abmachungen halten würde. Deshalb wählten sie anstelle der Institution einer mündlichen Übereinkunft den schriftlichen Vertrag, der die Verlässlichkeit der Vereinbarung erhöhte, indem er sie einklagbar machte.

Einen prominenten Platz nehmen innerhalb dieser Verträge die Regelungen zu Gewinnen und Verlusten ein. Die Partner versicherten einander, in ihren Handlungen den gemeinsamen Profit zu suchen und Verluste zu vermeiden. Vleminck und Kerstens beispielsweise vereinbarten, im Ostland beziehungsweise in den Niederlanden Güter zu kaufen, die in den Niederlanden beziehungsweise im Ostland *proffytelyck* (profitabel) wieder zu verkaufen seien.⁵⁴ Für das Ziel, Verluste zu vermeiden, wurde sogar Gottes Beistand angerufen, der sonst in den Verträgen so gut wie keine Rolle spielte.⁵⁵ Verluste aber sollte er bitte zu vermeiden wissen.⁵⁶ Um die Gefahr zu grosser Verluste abzuwehren, sahen die Kaufleute offenbar keine irdische Institution als geeignete Lösung an. Verluste sollten aber nicht nur vermieden und Profite gesucht werden, sondern beides war auch unbedingt zu teilen.⁵⁷ Dahinter kann man das Problem vermuten, dass ein Partner eventu-

ell dazu neigte, Profite, die er aus dem vergemeinschafteten Gut erwirtschaftet hatte, als seine eigenen und nicht die der Gesellschaft anzusehen, sie also nicht zu teilen. Andersherum sollten wohl Verluste, die einer der Kaufleute in seinen eigenen Geschäften gemacht hatte, nicht als Verluste der Gesellschaft ausgegeben und auf den Partner umgelegt werden. Dass die Kaufleute hierin eine Gefahr sahen, zeigt sich zum Beispiel in der Vereinbarung zwischen Kerstens und Vleminck: Da die beiden auch gewisse Unkosten vergemeinschaftet hatten, bestand das Risiko, dass einer von beiden Unkosten abrechnete, die gar nicht im gemeinsamen Geschäft entstanden waren. Deshalb sicherten sie sich zumindest gegen Kreditausfälle des anderen ab: Unkosten, die aus dem Verleihen von Gütern entstanden, versprachen sie nur zu teilen, wenn sie darüber informiert worden seien.⁵⁸

Die Institution Gesellschaft löste also das Problem des personellen wie finanziellen Ressourcenmangels. Da die Lösung in der Vergemeinschaftung bestand, warf sie wiederum das neue Problem auf, die Vergemeinschaftung so zu regeln, dass die Partner nicht Verluste vergemeinschafteten, aber Gewinne für sich behielten. Um sich dagegen abzusichern, wählten die hier untersuchten Gesellschafter die öffentliche Institution des notariell beglaubigten Vertrags. Zudem rekurrten sie auf die informelle Norm von Treue, um einander zu vergewissern, dass sie sich an alle Vereinbarungen halten wollten.⁵⁹ Eine gleichsam ausserweltliche Institution – Gott – sollte das Problem lösen, dass schlechtes Wetter oder unvorhergesehene Verluste drohten.

Will man die Kooperation spätmittelalterlicher Kaufleute also nicht als Teil der Vorgeschichte der modernen Firma erzählen, bietet sich die Alternative, sie als Institution mit verschiedenen Elementen zu analysieren. Das bringt den Vorteil, die konkreten Herausforderungen genauer in den Blick zu bekommen, die sich einem spätmittelalterlichen Kaufmann stellten. Die Perspektive der einzelnen Akteure, ihre Handlungsmotivationen und Entscheidungsprozesse werden damit deutlicher erkennbar. Die Analyse der Antwerpener Gesellschaftsverträge zeigt, dass die Kaufleute ihren Mangel an Ressourcen offenbar als Problem ansahen und mithilfe der Gesellschaftsgründung Abhilfe schufen. Eine ihrer Handlungsmotivationen bestand also darin, ihre Aktivitäten auszudehnen: Sie wollten mit mehr Kapital handeln, als ihnen selbst zur Verfügung stand, und an mehr Orten Handel treiben, als sie selbst bereisen konnten. Ansonsten hätten sie sich ja mit ihrem eigenen Kapital an ihrem eigenen Handelsstandort begnügen können und hätten keine Gesellschaft eingehen müssen. Was sie zu diesem Expansionsstreben antrieb, darüber lässt sich nur spekulieren: Wollten sie sich gegen Krisen an einem Ort absichern, indem sie an mehreren Orten Handel trieben; wollten sie ihre Profite steigern, indem sie ihr Handelsvolumen erhöhten; folgten sie der Tradition, die ihnen sagte, dass Kaufleute schon immer ihren Handel ausgedehnt hätten?

Die erste Interpretation – Kaufleute wollten sich absichern – erscheint besonders plausibel, weil die Vermeidung von Verlusten, wie eben gezeigt, ein besonders wichtiges institutionelles Element der Gesellschaften ausmachte. Wer zu hohe Verluste einfuhr, konnte der Verschuldungsspirale manchmal nicht mehr entkommen. Damit drohte die Höchststrafe, nämlich aus dem Netz der Handelspartner ausgeschlossen zu werden und sich gar nicht mehr am Handel beteiligen zu können.⁶⁰ Anders formuliert lag die Handlungsmotivation der Kaufleute darin, weiter als Kaufleute handeln zu können. Dabei nahmen sie eine individualistische Perspektive ein: Sie kooperierten mit anderen, um ihre Ressourcen zu vergrößern, daraus entstand aber keine Gemeinschaft, die eigene Interessen hätte entwickeln können, denen sich der einzelne Kaufmann hätte unterordnen müssen. Das lässt sich daraus ersehen, dass die Kaufleute es augenscheinlich als Gefahr wahrnahmen, einer von ihnen könne die Verluste vergemeinschaften, Gewinne aber für sich allein verbuchen. Sie gingen also davon aus, dass jeder von ihnen als Bezugsrahmen für sein wirtschaftliches Handeln das eigene Geschäft wählte. Deshalb mussten sie sich explizit versichern, in Geschäften, die sie mithilfe des vergemeinschafteten Kapitals durchführten, neben dem eigenen auch den Profit der Gesellschaft im Blick zu behalten.

Die institutionelle Analyse bietet damit die Möglichkeit, die Handlungsmotivationen der historischen Akteure zu diskutieren. Auch in der wirtschaftswissenschaftlichen Debatte vertreten einige ForscherInnen die Auffassung, dass die heutigen Organisationsformen der Wirtschaft besser zu verstehen seien, wenn man keine festen Einheiten voraussetzt, die man dann analysiert, sondern die verschiedenen Elemente wirtschaftlicher Zusammenarbeit erfasst.⁶¹ Nicht nur die vormoderne, sondern auch die moderne Wirtschaftsorganisation lassen sich besser verstehen, wenn man die Perspektive der Akteure einnimmt. Damit eröffnet sich ausserdem die Möglichkeit, Vergleiche über verschiedene Zeiten und Räume hinweg anzustellen. Sucht man in anderen Regionen der Welt nach Firmen und Unternehmen europäischen Vorbilds,⁶² behält der Vergleich stets eine eurozentrische Schlagseite. Fragt man hingegen nach den Problemen, die Kaufleute zu lösen hatten, und nach den verschiedenen Lösungen, die sie fanden, lassen sich Vergleiche anstellen, ohne eine Lösung als die bessere zu bewerten und alle anderen aus dem Blick zu verlieren.

Fazit

Dieser Beitrag stellte zwei Möglichkeiten vor, die Geschichte der Kooperation spätmittelalterlicher Kaufleute zu erzählen. Die erste, hier kritisch beleuchtete Variante lässt sich als Modernisierungserzählung einordnen. Sie richtet ihren

Fokus auf eine bestimmte Form der Kooperation, nämlich die Handelshäuser, die gern als Vorformen moderner Unternehmen interpretiert werden. Diese Betrachtung hat ihre Berechtigung innerhalb eines Forschungszweigs, der sich für die Vorgeschichte heutiger Organisationsformen interessiert. Solche Ansätze finden sich beispielsweise in einer Rechtsgeschichte, die die Historiografie heutiger Rechtsinstitute schreibt. Sucht man allerdings nach den häufigen oder typischen Formen, wie Kaufleute im späten Mittelalter zusammenarbeiteten, treten die grossen Handelshäuser in den Hintergrund. Belegt man die typischen Formen der Kooperation mit der Bezeichnung Unternehmen oder Firma, evoziert man Assoziationen, die ein falsches Bild von diesen Organisationsformen entstehen lassen.

Das zeigte dieser Beitrag am Beispiel von Handelsgesellschaften im Antwerpen des frühen 16. Jahrhunderts. Dazu wurden die Gesellschaftsverträge untersucht, die Kaufleute von einem Notar festhalten liessen. Die Gesellschaften, zu denen sich Kaufleute zusammenschlossen, unterschieden sich in wichtigen Charakteristika von den Vorstellungen, die sich mit modernen Firmen verbinden. Diese Differenzen lassen sich nicht darauf zurückführen, dass die Kaufleute in Antwerpen den Trend zu moderneren Unternehmensformen verschlafen hätten, denn Antwerpen zählte zu den wichtigsten Handelsknotenpunkten des spätmittelalterlichen Europas: Kaufleute aus unterschiedlichen Regionen des Kontinents kamen in die Stadt und tauschten ihre Ideen aus. Drei wichtige Unterschiede lassen sich erkennen: «Gesellschaft» meint in den Verträgen keine Gemeinschaft von Personen, sondern das Kapital in Geld oder Waren, das die Partner zusammenlegten. Gesellschaften hatten keine Angestellten, und sie traten nicht nach aussen in Erscheinung.

Die Diskrepanz zwischen dem beschriebenen Objekt – den Antwerpener Handelsgesellschaften – und der Bezeichnung – Unternehmen, Firma – lässt sich nicht einfach aus der Welt schaffen, indem eine andere Benennung verwendet wird, denn sowohl die Bezeichnung als Gesellschaft wie auch als Handelshaus bringt wieder andere Konnotationen mit sich, die das Phänomen ebenfalls nicht adäquat erfassen. Stattdessen sollte die Vorstellung von einer spätmittelalterlichen Handelsgesellschaft verändert werden: Sie sollte nicht als feste Einheit gedacht werden, nicht als juristische Person, die selbst handlungs- und haftungsfähig war. Solche Einheiten kannte das späte Mittelalter zwar, nämlich in Form der Korporationen. Allerdings wurden Korporationen nie zu dem Zweck gegründet, wirtschaftlichen Profit zu erzielen. Das blieb den Handelsgesellschaften vorbehalten, die wiederum keine Korporationen bildeten.

Die spezifische Logik von Handelsgesellschaften lässt sich also schwerlich erfassen, wenn man sie als Unternehmen zu beschreiben versucht. Als Alternative wurde hier die institutionelle Analyse kaufmännischer Kooperation präsentiert.

Eine solche Analyse untersucht eine bestimmte Institution – hier die Antwerpener Handelsgesellschaft – und fragt, für welches Problem diese Institution eine Lösung geboten haben könnte. Die Lösung muss nicht effizient, schon gar nicht die effizienteste mögliche Lösung gewesen sein. Die Antwerpener Handelsgesellschaften boten den Kaufleuten die Möglichkeit, ihre Ressourcen beträchtlich zu erweitern: Sie konnten mit mehr Kapital und an mehr Orten Handel treiben. So liegt es nahe zu vermuten, dass die Kaufleute Ressourcenknappheit als Problem wahrnahmen und das Problem angingen, indem sie Handelsgesellschaften mit Kollegen eingingen. Diese Lösung warf ihrerseits neue Probleme auf, die sich erschliessen lassen, wenn man die institutionellen Elemente der Institution Handelsgesellschaft untersucht: Die schriftlichen, notariell beglaubigten Abmachungen und die Versicherung der Treue, sich daran zu halten, deuten darauf hin, dass die Partner sich Sorgen machten, der jeweils andere könnte Verluste vergemeinschaften und die Gewinne für sich behalten. Die institutionelle Analyse untersucht Institutionen auf die Probleme, die Akteure damit zu lösen versuchten. Damit öffnet sie die Möglichkeit, die Handlungsmotivationen der Akteure zu thematisieren. Die Antwerpener Handelsgesellschaften erscheinen als Versuch der Kaufleute, Verluste zu vermeiden. Als Referenzwert diente ihnen dafür weniger die Gesellschaft – das vergemeinschaftete Kapital – denn vielmehr ihr eigenes Geschäft.

Eine institutionelle Analyse befreit die Erzählung von der linearen Erzählrichtung, die Vorgeschichten der Moderne notwendigerweise aufweisen. An die Stelle der Suche nach der Vorgeschichte moderner Organisationsformen tritt die Analyse der spezifischen Formen spätmittelalterlicher Kooperationen. Damit entfällt allerdings auch der Spannungsbogen, der Modernisierungserzählungen auszeichnet und ihnen unmittelbare Relevanz verschafft: Die Auswahl eines Untersuchungsobjekts lässt sich recht einfach damit begründen, dass man so erzählen könne, wie Strukturen und Phänomene entstanden seien, die die heutige Gesellschaft prägen. Wieso man ergründen möchte, in welchen charakteristischen Formen spätmittelalterliche Kaufleute typischerweise zusammenarbeiteten, erfordert mehr Begründungsaufwand. Ein Vorteil der institutionellen Analyse liegt darin, dass sich mit ihrer Hilfe unterschiedliche Zeiten und Orte vergleichen lassen. So lässt sich fragen, wie andere Kaufleute – etwa im hohen Mittelalter in Europa oder im Spätmittelalter im südostasiatischen Raum – die Probleme der Ressourcenknappheit lösten und ob sich dahinter ähnliche Handlungsmotivationen verbargen. So lässt sich nicht die Vorgeschichte heutiger Phänomene erklären, aber stattdessen kaufmännisches Handeln auf seine intertemporalen und überregionalen Gemeinsamkeiten abprüfen.

Anmerkungen

- 1 «Die Unternehmung» bildet zum Beispiel Kapitel 7 im zweiten Buch von Gustav Schmoller, *Grundriss der allgemeinen Volkswirtschaftslehre*, Leipzig 1900.
- 2 Die Firma wird bis heute als wichtiger Faktor für Europas wirtschaftliche Erfolge in der Neuzeit angesehen, siehe beispielsweise Avner Greif, «Family Structures, Institutions, and Growth. The Origins and Implications of Western Corporations», *The American Economic Review* 96 (2006), 308–312; William N. Goetzmann, *Money Changes Everything. How Finance Made Civilization Possible*, Princeton 2016, 520.
- 3 Die Diskussion startete mit Ronald Harry Coase, «The Nature of the Firm», *Economics* 4 (1937), 386–405. Sie wird nachgezeichnet bei Tony Lawson, «The Nature of the Firm and the Peculiarities of the Corporation», *Cambridge Journal of Economics* 39 (2015), 1–32.
- 4 Reinhard Hildebrandt, *Die «Georg Fuggerischen Erben». Kaufmännische Tätigkeit und sozialer Status 1555–1600*, Berlin 1966; Elmar Lutz, *Die rechtliche Struktur süddeutscher Handelsgesellschaften in der Zeit der Fugger. I. Darstellung*, Tübingen 1976; Joachim Riebartsh, *Augsburger Handelsgesellschaften des 15. und 16. Jahrhunderts. Eine vergleichende Darstellung ihres Eigenkapitals und ihrer Verfassung*, Bergisch-Gladbach 1987.
- 5 Gerhard Fouquet, Hans-Jörg Gilomen (Hg.), *Netzwerke im europäischen Handel des Mittelalters*, Ostfildern 2010; Andrea Carcausi, Christof Jeggle (Hg.), *Commercial Networks and European Cities, 1400–1800*, London 2014; Ulf Christian Ewert, Stephan Selzer, «Netzwerkorganisation im Fernhandel des Mittelalters. Wettbewerbsvorteil oder Wachstumshemmnis?», in Hartmut Berghoff, Jörg Sydow (Hg.), *Unternehmerische Netzwerke. Eine historische Organisationsform mit Zukunft?* Stuttgart 2007, 45–70; Ulf Christian Ewert, Stephan Selzer, «Wirtschaftliche Stärke durch Vernetzung. Zu den Erfolgsfaktoren des hansischen Handels», in Mark Häberlein, Christof Jeggle (Hg.), *Praktiken des Handels. Geschäfte und soziale Beziehungen europäischer Kaufleute in Mittelalter und früher Neuzeit*, Konstanz 2010, 39–69.
- 6 Wolfgang von Stromer, *Oberdeutsche Hochfinanz 1350–1450*, Teil 1, Wiesbaden 1970.
- 7 Zu diesen beiden Handelshäusern gibt es entsprechend auch neue Biografien: Mark Häberlein, *Die Fugger. Geschichte einer Augsburger Familie (1367–1650)*, Stuttgart 2006; Mark Häberlein, *Aufbruch ins globale Zeitalter. Die Handelswelt der Fugger und Welser*, Darmstadt 2016.
- 8 Edwin S. Hunt, James M. Murray, *A History of Business in Medieval Europe 1200–1550*, Cambridge 1999, insbesondere 99–122.
- 9 Geoffrey M. Hodgson, *How Economics Forgot History. The Problem of Historical Specificity in Social Sciences*, London 2001, 316 f.
- 10 Max Weber, *Zur Geschichte der Handelsgesellschaften im Mittelalter. Nach südeuropäischen Quellen*, Stuttgart 1889 (Nachdruck Amsterdam 1964).
- 11 Für die «super-companies»: Hunt, Murray (wie Anm. 8), 105; Kathryn Louise Reyerson, *The Art of the Deal. Intermediaries of Trade in Medieval Montpellier*, Leiden 2002, 9, 110.
- 12 Michael Limberger, «No Town in the World Provides More Advantages. Economies of Agglomeration and the Golden Age of Antwerp», in Patrick O'Brien et al. (Hg.), *Urban Achievement in Early Modern Europe. Golden Age in Antwerp, Amsterdam and London*, Cambridge 2001, 39–62; Donald J. Harrell, *High Germans in the Low Countries. German Merchants and Commerce in Golden Age Antwerp*, Leiden 2004; Ralph Davis, «The Rise of Antwerp and its English Connection, 1406–1510», in D. C. Coleman, A. H. John (Hg.), *Trade, Government and Economy in Pre-Industrial England*, London 1976, 2–20; Hermann van der Wee, *The Growth of the Antwerp Market and the European Economy (Fourteenth–Sixteenth Centuries). II. Interpretation*, Den Haag 1963; Pierre Jeannin, «Les relations économiques des villes de la Baltique avec Anvers au XVI^e siècle», *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 43 (1956), 193–217 und 323–355.
- 13 Sie liegen im FelixArchief (Stadtarchiv) Antwerpen und im Rijksarchief (Staatsarchiv) Antwerpen. Jakob Strieder hat eine Regestedition der Stücke vorgelegt, in denen Kaufleute aus dem Reich genannt werden: Jakob Strieder, *Aus Antwerpener Notariatsarchiven. Quellen zur deut-*

- schen Wirtschaftsgeschichte des 16. Jahrhunderts*, Wiesbaden 1962 (Neudruck Stuttgart 1930). Die unten genannten Regestnummern beziehen sich auf Strieders Edition. Die Angabe «Notariaat» oder «N #» nennt die Archivsignatur. Die Stücke mit der Signatur «Notariaat» liegen im Staatsarchiv, diejenigen mit der Signatur «N #» im Stadtarchiv in Antwerpen.
- 14 Renée Doehaerd, *Études Anversoises. Documents sur le commerce international à Anvers. I. Introduction*, Paris 1963, insbesondere 15. Eine ausführliche Beschreibung des antwerpener Rechtswesens liefert Dave De ruysscher, «*Naer het Romeinsch recht alsmede den stiel mercantiel*». *Handel en recht in de Antwerpse rechtbank (16de–17de eeuw)*, Kortrijk 2009.
 - 15 In Regest 44, Notariaat 522, Bl. 204–205, zum Beispiel lautet die lateinische Überschrift *contractus societatis*, im flämischen Fliesstext schreibt der Notar *societeyt oft geselschap*. Der Vertrag zwischen Jan van der Weerden und Magnus Fries wird bezeichnet als *contract van Compaignie oft geselschape*, Regest 633, N # 2077, Bl. 79r.
 - 16 Regest 545, N # 2075, Bl. 188–189.
 - 17 Regest 651, N # 2077, Bl. 115.
 - 18 Regest 107, N # 2070, Bl. 234v.
 - 19 Regest 282, N # 2072, Bl. 122–123.
 - 20 Regest 642a, N # 2077, Bl. 45–46. Ausserdem brachte Jan Verheeyden noch 225 Pfund flämisch ein. Dafür erhielt er pro Jahr 7,5 % Zinsen. Erst nach Abzug dieser Zinsen wurde der Rest der Gewinne beziehungsweise Verluste unter den beiden Partnern aufgeteilt.
 - 21 So zum Beispiel bei Riebartsch (wie Anm. 4), 235.
 - 22 Das gilt nicht nur für antwerpener Gesellschaftsverträge. Die Formulierungen in den süd-deutschen Gesellschaftsverträgen lauten sehr ähnlich, siehe dazu Ulla Kypta, «What is a Small Firm? Some Indications from the Business Organization of Late Medieval German Merchants», in Dave de ruysscher et al. (Hg.), *The Company in Law and Practice. Did Size Matter? (Middle Ages–Nineteenth Century)*, Leiden 2017, 10–33.
 - 23 Regest 297, N # 2072, Bl. 178–179.
 - 24 Regest 304, N # 2072, Bl. 217–218.
 - 25 Regest 36, Notariaat 522, Bl. 151.
 - 26 Manchmal wurde eine Übereinkunft über die Benennung geschlossen. Als zum Beispiel Joachim Pruner und Kilian Rietwieser 1526 in Augsburg eine Gesellschaft gründeten, legten sie fest, dass auf allen Schriftstücken «Joachim Pruner und Kilian Rietwieser» stehen solle, womit aber keine Rangfolge gemeint sei. Joachim Pruner war in Antwerpen ansässig und liess zahlreiche Dokumente auch von antwerpener Notaren bestätigen. Dabei lässt sich stets genau unterscheiden, ob er in eigenem Namen handelte oder im Namen der Gesellschaft mit Rietwieser. Bei der Gesellschaft Pruner-Rietwieser handelte es sich also eindeutig um eine Aussengesellschaft. Der Vertrag wurde abgedruckt im Anhang von Strieder (siehe Anm. 13), 413–420.
 - 27 Michael Moissej Postan, «Partnerships in English Medieval Commerce», in ders. (Hg.), *Medieval Trade and Finance*, Cambridge 1973, 65–91, hier 88; Albrecht Cordes, *Spätmittelalterlicher Gesellschaftshandel im Hanseraum*, Köln 1998, 117.
 - 28 Anja Amend-Traut, «Art. Handelsgesellschaften», in *Handwörterbuch zur deutschen Rechtsgeschichte*, Bd. II, 703–712.
 - 29 Reyerson (wie Anm. 11), 9.
 - 30 Stefania Gialdroni, *East India Company. Una storia giuridica (1600–1708)*, Bologna 2011; Lawson (wie Anm. 3), 22.
 - 31 Anja Amend-Traut, «The Aulic Council and Incorporated Companies. Efforts to Establish a Trading Company between the Hanseatic Cities and Spain», *Annales Universitatis Scientiarum Budapestinensis de Rolando Eötvös nominatae. Secio Iuridica* 53 (2012), 203–238, hier 203; Anja Amend-Traut, *Brentano, Fugger und Konsorten. Handelsgesellschaften vor dem Reichskammergericht*. Ergänzte und erweiterte Fassung des Vortrags vom 9. Oktober 2009 im Stadthaus am Dom zu Wetzlar, Wetzlar 2009, 17.
 - 32 Lawson (wie Anm. 3), 17–19.
 - 33 Siehe zum Beispiel Gaines Post, «Parisian Masters as a Corporation, 1200–1246», *Speculum* 9

- (1934), 421–445; ders., «Roman Law and Early Representation in Spain and Italy, 1150–1250», *Speculum* 18 (1943), 211–232.
- 34 Verein für Lübeckische Geschichte und Alterthumskunde (Hg.), *Urkundenbuch der Stadt Lübeck*, Bd. 7, Lübeck 1885, Nr. 322: Statuten der Zirkelgesellschaft, 302.
- 35 Viele Beiträge reflektieren nicht darüber, welche Bezeichnung sie verwenden. So werden zum Beispiel Handelshaus, Handelsgesellschaft und Handelsfirma synonym verwendet von Mark Häberlein, «Handelsgesellschaften, Sozialbeziehungen und Kommunikationsnetze in Oberdeutschland zwischen dem ausgehenden 15. und der Mitte des 16. Jahrhunderts», in Carl A. Hoffmann, Rolf Kießling (Hg.), *Kommunikation und Region*, Konstanz 2001, 305–326.
- 36 Andreas Meyer, «Die Große Ravensburger Handelsgesellschaft in der Region. Von der ›Boden-seehanse‹ zur Familiengesellschaft der Humpis», in Carl A. Hoffmann, Rolf Kießling (Hg.), *Kommunikation und Region*, Konstanz 2001, 249–304.
- 37 Das ergab meine selektive Durchsicht der Antwerpener Notariatsarchive.
- 38 Reyerson (wie Anm. 11, 2) bemerkt ebenfalls die Tendenz der Forschung, nach den Ursprüngen heutiger Formen zu suchen und dabei die Alternativen aus dem Blick zu verlieren: «Scholars have discovered in the Middle Ages the origins of modern banking, double entry bookkeeping, limited liability partnerships, company structure, and a host of credit mechanisms. They have been less attuned to practices which were not, in some sense, harbingers of what was to come.»
- 39 W. Richard Scott, *Institutions and Organizations. Ideas and Interest*, Los Angeles 2008, 48; Royston Greenwood et al. (Hg.), «Introduction», in *The SAGE Handbook of Organizational Institutionalism*, London 2008, 1–46, hier 4.
- 40 Greif definiert Institutionen als «a system of social factors – such as rules, beliefs, norms, and organizations – that guide, enable, and constrain the actions of individuals, thereby generating regularities of behavior», Avner Greif, «The Fundamental Problem of Exchange. A Research Agenda in Historical Institutional Analysis», *European Review of Economic History* 4 (2000), 251–284, hier 257.
- 41 Scott (wie Anm. 39), Kapitel I: «Early Institutionalists (1880–1950)».
- 42 Douglass C. North, *Structure and Change in Economic History*, New York 1981.
- 43 Jessica Dijkman, *Shaping Medieval Markets. The Organisation of Commodity Markets in Holland, c. 1200–c. 1450*, Leiden 2011, 30.
- 44 Kritik daran äussert zum Beispiel Sheilagh Ogilvie, «Whatever Is, Is Right? Economic Institutions in Pre-Industrial Europe», in *Economic History Review* 60 (2007), 649–684; Daron Acemoglu, Simon Johnson, James A. Robinson, «Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth», in Philippe Aghion, Steven N. Durlauf (Hg.), *Handbook of Economic Growth*, Amsterdam 2005, 385–472. Sie propagieren stattdessen den «social conflict view» auf Institutionen: Die bestehenden Institutionen spiegelten oft die Interessen der politisch einflussreichen Gruppen.
- 45 Ein gutes Beispiel gibt Avner Greif, «Historical and Comparative Institutional Analysis», *American Economic Review* 88 (1998), 80–84. Er beginnt mit der Frage: «Why do societies evolve along distinct institutional trajectories?» Diese Frage ist auch für HistorikerInnen von Interesse. Er fährt fort: «Why do societies often fail to adopt the institutional structure of more successful ones?» Diese Einteilung in erfolgreiche und weniger erfolgreiche Gesellschaften gestaltet sich für HistorikerInnen natürlich schwieriger.
- 46 Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006, 143 f.
- 47 Clark beschreibt die Einbeziehung von ethischen Normen und sozialen Beziehungen als «sociological zoo of ill defined and unmeasurable constructs», Gregory Clark, «A Review of Avner Greif's Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade», *Journal of Economic Literature* 45 (2007), 725–741.
- 48 Regina Grafe, «Was There a Market for Institutions in Early Modern European Trade?», in Georg Christ et al. (Hg.), *Union in Separation. Diasporic Groups and Identities in the Eastern Mediterranean (1100–1800)*, Rom 2015, 593–609, hier 594.

- 49 Grafe (wie Anm. 46), 598; Oscar Gelderblom, *Cities of Commerce. The Institutional Foundations of International Trade in the Low Countries, 1250–1650*, Princeton 2013, 43. Er führt diese Einsicht zurück auf Frederic C. Lane, «Economic Consequences of Organized Violence», *Journal of Economic History* 18 (1958), 401–417, hier 409 f., der das Problem meines Erachtens aber nicht so klar auf den Punkt bringt.
- 50 Greif (wie Anm. 40), 252.
- 51 Grafe (wie Anm. 46), 597, spricht von der «institutionalist variant of a modernisation paradigm».
- 52 Ebd., 14.
- 53 Siehe Greif (wie Anm. 40), 265: Vertreter an einem anderen Ort «enabled merchants to reduce the cost of long-distance trade by saving the time and risk of travelling, diversifying sales, and so forth». Auch eine rechtlich schwächere Position an einem anderen Ort liess sich umgehen, indem man mit einem Partner kooperierte, der vor Ort besser gestellt war, siehe Cordes (wie Anm. 27), 43.
- 54 Regest 282, N # 2072, Bl. 123r.
- 55 Geldolf und Janssen machen ihn noch dafür verantwortlich, günstige Winde für ihre Reise nach Bordeaux zu schicken, Regest 297, N # 2072, Bl. 179r.
- 56 Zum Beispiel auch in Regest 44, Notariaat 522, Bl. 205r: «ende alsdan prouffytyn winninge ende schaden oft verlies dairt god af verhueden wille dairop inder tyt gelopen.»
- 57 So zum Beispiel zwischen Kerstens und Vleminck: «Ende sullen hebben ende genyeten ende oock ghelden ende draghen winninghe ende verlies die opte voerß(creven) goeden ende coopmanschappen comen ende vallen sullen half en half duerende heurlieder geselschap», Regest 282, N # 2072, Bl. 123r; in der Übereinkunft zwischen Geldolf und Jansen heisst es: «opte goeden dyer gecocht ende vercocht sullen worden gewonnen verloren oft ten achtergegaen sal syn dat selve sal wesen tot huerder beyder proffyt ende bate oock van schade ende verlies», Regest 297, N # 2072, Bl. 179r.
- 58 Regest 282, N # 2072, Bl. 123r.
- 59 So heisst es gegen Ende des Vertrags zwischen Kerstens und Vleminck: «Allet welcke die voerß(creven) partyen geloeft hebben deen den anderen In vueghen ende maten soe voerß(creven) es wel ende getrouwelyck tonderhoudene tachtervolgene ende te veldoene», Regest 282, N # 2072, Bl. 123r.
- 60 Ein berühmtes Beispiel dafür ist Hildebrand Veckinchusen, siehe Ulla Kypta, «Smarte Unternehmer, ausgegrenzte Versager. Produktives Scheitern im 15. Jahrhundert?», *fw. Zeitschrift für Geschlechterforschung und visuelle Kultur* 60 (2016), 12–29.
- 61 Die Forschung betont die Probleme, die es bereitet, eine Firma von dem zu unterscheiden, was nicht mehr ihr zugehört, sondern einer anderen Firma oder dem Markt, siehe Lawson (wie Anm. 3). Probleme der Abgrenzung zwischen Firma und Markt bemerkte schon der Begründer der Diskussion über die Natur einer Firma, siehe Coase (wie Anm. 3), 392; siehe auch Michael C. Jensen, William H. Meckling, «Theory of the Firm. Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure», *Journal of Financial Economics* 3 (1976), 305–360, 9. Als Lösung wird vorgeschlagen, ein Unternehmen als Nexus von (geschriebenen oder ungeschriebenen, formalen oder informellen) Verträgen zu erfassen, siehe Armen A. Alchian, Harold Demsetz, «Production, Information Costs, and Economic Organization», *American Economic Review* 62 (1972), 777–795.
- 62 So formulierte Goldschmidt sein universalhistorisches Programm, das das folgende Jahrhundert der Unternehmensforschung prägte, siehe Levin Goldschmidt, *Universalgeschichte des Handelsrechts. Erste Lieferung*, Stuttgart 1891, 41–47. Den Blick auf die Diversität von Institutionen hielt er für ungeschichtlich und wollte die Forschung darauf konzentriert sehen, die Vorgeschichte westlicher Rechtsinstitute zu erforschen, siehe 45 f.

Résumé

Entreprises ou Institutions. Sociétés de commerce à Anvers à la fin du Moyen Âge

L'article promeut une analyse institutionnelle des activités commerciales au Moyen Âge en lieu et place d'une perspective d'histoire des entreprises. À partir de l'exemple des sociétés de commerce à Anvers, l'article remet en cause la pertinence des catégories de «firmes» ou d'«entreprises» pour les caractériser. Ces catégories suggèrent en effet des unités clairement identifiables, structurées de manière hiérarchisée, qui ne correspondent pas aux formes d'activités commerciales présentes à Anvers au Moyen Âge. À Anvers aux XV^e et XVI^e siècles, la notion de «société» tend à décrire un capital en commun plutôt qu'une entité clairement identifiable. Les sociétés de commerce n'emploient pas de personnel et elles ne se présentent pas comme une entité claire dans leur relation avec leur environnement. De manière générale, le Moyen Âge ne connaît pas de corporations à but exclusivement commercial. L'assimilation de ces formes aux entreprises contemporaines n'est donc pas adéquate. La recherche sur la coordination des activités des commerçants au Moyen Âge a donc tout à gagner à opter pour une analyse en termes institutionnels. Elle permet d'analyser les structures formelles et informelles ainsi que les règles et normes sans pour autant réifier ces formes difficilement identifiables.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Übersetzungsgeschäfte

Die Vermarktung von Feuerlöschtechnik zwischen London und Amsterdam um 1700¹

Christina Brauner

Dass sich mit Lokalkolorit und Geschichte um Käufer und Kunden werben lässt, ist nicht erst ein Einfall umtriebiger Marketingagenturen des 20. Jahrhunderts.² Das *Monument to the Great Fire of London* etwa, heute eines der Wahrzeichen der Stadt und zentraler Erinnerungsort des grossen Brandes von 1666, wurde rasch zum Medium konfessioneller Propaganda.³ Bereits um 1694 hatte das Denkmal aber auch seinen Auftritt auf einem Werbeplakat.⁴

Angepriesen wurde ein durchaus einschlägiges Produkt – eine «New Sukeing Worm Fire Engine», eine Schlangenbrandspritze, wie sie zu der innovativsten verfügbaren Löschtechnik der Zeit zählte. Eben eine solche Brandspritze zeigt das Plakat vor dem Denkmal in Aktion.

Das *Monument* dient dabei nicht bloss als Kulisse, vielmehr ist es konstitutiv für die Inszenierung der Werbebotschaft: Indem der Strahl der gezeigten Brandspritze die Spitze des Monuments nicht nur erreichte, sondern noch übertraf, wurde mit deren Leistungsfähigkeit zugleich das Versprechen ins Bild gesetzt, künftige Brandkatastrophen zu verhindern. Diese Bildfindung blieb auch bei einer zweiten Variante des Plakats erhalten, die zwischen 1714 und 1727 entstanden ist und verschiedene Veränderungen gegenüber dem älteren Plakat aufweist.⁵

Neben einem Porträt des werbenden Spritzenmachers selbst, eines gewissen John Lofting,⁶ fallen nun besonders heraldische Symbole ins Auge: Muss das königliche Wappen auf dem älteren Plakat vor allem zum *branding* des Produkts selbst herhalten – die dargestellten Brandspritzen tragen es gut sichtbar auf dem Kessel –, erhält es in der zweiten Version zudem gemeinsam mit Krone und dem Wappen der Stadt einen prominenten Platz am oberen Bildrand. In dem Text, der der zweiten Plakatvariante beigegeben ist, betont Spritzenmacher Lofting seinen selbstlosen Einsatz bei der Bekämpfung von Bränden in der Stadt und ihrem Umland.⁷

Beide Plakatvarianten suchen das beworbene Produkt in einem lokalen Kontext zu verankern und adressieren offenkundig vor allem ein Londoner Publikum. Bei genauerer Betrachtung erweisen sich aber sowohl die «neu erfundenen» Spritzen als auch die Werbeplakate in mehrfacher Hinsicht als Produkte von Ver-



Abb. 1: *The new sukeing worme Engine / Machina nova exuctoria vermi*, 1690–1694, John Lofting (Anbieter), Johannes Kip (Stecher), Diderick van (H)Attevelt (Zeichner), Einblattdruck, 40,0 × 47,3 cm (Bildteil, beschnitten). (Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-OB-82.128A. © Rijksmuseum, Amsterdam)

flechtungsprozessen. Lofting selbst stammte aus den Niederlanden und war bei Brandspritzenmachern in Amsterdam ausgebildet worden. Sein Fall ist durchaus typisch für die grenzüberschreitende Zirkulation von Wissen, Dingen und Akteuren im technologischen Milieu der Zeit.⁸ Die Plakate wiederum sind nicht nur ein Versuch, eine grenzüberschreitend zirkulierende Technologie auf einem lokalen Markt anzubieten; vielmehr ist diese Vermarktungsstrategie selbst, das Werben mit Londoner Lokalkolorit, ein Produkt von Übersetzung und Transfer.

Die Plakate für Loftings Schlangenbrandspritzen dienen im Folgenden als Ausgangspunkt, um exemplarisch Praktiken der Werbung um 1700 zu rekonstruieren und zugleich verflechtungsgeschichtliche Ansätze auf dem Feld der Wirtschaftsgeschichte zu erproben.⁹ Verflechtungsgeschichte ist dabei stets mit einer doppelten Beobachtungsperspektive zu betreiben: Zunächst gilt es in analytischer Perspektive «Nationalisierungs-» und Lokalisierungsgeschichten sowie Innova-

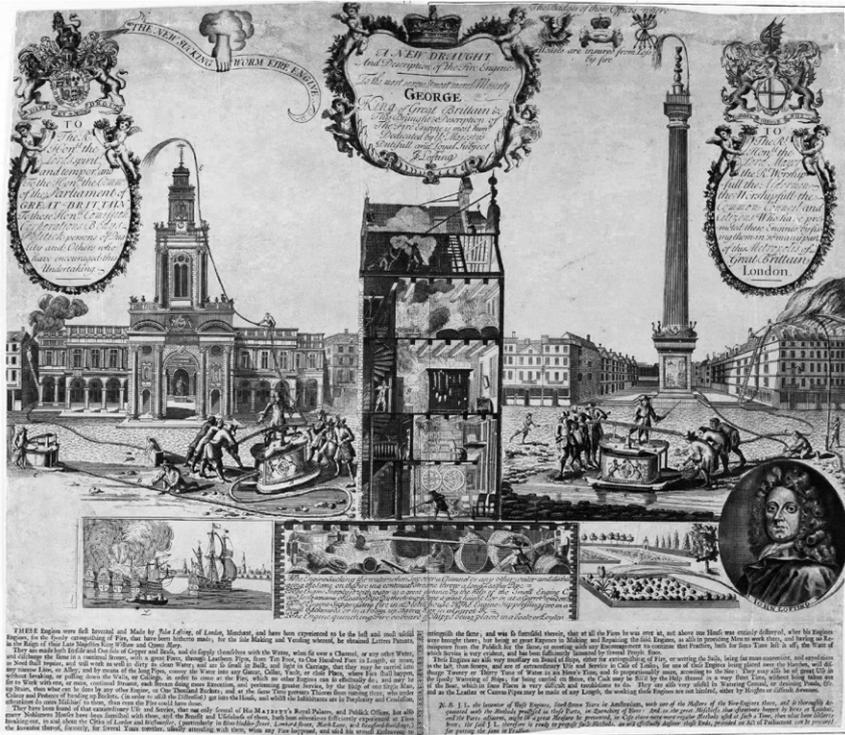


Abb. 2: *The new sucking worm fire engine. / A new draught and description of the fire engine, John Lofting (Anbieter), Johannes Kip (Stecher), Diderick (H)Atteveld (Zeichner), zwischen 1714 und 1727, Einblattdruck, 46,5 × 53,8 cm (beschnitten). (British Museum, inv. no. G,10.76. © The Trustees of the British Museum)*

tionsrhetoriken zu dekonstruieren, im Fall von Technik besonders Erfindungs- und Originalitätsnarrative kritisch zu hinterfragen. Neben der analytischen Dekonstruktion gilt es sodann auch die zeitgenössische Perspektive einzubeziehen: Auf dem Feld der Werbung lässt sich etwa beobachten, wie die Zeitgenossen Transfers und Zirkulation verstanden, imaginierten und aus solchen Verbindungen wiederum Kapital zu schlagen suchten.

Der Blick auf das Geschäft mit dem Feuer und seiner Bekämpfung erscheint dabei ungewöhnlich, aber aus mehreren Gründen aufschlussreich: Erstens erweitert die ungewöhnliche Konstellation des Markts für Löschtechnik den herkömmlichen Fokus der Werbe- und Kaufgeschichte. Löschtechnik ist zwar offenkundig kein alltägliches Verbrauchsgut, sie gehört aber auch nicht zu der Gruppe von Luxuswaren, wie sie in den einschlägigen Studien dominiert, und auch nicht zu den üblichen Verdächtigen der Werbehistoriografie wie Bücher und

Arzneimittel.¹⁰ Unter den Käufern und Kunden solcher Spritzen dominieren weiterhin obrigkeitliche Akteure, die in wirtschaftshistorischen Studien in der Regel als marktregulierende Instanzen in Erscheinung treten.¹¹

Zweitens: Obwohl sich das angebotene Produkt wie die damit verknüpfte Marktconstellation ungewöhnlich ausnehmen mögen, sind die eingesetzten Strategien und Mittel durchaus typisch, vielleicht in manchen Teilen sogar paradigmatisch für frühneuzeitliche Werbung allgemein. Insofern lassen sich an ihrem Beispiel Thesen der Literatur prüfen und differenzieren; durch die relativ klar umrissenen Zielgruppen kann man im Vergleich mit der Werbung für andere Produktgruppen nach spezifischen Modifikationen von Werbestrategien fragen und Diversifizierungsversuche beobachten. Zugleich erlaubt die Überlieferungssituation im untersuchten Fall, das Quellenspektrum werbehistorischer Studien, das oft auf Anzeigen beschränkt bleibt, um sogenannte Werbeephemera zu erweitern und auf diese Weise nach Differenzen und Gemeinsamkeiten verschiedener Medien und medialer Strategien zu fragen.

Drittens kann das Fallbeispiel, aufgrund seiner Situierung an der Schnittstelle von Technik- und Wirtschaftsgeschichte, in besonderem Masse Aufschluss geben über die Rolle von translokalen Bezügen im frühneuzeitlichen Markthandel – ein Gegenstand, der anders als der notorische Fernhandel in der Regel weiterhin vor allem im lokalhistorischen Rahmen betrachtet wird.¹² Auf diese Weise lässt sich die Fallstudie zu Übersetzungs- und Transferprozessen auch einordnen in die gegenwärtige Kritik an der Dominanz nationaler Paradigmen in der frühneuzeitlichen Konsum- und Kaufgeschichte.¹³

Im Folgenden gebe ich einen knappen Überblick über Feuerpolicey und Brandbekämpfung in der Frühen Neuzeit und skizziere einige Probleme der bisherigen Feuerwehrgeschichte. In einem zweiten Schritt wird der Fall Lofting im Kontext zeittypischer Werbepraktiken und -strategien untersucht, daran anschliessend werden Loftings Plakate als Produkte von Übersetzung und Transfers auf verschiedenen Ebenen in den Blick genommen.

Brände, Brandbekämpfung und das Geschäft mit dem Feuer

Wie kaum ein anderes Phänomen stellten Brände in Spätmittelalter und Früher Neuzeit eine öffentliche Bedrohung dar.¹⁴ Sie konnten in kürzester Zeit ganze Dörfer und Städte in Schutt und Asche legen und ihre Bewohner, quer durch alle sozialen Schichten, buchstäblich vor die Ruinen ihrer Existenz stellen. Der Ausbruch von Feuersbrünsten, aber auch ihre Bekämpfung machten handgreiflich, wie abhängig die Bewohner*innen besonders dicht besiedelter Städte voneinander waren. Regelmässig abgehaltene Feuervisitationen dienten der Überprüfung

von Löschgerätschaften und der Einübung ihrer Benutzung, zugleich aber auch der Aufführung und Einübung städtischer Ordnung.¹⁵

Das Feld der Brandbekämpfung bot so auch eine Bühne für die Inszenierung guter Policey.¹⁶ Durch die zunehmende Reglementierung und Formalisierung von Brandschutzmassnahmen wurde die Anschaffung und Instandhaltung von Löschgerät zu einer Daueraufgabe von städtischen Magistraten und anderen Institutionen, die mit Feuerpolicey befasst waren. Neben herkömmlichen Löschmitteln wie Eimern, Leitern, Haken und Handspritzen, die weiterhin in der Regel von lokalen Handwerksbetrieben hergestellt wurden, traten im Laufe des 16. Jahrhunderts zunehmend elaboriertere und kostenintensivere Gerätschaften, insbesondere die grossen Stoss- und später auch Schlangenbrandspritzen.¹⁷

Brandschutz und Feuerbekämpfung waren so auch ein Geschäft, bei dem Magistrate und andere institutionelle Akteure eine zugleich relativ klar umrissene, teils institutionell zur Anschaffung von Löschtechnik verpflichtete Zielgruppe darstellten.¹⁸ Als Anbieter und Hersteller traten dabei vor allem Akteure auf, die man als «artisan-inventors» einem fluiden Milieu zwischen Handwerk, Projektmacherei, Staatsdienst und sich formierender technologischer Expertise zurechnen kann und zu denen auch Lofting zu zählen ist.¹⁹ Um ihre Produkte zu vermarkten, setzten sie Werbemassnahmen ein, die auf städtische und andere Institutionen als Zielgruppe abgestimmt waren: öffentlich abgehaltene Spritzenproben und handschriftliche Werbebriefe, die an Magistrate oder Landesherren gerichtet waren, spätestens seit der Mitte des 17. Jahrhunderts gedruckte Flugblätter und Plakate sowie Zeitungsanzeigen, im deutschen Raum insbesondere in Intelligenzblättern. Um den Vertrieb von Brandspritzen geht es etwa auch in jenem illustrierten Flugblatt von 1655, das Michael Schilling zumindest für den deutschsprachigen Raum als frühesten bekannten Beleg für «direkte Produktwerbung» in diesem Medium überhaupt identifiziert hat.²⁰ Es stammt von dem Nürnberger Zirkelschmied Hans Hautsch und weist in Aufbau und Motivwahl verschiedene Parallelen zu den Plakaten Loftings auf, arbeitet aber deutlich weniger mit lokalisierenden Bildbezügen.²¹

Im Falle Londons sind seit der zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts neben obrigkeitlichen Akteuren und Institutionen die sogenannten *fire offices* als Akteure auf dem Markt für Löschtechnik aktiv. Diese frühen Versicherungen organisierten zum Teil ihre eigenen Löschteams und waren so nicht nur potenzielle Abnehmer von Brandspritzen, sondern auch unmittelbar an der Organisation des Löschwesens in London beteiligt.²² Auf diese spezifisch für London geltende Situation stellt Lofting mit seinem zweiten Plakat gezielt ab und verweist auf drei der prominentesten *fire offices*, indem er deren Zeichen gleich zwischen den Wappen des Königs und des Lord Mayor am oberen Bildrand integriert.²³ Auf dem ersten Plakat taucht dieser Bezug noch nicht auf.

Während die *fire offices* Gegenstand verschiedener fachwissenschaftlicher Studien geworden sind, haben die Publikationen, die sich mit Löschtechnik im engeren Sinne auseinandersetzen, vielfach eher populären Charakter. So sind sie vielfach noch einem überkommenen Modell der Erfindergeschichte verhaftet, das in der einschlägigen akademischen Geschichtsschreibung bereits seit längerem verabschiedet wurde.²⁴ Auch wurde grossen Bränden oft Zäsurcharakter und gleichsam eine Funktion als Modernisierungskatalysator zugeschrieben. Gerade der grosse Stadtbrand von London im Jahr 1666 gilt hier als wichtiger Wendepunkt und Markstein. Jüngere Arbeiten haben solche Zuschreibungen jedoch kritisch hinterfragt, indem sie vermehrt Kontinuitäten bei Präventions- und Feuerpoliceymassnahmen herausgearbeitet haben. Zudem ist verschiedentlich entgegen dem Mythos einer Erfolgsgeschichte technischen Fortschritts auf Episoden von quantitativem wie qualitativem Anwachsen von Brandgefahr und Feuerkatastrophen gerade im 17. und 18. Jahrhundert hingewiesen worden.²⁵ Gegensätzliche Umbruchserzählungen gehen auch auf zeitgenössische Reformdiskurse und Erinnerungsarbeit zurück – die freilich ihrerseits bestimmten Interessen verpflichtet waren, wie Loftings Werbung mit Lokalgeschichte zeigt.

Einer der Helden der Feuerwehrgeschichte ist der Erfinder der Schlangenbrandspritze Jan van der Heyden, der nicht nur als Neuorganisator des Amsterdamer Löschwesens hervorgetreten ist, sondern zugleich auch als Maler und Zeichner.²⁶ Im Rahmen seiner umtriebigen Vermarktungstätigkeit kombinierte van der Heyden seine beiden Berufszweige und warb für seine Brandspritzen unter anderem mit illustrierten Handzetteln, Gebrauchsanweisungen und einem eigens herausgegebenen, grosszügig illustrierten *Brandspuitenboek* (1690).²⁷ Van der Heydens Kundenkreis erstreckte sich von den heimischen Niederlanden über Frankreich, England und das Reich bis in die Schweiz und Russland; seine Bildfindungen sind bis heute in nahezu jedem Bericht über die Geschichte von Brandbekämpfung und Löschtechnik präsent.²⁸ Van der Heyden war, wie noch zu zeigen ist, für Lofting in verschiedener Hinsicht ein wichtiger Bezugspunkt, kam aber auch seinerseits nicht ohne Modelle und Vorbilder aus.²⁹

Die Vermarktungspraktiken, derer sich Brandspritzenmacher bedienten, sind gleichsam an der Schnittstelle zwischen grenzüberschreitender Zirkulation und dem Vertrieb vor Ort angesiedelt. Ihre Analyse kann aufzeigen, wie Anbieter Märkte und Zielgruppen konstruierten, und zugleich ein Schlaglicht darauf werfen, wie Zeitgenossen mit lokalen Bezugsrahmen einerseits und Referenzen auf Transfer- und Austauschprozesse andererseits operierten, gerade auch zu kommerziellen Zwecken.³⁰ Für solche Fragen erscheint das Phänomen der Vermarktung von Brandspritzen auch deshalb aufschlussreich, weil sich hier methodische Einsichten und Ansätze aus der Technikgeschichte, etwa zu Innovations- und Erfindungskonzepten, mit wirtschaftshistorischen Überlegungen verbinden lassen.³¹

Der Fall Lofting und frühneuzeitliche Werbepraktiken

Als John Lofting um 1690 begann, seine «Sukeing Worm Fire Engine» in London und Umgebung zu vertreiben, bot er einem englischen Kundenkreis an, was auch im europaweiten Vergleich zu dem Innovativsten zählte, was in der Zeit an Löschtechnik verfügbar war. Zugleich stieg er in ein Geschäft ein, das zwar keineswegs neu war, dem aber nach dem Grossen Stadtbrand sowie folgenden mehr oder weniger grossen Feuern im Londoner Umland eine erhebliche politische Aufmerksamkeit zukam.³² Wie vermarktete und verkaufte Lofting nun in diesem Kontext seine Brandspritzen?

Ein erster wichtiger Schritt – zugleich die erste dokumentierte Aktivität Loftings im Brandgeschäft überhaupt – bestand im Erwerb eines einschlägigen Patents, genauer gesagt: eines Erfinderprivilegs.³³ Ein solches hatte John Lofting gemeinsam mit einem gewissen Nicholas de Wael im Oktober 1689 beantragt und im Dezember 1689 erhalten: Es verlieh ihnen das Recht zur alleinigen Herstellung und Vermarktung einer «engine for quenching fire, the like never seen before in this kingdom».³⁴ Die performativ-projektive Rhetorik solcher Privilegien demonstrierte damit zugleich die Machtansprüche des Ausstellers, war ihre Erteilung doch königliches Prärogativrecht und Element höfischer Patronagepraxis.³⁵ Erfinderprivilegien galten so zum einen als individuelle Auszeichnung und wurden in der Regel aktiv von den jeweiligen «Erfindern» eingeholt. Andererseits wurde die Vergabe solcher Privilegien in der Regel über die Nützlichkeit der Erfindungen für das Gemeinwesen begründet, wie sie im Falle von Löschtechnik auf der Hand lag.

Monopolrechte waren an den Herrschaftsbereich des Ausstellers geknüpft (oder auf einzelne Städte oder deren Teilgebiete beschränkt). Doch auch innerhalb der jeweiligen Territorien wurden die so erteilten Monopolrechte selten auf dem Rechtsweg eingefordert, geschweige denn konsequent durchgesetzt. Einer der wenigen bekannten Fälle, in denen die Verletzung eines Erfinderprivilegs zu einer Verurteilung und Bestrafung führte, ist ausgerechnet mit dem Brandspritzengeschäft und einem englisch-niederländischen Technologietransfer verbunden: So wurde ein gewisser Theodor Lattenhouwer (Lattenhöwer), der sich als Spritzenmacher in England betätigt und dieses Geschäft auch nach der Rückkehr in seine niederländische Heimat fortgesetzt hatte, in den 1680er-Jahren wegen Patentverletzung von den Gebrüdern van der Heyden vor Gericht gezogen. Lattenhouwer musste eine Geldbusse zahlen und fand sich sogar zeitweilig im Gefängnis wieder. Dies mag man als Hinweis darauf interpretieren, dass der Handel mit Brandspritzen im späten 17. Jahrhundert in der Tat ein lukratives und entsprechend umkämpftes Geschäft war.³⁶

Dennoch blieb auch im Falle von Löschtechnik die Nutzung von Privilegien zur Begründung einklagbarer Ansprüche eher die Ausnahme. Umso häufiger fanden

Erfinderprivilegien und ähnliche Patente im Kontext von Werbung Erwähnung. Gerade im England des späten 17. Jahrhunderts, so konstatiert Christine MacLeod, habe man zunehmend den «publicity value» von Patenten genutzt: Die Patentbesitzer «liked to imply, or at least did not discourage the misconception, that a patent was a form of royal guarantee, that the product or project had been inspected and passed by officials, ministers, or even the king himself. It offered a special sort of trademark to those whose marks did not have the protection of a guild.»³⁷

Das Plakat, das Lofting wohl kurz nach der Erteilung des Privilegs verbreiten liess,³⁸ wies folgerichtig seine Brandspritzen an prominenter Stelle aus als «Approved graciously by their Ma[yes]ties who haue granted Letters patents for / the sole vse making and vending thereof to Johan Lofting of / London Merchant». Zudem trugen, wie erwähnt, die abgebildeten Brandspritzen das königliche Wappen gut sichtbar auf dem Kessel, verwendeten es so tatsächlich wie eine Marke oder eine Art Gütesiegel. Solche Autorisierungsweisen durch Verweise auf Privilegien und heraldische Symbolik sind freilich nicht allein für die Vermarktung von Löschtechnik nachzuweisen, sondern wurden ebenso bei der Werbung für Produktgruppen wie Arzneimittel und Druckerzeugnisse, aber auch von so profanen Dienstleistern wie Schornsteinfegern und Rattenfängern eingesetzt.³⁹

Frühneuzeitliche Erfinderprivilegien wie dasjenige, das Lofting für seine Brandspritze erhielt, gründeten auch auf einen Innovationsanspruch. Anders als ein modernes Verständnis nahelegen würde, wurde dieser Anspruch jedoch gerade nicht universell formuliert – als Neuerung galt die zu patentierende Brandspritze eben nicht auf der ganzen Welt, sondern in «this kingdom». Mögliche Zweifel auch an diesem regional begrenzten Anspruch einmal beiseitegelassen,⁴⁰ ist vor allem festzuhalten, dass eine solche Definition von Innovation im regionalen Rahmen charakteristisch ist für frühneuzeitliche Erfinderprivilegien: Die Innovations- und Erfindungskonzepte, auf denen solche Privilegien basierten, entsprachen zwar nicht mehr dem breiten *inventio*-Diskurs der Vergangenheit, aber auch (noch) keineswegs dem Absolutheitsanspruch modernen Originalitätsdenkens. In der Tat dienten Erfinderprivilegien, wie sie seit dem 15. Jahrhundert aufkamen, Städten und Landesherren oft als Anreiz, um auswärtige Handwerker und andere «Experten» zur Niederlassung in ihrem Gebiet zu bewegen, und waren eng mit Wissenstransfer und Mobilität verbunden. So konnten Privilegien nicht allein von den jeweiligen Empfängern gegenüber konkurrierenden Anbietern eingesetzt werden, sondern ebenso den Ausstellern als Strategie in der Konkurrenz mit anderen Territorien dienen.⁴¹

Die Vermarktungsstrategien, die Lofting einsetzte, zielten zunächst weniger auf das Königreich insgesamt als spezifisch und in erster Linie auf London und Umgebung. In London hatte er sich selbst niedergelassen, zunächst bei St. Thomas Apostle und dann ganz in der Nähe auf dem Kirchhof von St. Mary-le-Bow. Dort

hatte er eine Joint-Stock Company zur Fertigung der Brandspritze etabliert und auch Agenten gefunden, die beim Vertrieb halfen.⁴² Und in London wurden seine Brandspritzten offenkundig zuerst gekauft und eingesetzt.

Über diese Einsätze informierte Lofting in den ersten Monaten des Jahres 1694 mit Anzeigen in einem einschlägigen Periodikum, John Houghtons *A Collection for Improvement of Agriculture and Trade* (1692–1703). Dabei verwendete er eine ebenso typische wie raffinierte Werbestrategie: So erschien am 5. Januar 1694 in der *Collection* ein kurzer Text, der sich auf den ersten Blick wie eine Nachricht ausnimmt.⁴³ Gleich 20 Personen bezeugten darin ein «Terrible Fire» in der Blow-Bladder Street (Cheapside), das am 30. Dezember 1693 mehrere Häuser zerstört hatte. Der Schaden wäre, so die Zeugen, noch erheblich grösser ausgefallen, «had it not been for the Engines of Mr. John Lofting, and other Merchants, commonly called *The New Sucking-Worm-Engines*, which force the Water in a continued Stream into Allys, Yards, Back houses, Stair-Cases, and other obscure places, where other Engines are useless, and to our great satisfaction totally extinguished the said Fire».⁴⁴ Dieser Text wurde in der übernächsten Ausgabe vom 19. Januar wiederholt, nun aber mit dem Zusatz: «These Engines are to be sold at the Companies Warehouse in Bow Church-yard, London.»⁴⁵

Bis Ende Februar erschienen ähnlich lautende Anzeigen in drei weiteren Ausgaben der *Collection*.⁴⁶ In einer späteren Anzeige und auch in dem Textteil der zweiten, jüngeren Plakatvariante wird der Brand in der Blow-Bladder Street zum Teil einer weniger detaillierten, aber umso beeindruckenderen Aufzählung verschiedener Brände, bei denen sich Loftings Spritzen als unersetzlich erwiesen hätten.⁴⁷ Das Werben mit zur Anzeige transformierten Nachrichten oder vielmehr mit als Nachricht maskierten Anzeigen wurde zeitgenössisch als «puffery» diskutiert und aufgrund der gezielten Verwischung von «redaktionellen» Inhalten und Werbung vielfach kritisiert.⁴⁸

Die Inserierenden suchten demgegenüber durch den Rekurs auf Erfahrungsberichte und die Autorität von oft namentlich genannten Zeugen den Anschein von Glaubwürdigkeit zu erzeugen. Gerade mit Blick auf Löschtechnik, aber auch bei der Vermarktung von technischen Instrumenten und anderen Formen des «selling science» lässt sich beobachten, wie die Auswahl von Zeugen einerseits durch hergebrachte ständische Prinzipien bestimmt ist, aber andererseits zunehmend auf die Autorität der sich formierenden «wissenschaftlichen» Experten zurückgreift.⁴⁹ So finden sich in anderen Anzeigen von englischen Spritzenmachern im späten 17. und frühen 18. Jahrhundert Verweise auf Institutionen wie die *Royal Society* oder das *College of Physicians*.⁵⁰

Bei der Bewerbung von Brandspritzten treten zudem, wohl aufgrund ihrer institutionellen Rolle in der Organisation von Feuerpolicey und bei der Akquise von neuen Löscherättschaften, zuständige Amtsträger und administrative Eli-

ten als prominente Gewährsleute für Funktion und Qualität in Erscheinung. So nennt Lofting etwa Amtsträger aus einzelnen *parishes* als Zeugen, während nieder-rheinische Brandspritzenmacher etwa auf die Rekommodation von landesherrlichen Beamten und Magistraten abstellten.⁵¹ Im Londoner Fall kommen hier zusätzlich wieder die Versicherungen als weitere Akteure ins Spiel. Insofern spiegelt auch die Auswahl der, modern gesprochen, *testimonials* die spezifische Marktkonstellation wider.

Anzeigen wie Plakate waren um die lokale Vermarktung der beworbenen Spritzen bemüht, aber auf unterschiedlichem Wege: Während die Anzeigen, wie gesehen, auf lokale Erfahrungswerte und Autorisierung durch Augenzeugen erfolgreicher Einsätze setzten, fällt bei den Plakaten vorrangig die visuelle Verankerung im Stadtbild ins Auge. Zur visuellen Lokalisierung dienen nicht Ereignisbilder realer Brandkatastrophen, sondern letztlich idealisierte Ansichten von zwei zentralen und symbolträchtigen Gebäuden des wiederaufgebauten Londons, die in erster Linie den Eindruck städtischer Ordnung evozieren. Bei genauem Hinsehen drängen freilich an den Rändern Flammen oder Rauchwolken ins Bild und deuten so den potenziellen Einbruch der Katastrophe in die Ordnung und damit die Allgegenwärtigkeit der Feuergefahr an.⁵² Diese im Bild angelegte Spannung fordert geradezu zwangsläufig zum Handeln auf, zur Prävention und zur Vorsorge – und stellt somit ein starkes Argument für die Anschaffung von Brandspritzen bereit. Folgerichtig werden die Spritzen in Aktion, aber nicht beim Ernstfall, sondern gleichsam bei der «Trockenübung» gezeigt.

Die Plakate setzen Spritzenproben ins Bild, wie sie europaweit als Teil der Privilegierungs- und Wartungs-, aber auch der Werbepaxis für Löschtechnik verbreitet waren.⁵³ In London fanden solche Proben häufig vor der *Royal Exchange* statt – es ist also offenkundig kein Zufall, dass ausgerechnet dieses Gebäude auf den Plakaten neben dem *Monument* zu sehen ist.⁵⁴ Bei solchen Proben ging es in der Regel nicht um eine Löschprobe, Hauptkriterium für die Leistungsfähigkeit der Spritzen war vielmehr die maximale Höhe des zu erreichenden Wasserstrahls, meist demonstriert anhand von Kirchtürmen oder anderer prominenter Gebäude. Wie auch für andere Vorführungen von technischen Instrumenten und Experimenten in dieser Zeit nachgewiesen, ging es neben Qualitätsprüfung und Erkenntnisgewinn um einen gewissen Unterhaltungswert, der sich wiederum kommerziell nutzen liess. Mit spektakulären Aktionen, die zum Teil gar den Ernstfall mit «echtem» Feuer probten, liessen sich nicht zuletzt im höfischen Umfeld neue Gönner gewinnen. So weit scheint Lofting nicht gegangen zu sein, aber auch er durfte eine Probe seiner Spritzen in Anwesenheit des Königspaars veranstalten und erhielt in der Folge Aufträge vom Hof.⁵⁵

Die Stadtansichten als zentrales Gestaltungselement und somit die lokale Verankerung teilen beide Plakatvarianten. In anderen Punkten lassen sich hingegen

Differenzen feststellen, die auf eine veränderte Ausrichtung von Loftings Geschäftsmodell hindeuten. Diese Veränderungen zielten zum einen auf eine Diversifikation möglicher Kunden- und Käufergruppen, zum anderen auch auf eine Veränderung des beworbenen Angebots selbst.

Im jüngeren Plakat tritt Lofting selbst als Person stärker in Erscheinung, unter anderem in Form eines Porträts. In der Tat bewirbt er nun nicht mehr nur seine Spritzen, sondern auch sich selbst als Experten. Anders als bei dem älteren Plakat rückt der «Erfinder» auch im Textteil ins Zentrum, werden dort doch – ähnlich wie in den Anzeigen aus den 1690er-Jahren – dessen ganz persönliche Heldentaten als selbstloser, unbezahlter Kämpfer gegen Feuersbrünste und für die Allgemeinheit aufgezählt. Dies bereitet das abschliessende «Nota Bene» vor, das wiederum explizit ein obrigkeitliches Publikum adressiert: «And as the great Mischiefs that oftentimes happen by Fires in London, and the Parts adjacent, might in a great Measure be prevented, in Case there were more regular Methods used at such a Time, than what have hitherto been; the said J. L. therefore is ready to propose such Methods, as will effectually Answer those Ends, provided an Act of Parliament can be procured for putting the same in Practice.»

Offenkundig zielt diese Passage darauf ab, Lofting als Experten für eine prospektive Feuerpolicey-Reform in Grossbritannien auszuweisen. Es handelt sich also um den Versuch, über die Vermarktung seiner Produkte hinaus den Sprung aus dem Milieu des Handwerker-Erfinders in den «Staatsdienst» zu schaffen. Zugleich erhellt die zitierte Passage einen typischen Zug der Vermarktungspraktiken von Brandspritzenmachern und verwandten «technischen Experten», die sich zwischen Werbung für Produkte und Werbung für einschlägige Dienstleistungen beziehungsweise Fertigkeiten bewegten.⁵⁶ Das Plakat ist, prägnant formuliert, Werbung und Bewerbung zugleich.⁵⁷

Mit dem zweiten Plakat suchte Lofting jedoch nicht nur sein Angebot um eine, wenn man so will, Dienstleistungskomponente zu erweitern, sondern auch die potenzielle Kundschaft für seine Brandspritzen zu diversifizieren und Käufergruppen jenseits der institutionellen und obrigkeitlichen Akteure in den Blick zu nehmen. Darauf zielt unter anderem die augenfälligste Veränderung beim zweiten Plakat ab, die Einfügung eines «halben Hauses»: Zwischen *Royal Exchange* und *Monument*, die die Seiten getauscht haben und seitenverkehrt abgebildet werden,⁵⁸ findet sich nun ein Schnitt durch ein Wohnhaus. Dieser gewährt einen Einblick in die wohlausgestatteten Innenräume, die freilich von Feuer bedroht sind, das wiederum von mehreren Figuren mit – natürlich – Schlangenbrandspritzen bekämpft wird.

Mithilfe des Querschnitts lässt sich vorführen, dass mit den Schlangenbrandspritzen Brände selbst in «obskuren» Ecken gelöscht werden können, wie es Lofting immer wieder als besondere Eigenschaft seiner Spritzen herausstellte.

Vor allem aber inszeniert das «halbe Haus» sehr eindrücklich die Bedrohung der häuslichen Sicherheit und des häuslichen Lebens, eines Lebens, das durch die verschiedenen Einrichtungsgegenstände klar als bürgerliches markiert wird. Mit seinem intimen Einblick und einem gewissen Wimmelbildcharakter erinnert der Schnitt auch an Miniatur- oder Puppenhäuser, wie sie um 1700 in Adel und städtischem Bürgertum recht populär waren. Stärker als die beiden Stadtansichten lässt das Haus Feuer so als persönliche Bedrohung erscheinen und adressiert zugleich den Betrachter in einer «privaten» Rolle.⁵⁹

Weiter sekundiert wird dieser Bezug auf Privatpersonen als intendierte Betrachter durch entsprechende explizite Hinweise auf eine Differenzierung der Funktionen der angepriesenen Spritzen. So enthält etwa die Vignettenleiste unterhalb der Stadtansichten neue Bildelemente: Neben einer Schiffsszene und einem Brand in einem Lagerhaus (von der Legende näher als «Destill house» bestimmt) ist nun ein Garten zu sehen, den eine überdimensionierte Tulpe in Baumgröße ziert. Der Garten tritt an die Stelle eines Warenhauses, das noch auf dem älteren Plakat zu sehen gewesen war, und sollte offenkundig Gartenliebhaber ansprechen, denen Lofting seine Spritzen als Bewässerungstechnik anzubieten suchte.⁶⁰ Mit den Gartenliebhabern geriet eine neue, im gehobenen Bürgertum verankerte Gruppe als Zielgruppe in den Blick, für die die Kultivierung von Zier- wie Nutzpflanzen seit dem späten 17. Jahrhundert zunehmend zum prestigeträchtigen Zeitvertreib wurde.⁶¹

Wiewohl sie in unterschiedliche Richtungen weisen, haben aber beide Veränderungen – die Bewerbung als Politikexperte wie der Appell an potenzielle «private» Käufer – letztlich dieselbe Funktion: Beides sind Strategien zur gezielten Diversifikation von potenziellen Rezipienten- und Käuferkreisen. Damit einher geht die stärkere Hervorhebung der Multifunktionalität der angebotenen Spritzen, die nun auch zum visuellen Argument wird.

Übersetzungsgeschäft und Technologietransfer

Am Fall Lofting lassen sich einerseits in exemplarischer Lektüre allgemeinere Charakteristika frühneuzeitlicher Werbung demonstrieren und verbreitete Praktiken der Vermarktung aufzeigen, andererseits aber auch besondere Merkmale der spezifischen Marktkonstellation im Brandspritzengeschäft diskutieren. Darüber hinaus lässt sich der Fall, wie eingangs skizziert, in verflechtungsgeschichtlicher Perspektive untersuchen. So ist Lofting als Niederländer in London offenkundig ein Akteur in grenzüberschreitenden Zirkulationsprozessen von technologischem Wissen, genauer noch ist er ein Beispiel für die intensiven Austauschbeziehungen zwischen England und den Niederlanden im 17. Jahrhundert.⁶²

Inwiefern spielen Zirkulationsprozesse und Transfers im Rahmen seiner Vermarktungsstrategien eine Rolle? Um dies zu diskutieren, ist zunächst zu fragen, ob und wie solche Prozesse in der Werbung explizit zum Thema gemacht wurden.⁶³ Im Anschluss analysiere ich dann die Plakate als Übersetzungen und Transfers auf verschiedenen Ebenen.⁶⁴ Dabei gilt das Augenmerk besonders dem Wechselspiel von Lokalisierung und Verflechtung.

Während auf dem ersten Plakat und in den Anzeigen die Spritzen selbst und lokalen Bezüge eindeutig dominieren, findet sich in dem jüngeren Plakat auch recht prominent ein Verweis auf Loftings niederländische Heimat. So heisst es in dem «Nota Bene»: «J.L. the Inventor of these Engines, lived Seven Years in Amsterdam, with one of the masters of the Fire-Engines there, and is thoroughly Acquainted with the Methods practised in those Parts, in Quenching of Fires.»

Lofting ging offenkundig und wohl zu Recht davon aus, dass die Mehrheit seiner interessierten und informierten Zeitgenossen die Niederlande und vor allem Amsterdam als unhinterfragtes Vorbild in Sachen Brandschutz und Feuerpolicey akzeptierte.⁶⁵ Insofern diente der Rekurs auf seine sieben Lehrjahre in Amsterdam ohne jeden Zweifel der Autorisierung und sollte seine technische Expertise auf internationalem Niveau belegen. Dass Lofting sich dabei in ein und demselben Satz als «Inventor» (Erfinder) ausweist und durch Rekurs auf eine bestehende Tradition praktischen Wissens autorisiert, ist dabei kein Widerspruch, sondern wiederum typisch für frühneuzeitliche Erfindungskonzepte.⁶⁶

Wissenstransfer wird hier also zum Marketingargument, freilich in wohl dosierter Form – dass er nicht nur sieben Jahre das Brandspritzenhandwerk in den Niederlanden erlernt hatte, sondern dort auch geboren ist, erwähnt Lofting ja gerade nicht.⁶⁷ Für eine gezielte Dosierung spricht zudem, dass er zugleich nachdrücklich um eine Hervorhebung seiner englischen Identität beziehungsweise seiner Verankerung in lokalen Bezügen bemüht ist: Mag man die Art und Weise, wie Lofting seinen Status als «Dutifull and Loyal Subject» von George I. betont, noch als gängige Emphase der Patronagerhetorik deuten, weist die Erzählung über seinen heldenhaften Einsatz gegen das Feuer in der Nachbarschaft deutlich darauf hin, wie wichtig die Zugehörigkeit zur lokalen Gemeinschaft für seine Selbstpositionierung ist. An anderer Stelle betrieb Lofting sogar nachdrücklich nationales *self-fashioning*: Als der Fingerhutfabrikant, als der er sich seit ca. 1693 ebenfalls mit königlichem Patent betätigte, wies er seine Produkte emphatisch als «the best English thimbles of brass or steel» aus, «cheaper than they can be imported».⁶⁸

Lofting bewegte sich, wie auch der Blick auf die an den Plakaten beteiligten Künstler deutlich macht, in einem englisch-niederländischen Milieu, das besonders während der Regierungszeit von William und Mary florierte.⁶⁹ Mit seinem *self-fashioning* navigierte er offenkundig sorgfältig zwischen Lokalisierung

oder gar Nationalisierung und Verflechtungsbezügen, vor allem in Form von expliziten Referenzen auf die Niederlande. Dies lässt sich auch als Reaktion auf das ambivalente Niederlandebild im England dieser Zeit verstehen: Die Niederlande waren für frühneuzeitliche Engländer, so Marjorie Rubright, die vertraute Fremde *par excellence*.⁷⁰ Im Blick auf Technologie, aber auch auf Kunst und Handel wurden die Niederlande oft als Vorbild gehandelt und «niederländisch» galt entsprechend als Qualitätsmerkmal. Zugleich existierte ein kritischer Diskurs, der etwa die moralische Fragwürdigkeit des niederländischen Sittenlebens und die Gewinnorientierung niederländischer Kauffleute anprangerte.⁷¹ Gerade im Blick auf den Verdacht der unzulässigen Gewinnsucht war Lofting gleichsam doppelt herausgefordert, wurden «artisan-inventors» wie Brandspritzenmacher auch ohne Migrationshintergrund oft der gewinnsüchtigen Projektmacherei verdächtigt. Vor diesem Hintergrund tritt die Funktion der Verweise auf selbstloses Handeln und das Gemeinwohl, vor allem aber auch des Bemühens um lokale Verankerung umso deutlicher hervor.

Inwiefern spielen nun Transfers in Bezug auf die Vermarktungspraktiken und -strategien (auch jenseits expliziter inhaltlicher Referenzen) eine Rolle? Wendet man sich mit dieser Frage noch einmal den beiden Plakaten Loftings zu, so lassen sich direkte Bezüge zu einer Serie grossformatiger, illustrierter Werbeblätter niederländischer Provenienz identifizieren, genauer gesagt: einer Reihe von Werbeblättern aus dem Hause van der Heyden, die überwiegend unter dem Titel *Afbeeldinghe [...] van de Slang-Brandspuiten* firmierten und in verschiedenen Versionen seit den 1670er-Jahren zirkulierten.⁷² Angefangen beim Aufbau der Blätter und der zentralen Position der Stadtansichten mit den jeweiligen Staf-fagefiguren über die Paratexte, die jeweils als «Zettel» in *trompe-l'œil*-Technik im Bildraum situiert werden, und die Anordnung der Vignetten und Bildlegenden bis hin zur zweisprachigen Ausführung des Textteils ergeben sich auffällige Ähnlichkeiten zwischen den beiden Plakatserien. Genauer betrachtet, lassen sich unterschiedliche Formen und Ebenen des Transfers ausmachen, die sich in ähnlicher Weise wie Loftings *self-fashioning* in einem Spannungsfeld zwischen Lokalisierung und Verflechtung oder, wie man es in Anlehnung an Venutis Übersetzungstheorie formulieren könnte, von «domestication» und «foreignization» bewegen.⁷³

Beginnt man zunächst mit der «klassischen» sprachlichen Übersetzung, stellt man rasch fest, dass es sich bei dem Textteil von Loftings älterem Plakat⁷⁴ um eine nahezu wortgetreue Übersetzung von van der Heydens *Afbeeldinghe van de Nieu geïnventeerde en geoctroyeerde Slang-Brandspuyten* (Abb. 3) handelt: Die einleitenden Passagen stellen dabei jeweils die neuen Schlangenbrandspritzen den älteren Brandspritzen mit ihren starren Strahlrohren gegenüber und heben als vornehmste Eigenschaft und Alleinstellungsmerkmal der beworbenen Tech-



Abb. 3: Afbeeldinghe van de Nieu geinventeerde en geotroyeerde Slang-Brandspuyten / Dessein des Pompes a Boyaux, Jan van der Heyden (Anbieter, Zeichner), Daniel (recte wohl eher Bastian) Stoopendaal (Stecher), Kupferstich, 61,0 x 50,0 cm (Blatt). (Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-1910-3632. © Rijksmuseum, Amsterdam)

nik hervor, dass diese dank ihrer flexiblen Lederschlangen auch in schwierigem Gelände, vor allem aber in engen Räumen eingesetzt werden kann. Aufschlussreich sind dabei manche Abweichungen im Detail – so dürfte die Hinzufügung von «chimnies» zur Aufzählung möglicher Einsatzorte auch im Blick auf die typische Architektur englischer Wohnhäuser erfolgt sein.

Freilich findet eine Übersetzung nicht allein ins Englische statt, vielmehr ist Loftings Plakat ebenso wie verschiedene Blätter van der Heydens zweisprachig gehalten. Aber auch hier adaptiert Lofting wiederum das «Vorbild» für seine Zwecke: Während van der Heyden seine Spritzen auf Niederländisch und Französisch bewirbt, nutzt Lofting neben Englisch Latein als Werbesprache.

Die Differenz in der Sprachwahl verweist darauf, dass Mehrsprachigkeit unterschiedliche Funktionen erfüllen konnte: Mit dem Französischen verwendet van der Heyden eine wichtige Verkehrssprache nicht nur des niederländisch-flämischen Raums, sondern letztlich ganz Kontinentaleuropas und in der Tat ist belegt, dass seine Werbeblätter europaweit Verbreitung fanden.⁷⁵

Demgegenüber scheint es bei Loftings Plakat weniger um eine instrumentelle, auf Internationalisierung zielende Funktion als vor allem um die symbolische oder konnotative Funktion der Mehrsprachigkeit zu gehen, nicht zuletzt auch angesichts der ausgeprägten lokalen Bezüge.⁷⁶ In dem Rahmen des fluiden Milieus der «artisan-inventors» war der Gebrauch des Lateinischen als Gelehrtensprache ein bedeutsames Mittel einer «verwissenschaftlichten» Selbstinszenierung. So konstatiert Isabelle Pantin: «Latin translations were, for the writers, a means to establish themselves in the dignified Republic of Letters.»⁷⁷ Der Einsatz des lateinischen Werbetexts lässt sich also ebenfalls als Teil des Versuchs deuten, möglichen Vorwürfen der Projektmacherei und unzulässigen Ökonomisierung zu begegnen.

Die Plakate sind aber gerade auch deshalb interessant, weil die Übertragung sich eben nicht auf die Textteile beschränkt, sondern auch die visuelle Gestaltung beziehungsweise die visuellen Elemente betrifft. Dabei sind wiederum unterschiedliche Formen der Übertragung zu unterscheiden. Zum einen sind Kopien von einzelnen Bildelementen zu identifizieren. Das «halbe Haus» etwa, das bei dem jüngeren Plakat Loftings zwischen den zwei Stadtansichten eingefügt wurde, lässt sich auf das «ganze Haus» zurückführen, das sich in dem *Brandspuitenboek* Jan van der Heydens (1690) findet. Es stellt dessen halbierte und spiegelverkehrte Kopie und somit das «direkteste» Indiz für den Austausch zwischen Lofting und van der Heyden dar (Abb. 4).⁷⁸

Anders gelagert ist dagegen die Übertragungsweise bei den Stadtansichten. Sie lässt sich, so möchte ich vorschlagen, auch als visuelle Übersetzung beschreiben.⁷⁹ Die Stadtansichten bei Lofting weisen zwar verschiedene Ähnlichkeiten zu den bei den Heyden'schen Blättern verwendeten Ansichten auf, sie sind

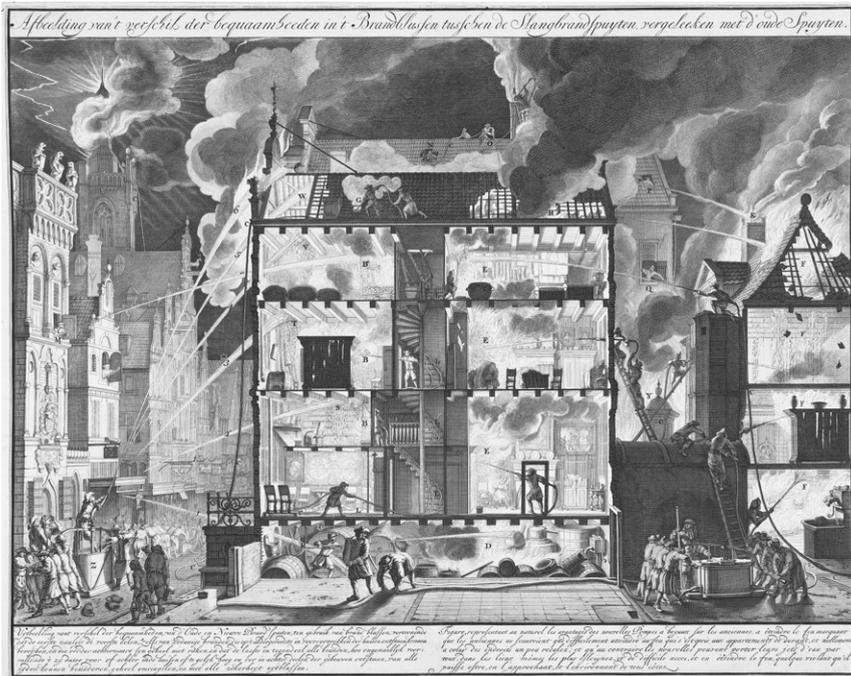


Abb. 4: *Afbecding van't verschil der bequaamheeden in't Brandblussen tusschen de Slangbrandspuyten, vergeleeken met d'oude Spuyten*, 1690, Kupferstich, 36,5 × 46,5 cm. (Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-OB-82.080. © Rijksmuseum, Amsterdam)

aber – anders als im Falle des Hauses – keine Kopien oder direkten Bildzitate. Gerade weil diese Ansichten in beiden Fällen dieselbe Funktion erfüllen – regionale Verankerung beziehungsweise Konstruktion von Lokalkolorit –, müssen sie sich zwangsläufig unterscheiden. Die Nichtidentität der Form erlaubt also eine Identität der Funktion: In dem «neuen» Kontext kann diese Funktion eben nicht durch dieselbe Bildfindung erfüllt werden, sondern nur durch eine äquivalente – ganz wie es auch bei sprachlichen Übersetzungen notwendig ist.⁸⁰

Freilich arbeitet van der Heyden anders als Lofting nicht immer mit realen oder als real zu identifizierenden Gebäuden, sondern bedient sich oft imaginärer Stadtansichten, freilich niederländischer Anmutung. Stärker als die auf London zugeschnittenen Plakate Loftings aber scheinen van der Heydens Plakate auf ein überregionales Publikum abzielen, wie es auch die Verwendung des Französischen nahelegt.⁸¹

Die Konstellation wird allerdings noch einmal komplexer, bezieht man das *Euvre* van der Heydens jenseits der Werbeblätter und des *Brandspuitenboeks*

mit ein. Wie bereits Peter C. Sutton nachgewiesen hat, existiert eine van der Heyden zugeschriebene Handzeichnung, die ebenfalls eine Brandspritze vor der *Royal Exchange* zeigt.⁸² Die Parallelen zu der spezifischen Bildfindung auf Loftings Plakat sind so deutlich, dass eine ein- oder wechselseitige Kenntnisnahme sehr wahrscheinlich ist.⁸³ Datierung und Entstehungskontext der Zeichnung sind jedoch bislang völlig ungeklärt – es steht nicht einmal fest, ob die Zeichnung auf einen Besuch van der Heydens in London zurückgeht oder gleichsam eine Studie vom Lehnstuhl aus darstellt. In welche Richtung man nun hier Abhängigkeit unterstellen mag, in jedem Fall legt die Beziehung zwischen den Bildern nahe, dass zwischen van der Heyden und den Personen, die an dem Entwurf von Loftings Plakat beteiligt waren, mindestens zeitweilig eine kooperative Beziehung bestanden hat.⁸⁴ Die Zeichnung ist im persönlichen Nachlass van der Heydens überliefert und dürfte sich so zu seinen Lebzeiten in seinem Besitz befunden haben. Anders als die Kupferstiche handelt es sich hierbei also um eine Bildfindung, die nur mit Zustimmung ihres Herstellers und Besitzers zugänglich gewesen sein kann. Möglicherweise fand der ästhetische wie technologische Transfer zwischen London und Amsterdam also nicht nur in einseitiger Kenntnis und Rezeption der Aktivitäten van der Heydens statt, sondern erfolgte in Kooperation mit ihm beziehungsweise seinen Nachkommen.

Eine problematische Vereindeutigung dieser Konstellation aber ist es, wenn das ältere Plakat Loftings in der Datenbank des Rijksmuseum denselben Vermerk erhält wie die Werbeblätter van der Heydens selbst: «Behoort tot de bijprenten bij het Brandspuitenboek van Jan van der Heyden.» Und mehr noch: «Bijprent niet gebruikt in de uitgaven van Jan van der Heydens Brandspuitenboek.»⁸⁵ Dabei fehlt es an einer Begründung dieser Zuordnung und mehr noch der implizierten Unterstellung, das Blatt sei ursprünglich für das *Brandspuitenboek* vorgesehen gewesen.

Dass wir uns hier im Bereich der Spekulation bewegen, zeigt sich nicht zuletzt daran, dass auf Basis desselben Befundes eine diametral entgegengesetzte Deutung des Verhältnisses von Lofting und van der Heyden kursiert: Während das Rijksmuseum eine Kooperation oder, modern gesprochen, eine Art Franchiseunternehmen zu unterstellen scheint, spricht die Kunsthistorikerin Susan Donahue Kuretsky davon, dass Lofting einer von van der Heydens «competitors» gewesen sei. Sie gibt dafür freilich keine weiteren Argumente an als eben die Ähnlichkeiten zwischen den Bildfindungen Loftings und van der Heydens.⁸⁶

Darin manifestiert sich zugleich ein grundsätzliches methodisches Dilemma: Inwiefern lässt sich von Beziehungen zwischen Objekten auf Beziehungen zwischen mit ihnen verbundenen Akteuren rückschließen (und umgekehrt)? Dass eine solche Beziehungskonstellation Indiz für eine andere sein kann, ist plausibel. Wir geben uns jedoch in den seltensten Fällen damit zufrieden, bloss die

Existenz einer Beziehung zu vermuten, viel interessanter erscheint es naturgemäss, Aussagen über Art und Charakter dieser Beziehung zu treffen. Genau dazu aber reicht die Feststellung von visuellen Ähnlichkeiten oder Zitaten allein nicht aus, insofern man nicht im Bereich des Spekultativen bleiben will – jenes Bereichs, der gerade bei Beziehungen und Austauschbeziehungen besonders stark durch die jeweiligen, letztlich normativen Vorannahmen über Macht, Kreativität und die Bedeutung von Verflechtung geprägt ist.

An dieser Stelle ist auf einen weiteren methodischen Punkt hinzuweisen: Bezugnahmen zwischen Bildern stellen oft, in manchen Kontexten vielleicht sogar überwiegend pragmatische Verbindungen dar, die durch ganz handfeste ökonomische Zwänge beeinflusst sind. So war die Mehrfachverwendung von Motiven etwa gerade bei Geschäftskarten gängige Praxis, die als «Recycling» älterer Bildstöcke beziehungsweise Druckplatten der Kostensenkung diente. Auch dass Lofting in den 1720er-Jahren kein gänzlich neues Plakat entwerfen liess, sondern sich für eine veränderte Neuauflage seines Plakats von ca. 1694 mit Zusatz des «halben Hauses» aus bekannter Vorlage entschied, entspricht einer kostengünstigen wie gängigen Praxis; hier wurde offenkundig die Platte seitenverkehrt kopiert und der Hintergrund vereinfacht, bevor die neuen Elemente hinzugefügt wurden.

Am Beispiel von Loftings Plakaten lässt sich so eine Differenzierung von unterschiedlichen Modi der Übertragung vornehmen, von der Kopie einzelner Bildelemente über den Transfer von Layoutelementen bis hin zur Übersetzung von Text und Bild, die auf die Herstellung von funktionaler Äquivalenz zielen – wobei die Funktion gerade in der Lokalisierung der beworbenen Produkte liegt. Darüber hinaus lässt sich so in Ansätzen nachvollziehen, wie diese Übertragungen die Einheiten, zwischen denen sie vermittelten, selbst beeinflussten und veränderten.⁸⁷ Dies wird besonders eindrücklich an den zwei Stadtansichten fassbar, die beide Plakate Loftings zeigen. Mit ihrer strikten Einhaltung der Zentralperspektive wie der Bildfindung insgesamt partizipieren diese Bilder an einer Darstellungsweise englischer Topografie im Allgemeinen und des frühneuzeitlichen London im Besonderen, die uns heute als geradezu klassisch erscheint. An der Formation ebendieser Darstellungsweise waren wiederum Künstler niederländischer Herkunft beteiligt⁸⁸ – ausgerechnet Johannes Kip, der von Lofting engagierte Stecher, prägte massgeblich die im heutigen Bildgedächtnis vorherrschende Darstellungsweise englischer Herrenhäuser, Stadtansichten und Gärten (mit). Dazu trug vor allem das von ihm illustrierte Werk *Britannia illustrata* (1707) bei.⁸⁹ Das Idealbild der englischen Stadt, wie es dem modernen Betrachter geradezu kanonisch vor Augen steht, erweist sich damit auch als Verflechtungsphänomen.

Für Lofting bedeutete die Kooperation mit Kip wiederum, dass er sein «neu erfundenes» Produkt auch ästhetisch als innovativ ausweisen konnte. Dies erhär-

tet ein Seitenblick auf die illustrierten Werbeblätter und Geschäftskarten, die Loftings Mitbewerber auf dem Brandspritzenmarkt nutzten. Als John Keeling ca. 1678 und damit einige Jahre vor Lofting für seine mit einem klassischen Strahlrohr ausgestatteten Brandspritzen warb, tat er dies zwar als einer der Ersten mithilfe eines illustrierten Blattes. Die Darstellungsweise des Holzschnitts ist dabei aber eher konventionell, die Perspektive der Strassenszene wird zudem kaum ausgeführt.⁹⁰ Ähnliches trifft auf Richard Newsham zu, der manchen als «supreme among engine makers of the 18th century» gilt und dessen Spritzen bekanntlich bis in die neuenglischen Kolonien Verbreitung fanden.⁹¹ Newsham bewarb seine Produkte in den 1720er-Jahren ebenfalls mit illustrierten, grossformatigen Werbeblättern. Anders als jene Loftings zeigten diese eher textlastigen Blätter eine Löschszenen mit einem ausgewachsenen Brand, verwendeten aber keinen Kupferstich, sondern eine recht grobe Holzschnittdarstellung.⁹²

Demgegenüber zeichneten sich die Plakate Loftings durch ihre stilistische wie technische Ausführung aus und zugleich konnten sie von den «niederländischen» Vorlieben des zeitgenössischen englischen Publikums profitieren. So lässt sich auch auf ästhetischer Ebene eine Verwendung von Transferbezügen – oder mit Venuti gesprochen: von «foreignization» – als Teil der Vermarktungsstrategien feststellen.

Betrachtet man die ästhetische Gestaltung der Plakate im zeitgenössischen Kontext, so führt dies auch zum Problem der Überlieferungslage. Wie insbesondere für *trade cards* verschiedentlich herausgestellt wurde, hängt deren Überlieferung oft weniger mit ihrer kommerziellen Funktion zusammen als mit der Wertschätzung solcher Werbeephemera als ästhetische Objekte und kulturgeschichtliche Zeugnisse. Maxine Berg und Helen Clifford konstatieren etwa: «It is the visual seductiveness of this form of advertising that has contributed to its survival. Found within diverse collections of ephemera, trade cards attract the connoisseur and collector.»⁹³ Dass Loftings Plakate gleich in mehreren Exemplaren überleben, dürfte auch auf ihre ästhetische Gestaltung wie auf ihre geschickte Bezugnahme auf ein wichtiges stadthistorisches Ereignis zurückzuführen sein. Gerade die Überlieferungslage von Werbeephemera ist daher stets mit Blick auf unterschiedliche zeitgenössische wie spätere Auswahlprozesse hin zu reflektieren – und nicht etwa vorschnell als Indiz für die Wirksamkeit der jeweiligen Werbebotschaften zu lesen.

Zusammenfassung

Lokalkolorit und internationale Expertise, Erfahrungsberichte und Innovationsrhetorik – Loftings Vermarktungsstrategien sind auf verschiedenen Ebenen durch das Zusammenspiel von Lokalisierung und Verflechtung geprägt. Sie weisen dabei zahlreiche Elemente auf, die für frühneuzeitliche Werbung insgesamt typisch sind: Die Autorisierung und Inwertsetzung durch Zeugenschaft und Erfahrung, der Rekurs auf Privilegien und Patente sowie die Verwendung heraldischer Symbolik, bis hin zum *branding*. Besonders das jüngere Plakat stellt auf die Verbindung von Produkt und Person ab, wie sie verschiedentlich als typisch frühneuzeitlich benannt worden ist, in diesem Falle aber noch einmal von der «Werbung» zur «Bewerbung» zugespitzt wird.

Der Fall Lofting ist in mancherlei Hinsicht repräsentativ für frühneuzeitliche Praktiken der Werbung allgemein, aber er ist keineswegs ein Durchschnittsfall. Tritt man einen Schritt zurück, ist bereits die Tatsache, dass überhaupt auf diese Weise geworben wird, nicht selbstverständlich, wie dies der abschliessende Seitenblick auf die anderen Brandspritzenmacher in London um 1700 gezeigt hat. Lofting ist hier grundsätzlich, auch aufgrund seiner vielfältigen Aktivitäten neben dem Löschgeschäft, einer Gruppe umtriebiger Unternehmer und Projektmacher zuzurechnen. Für diese Gruppe erscheint der Versuch charakteristisch, Gewinnmaximierung über Diversifikation von Zielgruppen und die Kombination von Produktvertrieb und Dienstleistungsangebot zu betreiben; ebenso das Bemühen, sich zwischen gelehrtem Milieu, höfischen Kreisen und städtischem Bürgertum einzuordnen. Auffällig ist dabei die Betonung der Sorge um das Gemeinwohl und der lokalen beziehungsweise nationalen Zugehörigkeit, was wohl auch dazu dient, potenziellen Vorwürfen der gewinnsüchtigen Projektemacherei zu begegnen. Lokale Bezüge finden sich aber auch mit Referenzen auf grenzüberschreitende Transferprozesse und Wissensdiskurse und spiegeln so ein frühneuzeitliches Verständnis von Innovation im regionalen Rahmen wider.

Versteht man Innovation nicht als objektive, im Geschichtsverlauf offenbare Grösse, sondern in erster Linie als Wahrnehmung (und bewusste Konstruktion) von Differenz zu einem wie auch immer gearteten «Früher», so sind Vermarktung und Werbung als ganz wesentliche Teile von Innovation zu begreifen. Zur Innovation wurden die Schlangenbrandspritzen etwa auch durch ästhetische Distinktion – die wiederum einen wesentlichen Faktor für die Überlieferung der Werbeplakate selbst darstellt.

Diese Distinktion im englischen Kontext erzielten Loftings Plakate nicht zuletzt, indem sie niederländische Vorbilder adaptierten, genauer gesagt eine Serie von Werbeblättern aus der Werkstatt van der Heydens. Dabei waren unterschiedliche Übertragungsweisen auf Bild- und Textebene im Spiel, vom Kopieren bis hin

zu komplexen Übersetzungen. Die Londoner Stadtansichten liessen sich etwa als eine Art visueller Übersetzung beschreiben, insofern sie mit einer anderen Bildfindung auf dieselbe Funktion der Lokalisierung abzielten wie die niederländischen Stadtansichten van der Heydens. Da an der Formation englischer Stadtansichten wiederum niederländische Künstler massgeblich beteiligt waren, ist das Werben mit Lokalkolorit aber mehr als nur ein klassisches «Glokalisierungs»-Phänomen; vielmehr ist der als «lokal» konnotierte Code selbst als Teil von Transferprozessen zu identifizieren.⁹⁴

Sodann lässt sich beobachten, wie Zeitgenossen Transfers und Zirkulation mit kommerziellen Absichten imaginierten und repräsentierten – so etwa, wenn Lofting schliesslich nach mehr als 30 Jahren in England seine niederländischen Wurzeln wiederentdeckte und sie, zum «Auslandaufenthalt» stilisiert, nutzte, um sich gegenüber dem englischen Hof als Feuerpolicey-Berater zu bewerben. Praktiken der Werbung erweisen sich so als aufschlussreiches Phänomen, um verflechtungsgeschichtliche Ansätze auf dem Feld der Wirtschaftsgeschichte zu erproben.⁹⁵

Anmerkungen

- 1 Diese Fallstudie ist ein Nebenprodukt eines grösseren Forschungsprojekts zu Praktiken der Werbung von 1450 bis 1850. Ich danke den Mitautor*innen dieses Themenhefts für die anregenden Diskussionen während des Zürcher Workshops im Oktober 2018 und Alexander Engel (Göttingen/Basel), Anne Friedrichs (Mainz), Irina Pawlowsky (Tübingen) sowie der oder dem anonymen Gutachter*in für weiterführende Nachfragen und konstruktive Kritik.
- 2 Zu Vergangenheitsbezügen in der Werbung etwa Christoph Kühberger, «Geschichtsmarketing als Teil der Public History. Einführende Sondierungen zwischen Wissenschaft und Wirtschaft», in ders., Andreas Pudlat (Hg.), *Vergangenheitsbewirtschaftung. Public History zwischen Wirtschaft und Wissenschaft*, Innsbruck 2012, 14–53; zu Lokalisierungsstrategien im Marketing zum Beispiel Béla Anda, Andreas Fischer, «AWD. Local Branding als Ansatz für Marketingkommunikation zur Kundenakquise und Kundenbindung», in Sven Reinecke (Hg.), *Best Practice in Marketing. Erfolgsbeispiele zu den vier Kernaufgaben im Marketing*, St. Gallen 2010, 12–22, die sogar eine «Renaissance der Regionen» diagnostizieren, 13.
- 3 Die Inschrift, die die Verantwortung für den Brand dem furor papisticus zurechnete, wurde 1680/81 angebracht, nach Regierungsantritt von James II. zeitweilig entfernt und unter William III. 1689 wieder installiert. Im Jahr 1830 wurde sie dann endgültig beseitigt. Dazu Charles Welch, *The History of the Monument. With a Brief Account of the Great Fire of London*, London 1893, 36–41, der Text der Inschrift 29 f. Zur Entstehung des Denkmals Matthew F. Walker, «The Limits of Collaboration. Robert Hooke, Christopher Wren and the Designing of the Monument to the Great Fire of London», *Notes and Records of the Royal Society of London* 65 (2011), 121–143; allgemein zum Nachleben des Brandes Jacob F. Field, *London, Londoners and the Great Fire of 1666. Disaster and Recovery*, New York 2018, besonders Kapitel 5 über «cultural reactions».
- 4 Das Exemplar des Rijksmuseums ist offenkundig zu einem nicht näher zu bestimmenden Zeitpunkt in Bild- und Textteil zerschnitten worden, jenes im Lambeth Palace offenbar als Ganzes erhalten. Ebenso wie sein späteres Gegenstück (siehe unten, Anm. 5) ist dieses Plakat bislang nur näherungsweise zu datieren.

- 5 Ein weiteres Exemplar findet sich im Bestand der Society of Antiquaries, London, Harley Collection, Bd. 5; eine Abbildung dieses Exemplars in Sally Holloway, *Courage High. A History of Firefighting in London*, London 1992, 22. Die Datierung des Plakats ist bislang unklar; Holloway (ebd., 21) nennt 1715 als Entstehungsdatum, gibt dafür aber keine Begründung oder Belege an.
- 6 Zu Lofting vgl. K. R. Fairclough, «John Lofting», in *Oxford Dictionary of National Biography*, 2004; Online-Ausgabe 2008, www.oxforddnb.com/view/article/16933 (18. 4. 2017); Daniel H. Winer, *The Development and Meaning of Firefighting, 1650–1850*, Diss. masch. Delaware 2009, vor allem 184 f.; Edwin F. Holmes, «A Forgotten Buckinghamshire Industry. Thimble Making in Marlow», *Records of Buckinghamshire* 35 (1993), 1–10.
- 7 Die Bedeutung des Arguments von «public service» gerade in einem Milieu, das leicht in den Ruch der Projektmacherei geraten konnte, hat Lieshout betont, Carry van Lieshout, «The Most Valuable Means of Extinguishing the Destroying Fires. Fire-fighting and the London Water Companies in the Long Eighteenth Century», *The London Journal* 42 (2017), 53–69, hier 55.
- 8 Vgl. zu Zirkulation und Transfer von Technologie vor allem Stephan R. Epstein, «Transferring Technical Knowledge and Innovating in Europe, c. 1200–c. 1800», in Maarten Prak, Jan Luiten van Zanden (Hg.), *Technology, Skills, and the Pre-Modern Economy in the East and the West*, Boston 2013, 25–67. Liliane Hilaire-Perez, Catherine Verna, «Dissemination of Technical Knowledge in the Middle Ages and the Early Modern Era. New Approaches and Methodological Issues», *Technology and Culture* 47 (2006), 536–565, die auf die Bedeutung und die Notwendigkeit einer «cross-fertilization between economic history and the history of technology» hinweisen, 538. Für einen Überblick über aktuelle Ansätze in methodischer Absicht vgl. Marcus Poppow, «Formalization and Interaction. Toward a Comprehensive History of Technology-Related Knowledge in Early Modern Europe», *Isis* 106 (2015), 848–856.
- 9 Zur Untersuchung von Übersetzung im aktuellen Marketing vgl. die in Anm. 63 angegebene Literatur. Eine historische Perspektive auf dieses Phänomen fehlt dagegen bislang, von Zufallsfunden abgesehen. Vgl. zum Beispiel den Fall einer niederländischen Übersetzung eines englischen Traktats, mit dem Anthony Daffy sein Elixir salutis bewarb, bei Anna E. C. Simoni, «Dutch Printing in London», in Barry Taylor (Hg.), *Foreign-Language Printing in London 1500–1900*, London 2002, 51–69, hier 58 f.
- 10 Die verbreitete Neigung unter KonsumhistorikerInnen, sich auf das Ungewöhnliche zu konzentrieren und sich so eher Luxus- denn Alltagsgegenständen zuzuwenden, konstatiert auch Sara Pennell und verweist auf disziplin- wie überlieferungsgeschichtliche Einflussfaktoren, Sara Pennell, «Material Culture in Seventeenth-Century Britain». The Matter of Domestic Consumption», in Frank Trentmann (Hg.), *The Oxford Handbook of the History of Consumption*, Oxford 2012, 64–84, hier 64 f. Für einen konzisen Überblick über aktuelle Diskussionen der Konsumgeschichte vgl. auch Bruno Blondé, Wouter Ryckbosch, «In «Splendid Isolation». A Comparative Perspective on the Historiographies of the «Material Renaissance» and the «Consumer Revolution»», *History of Retailing and Consumption* 1 (2015), 105–124.
- 11 Was einer einschlägigen Unternehmens- und Kaufgeschichte – wie ich an anderer Stelle gezeigt habe – zugleich auch eine für diese Zeit ungewöhnlich dichte Überlieferungslage einträgt, da die obrigkeitlichen Archive hier in gewisser Weise für die in der Regel fehlenden Archive auf Anbieter- beziehungsweise Herstellerseite einspringen konnten: Christina Brauner, «Recommendation und Reklame. Niederrheinische Brandspritzenmacher und Praktiken der Werbung in der Frühen Neuzeit», *Zeitschrift für Historische Forschung* 46 (2019), 1–45.
- 12 So konstatiert etwa Christof Jeggle, ein Grossteil der Forschung über Märkte beschäftige sich «beim genauem Hinsehen» vor allem mit Marktplätzen; Christof Jeggle, «Die Konstituierung von Märkten. Soziale Interaktion, wirtschaftliche Koordination und materielle Kultur auf vorindustriellen Märkten», *Annales Mercaturae* 2 (2016), 7–32, hier 11. Wie eine räumliche Ausweitung von Märkten in der geschäftlichen Praxis funktioniert habe, sei bislang kaum erforscht, 13. Für ein gelungenes Beispiel einer Lokalstudie zum Markthandeln vgl. Manuela

- Fenske, *Marktkultur in der Frühen Neuzeit. Wirtschaft, Macht und Unterhaltung auf einem städtischen Jahr- und Viehmarkt*, Köln 2006.
- 13 Blondé, Ryckbosch (wie Anm. 10).
 - 14 Vgl. unter anderem Marie Luisa Allemeyer, *Fewersnoth und Flammenschwert. Stadtbrände in der Frühen Neuzeit*, Göttingen 2007; Cornel Zwierlein, *Der gezähmte Prometheus. Feuer und Sicherheit zwischen Früher Neuzeit und Moderne*, Göttingen 2011; Greg Bankoff, Uwe Lübken, Jordan Sand (Hg.), *Flammable Cities. Urban Conflagration and the Making of the Modern World*, Madison 2012; Vera Fionie Koppenleitner, Hole Rößler, Michael Thimann (Hg.), *Urbs incensa. Ästhetische Transformationen der brennenden Stadt in der Frühen Neuzeit*, München 2011.
 - 15 Zu Brandpredigten und einschlägigen Traktaten siehe etwa Marie Luisa Allemeyer, «Profane Hazard or Divine Judgement? Coping with Urban Fire in the 17th Century», *Historical Social Research* 32 (2007), 145–168; John E. Morgan, «The Representation and Experience of English Urban Fire Disasters, c. 1580–1640», *Historical Research* 89 (2016), 268–293.
 - 16 Vgl. Zwierlein (wie Anm. 14); Peter Borscheid, «Feuerversicherung und Kameralismus», *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 30 (1985), 96–117; Christof Baier, «Verjuengt und verschoent aus ihrer Asche. Die projektive Wahrnehmung des Stadtbrands durch die preußische Bürokratie im 18. Jahrhundert», in Koppenleitner, Rößler, Thimann (wie Anm. 14), 321–338; Mark S. R. Jenner, «Print Culture and the Rebuilding of London after the Fire. The Presumptuous Proposals of Valentine Knight», *Journal of British Studies* 56 (2017), 1–26.
 - 17 Die Entwicklung von Löschtechnik beziehungsweise die «technische» Seite der Feuerbekämpfung ist, anders als die Geschichte der Feuerversicherung, bislang nur selten Gegenstand von fachhistorischen Studien geworden. Vgl. aber Rebecca Saskia Knapp, *Eine Wissenschaftsgeschichte der Feuersicherheit. Kommunikation über Brandbekämpfung zwischen 1600 und 1800*, Diss. masch. Bochum 2013; daneben weiterhin Wolfgang Hornung-Arnegg, *Feuerwehrgeschichte. Brandschutz und Löschgerätekunst von der Antike bis zur Gegenwart*, Stuttgart 1995. Für den englischen Kontext siehe Rhys Jenkins, «Fire-extinguishing Engines in England, 1625–1725», *Transactions of the Newcomen Society* 11 (1930), 15–25.
 - 18 Dies ist bislang vor allem für die Feuerversicherungen untersucht worden; aufschlussreich auch zur Löschtechnik aber Lieshout (wie Anm. 7) und Zwierlein (wie Anm. 14), 155–197.
 - 19 Zu frühneuzeitlichen «Feuerexperten» auch Cornel Zwierlein, «Vom Londoner Brand zu 9/11. Feuergefahr und Feuerexperten seit dem 17. Jahrhundert», *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht* 67 (2016), 711–730. Allgemein zum Milieu der sogenannten «artisan-inventors» unter anderem Ursula Klein, *Nützliches Wissen. Die Erfindung der Technikwissenschaften*, Göttingen 2016; Liliane Hilaire-Pérez, «Technology as Public Culture in the Eighteenth Century. The Artisans' Legacy», *History of Science* 45 (2007), 135–153; Pamela Smith, *The Body of the Artisan. Art and Experience in the Scientific Revolution*, Chicago 2006.
 - 20 Michael Schilling, *Bildpublizistik der frühen Neuzeit. Aufgaben und Leistungen des illustrierten Flugblatts in Deutschland bis um 1700*, Tübingen 1990, 152 f. Das fragliche Blatt wird aufgrund von stilistischen Merkmalen dem Nürnberger Künstler Lucas Schnitzer zugeschrieben: *Eygentliche gestalt der Wasser-Kunst / oder Wasser-Sprützen / welche in begebender Fewersnoht zugebrauchen*, 1655, Kupferstich, ca. 30 × 37,5 cm. Verwandt ist ein zweites Blatt, das die zentrale Szene aufgreift und in eine Stadtansicht einbettet. Auch dieses Blatt bleibt dem realistischen Darstellungsmodus verpflichtet, enthält aber auch diagrammatische Elemente: *Kurtze verzeichnus der groß und Kleinen wasser spritzen*, 1658, Kupferstich, 34,7 × 42,6 cm (Blatt). Zu Hautsch auch Knapp (wie Anm. 17), besonders 104–108 und 113–118, sowie Ernst Hautsch, «Der Nürnberger Zirkelschmied Hans Hautsch (1959–1670) und seine Erfindungen», *Mitteilungen des Vereins für Geschichte der Stadt Nürnberg* 46 (1955), 533–556.
 - 21 Nürnberg wiederum hat bereits seit dem 15. Jahrhundert auf diesem Feld überregionale Bedeutung erlangt, zunächst als Zentrum für die Herstellung von Hand-, dann auch von grösseren Stossbrandspritzen mit Pumpwerk und fahrbarem Gestell. Hornung weist auf lokale Traditionen des verarbeitenden Metallgewerbes hin und nennt verschiedene Belege für den Export von

- Handspritzen, etwa nach Frankfurt am Main und Bern, Wolfgang Hornung, «Die Entwicklung der Feuerlöschpumpe vom ausgehenden Mittelalter bis zum 18. Jahrhundert. Eine technikgeschichtliche Betrachtung (Teil 1)», *VFDB-Zeitschrift. Forschung und Technik im Brandschutz* 9 (1960), 14–18, hier 15, und ders. (wie Anm. 17), 23–30.
- 22 Zu den Feuerwehren der Versicherungen vgl. Holloway (wie Anm. 5), 26 f.
- 23 Die Symbole verweisen auf die drei ältesten Feuerversicherungen Londons: Der Phönix steht für jene Versicherung, die 1667/68 durch Nicholas Barbon etabliert wurde und zunächst schlicht als Fire Office bekannt war, bevor sie zu Beginn des 18. Jahrhunderts Namen und Logo des Phönix annahm. Die Schlange mit den Pfeilen repräsentiert die Friendly Society (gegründet 1683), die Hände schliesslich die Hand-in-Hand (gegründet 1696), die laut Pearson bis 1730 zur grössten Feuerversicherung Englands mit den meisten Versicherten wurde, so Robin Pearson, «Mutuality Tested. The Rise and Fall of Mutual Fire Insurance Offices in Eighteenth-Century London», *Business History* 44, 4 (2002), 1–28, hier 5. Auffällig ist die Abwesenheit des Symbols weiterer wichtiger, wenn auch jüngerer Feuerversicherungen, so etwa des Sun Fire Office (gegründet 1710) oder der Union (gegründet 1714). Die Vermutung liegt nahe, dass Lofting hier gezielt auf solche Versicherungen verweist, mit denen er bereits Geschäftsbeziehungen unterhielt.
- 24 Zur Frage der Übersetzung spezifisch etwa Sietske Fransen, «Anglo-Dutch Translations of Medical and Scientific Texts», *Literature Compass* 2017; doi.org/10.1111/lic3.12385 (13. 3. 2019), zum Transfer in der vormodernen Technikgeschichte beispielsweise Epstein (wie Anm. 8).
- 25 Siehe beispielsweise Derek Keene, «Fire in London. Deconstruction and Reconstruction, A. D. 982–1676», in Martin Körner (Hg.), *Stadtzerstörung und Wiederaufbau. Zerstörungen durch Erdbeben, Feuer und Wasser*, Bd. 1, Bern 1999, 187–211; Jacob F. Field, «Charitable Giving and its Distribution to Londoners after the Great Fire, 1666–1676», *Urban History* 38 (2011), 3–23; zu Stadtbränden in England vor 1666 unter anderem Morgan (wie Anm. 15). Ausgehend von dem Brand 1666 hat David Garrioch aufgezeigt, dass Feuergefahr selbst historischem Wandel unterliegt, und zwar entgegen älteren Annahmen nicht nur im Sinne einer zunehmenden Einhegung durch verbesserte Prävention und Löschtechnik: David Garrioch, «1666 and London's Fire History. A Reevaluation», *The Historical Journal* 59 (2016), 319–338. Als Faktor macht er unter anderem die Transformation der Gewerbe aus, ähnliches konstatieren auch Hilaire-Pérez und Thébaud-Sorger in ihrer Analyse von Schadensfällen des Sun Fire Office im 18. Jahrhundert: Liliane Hilaire-Pérez, Marie Thébaud-Sorger, «Risque d'incendie en milieu urbain et «industrious revolution». Le cas de Londres dans le dernier tiers du XVIII^e siècle», *Le mouvement social* 249 (2014), 21–39, besonders 31 f. und 38 f. Eine Zunahme in Zahl und Ausmass von Stadtbränden ist auch für Kontinentaleuropa nachgewiesen worden, wird dort aber mit anderen Faktoren, seit einiger Zeit etwa mit klimatischen Anomalien, erklärt; vgl. unter anderem Zwierlein (wie Anm. 19), 714 f.
- 26 Vgl. Susan Donahue Kuretsky, «Jan van der Heyden and the Origins of Modern Firefighting. Art and Technology in Seventeenth-Century Amsterdam», in Bankoff, Lübken, Sand (wie Anm. 14), 23–43; Peter C. Sutton (Hg.), *Jan van der Heyden 1637–1712*, New Haven 2006.
- 27 Jan van der Heyden, Jan van der Heyden d. J., *Beschryving der nieuwljks uitgevonden en geotcrojeerde slang-brand-spuiten, en haare wijze van brand-blussen tegenwoordig binnen Amsterdam in gebruik zijnde; Nevens beschryving der brand-ordres van de stad Amsterdam*, Amsterdam 1690. Eine zweite Ausgabe erschien 1735 postum mit weiteren Kupferstichen sowie dem Vermerk «Gedruckt voor de Erfgenaamen van Jan van der Heiden»: *Beschryving der nieuwljks uitgevonden en geotcrojeerde slang-brand-spuiten en haare wyze van brand-blussen, tegenwoordig binnen Amsterdam in gebruik zijnde*, Amsterdam 1735. Vgl. auch die Einleitung in der englischen Übersetzung: dies., *Description of Fire Engines with Water Hoses and the Method of Fighting Fires now Used in Amsterdam*, übers. von Lettie Stibbe Multhauf, Canton/MA 1996.
- 28 Für Erwähnungen van der Heydens in diesem Sinne siehe etwa nur Hornung-Arnege (wie

- Anm. 17), 30–33, und Gustav Ewald, *Die Geschichte der Feuerspritze bis 1945*, Stuttgart 1978, 41–52.
- 29 Allgemein zur kritischen Revision des Mythos der Niederlande als Technologieführer Karel Davids (Hg.), *The Rise and Decline of Dutch Technological Leadership. Technology, Economy and Culture in the Netherlands, 1350–1800*, 2 Bände, Leiden 2008.
- 30 Anregend für eine solche Betrachtungsweise von Werbung und Marketing Luis Araujo, «Markets, Market-Making and Marketing», *Marketing Theory* 7 (2007), 211–226, und ders., John Finch, Hans Kjellberg (Hg.), *Reconnecting Marketing to Markets*, Oxford 2010.
- 31 Vgl. auch Jeffrey Wigelsworth, *Selling Science in the Age of Newton. Advertising and the Commoditization of Knowledge*, Farnham 2010.
- 32 Vgl. zur Präsenz und Vermarktung von Brandspritzen im frühneuzeitlichen England Jenkins (wie Anm. 17) und Holloway (wie Anm. 5), 5 f. Zu den politischen Auseinandersetzungen, die mit Wiederaufbauplänen verbunden waren, vgl. das eindrückliche Beispiel Valentine Knights, der sich nach der Publikation eines Wiederaufbauplans schliesslich im Gefängnis wiederfand; dazu Jenner (wie Anm. 16).
- 33 Rolf-Jürgen Gleitsmann, «Wir wissen aber, Gottlob, was wir thun. Erfinderprivilegien und technologischer Wandel im 16. Jahrhundert», *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 30 (1985), 69–95; Marcus Popplow, «Protection and Promotion. Privileges for Inventions and Books of Machines in the Early Modern Period», *History of Technology* 20 (1998), 203–224; Mario Biagioli, «From Prints to Patents. Living on Instruments in Early Modern Europe, 1500–1800», *History of Science* 44 (2006), 139–186; Carlo Marco Belfanti, «Between Mercantilism and Market. Privileges for Invention in Early Modern Europe», *Journal of Institutional Economics* 2 (2006), 319–338. Zum englischen Kontext Christine MacLeod, *Inventing the Industrial Revolution. The English Patent System, 1660–1800*, Cambridge 1988, und dies., Alessandro Nuvolari, *Patents and Industrialization. An Historical Overview of the British Case, 1624–1907*, LEM Working Paper Series, No. 2010/04, <http://hdl.handle.net/10419/89453> (20. 6. 2019).
- 34 William John Hardy (Hg.), *Calendar of State Papers, Domestic Series, of the Reign of William & Mary*, Bd. 1: (1689–1690), London 1895, 283 (Eintrag 3. 10. 1689) und 342 (Eintrag 2. 12. 1689).
- 35 Vgl. Christine MacLeod, «The 1690s Patents Boom. Invention or Stock-Jobbing?», *Economic History Review* 39 (1986), 549–571, zu Erfinderprivilegien als Teil königlicher Patronage besonders 553 f.
- 36 Siehe Winer (wie Anm. 6), 183 f., und A. Bredius, «De nalatenschap van Jan van der Heyden's weduwe», *Oud-Holland* (1912), 129–151, hier 140. Van der Heyden hat seine Spritzen seinerseits gleich durch mehrere Patente abgesichert, ausgestellt von den Generalstaaten sowie den Staaten von Friesland und von Holland. Vgl. dazu im Kontext von Mehrfachprivilegierungen allgemein Belfanti (wie Anm. 33), 329 f. Auch in England betraf einer der wenigen dokumentierten Fälle, in denen es in dieser Zeit zu einer Auseinandersetzung vor Gericht kam, das Gebiet der Löschtechnik: Der Konflikt zwischen Ambrose Godfrey und Charles Povey 1723 entzündete sich aber bereits im Vorfeld der Erteilung eines Erfinderprivilegs für einen Feuerlöscher an der Frage, wem diese Erfindung eigentlich rechtmässig zuzuschreiben sei; siehe MacLeod (wie Anm. 33), 46. Zu einem anderen Fall, in dem eine Verletzung von Erfinderprivilegien zum Gegenstand gerichtlicher Auseinandersetzung wurde, vgl. Marius Buning, «Making Things New. Invention Privileges and the Configuration of Priority», *History of Science* 57 (2018), 81–96.
- 37 MacLeod (wie Anm. 33), 556, ähnlich Marius Buning, «Between Imitation and Invention. Inventor Privileges and Technological Progress in the Early Dutch Republic (c. 1585–1625)», *Intellectual History Review* 24 (2014), 415–427, hier 417, in Bezug auf die frühneuzeitlichen Niederlande. Ihm zufolge dienten die Erfinderprivilegien vor allem «less well-to-do artisans» als Mittel des Prestigegewinns. In manchen Privilegien wurde zudem explizit auf bereits erteilte Patente anderer Höfe beziehungsweise Herrscher hingewiesen: «The fact that inventions had been implemented abroad was simply a form of good advertisement.» (420).

- 38 Das Plakat entstand offenkundig nach der Erteilung des Patents 1690, auf das der Paratext explizit Bezug nimmt. Ebenso dürfte es nach der Ankunft aller Beteiligten in England anzusetzen sein, deren Zeitpunkt aber zum Beispiel bei dem Stecher Johannes Kip ebenfalls umstritten ist. Wenn Kip tatsächlich erst 1697 in England eintraf (so etwa Friedrich Hollstein et al., *Dutch and Flemish Etchings, Engravings and Woodcuts*, Bd. 9, Amsterdam 1953, 244 f.) und nicht bereits 1689 (so Nicholas Grindle, «Johannes Kip», in *Oxford Dictionary of National Biography*, 2004; Online-Ausgabe 2006, doi.org/10.1093/ref:odnb/15640 [20. 6. 2019]), müsste man entsprechend einen späteren Terminus post quem ansetzen. Leider geben diese beiden Autoren keine Belege für ihre jeweiligen Datierungen an, sodass eine weitere Diskussion schwierig ist. Ein gesichertes Indiz für einen Terminus ante quem stellt aber der auf dem Plakat genannte Wohnort Loftings dar (bei der Kirche Saint Thomas Apostle), der auf eine Entstehung vor 1694 hindeutet, da Anzeigen vom Januar 1694 bereits einen anderen Wohnort (Bow-Church-Yard) angeben; vgl. unter anderem *Collection for Improvement of Husbandry and Trade*, no. 77, 19. 1. 1694.
- 39 Einige konzeptionelle Überlegungen zu Warenzeichen und der Verwendung von Wappen und ähnlichen Symbolen im Kontext des zünftisch organisierten Handwerks finden sich bei Bert de Munck, «The Agency of Branding and the Location of Value. Hallmarks and Monograms in Early Modern Tableware Industries», *Business History* 54 (2012), 1–22. Während Munck hier den kollektiven Charakter dieser Zeichen gegen deren voreilige Identifikation mit modernen Marken ins Feld führt, weisen nicht zünftische Gebrauchskontexte in der Tat stärker auf eine individualisierte Aneignung solcher Symbole hin. Vgl. für einschlägige Beispiele aus dem «Dienstleistungssektor» etwa die *trade card* von George Cordwell, «Chimney Sweep to their Royal Highnesses the Dukes of Gloucester and Cumberland», um 1780, British Museum, inv. no. D.2.1358 und die *trade card* von Thomas Parker, «Rat-Destroyer to His Royal Highness the Prince of Wales», 1791, in Julie Anne Lambert, *A Nation of Shopkeepers. Trade Ephemera from 1654 to the 1860s in the John Johnson Collection*, Oxford 2001, no. 113, 58. Auf die Verwendung von Patenten bei der Vermarktung von Arzneimitteln und medizinischen Dienstleistungen hat etwa bereits Roy Porter, *Health for Sale. Quackery in England 1660–1850*, Manchester 1989, 28, hingewiesen; vgl. dazu auch im Kontext weiterer Autorisierungsstrategien Hannah Barker, «Medical Advertising and Trust in Late Georgian England», *Urban History* 36 (2009), 379–398. Zur Rolle von Privilegien im Instrumentenhandel siehe Biagioli (wie Anm. 33); zur Verwendung von Privilegien auf frühen Titelblättern vgl. Margaret M. Smith, *The Title-Page. Its Early Development, 1460–1510*, London 2000, 102 f., und Marie-Kristin Hauke, *In allen guten Buchhandlungen ist zu haben ... Buchwerbung in Deutschland im 17. und 18. Jahrhundert*, Diss. masch. Erlangen-Nürnberg 1999, 107 f., zu Wappen in diesem Kontext zum Beispiel Ursula Rautenberg, «Die Entstehung und Entwicklung des Buchtitelblatts in der Inkunabelzeit in Deutschland, den Niederlanden und Venedig. Quantitative und qualitative Studien», *Archiv für Geschichte des Buchwesens* 62 (2008), 92 f.
- 40 Vgl. zur Frühgeschichte der Brandspritzen in England Jenkins (wie Anm. 17); erste Schlangenbrandspritzen wurden 1676 von dem bereits erwähnten Theodor Lattenhöwer (auch Lattenhouwer) eingeführt (siehe Anm. 36), der im selben Jahr auch ein Patent für deren Herstellung erhielt. Vgl. auch Winer (wie Anm. 6), 82 f. und 183 f.
- 41 So bildete sich im Laufe des 16. und 17. Jahrhunderts ein spezifisch auf Technik abgestelltes Erfindungskonzept heraus. Zudem war die Vergabe von Erfinderverprivilegien mit der Entwicklung von Testverfahren verbunden, die auf eine vergleichende Überprüfung von Veränderung und Rentabilität abzielten. Dennoch bleibt die Differenz zu einem Patentrecht modernen Zuschnitts evident; vgl. Marcus Popplow, «Reproduzierbare Originalität. Zur Genese eines Konzeptes technischer Erfindungen in der frühen Neuzeit», in Gerhard Banse, Hans-Peter Müller (Hg.), *Johann Beckmann und die Folgen. Erfindungen. Versuch der historischen, theoretischen und empirischen Annäherung an einen vielschichtigen Begriff*, Münster 2001, 49–63. Zum Verständnis von *inventio* als Aufbringen an einem (bestimmten) Ort Biagioli (wie Anm. 33); zum Privilegiensystem als «strategic weapon in the mercantilist conflict» zwischen Staaten Belfanti (wie Anm. 33), 328 f.

- 42 Vgl. William Robert Scott, *The Constitution and Finance of English, Scottish, and Irish Joint-Stock Companies to 1720*, Bd. 2, Cambridge 1910, 481. In Hinsicht auf Vermittler erwähnt das erste Plakat einen gewissen William Griffith als «Agent» Loftings, anzutreffen sei Griffith «at the Golden-Lion over against Northumberland-house at Charing-cross». Als das zweite Plakat veröffentlicht wurde, lebte Lofting dagegen in Marlow in Buckinghamshire, wo er unter anderem mithilfe einer wasserbetriebenen Mühle in grossem Stil Fingerhüte herstellte und vertrieb; dazu unter anderem Holmes (wie Anm. 6) und Fairclough (wie Anm. 6).
- 43 Wöchentlich erscheinendes Periodikum (1692–1703), das sich vorrangig Themen der Landwirtschaft und des Handels widmete. Neben einem Artikel aus der Feder des Herausgebers und Preiskuranten wurden verschiedene «notices» zu unterschiedlichen Produkten und Dienstleistungen veröffentlicht, darunter fanden sich auch Anzeigen für die von Houghton selbst vertriebenen Produkte wie Schokolade; dazu Michael Harris, «Printed Advertisements. Some Variations in their Use around 1700», in ders., Robin Myers, Giles Mandelbrote (Hg.), *Books for Sale. Advertising and Promotion of Print since the 15th Century*, New Castle, London 2009, 57–85, und allgemein Anita McConnell, «John Houghton», in *Oxford Dictionary of National Biography*, 2004; Online-Ausgabe, 2014, doi.org/10.1093/ref:odnb/13868 (20. 6. 2019).
- 44 *Collection for the Improvement of Husbandry and Trade*, no. 75, 5. 1. 1694. Die Kursivierung gibt hier die Hervorhebung durch Fraktur oder *black letter* im Original wieder.
- 45 Ebd., no. 77, 19. 1. 1694.
- 46 Ebd., nos. 78 (16. 1. 1694), 80 (9. 2. 1694) und 82 (23. 2. 1694).
- 47 Ebd., no. 158, 9. 8. 1695; Lofting et al. (wie Anm. 5).
- 48 Vgl. unter anderem Sandra Sherman, «Advertisements for Myself. William Ellis and the Re-invention of the Puff», *Prose Studies* 24 (2001), 65–86, die freilich stark auf die Neuheit dieser Art der Werbung abstellt; zur zeitgenössischen Kritik 71 f. Vgl. für ein weiteres Beispiel eines solchen Zeugenberichts bei der Vermarktung von Brandspritzen etwa nur *Daily Post*, no. 3530, 11. 1. 1731 (John Fowke); Beispiele aus dem Bereich der Arzneimittelwerbung bei Francis Doherty, «The Anodyne Necklace. A Quack Remedy and its Promotion», *Medical History* 34 (1990), 268–293, hier 279 und 281.
- 49 Mit Blick auf die Vermarktung von wissenschaftlichen Instrumenten im frühen 18. Jahrhundert hat Wigelsworth etwa konstatiert: «The backing of a known and respected philosopher, with or without their knowledge, was an often used advertising tactic»; Wigelsworth (wie Anm. 31), 106. Zur Transformation von Zeugenschaft und Autorität in dieser Zeit unter anderem R. W. Serjeantson, «Testimony and Proof in Early-Modern England», *Studies in History and Philosophy of Science Part A* 30 (1999), 195–236; Barbara J. Shapiro, «Testimony in Seventeenth-Century English Natural Philosophy. Legal Origins and Early Development», *Studies in History and Philosophy of Science Part A* 33 (2002), 243–263; Hole Rößler, *Die Kunst des Augenscheins. Praktiken der Evidenz im 17. Jahrhundert*, Wien 2012.
- 50 So wurde 1726 etwa ein prominentes Mitglied der Royal Society, John Theophilus Desaguliers (zusammen mit einem gewissen Dr. Watts), im Konkurrenzkampf zwischen den Spritzenmachern John Fowke und Richard Newsham als Schiedsrichter für eine Vergleichsprobe angerufen, die Probe war dabei zugleich mit einer Wette verbunden: vgl. unter anderem *Daily Post*, no. 2036, 4. 4. 1726. Newsham, der sich zuvor selbst auf Desaguliers bezogen hatte, zweifelte in diesem Kontext öffentlich die Autorität der beiden Gelehrten an. Zum Konflikt zwischen Newsham und Fowke vgl. auch MacLeod (wie Anm. 33), 66 f. und 70 f., und Wigelsworth (wie Anm. 31), 106 f., zu der Beziehung zwischen Desaguliers und Newsham, zu Ersterem weiter 149 f. Vergleichsproben und Wetten fanden auch unter konkurrierenden Anbietern von optischen Instrumenten statt; vgl. Alexi Baker, «Symbiosis and Style. The Production, Sale and Purchase of Instruments in the Luxury Markets of Eighteenth-Century London», in Alison D. Morrison-Low, Sara J. Schechner, Paolo Brenni (Hg.), *How Scientific Instruments Have Changed Hands*, Leiden 2017, 1–20, hier 14 f.
- 51 Zu den Rekommodationsscheinen vgl. Brauner (wie Anm. 11), 14 f.
- 52 Die Flammen erscheinen in dem älteren Plakat eindrücklicher ausgeführt, in der zweiten, jün-

- geren Version hingegen eher etwas ungeschickt beschnitten. Eine ganz ähnliche Darstellung eines Einsatzes der beworbenen Brandspritze zwischen Probe und Ernstfall findet sich bereits in dem erwähnten frühen Flugblatt Hautschs von 1655 (siehe Anm. 20): Bei Hautsch scheint – vielleicht auch aufgrund der anders gelagerten Organisation und Situation der Reichsstadt – deutlich grössere Sorgfalt darauf verwandt worden zu sein, die involvierten «Löschhelfer» als sozial vielfältig und somit als Abbild der städtischen Gemeinschaft in ihrer ganzen Heterogenität auszuweisen. Demgegenüber finden sowohl bei Lofting wie bei van der Heyden eher einheitlich ausgestaltete Staffagefiguren Verwendung, die wohl dem bürgerlichen Stand zuzuordnen sind.
- 53 Solche Proben waren von zentraler Bedeutung für die Vermarktung von Löschtechnik, sind aber bislang noch nicht Gegenstand systematischer Untersuchung geworden. Erste Hinweise und Überlegungen in Bezug auf Spritzenproben finden sich jedoch bei Knapp (wie Anm. 17), vor allem 75 f. und 113 f. Sie führt erste Belege im Rahmen von Kauftransaktionen für die Zeit um 1600 an, 87 f., und entwirft auch eine erste Typologie von Proben, 76 f. Eine trennscharfe Differenzierung wirft freilich eher Probleme auf, als dass sie sie lösen würde, wie auch Knapp selbst bereits bemerkt. Proben erfüllten unterschiedliche Funktionen, rekurrten auf unterschiedliche Traditionen und konnten vor allem auch selbst Anlass und Medium zeitgenössischer Grenzziehungsversuche zwischen gelehrtem Milieu und «Praktikern» werden.
- 54 Die Royal Exchange war insgesamt eines der kommunikativen Zentren des frühneuzeitlichen Londons und Ort von öffentlichen Vorführungen und Veranstaltungen aller Art. Vgl. dazu Michael Harris, «Exchanging Information. Print and Business at the Royal Exchange in the Late Seventeenth Century», in Ann Saunders (Hg.), *The Royal Exchange*, London 1997, 188–197. Die Royal Exchange war auch ein Zentrum des Instrumentenhandels; vgl. Baker (wie Anm. 50), 7 f.
- 55 Winer (wie Anm. 6), 186.
- 56 Vgl. dazu auch Brauner (wie Anm. 11), 22 f.
- 57 Im Hintergrund stehen möglicherweise die Debatten um den sogenannten «Building Act» von 1724, der unter anderem auch Brandschutzmassnahmen betraf, im Kern aber eine Erneuerung eines Acts Annes von 1708 darstellte (*An Act for the better regulating of Buildings, and to prevent Mischiefs that may happen by Fire within the weekly Bills of Mortality, and other Places therein mentioned*, 1724; 11 Geo. I c. 28), oder auch die Diskussionen um die Wasserversorgung der Stadt, die, wie auch Lieshout (wie Anm. 7) gezeigt hat, eng mit Fragen der Feuerpolizei verbunden sein konnten.
- 58 Dies muss man wohl in erster Linie als Indiz auf die verwendete kostensparende Reproduktionstechnik verstehen; auch die Wolken im Hintergrund sowie die Signaturen der beiden beteiligten Künstler fehlen.
- 59 Puppenhäuser sind seit dem 16. Jahrhundert als Teil von fürstlichen Kunstkammern bezeugt und wurden bald auch zum Sammlungsobjekt im wohlhabenden Bürgertum, wie einschlägige Werbeanzeigen und -blätter aus dem deutschsprachigen und niederländischen Raum dokumentieren. Für den britischen Kontext sind dagegen die ersten Puppenhäuser wohl erst ins 18. Jahrhundert zu datieren. Vgl. Susan Broomhall, «Imagined Domesticities in Early Modern Dutch Dollhouses», *Parergon* 24 (2007), 47–67, zu Grossbritannien Anm. 3 und Ariane Koller, «Puppenhaus. Das Interieur en miniature als kultureller Denkraum in der Frühen Neuzeit», in Christine Göttler et al. (Hg.), *Reading Room. Re-Lektüren des Innenraums*, Berlin 2018, 188–198. Koller vertritt die These, dass sich in den Puppenhäusern geradezu paradigmatisch die «Idee des Menschen als zweitem Deus artifex» manifestierte, 196 f. Folgt man ihr darin, ergäben sich im Blick auf die Plakate Parallelen zu zeitgenössischen Erfindungs- und Technologiekonzepten im Allgemeinen, aber auch zu vormodernen Diskursen über Brandbekämpfung, in denen die Theodizee-Frage bis weit ins 18. Jahrhundert virulent blieb.
- 60 Eine Verwendung der Brandspritzen für Gärten wird in dem ersten Plakat im Textteil kurz angesprochen, ist dort aber wenig prominent.
- 61 An diesem Aufstieg der Gartenkultur im Allgemeinen und dessen, was bis heute als eng-

- lischer Landschaftsgarten bekannt ist, im Besonderen waren Künstler und Kaufleute niederländischer Herkunft wesentlich beteiligt; vgl. unter anderem John Dixon Hunt (Hg.), *The Dutch Garden in the Seventeenth Century*, Washington D. C. 1990, darin besonders die Beiträge von Erik de Jong und John Dixon Hunt zu England. Zur Gartenbegeisterung im Kontext der Herrschaft von William und Mary und zugleich mit kritischem Blick auf das «Niederländische» an den sogenannten «Dutch gardens» auch Uta Janssen-Knorsch, «From Het Loo to Hampton Court. William and Mary's Dutch Gardens and their Influence on English Gardening», in Paul Hoftijzer, C. C. Barfoot (Hg.), *Fabrics and Fabrications. The Myth and Making of William and Mary*, Amsterdam 1990, 277–296. Zum Handel mit Samen und Pflanzen, die seit den 1670er-Jahren auch mithilfe von Katalogen und anderen Druckmedien stattfand, Malcolm Thick, «Garden Seeds in England before the Late Eighteenth Century. Part II. The Trade in Seeds to 1760», *The Agricultural History Review* 38,2 (1990), 105–116. Thick beschreibt die zunehmende Vermarktung von Samen und anderen Waren mit Gartenbezug als Teil der «retailing revolution» seit dem ausgehenden 17. Jahrhundert, 105 f.
- 62 Zum niederländisch-englischen Austausch vor und nach der Glorious Revolution vgl. unter anderem Lisa Jardine, *Going Dutch. How England Plundered Holland's Glory*, London 2009, und Marjorie B. Rubright, *Double Dutch. Approximate Identities in Early Modern English Culture*, Diss. Michigan 2007. Zu der ganz praktischen Frage, wie man als Niederländer im 17. Jahrhundert Englisch lernen konnte, vgl. Piet Loonen, «Edward Richardson and the Learning of English at the Time of (Prince) William and Mary», in Theo Hermans, Reinier Salverda (Hg.), *From Revolt to Riches. Culture and History of the Low Countries, 1500–1700*, London 2017, 244–252.
- 63 Die Rolle von Übersetzung in Werbung als historisches Phänomen ist bislang kaum untersucht. In der Gegenwart ist sie hingegen Gegenstand verschiedener Studien geworden: Neben einigen Arbeiten aus der Linguistik (zum Beispiel Ursina Kellerhals, «There's no better way to fly». *Die Wirkung englischer Slogans in der Deutschschweizer Anzeigenwerbung*, Zürich 2008) liegen vorrangig Arbeiten vonseiten der Marketing- und Translationwissenschaften oder auch von Praktiker*innen aus der Werbe- oder Übersetzungsbranche vor; siehe zum Beispiel Elke Anna Framson, *Translation in der internationalen Marketingkommunikation. Funktionen und Aufgaben für Translatoren im globalisierten Handel*, Tübingen 2007; Oksana Bondarenko, «Die Rolle des Translators bei der Lokalisierung internationaler Werbung», in Hartwig Kalverkämper (Hg.), *Translation zwischen Text und Welt. Translationswissenschaft als historische Disziplin zwischen Moderne und Zukunft*, Berlin 2009, 349–364, und Anda, Fischer (wie Anm. 2).
- 64 Vgl. zu Übersetzung allgemein Umberto Eco, *Quasi dasselbe mit anderen Worten. Über das Übersetzen*, München 2009, und Doris Bachmann-Medick, «Introduction. The Translational Turn», *Translation Studies* 2 (2009), 2–16. Auch in der Geschichtswissenschaft sind Übersetzungen wiederholt prominent diskutiert worden: Wichtig für die Frühneuezeitforschung ist hier etwa Peter Burke, Ronnie Po-Chia Hsia (Hg.), *Cultural Translation in Early Modern Europe*, Cambridge 2007; aus den jüngeren konzeptionellen Beiträgen vgl. zum Beispiel Christina Lutter, «What Do We Translate when We Translate? Context, Process, and Practice as Categories of Cultural Analysis», in Doris Bachmann-Medick et al. (Hg.), *The Transnational Study of Culture. Lost or Found in Translation?*, New York 2014, 155–167, und Simone Lässig, «Übersetzungen in der Geschichte. Geschichte als Übersetzung? Überlegungen zu einem analytischen Konzept und Forschungsgegenstand für die Geschichtswissenschaft», *Geschichte und Gesellschaft* 38 (2012), 189–216. Anregend in konzeptionell wie medial weit gefasster Perspektive auch die Beiträge in Britta Bußmann et al. (Hg.), *Übertragungen. Formen und Konzepte von Reproduktion in Mittelalter und Früher Neuzeit*, Berlin 2005.
- 65 Allgemein Davids (wie Anm. 29), spezifisch zur Lösschtechnik Bd. 1, 88 f. Davids diskutiert auch die zeitgenössische Wahrnehmung niederländischer Innovativität kritisch und setzt sie zu Transfers und Vernetzungen in Beziehung.
- 66 Vgl. zu zeitgenössischen Erfindungskonzepten Banse, Müller (wie Anm. 41). Die Bedeutung von persönlicher Erfahrung und Einführung für das mittelalterliche und frühneuzeitliche Tech-

- nikwissen betont etwa Popplow (wie Anm. 8), 850 f., der aber zugleich für eine systematischere Untersuchung jener Formen plädiert, in denen solches Wissen formalisiert wurde. Ihm zufolge ist die Existenz solcher Formalisierungen und Kodifikationen spezifisch für die frühneuzeitliche Entwicklung.
- 67 Für eine zeitgenössische Diskussion des niederländisch-englischen Verhältnisses, unter anderem auch in Bezug auf Technologietransfer, vgl. John Houghton, *Husbandry and Trade Improv'd*, Neuausgabe, hg. von Richard Bradley, London 1727, Bd. 1, besonders 439–445. Strukturell ähnlich gelagerte Strategien lassen sich für Bücher feststellen, die auf dem Titelblatt gezielt und explizit als Übersetzungen beworben werden; vgl. dazu Marie-Alice Belle, Brenda M. Hosington, «Introduction», in dies. (Hg.), *Thresholds of Translation. Paratexts, Print, and Cultural Exchange in Early Modern Britain (1473–1660)*, Cham 2018, 1–24, besonders 8 f., und Joyce Boro, «Spain in Translation. Peritextual Representations of Cultural Difference, 1614–1625», in ebd., 101–136, die unter anderem darauf hinweist, dass die jeweilige Bedeutung einer Sprache beziehungsweise des angegebenen «Ursprungs» eines Textes auch genreabhängig sei: Allen antiiberischen Tendenzen zum Trotz galt der Hinweis auf den spanischen Ursprung von Romanzen oder Reiseliteratur offenkundig auch im England des 16. und 17. Jahrhunderts als positives Merkmal, 108 f.
- 68 Dazu Pennell (wie Anm. 10), 77. Zur kommerziellen Rivalität zwischen den Niederlanden und England im 17. und 18. Jahrhundert auch David Ormrod, *The Rise of Commercial Empires. England and the Netherlands in the Age of Mercantilism, 1650–1770*, Cambridge 2003; vgl. zur Nationalisierung im Marketing, vorwiegend seit dem späten 19. Jahrhundert, die Beiträge in Oliver Kühschelm, Franz X. Eder, Hannes Siegrist (Hg.), *Konsum und Nation. Zur Geschichte nationalisierender Inszenierungen in der Produktkommunikation*, Bielefeld 2012.
- 69 Lofting selbst gehörte jedoch, anders als gelegentlich vermutet (etwa bei Holloway [wie Anm. 5], 21), nicht zu jenen Handwerkern, Künstlern und anderen niederländischen Migranten, die im Zuge der Glorious Revolution 1688 und dem Beginn der Regentschaft von William und Mary nach England kamen. Vielmehr siedelte er schon deutlich früher, spätestens aber im Laufe des Frühjahrs 1686, nach England über. Dokumentiert ist seine Naturalisierung im Juni 1686 durch James II: *Calendar of State Papers, Domestic Series, James II*, Bd. 2, January, 1686 May, 1687, London 1964, 186. Vgl. auch Fairclough (wie Anm. 6); Winer (wie Anm. 6), 184 f.
- 70 Vgl. Rubright (wie Anm. 62).
- 71 Als Beispiel für eine solche Ambivalenz kann etwa der englische Diskurs über niederländische Gärten dienen, der sehr deutlich von dieser Spannung von Adaptation und Abgrenzung geprägt ist; siehe dazu John Dixon Hunt, «But Who Does not Know what a Dutch Garden is? The Dutch Garden in the English Imagination», in ders. (wie Anm. 61), 175–206, hier 192 f.
- 72 Siehe unter anderem Jan van der Heyden (Anbieter, Zeichner), Daniel (oder Bastian?) Stoopendaal (Stecher), *Afbeeldinghe van de Nieu geinventeerde en geoctroyeerde Slang-Brandspuyten*, 1677, Kupferstich, 57,6 × 46,8 cm (Blatt), Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-OB-82.355, und Jan van der Heyden (Anbieter, Zeichner), Daniel (oder Bastian?) Stoopendaal (Stecher), *Afbeeldinghe van de Nieu geinventeerde en geoctroyeerde Slang-Brandspuyten / Dessen des Pompes a Boyaux*, ca. 1677–1699, Kupferstich, 61,0 × 50,0 cm (Blatt), Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-1910-3632. Auf Parallelen zu Werbeblättern von der Heydens hat bereits Winer (wie Anm. 6), 192 f., aufmerksam gemacht.
- 73 Vgl. die entsprechenden Einträge in Giuseppe Palumbo, *Key Terms in Translation Studies*, New York 2009, 38 f. und 48 f., sowie Lawrence Venuti, *The Translator's Invisibility. A History of Translation*, Abingdon 2008.
- 74 Der Textteil des jüngeren Plakats nimmt den Text des ersten zum Teil auf, versetzt ihn aber an eine weniger prominente Stelle, da nun, wie erwähnt, stärker die Person Loftings und der erfolgreiche Einsatz seiner Spritzen in verschiedenen königlichen Palästen und spezifischen Orten in London und Umgebung ins Zentrum rückt.
- 75 In den Niederlanden war die parallele Publikation auf Niederländisch und Französisch in dieser

- Zeit weit verbreitet, Pantin weist etwa auf den Fall des Ingenieurs und Mathematikers Simon Stevin hin; Isabelle Pantin, «The Role of Translations in European Scientific Exchanges in the Sixteenth and Seventeenth Centuries», in Burke, Hsia (wie Anm. 64), 163–179, hier 165.
- 76 Auf die Notwendigkeit, nicht allein die denotative (das heisst in etwa die wortwörtliche), sondern auch die konnotative Bedeutungsebene bei der Verwendung von Fremdsprachen in Werbeanzeigen einzubeziehen, weist eindringlich Kellerhals hin, Kellerhals (wie Anm. 63), 12 f., zur Unterscheidung von Denotation und Konnotation 35–38. Die Studie untersucht weniger vollständig zweisprachig angelegte Werbung, als vorrangig den Einsatz von einzelnen englischen Wörtern oder Slogans in ansonsten deutschsprachigen Werbetexten – ein Phänomen, das im 17. und 18. Jahrhundert in strukturell ähnlicher Weise für den Gebrauch des Lateinischen vor allem in Arzneimittelwerbung zu beobachten, aber etwa auch für Loftings Kollegen Richard Newsham zu belegen ist, siehe unter anderem *Daily Journal*, no. 2952, 23. 6. 1730, oder *Daily Post*, no. 335, 25. 6. 1730 und für die Werbeblätter Anm. 93.
- 77 Pantin (wie Anm. 75), 179, ähnlich 175 f. Gerade für den englischen Fall diagnostiziert Pantin «a truly dynamic confrontation between Latin and the vernacular», 178 f.; sie weist auch darauf hin, dass die einschlägigen Institutionen mit der Royal Society einerseits und den Universitäten Oxford und Cambridge andererseits divergierende Sprachpolitiken verfolgten, 175 f.
- 78 *Afbeelding van 't verschil der bequaamheeden in 't Brandblussen tusschen de Slangbrand-spuyt, vergeleeken met d'oude Spuyten*, 1690, Kupferstich, 36,5 × 46,5 cm, Rijksmuseum, Amsterdam, inv. no. RP-P-OB-82.080 (= Tafel 2 des Brandspuitenboek).
- 79 Visuelle Übersetzung wird öfters als Gegenstand erwähnt, scheint bislang aber ein Desiderat darzustellen; vgl. die knappen Hinweise bei Bachmann-Medick (wie Anm. 64), 11 f., und bei Birgit Mersmann, Alexandra Schneider (Hg.), *Transmission Image. Visual Translation and Cultural Agency*, Cambridge 2009. Auch das bereits von Jakobson benannte Phänomen der intersemiotischen Übersetzung stellt meines Erachtens ein fruchtbares Feld für weitere Studien dar, die auch unterschiedliche historische Konzeptionen etwa von Bild-Text-Verhältnissen einbeziehen könnten; siehe dazu Nicola Dusi, «Intersemiotic Translation. Theories, Problems, Analysis», *Semiotica* 206 (2015).
- 80 Mindestens in diesem Fall ist daher eine Aussage wie jene Claytons zu differenzieren, der pauschal konstatiert: «Prints were easier to market abroad than books. They were, light and valuable, and their images did not require translation. Such text as they carried was almost invariably in the international language [gemeint ist hier das Lateinische, C. B.]» Timothy Clayton, *The English Print, 1688–1802*, New Haven 1997, xii.
- 81 Dies ist freilich bei van der Heydens Brandspuitenboek anders – hier steht, ähnlich wie bei Loftings Plakaten London, vor allem die Stadt Amsterdam im Zentrum und es finden sich auch zahlreiche Bezüge zu konkret identifizierbaren Gebäuden sowie zu historischen Bränden, vor allem der Zerstörung des Rathauses 1652. Vgl. zum Amsterdamer Kontext von van der Heydens Brandspritzengeschäft unter anderem Michelle V. Packer, «Rising from the Ashes. Fire Prevention as Social Transformation», *Dutch Crossing* 39 (2015), 160–185.
- 82 Ausgerechnet die Royal Exchange war, wie Rubright aufgezeigt hat, besonders mit den Niederländern in London verbunden, symbolisch wie sozialtopographisch. Die Architektur des Gebäudes nimmt selbst Anleihen bei der Antwerpener Börse; vgl. Marjorie Rubright, «An Urban Palimpsest. Migrancy, Architecture, and the Making of an Anglo-Dutch Royal Exchange», *Dutch Crossing* 33 (2009), 23–43.
- 83 Siehe Sutton (wie Anm. 26), 234, Kat.-Nr. 54: Federzeichnung van der Heydens mit Spritze vor der Londoner Royal Exchange, s. d., Amsterdam, Koninklijk Oudheidkundig Genootschap, Port. 22. Das Blatt kam vermutlich aus dem Besitz der Witwe van der Heydens in diese Sammlung, zumindest erwähnt das Nachlassinventar ein Blatt mit entsprechendem Motiv.
- 84 So war Johannes Kip, der für die Kupferstich-Illustrationen von Loftings Plakaten verantwortlich zeichnete, zuvor auch im Umfeld van der Heydens aktiv: Er wurde zwischen 1668 und 1670 bei Bastiaan Stoopendaal in Amsterdam ausgebildet, der wiederum als Stecher mit van der Heyden zusammenarbeitete – unter anderem auch an einschlägigen Werbeblättern für des-

- sen Brandspritzen. Zu Kip vgl. Grindle (wie Anm. 38); Hollstein et al. (wie Anm. 38), Bd. 9, 244 f., und den Eintrag in der Datenbank des Rijksbureau voor kunsthistorische documentatie, <https://rkd.nl/explore/artists/44448> (12. 4. 2019).
- 85 Vgl. den Eintrag in der Online-Datenbank des Rijksmuseums, www.rijksmuseum.nl/nl/collectie/RP-P-OB-82.128A (12. 3. 2019).
- 86 Vgl. Kuretsky (wie Anm. 26), 41 f., Anm. 10. Der Eintrag bei Sutton (wie Anm. 26), 234 f., formuliert vorsichtiger: «It is difficult to say how van der Heyden's drawing and this print are connected.»
- 87 Michael Werner, Bénédicte Zimmermann, «Vergleich, Transfer, Verflechtung. Der Ansatz der Histoire croisée und die Herausforderung des Transnationalen», *Geschichte und Gesellschaft* 28 (2002), 607–636, und dazu Agnes Arndt, Joachim C. Häberlen, Christiane Reinecke (Hg.), *Vergleichen, verflechten, verwirren? Europäische Geschichtsschreibung zwischen Theorie und Praxis*, Göttingen 2011. Spezifisch zur englisch-niederländischen Verflechtungsgeschichte in der Frühen Neuzeit zum Beispiel Rubright (wie Anm. 62).
- 88 Vgl. John Harris, *The Artist and the Country House. A History of Country House and Garden View Painting in Britain, 1540–1870*, London 1979, Kap. 2 und 3.
- 89 Dazu unter anderem Kee Il Choi, jr., «Partly Copies from European Prints. Johannes Kip and the Invention of Export Landscape Painting in Eighteenth-Century Canton», *The Rijksmuseum Bulletin* 66, 2 (2018), 120–143, hier 131 f., und David Jacques, «Netherlandish Topographical Artists and English Gardens», in Juliette Roding et al. (Hg.), *Dutch and Flemish Artists in Britain, 1550–1800* (Leids Kunsthistorisch Jaarboek, Bd. 13), Leiden 2003, 177–188, besonders 184 f. Zu Kip und seinem Verhältnis zu dem ungleich berühmteren Leonard Knyff auch Harris (wie Anm. 88), 92–95 und 155 f. Siehe auch die Abbildungen, ebd., 112 und 116, weitere Bildbeispiele bei Dixon Hunt (wie Anmerkung 71), 180 f., Abb. 6, 200 f., Abb. 26 und 27, und 203 f., Abb. 31.
- 90 Dieses Blatt, gestochen von William Faithorne, ist in den Beständen des British Museum nur als Reproduktion erhalten: *Photograph from an Article in Country Life Magazine of a Trade Card of John Keeling, engineer, 1678*, inv. no. Heal, 58.15; ein Exemplar findet sich in der Pepys Library, Magdalene College, Cambridge, inv. no. PL 2972, 78; vgl. auch www.magd.cam.ac.uk/pepys/great-fire (12. 4. 2019).
- 91 So die Formulierung bei Holloway (wie Anm. 5), 25 f., zu den überseeischen Exporten auch ebd., 26.
- 92 Ein erstes solches Werbeblatt scheint auf 1725 zu datieren, wurde aber noch mindestens zwei weitere Male aufgelegt. Die Auflagen von 1726 und 1727 finden sich in den *Eighteenth Century Collections Online* digitalisiert, die vermutlich erste Auflage konnte ich nicht konsultieren (ESTC T198448): *Richard Newsham, of cloth-fair, London, engineer (August, 1726). Makes the most usefull, substantial, and convenient engines for quenching fires* [London 1726], ESTC T193697, beziehungsweise *Richard Newsham, of cloth-fair, London, engineer, 1727. Makes the most usefull, substantial, and convenient engines for quenching fires* [London 1727], ESTC T193704. Das Format der Blätter weicht voneinander ab (die ersten beiden Blätter sind im Folioformat, das dritte sogar im Grossfolio- beziehungsweise *broadsheet*-Format), ebenso ist der Holzschnitt 1727 von Ornamenten umrahmt. Verschiedene Indizien weisen dabei auf eine eher kostengünstige Produktion hin, so etwa die Verwendung eines Faktotums, also eines vorgefertigten und so wiederverwendbaren Bildrahmens, für die Initialen. Mit einem elaborierteren Kupferstich warteten seine Nachfolger George Newsham und Ragg 1748 auf: P. T. (Zeichner) / William Henry Toms (Stecher), *The Account of Ten Conveniencies particularly to these Engines, Invented by my late Uncle Richard Newsham, and is now continued by Messrs Newsham and Ragg, Engine Makers to His Majesty, and all Publick Offices &c. in Cloth Fair, near Aldersgate Street*, London, 1748, 15,1 × 30,5 cm, British Museum, inv. no. 1880,1113.3758. Solche Blätter wurden wohl umsonst verteilt, vgl. den Hinweis in einer Anzeige Richard Newshams von 1731: «His new printed Papers (deliver'd Gratis) explain Ten necessary Conveniencies», *Daily Journal*, no. 3199, 4. 7. 1731.

- 93 Maxine Berg, Helen Clifford, «Selling Consumption in the Eighteenth Century. Advertising and the Trade in Britain and France», *Cultural and Social History* 4 (2007), 145–170, hier 146. Vgl. auch Philippa Hubbard, «Trade Cards in 18th-Century Consumer Culture. Movement, Circulation, and Exchange in Commercial and Collecting Spaces», *Material Culture Review*, 74 f. (2012), 30–46, zur Sammelpraxis besonders 40 f.; Natacha Coquery, «The Language of Success. Marketing and Distributing Semi-Luxury Goods in Eighteenth-Century Paris», *Journal of Design History* 17 (2004), 71–89, und Lambert (wie Anm. 39).
- 94 Vgl. dazu Victor Roudometof, «Theorizing Glocalization. Three Interpretations», *European Journal of Social Theory* 19 (2015), 1–18.
- 95 Ein einschlägiger zeithistorischer Beitrag stammt von Jan Logemann, «Consumer Modernity as Cultural Translation. European Émigrés and Knowledge Transfers in Mid-Twentieth-Century Design and Marketing», *Geschichte und Gesellschaft* 43 (2017), 413–437.

Résumé

Un travail de traduction. La commercialisation des équipements de lutte contre le feu entre Londres et Amsterdam autour de 1700

L'article se penche sur les pratiques de publicité autour de 1700 à partir d'un exemple atypique: la commercialisation des pompes à incendie. Il investigate la stratégie de publicité adoptée dans le contexte de ce marché très spécifique. Ainsi, quand bien même les acheteurs potentiels pour cet équipement étaient essentiellement des acteurs et des institutions étatiques, la publicité pour ces produits visait à diversifier ces acheteurs potentiels comme les produits eux-mêmes.

À partir de l'exemple d'un fabricant de pompes à incendie d'origine néerlandaise établi à Londres, l'article questionne les interactions entre les stratégies de localisation et des connexions transrégionales. À l'image d'autres technologies à l'époque moderne, l'histoire des techniques de lutte contre le feu est l'objet d'échanges transnationaux multiformes. Si les producteurs de pompes à incendie utilisaient leur localisation de manière stratégique pour viser une clientèle locale, les stratégies de localisation n'en sont pas moins révélatrices – c'est la thèse de cet article – et ne peuvent être comprises qu'en termes de traduction et de transfert.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Ein Klosterbetrieb in Zeiten des Wandels

Das Kloster Muri(-Gries) und die ökonomischen Herausforderungen über das lange 19. Jahrhundert hinaus

Nina Flurina Caprez, Pascal Pauli, Annina Sandmeier-Walt

Mit einer durchschnittlichen Lebensdauer von fast 600 Jahren sind Benediktinerklöster Organisationsformen von ausserordentlicher Stabilität. Neben einer religiösen Werte- und Wohngemeinschaft bilden Mönche und Nonnen im Kloster auch eine Wirtschaftsgemeinschaft. Benediktiner haben als eine der grössten und einflussreichsten Ordensgemeinschaften die westliche Ökonomie und Arbeitsethik entscheidend mitgeprägt. Längst wurde gezeigt, dass Klöster – als Unternehmen betrachtet – ihre Langlebigkeit auch ihrer besonderen Organisations- und Führungsstruktur zu verdanken haben.¹ Es zeigt sich auch in der klösterlichen Erinnerungsbildung, dass diese erfolgreichen Überwindungen existenzieller Herausforderungen an (Wieder-)Begründerpersönlichkeiten² von Äbten – also an der Unternehmensführung – festgemacht wurden.

Das Kloster Muri wurde im 11. Jahrhundert von den Habsburgern in Muri im Freiamt, Kanton Aargau, gestiftet. Nach der staatlichen Aufhebung 1841 fanden Abt und Konvent neue Existenzgrundlagen in Sarnen, Obwalden, und Gries in Südtirol. Ab 1846 wurde das Kloster Muri unter dem Namen Muri-Gries weitergeführt. Die weit verzweigte Klosterökonomie bildete stets die Basis der klösterlichen Existenz und verlangte nach konkreten unternehmerischen Entscheidungen, um das Fortbestehen auch in unsicheren Zeiten zu gewährleisten.

Das klösterliche Unternehmen³ ist neben seinem ökonomischen Beitrag zum langfristigen Bestehen des Klosters dem in der Benediktsregel verankerten Dienst an Gott als übergeordnetem Ziel verpflichtet.⁴ Daneben gehört auch die Zufriedenheit der zentralen Anspruchsgruppen zu den Hauptzielen benediktinischer «Performance».⁵ Das Kloster Muri(-Gries) war und ist ein Konglomerat verschiedener Betriebe an mehreren Standorten mit multiplen Einnahmequellen. Konkret führte es klassisch produzierende Betriebe wie Wein- und Obstwirtschaft, eine Bäckerei, eine Metzgerei, eine Mühle, eine Schreinerei, eine Sattlerei und eine Apotheke. Weitere Einnahmen generierten beispielsweise Immobilienwirtschaft, Schul- und Internatsbetriebe, Kreditvergaben mit Zinsertrag, Finanzanlagen, Zehnteneinkünfte, Messstipendien und Pfründen.



Abb. 1: Letzte Wimmelfuhr mit P. Rudolf Grüter (Mitte rechts), Südtirol, 20. 10. 1928. (Fotografiearchiv P. Ambros Trafojer, Negativ Nr. 136 [Glas], StiAMG Gries, P3)

Zentrale Unterschiede zu nicht klösterlichen Unternehmen liegen im Unternehmenszweck eines Klosters, der nicht primär auf wirtschaftliche Prosperität zielt, sowie bei den arbeitenden Mönchen, denen kein Lohn ausgezahlt und kein persönlicher Besitz⁶ zugestanden wurde. Zudem waren die Mönche durch ihre ewige Profess, die auch das Gelübde der *stabilitas loci*⁷ einschliesst, lebenslang an ihr Kloster gebunden.⁸ Diese internen Regelungen erlaubten es geschickten Äbten und Ökonomen,⁹ Einnahmen zu bündeln, langfristig gewinnbringende Investitionen zu tätigen und den Wohlstand im Kloster zu heben. Wie andere Unternehmen sind aber auch Klöster vom politischen, rechtlichen und gesellschaftlichen Wandel betroffen. Für die Neuzeit lassen sich insbesondere um das lange 19. Jahrhundert ökonomische Probleme der Klöster verfolgen, die von politischen Brüchen ausgelöst wurden.

Am Beispiel des Klosters Muri(-Gries) zeigen wir die ökonomischen Anpassungsstrategien von Abt und Konvent in ebendiesen Umbruchszeiten und wie es gelang, den Besitzstand des Klosters auch in Krisensituationen zu wahren. Im Fokus stehen dabei der Umgang mit Institutionen sowie, im Hinblick auf die



Abb. 2: Tischlerei Kloster Gries mit Br. Felix Ochsner (an der Bandsäge) und Soldaten, während des Ersten Weltkriegs. (Fotografiearchiv P. Ambros Trafojer, Negativ Nr. 577 [Glas], StäAMG Gries, P3)

transnational lebende und wirkende Kommunität, auch Territorien, in denen das Kloster als Unternehmen seine Betriebe führte.

Wirtschaftlicher Aufschwung im 18. Jahrhundert: Reformen und neue Anlagestrategien

So widersprüchlich das klingen mag, aber das Zeitalter der Aufklärung war für die Klöster vielerorts eine Blütezeit. Einerseits nahm der Druck auf sie zu, denn viele Aufklärer betrachteten die kontemplative Lebensweise als unnützlich und der sichtbare Reichtum war den unter Geldknappheit leidenden Regierungen ein Dorn im Auge.¹⁰ Kommt hinzu, dass die 1773 durch Papst Clemens XIV. verfügte Aufhebung des Jesuitenordens und die im Zuge der josephinischen Kirchenreform erfolgte Aufhebung zahlreicher Klöster in Österreich zeigte, dass die Klöster und Orden nicht mehr unantastbar waren und deren Existenz durchaus den übergeordneten Interessen geopfert werden konnte. Andererseits dürfen

die Klosteraufhebungen nicht als antireligiöse Handlungen verstanden werden; die frei werdenden Vermögen wurden zur Gründung neuer Pfarreien verwendet. Die Verbesserung der Seelsorge und die Errichtung von Landeskirchen waren Anliegen einer aufklärerischen Strömung innerhalb des Katholizismus, die auch die Klöster erfasste.¹¹ Tendenziell gelang es ihnen, trotz dieses Spannungsfelds ihre Unabhängigkeit auszuweiten und ein beachtliches Vermögen anzuhäufen. In dieser Beziehung waren sie am Ende des 18. Jahrhunderts deutlich mächtiger als zu Beginn.¹²

Die Gründe für den ökonomischen Erfolg der Klöster liegen unter anderem in den langfristigen Folgen der nachtridentinischen Reformen. Oberflächlich betrachtet handelte es sich dabei um eine Rückbesinnung auf die Ideale des Benediktinerordens. Tatsächlich gerieten die Benediktiner aber in den Sog der Jesuiten. Auftreten und Konzeption der neuen Gemeinschaft machten Eindruck und der jesuitischen Spiritualität hatten sie nichts Gleichwertiges entgegenzusetzen. Die Konsequenzen dieser «Reformen durch jesuitische Inspiration»¹³ waren weitreichend. Die Mönche kümmerten sich vermehrt um die Seelsorge. Die angestellten Kapläne wurden entlassen und die Mönche übernahmen deren Aufgaben. Gleichzeitig wurden wieder Laienbrüder aufgenommen, die unter anderem im Sigristendienst in der Klosterkirche, in der Hostienbäckerei, in der Buchdruckerei und Buchbinderei arbeiteten und die Besorgung der Ökonomie übernahmen.¹⁴ Dadurch wurden viele der bisher notwendigen Dienstboten überflüssig und die Personalkosten konnten gesenkt werden.

Auffallend ist auch eine neue Wertung des mönchischen Lebens. Statt das gepflegte oder gemütliche Leben zu suchen, ging jetzt die Askese allem voran. Eine Konsequenz dieses neu entdeckten Armutsideals war die Beseitigung des privaten Besitzes.¹⁵ Wohnung, Einkünfte und Ausgaben, Nahrungsmittel, Bücher und Kleidung waren nun gemeinsamer Besitz und damit ging eine gemeinsame Kontrolle aller Ausgaben einher. Es setzte sich auch ein neues Verständnis vom Zweck der klösterlichen Ökonomie durch. Die Verwaltung der Güter und die Tätigkeit im Bereich der Wirtschaft wurden nun selbst als religiöse Aufgaben gesehen.¹⁶ Das bedeutete für Abt und Konvent, dass nicht nur der Bestand erhalten werden musste; es galt vielmehr, das anvertraute Gut nach Kräften zu mehren. Die Verantwortung für die klösterliche Wirtschaft, die Abt und Konvent jetzt vor Gott empfanden, verlangte nicht nur eine saubere Wirtschaftsführung, sondern auch die Überprüfung der Wirtschaftsverfassung und der Gliederung der Klostergüter. Dadurch erreichte die Verwaltung einen Grad von Übersichtlichkeit und Rationalität, der für die damalige Zeit hoch war.¹⁷

Die Wahrung, Sicherung und Vermehrung des Besitzes gehörten fortan zum Profil eines erfolgreichen Abtes. Vermehrter Besitz schuf neue Einkünfte; diese, sparsam verwaltet, schufen Möglichkeiten zu neuem Gütererwerb. Durch die

Stärkung seiner Wirtschaftskraft konnte das Kloster Muri (AG) in auffallendem Umfang Grund und Boden aufkaufen. Zunächst erwarb es auf Wunsch der katholischen eidgenössischen Orte mehrere Herrschaften im Thurgau, um dort das konfessionspolitische Gleichgewicht zu wahren. Mit der Verleihung des Fürstentitels in den Jahren 1701/02¹⁸ begann das Kloster reichsunmittelbare Herrschaften rund um die Herrschaft Glatt am Neckar zu kaufen.

Der Gegenwind, der das Kloster zu spüren bekam, nahm jedoch mit jedem Kauf zu. Die Zeit der ungehinderten Expansion war eigentlich bereits beim Erwerb von Dettensee im Jahr 1715 vorüber. Die Grenzen der territorialen Expansion wurden einerseits durch das Direktorium des Ritterkantons Neckar-Schwarzwald gesetzt, das mit Rückkäufen und juristischen Prozessen gegen weitere Herrschaftskäufe seitens des Klosters vorging, und andererseits durch den Kaiser, der 1718 mit einer Änderung des Retraktprivilegs weitere Käufe erschwerte. Ähnliches galt auch für Güterkäufe in den Stammlanden, in den Freien Ämtern. Die Tagsatzung setzte im 18. Jahrhundert das Amortisationsgesetz von 1695 konsequent durch und verhinderte so beispielsweise den Verkauf der Herrschaft Hilfikon an das Kloster.¹⁹

Mit der Behinderung weiterer territorialer Expansionen wurde dem Kloster eine ihrer herkömmlichen Anlagestrategien entzogen. Gleichzeitig trafen regelmässig Kreditanfragen von süddeutschen Fürstenhäusern in Muri ein. Das Kloster ging deshalb dazu über, die liquiden Mittel in Darlehen zu investieren. Als es sich 1789 für einen monumentalen Neubau entschied, befand es sich in der glücklichen Lage, das Bauprojekt ohne finanzielle Sorgen angehen zu können; die Finanzierung erfolgte alleine aus den jährlichen Rechnungsüberschüssen.²⁰ Damit hatte das Kloster – zumindest aus ökonomischer Sicht – seinen Zenit erreicht. Als es 1789 den Baubeschluss fällte, war es erstens ein exemtes Kloster, zweitens eine Fürstabtei mit eigenen Territorialherrschaften und drittens ein florierendes Wirtschaftsunternehmen, das hohe Gewinne aus der Landwirtschaft und aus Kreditgeschäften erzielte.

Das alles änderte sich durch die politischen und sozialen Umwälzungen, die mit dem Ende der alten Eidgenossenschaft und der beginnenden Helvetik einhergingen. Das Klostervermögen wurde 1798 unter staatliche Verwaltung gestellt und gleichzeitig die Aufnahme von Novizen verboten.²¹ Erst mit der Mediationsakte diktierte Napoleon Bonaparte der Schweiz wieder eine klosterfreundlichere Haltung. Es wurde darin festgehalten, dass die Klostergüter an ihre ursprünglichen Besitzer zurückgegeben werden mussten.²²

Wirtschaftliche Stagnation in der Mediation und Restauration: Ertragsausfälle, Abgaben und Besteuerung

Der Kleine Rat des Kantons Aargau kam dieser Vorschrift unverzüglich nach und gab als erster Kanton am 3. Mai 1803 den Klöstern die Selbstverwaltung zurück.²³ Mit dem Klostersgesetz vom 29. Mai 1805 wurde auch die Aufnahme von Novizen wieder erlaubt. Im Gegenzug wurden die Klöster in Artikel 3 verpflichtet, «zur Vervollkommnung der Lehrunterrichts- und Armen-Anstalten verhältnismässig beyzutragen».²⁴ Den Klöstern blieb damit zwar die ordentliche Besteuerung erspart, aber zusammen zahlten die grossen Klöster Muri und Wettingen einen Betrag, der in etwa den gesamten Bildungsausgaben des Kantons entsprach.²⁵

Zehn Jahre später wurde das Klostervermögen gemäss Artikel zwölf des Bundesvertrags von 1815 wie jedes andere Privatgut der ordentlichen Besteuerung unterworfen. Die Klöster wiesen darauf hin, dass die Forderung der Beiträge an das Schulwesen nun nicht mehr gerechtfertigt sei.²⁶ Ihre Bemühungen führten jedoch nur dazu, dass die aufgelaufenen Schulden verringert und die Beiträge um rund einen Drittel herabgesetzt wurden. Sie zahlten aber fortan sowohl Steuern als auch die bisherigen Beiträge an das Schulwesen.²⁷

Die Klosterökonomie verschlechterte sich zusehends. Den Rechnungsbüchern von Fürstabt Gerold II. kann man entnehmen, dass seit 1803 fast die Hälfte aller Rechnungsjahre negativ abschloss. Pater Meinrad Bloch, der Ökonom des Klosters, zeichnete ein düsteres Bild von der wirtschaftlichen Lage des Klosters. Er meinte, dass es durch den Loskauf der Zehnten und Grundzinsen sowie die Aufhebung des kleinen Zehnten mehr als einen Drittel seiner Einnahmen verloren habe.²⁸ Es erstaunt deshalb wenig, dass sich das Kloster als hartnäckiger Gegner des Zehntloskaufs erwies. Es benutzte jede Gelegenheit, den Loskauf zu verzögern oder zu verkomplizieren, beispielsweise indem es eine andere Berechnung des Durchschnittsertrags verlangte, den kleinen Zehnten dazurechnete oder den Abzug von 5 % für die Armen nicht guthiess.²⁹ Der Oberamtmann sah sich 1805 sogar gezwungen, die Mitglieder der Zehntkommission des Klosters wegen ihrer «widersetzlichen und frechen Äusserungen in Rücksicht des Zehntloskaufes» zurechtzuweisen.³⁰

Die ersatzlose Aufhebung des kleinen Zehnten führte dazu, dass das Kloster bestimmte Produkte nun selbst anpflanzen oder kaufen musste. Der Loskauf des grossen Zehnten hatte einen Mangel an Hafer und Stroh zur Folge. Früher konnte das Kloster damit sogar seine Lehen beliefern, nun musste es beides zukaufen. Das Geld, das es durch die Zehntloskäufe erhielt, hätte es investieren müssen, um mit den Zinsen die Kosten für seine Kollaturen zu decken. In der Praxis erwies es sich jedoch als äusserst schwierig, sichere Investitionsgelegenheiten zu finden.

Wie in den Rechnungsbüchern ersichtlich, führten die Zehntloskäufe zwar zu Mehreinnahmen und zu einem Anstieg der Kreditvergaben im Inland, sie hatten aber auch eine Erhöhung der Ausgaben zur Folge. Unter dem Strich blieb kaum etwas übrig.³¹

Was die Guthaben aus Darlehen angeht, so hatte das Kloster vor allem während der Kriege Ausfälle hinzunehmen.³² Mit seinem Hauptschuldner, dem Haus Fürstenberg, scheint es jedoch einigermaßen Glück gehabt zu haben. Bis in die 1830er-Jahre zahlte Fürstenberg den Zins regelmässig. Eine Rückzahlung der verbleibenden 103 000 Gulden konnte oder wollte das Haus Fürstenberg jedoch nicht vornehmen. Zur Tilgung der Schulden wurde das Darlehen 1834/35 in Partialobligationen umgewandelt.³³ In anderen Fällen gestaltete sich die Rückzahlung erheblich komplizierter. Ein an das Kloster St. Blasien vergebenes Darlehen ging mit der Säkularisation an das Grossherzogtum Baden über. Dieses sistierte 1811 die Zinszahlungen mit Verweis darauf, dass der Kanton Aargau ihm wegen der Übernahme des Priorats Sion – einer Expositur des Klosters St. Blasien – Geld schulde.³⁴ Eine Konferenz führte zwar zu einer Einigung,³⁵ die jedoch von der grossherzoglichen Regierung nicht ratifiziert wurde. Die Verhandlungen zogen sich so lange hin, bis das Kloster Ende 1816 die Geduld verlor und entschied, die Obligation abzutreten, und dabei – nach Einschätzung eines Mönches – ziemlich übers Ohr gehauen wurde.³⁶ Auch in anderen Fällen kamen die Rechtsnachfolger der aufgehobenen Klöster ihren Pflichten nur mehr oder weniger nach. In manchen Fällen zog sich die Rückzahlung dermassen in die Länge, dass sie – wenn überhaupt – erst nach der Klosteraufhebung von 1841 stattfand.

Das düstere Bild, das Pater Meinrad Bloch von der Klosterökonomie zeichnete, wird noch übertroffen von Sparvorschlägen, die Pater Leodegar Schmid 1815 zuhanden des Abtes verfasste. Aufgrund des Brandes der Schafscheune habe man Vieh, Futter und Heu verloren und deshalb einen Kredit aufnehmen müssen. Zudem leerten sich die Vorratskammern durch die Verpflegung von im Kloster einquartierten Offizieren und Soldaten sowie von Studenten, die wie «Mücken in Menge herbeyflogen». Und schliesslich habe die Kantonsregierung eine Kriegssteuer ausgeschrieben, an die das Kloster über 34 000 Franken zu zahlen habe. Er schlug deshalb vor, die Bewirtung zu reduzieren. Er meinte, die Gäste sollten lernen, mit einfachen Mahlzeiten vorliebzunehmen. «Studenten und dergleichen Vagabunden» sollten höflich an die Wirtshäuser verwiesen werden. Für den Konventtisch hielt er sich jedoch mit Sparvorschlägen zurück, da die Konventualen die «eigentlichen Arbeiter im Weinberge des Herrn» seien und «einen guten Tisch [...] wohl verdienen».³⁷ Möglicherweise handelte es sich bei diesen einseitig auf Ausgaben im Zuständigkeitsbereich des Abtes abzielenden Sparvorschlägen auch um eine versteckte Kritik an dessen Wirtschaftsführung. Die

durch Ertragsausfälle und hohe Abgaben verursachten wirtschaftlichen Herausforderungen, denen das Kloster im ersten Drittel des 19. Jahrhunderts gegenüberstand, hätten jedenfalls nach den Kenntnissen eines erfahrenen Ökonomen verlangt. Keiner der Nachfolger von Gerold II. verfügte jedoch über die nötigen Fähigkeiten. Im Gegenteil, die abnehmende Qualität der Buchführung deutet darauf hin, dass die Stärken der Äbte Gregor Koch und Ambrosius Bloch wohl eher nicht in der Ökonomie lagen.

Die Aufhebung des Klosters Muri 1841 und der Neubeginn in Sarnen und Gries: überregionale Expansion und Diversifizierung der Tätigkeitsfelder

Erst mit dem 1838 gewählten Adalbert Regli wurde wieder ein in geschäftlichen wie auch politischen Angelegenheiten umsichtig tätiger Mönch zum Abt gewählt.³⁸ Der Abstimmungskampf um konfessionelle Parität in der neuen Verfassung des Kantons Aargau und dessen gewaltsame Nachwehen im Januar 1841 führten jedoch zu einer allgemeinen Aufhebung der Klöster im Kanton, da diese – insbesondere das Kloster Muri – als Drahtzieher des Aufstandes im katholischen Freiamt angesehen wurden. Daneben wurden auch finanzielle Motive vonseiten der Regierung für den Entscheid vermutet und zudem sollte der Einflussbereich des konservativ eingestellten Klerus eingeschränkt werden. Der Staat übernahm die Klostergebäude und alle Güter, die nicht als Privatbesitz der Mönche deklariert werden konnten.³⁹

Noch im Aufhebungsjahr fanden die Mönche ein neues Auskommen in Sarnen, wo sie eine Lateinschule, heute Kantonsschule Sarnen, übernahmen. Als nach 1843 deutlich wurde, dass eine Wiederherstellung des Männerklosters in Muri nicht absehbar war, trat Abt Adalbert in Verhandlungen mit dem österreichischen Kaiserhaus, das ihm aus primär politischen Gründen einen Klosterkomplex in Gries in Südtirol als neue Heimat anbot.⁴⁰ Es begannen lange Verhandlungen um die Übernahme des neuen Klosters. Abt Adalbert wollte sichergehen, dass die Übernahmebedingungen mit ihren Vermögens- und Einkommenswerten sowie Schuldenlasten dergestalt waren, dass der Konvent Chancen hatte, langfristig zu überleben. Doch die Strategie des Abts ging weiter, denn gerade institutionell sollten so wenige Anpassungsleistungen wie möglich an die neue Heimat gemacht werden müssen. Das Kloster verblieb in der Schweizerischen Benediktinerkongregation, konnte seine Exemtion bewahren und erreichte, dass alle Konventualen das österreichische Bürgerrecht erlangten, ohne das schweizerische aufgeben zu müssen. Die Schweizer Exposituren sowie die Schule in Sarnen behielt das Kloster. Die Klostergüter gelangten zu grössten Teilen zollfrei



Abb. 3: Luftaufnahme von Wohn- und Wirkungsstätten der Mönche von Muri-Gries in Sarnen mit Gymnasium (Mitte), Internat (rechts dahinter) und das 1928/29 erbaute Professorenheim (Längsbau rechts vorne). Zudem sichtbar sind die kantonale Strafanstalt (links am Bildrand), Kantonsspital und Altersheim (links des Gymnasiums), Schwesternhaus (rechts hinter dem Konvikt), Wäscherei (Einzelgebäude hinten rechts) und das Schulrektorat und Wohnhaus der Maturanden (zwischen Schwesternhaus und Professorenheim). Ansichtskarte ohne Datum (wahrscheinlich 1930er-Jahre). (StiAMG, P1)

über die Grenze, und Abt Adalbert erreichte – allerdings nur durch energische Unterstützung des Fürsten Metternich –, dass keine Inspektion dieser Güter erfolgte. Zudem konnte das Kloster über sein aus der Schweiz mitgebrachtes Vermögen ohne jegliche staatliche Aufsicht frei verfügen und es selbst verwalten.⁴¹ Dies waren Privilegien, die dem Kloster in Österreich eine Art Sonderstatus einräumten.⁴²

In der Anfangszeit nach 1845 stand der Wiederaufbau des vernachlässigten Klosterbaus in Gries im Vordergrund. Ohne die staatlichen Pensionen, die dem Konvent vom Kanton Aargau ausbezahlt worden waren, wäre dies nicht möglich gewesen.⁴³ Nach klosterinterner Historiografie war es dieses Kapital und dessen Zinsertrag sowie das karge Einkommen durch Landwirtschaftsbetriebe in Gries und Umgebung, hier insbesondere der Ertrag der Weingüter und in guten Jahren des Obstes,⁴⁴ mit denen das Kloster seine Lebensgrundlagen bestreiten und mit der Zeit – auch dank österreichischen Fördergeldern – weitere Investitionen tätigen konnte.⁴⁵ Durch Neueintritte konnten nach und nach die dem Kloster inkorporierten Pfarreien durch Mönche besetzt, die personell knapp bestückte Sarner Kantonsschule sukzessive erweitert und mit der Eröffnung eines Internats auch



Abb. 4: Kloster Gries mit Weingarten, Stiftskirche, Pensionat und alter Pfarrkirche (von links nach rechts). (Fotograf und Aufnahmedatum unbekannt [spätestens 1906]. Fotoalbum zum 50-Jahr-Priester-Jubiläum von Abt Ambros Steinegger, StiAMG Gries, N.654.5.2)

mehr Schüler aufgenommen werden. Insofern entwickelte sich im Laufe des 19. Jahrhunderts wieder eine prosperierende Klosterwirtschaft.⁴⁶

Der Forschungsstand zu den Erwerbsgrundlagen des Klosters Muri-Gries in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts ist dürftig. Eine Auswertung der Rechnungsbücher beziehungsweise eine Übersicht über die Gütererwerbe und wirtschaftlichen Tätigkeiten wurde bisher nicht erstellt. Vorhandene, vor allem klosterinterne Darstellungen vermitteln immerhin einen Eindruck des Spannungsfeldes, in welchem die Gemeinschaft weiteroperierte: Die politische und finanzielle Situation erlaubte trotz monetärer Engpässe und anhaltender Angst vor weiteren Aufhebungswellen und Privilegienverlusten eine rege Investitions- und Bautätigkeit. In Sarnen wurden Ende der 1880er-Jahre mit der Erstellung des Gymnasiumgebäudes und 1897 mit dem Umbau des Pensionats begonnen. In Gries sah sich Abt Ambros Steinegger um die Jahrhundertwende, parallel zur Erweiterung der Klosterburg um ein zusätzliches Stockwerk und Erstellung eines neuen

Studentenheims, aus finanziellen Gründen dazu veranlasst, Kulturgüter zu veräussern.⁴⁷ Der Verkauf eines Diptychons missfiel Behörden und Kaiserhaus, die ihr Vorkaufsrecht missachtet sahen und damit drohten, den «Privilegien-Bestand des Konventes einer Überprüfung auf seine Weitererhaltung hin» zu unterziehen. In der Folge verzichtete die Klosterleitung auf die Umsetzung beabsichtigter Verkäufe gewirkter Teppiche.⁴⁸ Das von Abhängigkeit geprägte Verhältnis zum Kaiserhaus und zum österreichischen Staat wirkte sich nach dem Ersten Weltkrieg noch viel schwerwiegender auf die klösterliche Finanzlage aus.

Existenzielle und wirtschaftliche Bedrohungen nach dem Ersten Weltkrieg und die Strategie des «Vermögenstransfers»

Das Ende des Ersten Weltkrieges bedeutete enorme Vermögensverluste, Einnahmeeinbussen und Steuerbelastungen für den Grieser Konvent. Für die politisch und wirtschaftlich motivierten Käufe österreichischer Staatspapiere im Umfang von rund 1 100 000 Kronen hatte das Kloster während des Krieges Kredite aufgenommen und einer Bank Wertschriften für beinahe 300 000 Kronen als Sicherheit überlassen.⁴⁹ Der erwartete Gewinn von 0,5 bis 1,5 % blieb aus, Anleihepapiere des Kriegsverlierers Österreich waren praktisch wertlos. Zusätzlich fehlten dem Kloster gewohnte Einnahmen. Die Kongrua und österreichische Subventionen für Theologiestudenten blieben aus und Einkünfte aus Wein- und Forstwirtschaft fielen aufgrund von kriegsbedingten Schädigungen geringer aus.⁵⁰

Geldsorgen blieben in der Zwischenkriegszeit ein zentrales Thema und Ursache für Spannungen zwischen den Konventteilen in Sarnen und Gries, es kam gar zu Trennungüberlegungen.⁵¹ Trotz der betrieblichen Vorteile, nicht gewinnorientiert arbeiten und das Gros der Mitarbeitenden (Mönche und Nonnen) nicht monetär entschädigen zu müssen, waren die Finanzmittel in Gries knapp. Um Angestelltenlöhne und offene Rechnungen zu bezahlen, waren wiederholt Überweisungen aus der Schweiz und kostspielige Kredite nötig.⁵² Zudem wirkte sich die Italianisierungspolitik des faschistischen Regimes einschränkend auf den Gebrauch der deutschen Sprache und die wirtschaftlichen Grundlagen der Ordensgemeinschaft aus. Die Mönche in Gries waren von der Einführung des Italienischen als Sprache für Behördenkorrespondenz und Religionsunterricht sowie der Abschaffung deutscher Printmedien betroffen. Auch kam es zur Sequestrierung von Klosterbesitz.⁵³ Muri-Gries verlor unter anderem Teile des Gartens und einer Au, welche vom Militär bald für Munitionslager und Barackenbauten genutzt wurde.⁵⁴

Zusätzlich zu finanziellen Sorgen prägten territorialpolitische Herausforderungen die Nachkriegsphase. Die Frage nach dem längerfristigen politischen Ver-

bleib Südtirols beim neu entstandenen Österreich oder bei Italien und damit zusammenhängende unklare zukünftige Marktbedingungen führten zu Unsicherheit und steigerten Transaktionskosten.⁵⁵ In erster Linie fürchteten die Mönche die Vertreibung des Konvents aus Gries, Enteignung ihres Südtiroler Besitzes sowie den Verlust einer hängigen Erbschaft. Der sich im ersten Nachkriegsjahrzehnt vollziehende Wechsel von den monarchischen Strukturen Österreich-Ungarns zum Königreich Italien und zur diktatorischen Herrschaft Mussolinis bedeutete tiefgreifende Veränderungen institutioneller Rahmenbedingungen. Die Verschiebung der Staatsgrenze zwischen Italien und Österreich führte unter anderem zur Integration Südtirols in den italienischen Wirtschaftskreislauf und Binnenmarkt. Anpassungsstrategien zu entwickeln wurde für Südtirols Bevölkerung und Unternehmen zur Notwendigkeit. Am Beispiel eines Neubaus, einer Erbschaft und einer Sammlung von Wertgegenständen zeigen wir, was dies im Falle von Muri-Gries bedeutete.

Die territorialen Veränderungen nach Kriegsende hatten sofort Auswirkungen auf die Klosterbetriebe und das Klostervermögen. Die jüngst errichtete Grenze trennte das Kloster abrupt von seinen angestammten Absatzmärkten für Landwirtschaftserzeugnisse, die bisher innerhalb der österreichisch-ungarischen Doppelmonarchie gelegen waren. Sie bedeutete eine neue Konkurrenzsituation mit Produzenten im italienischen Binnenmarkt und, nach einer kurzen Phase der Doppelwährung, die Zugehörigkeit zum Währungsmarkt der Lira. Die Klostersgemeinschaft reagierte auf die wirtschaftlichen Herausforderungen mit zusätzlicher Diversifizierung. Sie erweiterten ihr Engagement im Schulwesen, wodurch sie weitere, von der Landwirtschaft unabhängige Einnahmequellen schufen. Zudem bemühten sie sich um mehr Absatzmöglichkeiten für ihre Weine in der Schweiz.⁵⁶

Damit allein waren jedoch nicht alle Sorgen und Nöte beseitigt. Die Klosterleitung war auch um den Schutz der Klostervermögen bemüht. Um grössere Sicherheit zu erlangen sowie Enteignungsgefahren entgegenzuwirken, beabsichtigte sie, Teile ihres Besitzes von Südtirol in die Schweiz zu transferieren. Hauptsächlich ging es dabei um Landkauf in der Schweiz, finanziert durch Veräusserungen von Ländereien und Immobilien aus dem Legat der 1917 verstorbenen Baronin Louise von Giovanelli⁵⁷ in Südtirol. Auch in Nordtirol gelagerte Wertgegenstände sollten in die Schweiz gebracht werden. Einer zeitnahen Umsetzung dieser Pläne standen in erster Linie juristische Hürden im Weg. Das Legat der Baronin – es umfasste Ländereien, Immobilien und Inventar im Wert von damals geschätzt einer Million Lire – war zum Zeitpunkt des Kriegsendes grundbuchamtlich noch nicht aufs Kloster Muri-Gries übertragen.⁵⁸ Als designierte, aber noch nicht rechtswirksame Besitzer konnten die Mönche anfänglich nichts verkaufen. 1920 gelang immerhin die Veräusserung einer Villa und einiger Wie-

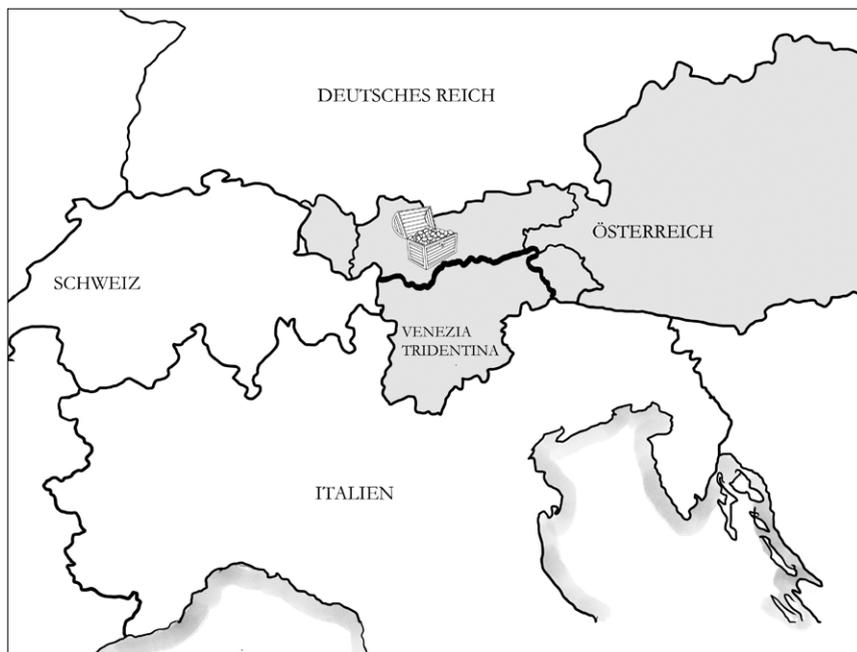


Abb. 5: Abtrennung Südtirols und Trients, nun Venezia Tridentina, von Österreich-Ungarn nach dem Ersten Weltkrieg. (www.liliancaprez.ch)

sen. Die übrigen der angestrebten Verkäufe aus dem Legat konnten erst am Ende der Übergangsphase von der österreichischen zur italienischen Rechtsordnung Ende der Zwanzigerjahre vollzogen werden.⁵⁹

Für den Fall einer Vertreibung der Mönche aus Italien wurden parallel zu den Verkaufsprojekten in Südtirol erste Landzukäufe in Sarnen getätigt und an verschiedenen Orten (Luthern Bad, Zug, Fischingen und Sarnen) mögliche Ansiedlungsprojekte für den Grieser Konvent evaluiert. Im Rahmen dieser Überlegungen sowie aufgrund von Platzmangel liess der Konvent in Sarnen einen grossen neuen Wohnkomplex, das sogenannte Professorenheim, erstellen.⁶⁰

Auch während des Krieges versteckte Kulturgüter konnten nach Kriegsende nicht so schnell in Sicherheit gebracht werden, wie sich das die Klosterleitung wünschte. 16 Kisten mit Wertsachen von hohem Identifikationswert für das Kloster Muri-Gries, eingeschlossen jener im Zusammenhang mit dem Diptychonverkauf erwähnten Teppiche, lagerten in Nordtirol. Die während des Kriegs aus Bozen weggeschafften Kostbarkeiten wurden auf ihrem Weg in die Schweiz im Zisterzienserkloster in Sams sowie bei der befreundeten Familie von Graf

Heinrich Benigni auf Schloss Mils zwischengelagert. Nach Kriegsende befanden sich diese Wertsachen unerwartet in einem Drittstaat und durch Nationalstaatsengrenzen von Niederlassungen des Besitzers (Kloster Muri-Gries) in Sarnen und Gries getrennt. Muri-Gries bemühte sich in der Folge, diese aus dem jungen österreichischen Staat in die Schweiz zu überführen. Bis der bewilligungspflichtige Transport 1921 tatsächlich via Feldkirch und Luzern nach Sarnen aufbrechen konnte, waren langwierige diplomatische Bemühungen und Unterstützung von österreichischen und schweizerischen Behörden nötig.⁶¹

Die Beispiele Neubau, Erbschaft und Kulturgüter verdeutlichen die Verbindungen zwischen politischer Unsicherheit, Veränderungen und ökonomischen Chancen. Die territoriale Neugliederung Tirols bedeutete Rechtsunsicherheit gefolgt von Rechtsangleichung. Beide zeigten sich als Hürden im Nachlassverfahren sowie anschließender Verkaufs- respektive Verkaufsbewilligungsprozesse.⁶² Während dieser Umbruchphase erwies sich die Klosterleitung als schnell in Entwicklung und Anpassung ihrer Strategien. Diese formten sich entlang finanzieller Unternehmensinteressen und waren bisweilen von einer opportunistischen Einstellung geprägt. So skizzierte Abt Alfons beispielsweise den Plan eines Scheinverkaufs der geerbten Anlagen an ein Konglomerat von Vertrauenspersonen in der Schweiz, die den Mönchen den Besitz überschrieben hätten, sobald die politische Lage wieder stabil gewesen wäre. Und als Alternative hierzu diskutierten die Mönche die Möglichkeit eines formellen Erbverzichts, der ihnen in Kombination mit einer heimlichen Rückkaufvereinbarung den Besitz eines Tages ebenfalls wieder zugeführt hätte.⁶³

Für die Entwicklung und Umsetzung erwähnter Transferprojekte standen dem Kloster sowohl in Südtirol als auch in der Schweiz befreundete juristische Fachkräfte, einflussreiche Vertrauenspersonen, Politiker und hohe Würdenträger zur Seite. Papst Benedikt XV. persönlich forderte den Konvent auf, Klostervermögen möglichst ausserhalb Südtirols in Sicherheit zu bringen, und stattete Abt Alfons mit entsprechenden Vollmachten aus.⁶⁴ Ebenfalls übertrug der Konvent seinem Oberhaupt bereits während der letzten Kriegstage zusätzliche Handlungsfreiheit, was das sofortige und verdeckte Lancieren angesprochener Projekte ermöglichte. Die bisweilen essenzielle Unterstützung aus dem klösterlichen Netzwerk war nicht immer umsonst zu haben. So führten Abhängigkeitsverhältnisse gegenüber einflussreichen Eliten bisweilen zu Mietverträgen und Landverkäufen unter dem Marktwert.⁶⁵

Nebst vielseitiger Unterstützung war es die benediktinische Gemeinschaftsform, welche die Fortexistenz und Fortführung der Unternehmen ermöglichte. Die in der Ordensregel verankerten, hierarchischen Führungsstrukturen gestatteten der Klosterführung schnelles Entscheiden und Handeln.⁶⁶ Und die lohnfreie Mitarbeit der Mönche in den Hauptaufgabebereichen – Seelsorge und Bildung –

erlaubte trotz grosser Herausforderungen auf den eigentlichen Unternehmenszweck zu fokussieren, auf den Dienst an Gott. Schliesslich war es eine Mischung aus ökonomisch motiviertem Handeln, der sich klärenden Rechtslage, der Unterstützung des Netzwerks sowie der eigenen Strukturen – allen voran der Standortpluralität und Entschlossenheit der Klosterleitung –, welche die Umsetzung der Vermögenstransferstrategie für Muri-Gries möglich machte.

Fazit

Als Körperschaften mit starkem Wertesystem und Zugehörigkeit zur katholischen Kirche, mit einem grossen gesellschaftlichen Stellenwert sowie oft beträchtlichem Vermögen, Grundbesitz und Kulturschätzen, waren Klöster durch ebendiese Eigenschaften angreifbarer als andere Unternehmen. Andererseits war es gerade der Bezug zur Kirche und zum Dienst an der Gesellschaft, der Konventen in Zeiten fundamentaler Herausforderungen oft vorteilhafte Bedingungen zur Weiterexistenz oder gar Expansion verschaffte – sei dies durch Inanspruchnahme des politischen Netzwerkes, durch steuerliche Vorteile, grenzüberschreitende Einfuhrvergünstigungen oder durch Freiwilligenarbeit von Zugewandten. Für Klosterobere bedeutete dies, in Umbruchszeiten flexibel zu sein und nach Strategien zu suchen, die eine Anpassung an die neuen Verhältnisse langfristig gewährleisten und für das Kloster existenzsichernd waren. Wir haben in diesem Artikel aufgezeigt, welche ökonomischen Anpassungsstrategien die Äbte und der Konvent von Muri-Gries im untersuchten Zeitraum verfolgten.

Im 17. Jahrhundert waren es das «jesuitische Personalmanagement» und die Umsetzung der tridentinischen Reformen, die dem Kloster Muri beachtlichen Wohlstand verschafften. Wirtschaftlicher Erfolg wurde zu einem religiösen Gebot und das Kloster expandierte. Davon zehrte das Kloster noch, als zu Beginn des 19. Jahrhunderts Umstrukturierungen und umfangreiche Abgaben belastend wurden. Dieser Wandel zog sich über Jahrzehnte hin und hätte nach den Fähigkeiten eines erfahrenen Ökonomen verlangt. Keiner der Murianer Äbte des frühen 19. Jahrhunderts verfügte jedoch über das nötige ökonomische Geschick.

Die 1841 erfolgte Aufhebung des Klosters durch den Kanton Aargau markierte einen grossen Einschnitt im Leben der Klostergemeinschaft. Nicht nur war die Existenz für lange Zeit grundsätzlich infrage gestellt. Durch die Aufteilung auf mehrere Standorte veränderte sich der klösterliche Zusammenhalt als Gemeinschaft sowie die betriebliche Situation. Die politische Aufmerksamkeit für den Klosterstreit bis auf die europäische Ebene hatte Abt und Konvent Spielraum im Aushandeln von Bedingungen zur Übersiedlung ins Südtirol verschafft. Es gelang Abt Adalbert Regli, Privilegien zu sichern und das Kloster vor institutionel-

len Anpassungsleistungen zu bewahren, was Muri-Gries eine langfristige Existenz ermöglichte. Ängste vor neuerlichen Aufhebungen aber blieben bestehen und liessen das Kloster an seiner transnationalen Standortpluralität festhalten. Diese Vorgehensweise zahlte sich zunehmend auch wirtschaftlich aus. In der von politischen Unsicherheiten und Wandel geprägten Zeit nach dem Ersten Weltkrieg setzte das Unternehmen Muri-Gries nebst Diversifizierung der Geschäftsfelder Landwirtschaft, Handwerk und Bildung vor allem auf die Strategie des Vermögenstransfers. Der überregionale Charakter des Klosters mit seinen Standorten in Südtirol und der Schweiz machte diese Taktik möglich und erfolgreich.

Abschliessend ist festzuhalten, dass sich auch in existenziellen Umbruchszeiten der Haupttätigkeitsbereich des Konvents von Muri-Gries – Dienst an Gott und die Seelsorge – kaum veränderte. Gleichzeitig nahmen die Mönche zwecks Sicherung ihrer wirtschaftlichen Selbstständigkeit durchaus Anpassungen – beispielsweise ihrer Tätigkeitsfelder oder ihres Besitzstandes – vor und scheuten sich nicht, rechtliche und moralische Grauzonen zu betreten. Wo immer möglich betrieben sie Schadensbegrenzung und bemühten sich, für erlittene Vermögensverluste Entschädigungen zu erhalten. Die Bedeutung des transnationalen Charakters des Klosters in Bezug auf die gewählten Anpassungsmassnahmen weckt ausserdem weitere Forschungsdesiderate. Fraglos würde es sich lohnen, den hier aufgezeigten Zusammenhang zwischen der Prosperität des Klosters und seiner überregionalen Standortpluralität für weitere Abschnitte dieses bald tausend Jahre alten Klosters in den Blick zu nehmen – zeigte es sich doch in politisch und existenziell schwierigen Zeiten über das lange 19. Jahrhundert hinweg, wie sich dadurch Rückschläge abfedern und der Besitzstand wahren liess.

Anmerkungen

- 1 Katja Rost et al., «The corporate governance of Benedictine abbeys: What can stock corporations learn from monasteries?» *Journal of Management History* 16/1 (2010), 90–115.
- 2 Nach den Gründern sind genannt: Abt Johann Jodok Singisen, Abt Plazidus Zurlauben und Abt Adalbert Regli, vgl. Dominikus Bucher, *Muri-Gries 1027–1927. Gedenkbücher zum neunten Zentenarium seiner Gründung*, Bolzano 1927, 189.
- 3 Wir verstehen das klösterliche Unternehmen als wirtschaftlich-finanzielle und rechtliche Einheit, für die das erwerbswirtschaftliche Prinzip konstituierend ist und die sich mehrerer Betriebe bedient. Vgl. Karin Schmidt et al., «Unternehmen», in *Gabler Wirtschaftslexikon*, <https://wirtschaftslexikon.gabler.de> (1. 2. 2019).
- 4 Silvia Payer-Langenthaler, Birgit Feldbauer-Durstmüller, «Performance Management im Kloster: Das Beispiel der Benediktiner in Österreich», in Markus Gmür et al. (Hg.), *Performance Management in Nonprofit-Organisationen. Theoretische Grundlagen, empirische Ergebnisse und Anwendungsbeispiele*, Bern 2013, 98–108, hier 98.
- 5 Birgit Feldbauer-Durstmüller, «Vom Erbsenzählen und vom rechten Mass: Ein betriebswissenschaftlicher Blick auf klösterliches ökonomisches Handeln», *Erbe und Auftrag* 93/4 (2017), 431–440, 434 f. Zum Ideal Benedikts hinsichtlich der Rückbindung ökonomischer Interes-

- sen an das Wohl der Menschen siehe Georg Wolfgang Winkler, *Mit Freude und Hirnschmalz. Impulse benediktinischer Spiritualität für nachhaltige Lebens- und Wirtschaftsstile*, München 2018, 130. Zu den spirituellen Schranken ökonomischen Handelns aus heutiger Perspektive siehe Helmut Jaschke, *Wirtschaftsmanagement in benediktinischen Männerklöstern Deutschlands*, Berlin 2010, 46–48.
- 6 Dies gilt nicht für die gesamte Zeitspanne des klösterlichen Bestehens. Die Abgabe der Einkommen zugunsten der Gemeinschaft wurde unter Abt Johann Jodok Singisen (1596–1644) verfügt. Vgl. dazu Martin Kiem, *Geschichte der Benedictiner Abtei Muri-Gries. Geschichte Muri's in der Neuzeit*, Bd. 2, Stans 1891, 7, und Anselm Weissenbach, *Annales*, 566 f. (Handschrift StiAMG Sarnen [Stiftsarchiv Muri-Gries Sarnen] [Depot im Staatsarchiv Obwalden] Cod. Chart. 309). Diese Regelung hatte bis in die untersuchte Zeit Bestand.
 - 7 Es handelt sich um das Gelübde der Ortsbeständigkeit, das von Mitgliedern des Benediktinerordens abgelegt wird, vgl. Georg Schwaiger (Hg.), *Mönchtum, Orden, Klöster. Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, *Ein Lexikon*, München 2003, 415 f.
 - 8 Neben der lebenslangen Gebundenheit der Mönche an ihr Kloster und der Non-Profit-Orientierung werden auch die Anpassungsfähigkeit der Klöster über eine lange Zeitspanne sowie die Autonomie der Institutionen genannt und als «stable elements of Benedictine governance» bezeichnet. Siehe Rost (wie Anm. 1), 96. Gleichwohl gab es zu jeder Zeit Austritte in Muri-Gries, vgl. Professbuch Kloster Muri-Gries, https://wiki.abtei-muri.ch/mediawiki/index.php/Ausgetretene_M%C3%B6nche (1. 2. 2019).
 - 9 Ökonom ist im Kloster Muri(-Gries) die Amtsbezeichnung für ein Mitglied der Klostergemeinschaft, welches in der Klosterverwaltung mitarbeitet und sich je nach den ihm zugestandenen Kompetenzen für Wirtschafts- und Finanzangelegenheiten verantwortlich zeichnet.
 - 10 Die daraus hervorgehende Polemik drückte sich unter anderem in klosterkritischen Schriften aus. Vgl. beispielsweise die im Frühjahr 1769 publizierten «Reflexionen eines Schweizer über die Frage: Ob es der Catholischen Eidgenossenschaft nicht zuträglich wäre, die regularen Orden gänzlich aufzuheben, oder wenigstens einzuschränken», als deren Autor sich der Zürcher Ratsherr und Buchhändler Johann Heinrich Heidegger entpuppte.
 - 11 Zur katholischen Aufklärung vgl. beispielsweise Bernhard Schneider, «Katholische Aufklärung. Zum Werden und Wert eines Forschungsbegriffs», *Revue d'histoire ecclésiastique* 93 (1998), 354–397, sowie Bernard Plongeron, «Was ist Katholische Aufklärung?», in Elisabeth Kovács (Hg.): *Katholische Aufklärung und Josephinismus*, München 1979, 11–56. Wie Ulrich Lehner unlängst gezeigt hat, beteiligten sich die Klöster zum Teil aktiv am aufklärerischen Diskurs. Vgl. Ulrich L. Lehner, *Enlightened Monks. The German Benedictines 1740–1803*, Oxford 2011.
 - 12 Derek Beales, *Europäische Klöster im Zeitalter der Revolution 1650–1815*, Wien 2008, 82.
 - 13 Rudolf Reinhardt, «Die Auswirkungen der nachtridentinischen Kirchenreform auf die wirtschaftliche Entwicklung der Klöster in Oberschwaben», *Blätter für deutsche Landesgeschichte* 109 (1973), 129.
 - 14 Oskar Hunkeler, *Abt Johann Jodok Singisen von Muri (1596–1644). Ein Beitrag zur tridentinischen Reform und zur Barockkultur in der Schweiz*, Mellingen 1961, 59.
 - 15 Unter Abt Johann Jodok Singisen musste jeder Konventuale schriftlich auf sein Eigentum verzichten. Vgl. beispielsweise StiAMG Sarnen AA-5920, Schriftliche Verzichtserklärung von Pater Andreas Schnyder.
 - 16 Dieses Verständnis der ökonomischen Tätigkeit geht über das hinaus, was die Regel des heiligen Benedikt vorschreibt. In ihr geht es vor allem um Handarbeit gegen den Müßiggang und darum, das langfristige Bestehen des Klosters sicherzustellen, aber nicht darum, das Klostervermögen zu vermehren. Vgl. Reinhardt (wie Anm. 13), 131.
 - 17 Für das Kloster Muri legte Fürstabt Gerold II. Meyer beispielsweise während seiner ganzen Amtszeit (1776–1810) Rechnungsbücher an, die er jährlich abschloss und die alle nach dem gleichen Kontenplan aufgebaut waren. Dieses hohe Mass an Übersichtlichkeit und Vergleichbarkeit ermöglichte es ihm, einen genauen Finanzierungsplan für den in seiner Amtszeit begon-

- nenen Klosterneubau zu erstellen. Vgl. Pascal Pauli, *Klosterökonomie, Aufklärung und «Parade-Gebäude». Der Neubau des Klosters Muri im 18. Jahrhundert*, Zürich 2017 (Murenser Monografien 1), 117–153.
- 18 Pascal Pauli, «Das Kloster Muri wird Fürstabtei. Ein Akt mit politischer Sprengkraft?», *Unsere Heimat* 80 (2013), 59–76.
 - 19 Die eidgenössischen Abschiede aus dem Zeitraume von 1712 bis 1743, Basel 1860 (Amtliche Sammlung der ältern eidgenössischen Abschiede 7, 1), 1056.
 - 20 Pauli (wie Anm. 17), 265 f.
 - 21 Amtliche Sammlung der Acten aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798–1803). Im Anschluss an die Sammlung der ältern eidg. Abschiede, hg. von Johannes Strickler, Bd. 1: Oktober 1797 – Ende Mai 1798, Bern 1886, 1026, 577.
 - 22 Urkunden zum Repertorium der Abschiede der eidgenössischen Tagsatzungen vom Jahr 1803 bis Ende des Jahrs 1813 oder während des Zeitraums, da die mediationsmässige Bundesverfassung Geltung hatte, hg. von Josef Carl Franz Am Rhyn, Bern 1843, 76.
 - 23 Sammlung der in Kraft bestehenden Kanton Aargauischen Gesetze und Verordnungen, Bd. 1, Aarau 1808, 37 f.
 - 24 Aargauisches Kantonsblatt, Bd. 4, Aarau 1805, 406.
 - 25 1810 betrug die Ausgaben des Kantons für das Schulwesen 12 897.32 Franken. Gleichzeitig zahlten die Klöster 11 000 Franken, Wettingen 5000 und Muri 6000 Franken, in den Fonds für Schul- und Armenanstalten. Vgl. Regierungsrat des Kantons Aargau (Hg.), *150 Jahre Kanton Aargau im Lichte der Zahlen*, Aarau 1954, 520.
 - 26 StAAG (Staatsarchiv Aargau), AG 34.237, Brief des Klosters Muri an den Finanzrat, 18. 9. 1816.
 - 27 Ebd., Dekret zum Klostersgesetz, 19. 12. 1817.
 - 28 StiAMG Gries, Rechnungsbuch 1815, Bericht von Pater Meinrad Bloch, 23. 4. 1815. Zum Zehntenloskauf im Freiamt vgl. August Guido Holstein, *Das Freiamt 1803–1830 im aargauischen Staate* (Beiträge zur Aargaugeschichte 3), Aarau 1982, 115–123.
 - 29 StAAG, AA/5936, Petition Wiggwil und Winterschwil, 23. 11. 1805.
 - 30 StAAG, RRB/1805/02, 99.
 - 31 Pauli (wie Anm. 17), 250–259.
 - 32 StiAMG Gries, Rechnungsbuch 1815, Bericht von Pater Meinrad Bloch, 23. 4. 1815.
 - 33 StiAMG Sarnen, E-VII-4.
 - 34 StiAMG Sarnen, E-X-18, Brief von Regierungsrat Suter (Kanton Aargau) an das Kloster Muri, 20. 5. 1812.
 - 35 Ebd., Brief an den Statthalter, 19. 7. 1812.
 - 36 Ebd., Vertrag mit Guggenheim, 5. 12. 1816.
 - 37 StiAMG Sarnen, Supplementum-A-44.
 - 38 Siehe Eintrag zu Abt Adalbert Regli im Professbuch Kloster Muri-Gries, www.muri-gries.ch/mediawiki/index.php/Adalbert_Regli (21. 9. 2018).
 - 39 Zu den Folgen und Erinnerungen an die Aufhebung des Klosters Muri siehe Annina Sandmeier-Walt, *Die Aufhebung des Klosters Muri 1841. Der Aargauer Klosterstreit in Schweizer Erinnerungskulturen* (Murenser Monografien 4), Zürich 2019.
 - 40 Arnold Winkler, «Die Gründung des Priorates Muri-Gries. Nach den Akten des Wiener Haus-, Hof- und Staatsarchives», *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte* 20 (1926), 32–52, 111–126, 168–184, 38.
 - 41 Ebd., 46–49.
 - 42 StiAMG Sarnen, Verkauf Diptychon und Gobelins durch Abt Ambrosius Steinegger 1903/04, Schreiben des k. k. Statthalterei-Präsidiums für Tirol und Vorarlberg an Abt Ambrosius Steinegger, 4. 8. 1904. Im folgenden Auszug aus dem Dokument werden die Privilegien des Klosters Muri-Gries näher beschrieben (Kontext ist ein beabsichtigter Verkauf von gewirkten Teppichen seitens des Klosters, von dem die österreichische Verwaltung und Erzherzog Franz Ferdinand Kenntnis erhielten, intervenierten und mit Aufhebung der Privilegien drohten):

- «Hierfür käme in Betracht, dass die Exemption der aus Muri eingewanderten Benediktiner von der staatlichen Hoheit bei der Verwaltung ihres eingebrachten Vermögens sich gedankenmässig nur auf werbendes oder zum Verbräuche bestimmtes Gut bezogen hat, nicht aber auf Gegenstände, deren pietätvolle Bewahrung und Erhaltung vorausgesetzt worden ist. [...] Die Stiftsvorsteherung wird sich nicht verhehlen können, dass wenn sie erst gegenwärtig die Aufnahme in Oesterreich anstreben würde, ihr so weit gehende Privilegien nicht erteilt werden würden. [Hinweis darauf, dass Gries nur als Provisorium gedacht war, um später nach Muri zurückkehren zu können] Seither ist mehr als ein halbes Jahrhundert verflossen, in welchem sich diese Erwartung nicht realisiert hat, in welchem alle sonst einschlägigen Umstände wesentlich verändert worden sind, in welchem endlich in einschneidender Weise das Verhältnis der Staatsverwaltung zu den auf dem staatlichen Territorium bestehenden kirchlichen Instituten, namentlich aber zu den regulären Kommunitäten neu geregelt worden ist. Trotzdem ist der Bestand der Sonderrechte der nach Tirol verpflanzten Abtei Muri nicht berührt, sondern geachtet worden.»
- 43 Bucher (wie Anm. 2), 273.
- 44 Ebd., 274.
- 45 StiAMG Gries, P1.05.01.419, Landesausschuss Grafschaft Tirol, Schreiben an die Internatsleitung, Innsbruck, 7. 9. 1910, 16. 11. 1910, 6. 11. 1913.
- 46 Ambros Trafojer, *Das Kloster Gries. Vom Chorherrenstift in der Au und in der Burg zu Gries zum Benediktinerkloster Muri-Gries*, 2., erneuerte Auflage, Bozen 1982, 115–125.
- 47 StiAMG Gries, P1/N, Mappe Kollegium Sarnen V, Ambros Trafojer, *Das Kloster Gries*, Bozen 1982, 126 f. StiAMG Sarnen, Verkauf Diptychon und Gobelins durch Abt Ambrosius Steinegger 1903/1904, Abschrift eines Briefs von Abt Ambrosius Steinegger, 1. 4. 1903.
- 48 StiAMG Sarnen, Verkauf Diptychon und Gobelins durch Abt Ambrosius Steinegger 1903/1904, Schreiben des k. k. Statthaltereipräsidiiums für Tirol und Vorarlberg an Abt Ambrosius Steinegger, 4. 8. 1904, sowie ebd., Abschrift eines Briefs von Abt Ambrosius Steinegger, 1. 4. 1903.
- 49 Nina Caprez, *Bedrohungen in Friedenszeit. Muri-Gries – ein Schweizer Kloster in Südtirol nach dem Ersten Weltkrieg* (Murenser Monografien 3), Zürich 2018, 186.
- 50 Caprez (wie Anm. 44), 175 f., 196, 198.
- 51 Ebd., 85.
- 52 StiAMG Gries, P1.02.02.89, Grüter, Ökonomiebericht, 20. 11. 1927.
- 53 Josef Gelmi, *Geschichte der Kirche in Tirol. Nord-, Ost- und Südtirol*, Innsbruck 2001, 286 f.; Michael Gehler, *Tirol im 20. Jahrhundert. Vom Kronland zur Europaregion*, Innsbruck 2008, 97; Paolo Valente, «Kirche und Gesellschaft in Südtirol», in Giuseppe Ferrandi, Günther Pallaver, *Die Region Trentino-Südtirol im 20. Jahrhundert. 1. Politik und Institutionen*, Trient 2007, 691–712, 694 ff.
- 54 StiAMG Gries, P1/P2, Plan 1.4.9., Katalog Planarchiv Gries, 178. StiAMG Gries, N.710.1.20, Abt Alfons Augner, Tagebuch, 25. 9. 1936. StiAMG Gries, P1.03.03.248, Konvent von Muri-Gries, Kapitelsakten, 18. 3. 1939. Caprez (wie Anm. 44), 129, 236.
- 55 Zum Aspekt des Zeitdruckes vgl. auch Mark Casson, Martin Fiedler, «Der Unternehmer. Versuch einer historisch-theoretischen Deutung», *Geschichte und Gesellschaft* 27/4 (2001), 524–544.
- 56 Caprez (wie Anm. 44), 174.
- 57 Schwemberger, Sterbebild Louise von Giovanelli (1844–1917), <http://sterbebilder.schwemberger.at/picture.php?/207400/search/9054> (3. 7. 2019).
- 58 Aufstellung Legat siehe Caprez (wie Anm. 44), 221. StiAMG Gries, P1.02.03.154, Augner, Brief an Papst Pius XI., Gries, 29. 10. 1927. StiAMG Gries, P1.02.03.154, von Stotzingen, Brief an Augner, Sant' Anselmo, 14. 11. 1927.
- 59 Caprez (wie Anm. 44), 226–235.
- 60 Ebd., 186–192.
- 61 Ebd., 159–162.
- 62 Dieser Art der Besitzveräusserung bedurfte staatlicher wie diözesaner Bewilligung. Ebd., 226.

- 63 Je unsicherer künftige Marktbedingungen, desto schwieriger waren alle Bedingungen im Vertrag festzulegen, was opportunistisches Verhalten fördert; Oliver E. Williamson, «Comparative Economic Organization: The Analysis of Discrete Structural Alternatives», *Administrative Science Quarterly* 36/2 (1991), 269–296, 271, 273.
- 64 Caprez (wie Anm. 44), 125 f.
- 65 Ebd., 236.
- 66 Zu den Führungsstrukturen vgl. ebd., 77–87.

Résumé

L'abbaye comme entreprise(s) au fil du temps. L'Abbaye de Muri(-Gries) face aux défis économiques du long XIX^e siècle

L'Abbaye de Muri-Gies, de par ses 1000 ans d'ancienneté, dépasse largement la longévité habituelle des monastères. L'article se penche sur les stratégies d'adaptation économique que le couvent a mises en place pour répondre aux crises et aux changements de contexte. De ce point de vue, le «long XIX^e siècle» est tout particulièrement intéressant, car cette période voit le couvent être confronté à des menaces existentielles. L'article identifie ainsi une phase d'opulence relative, à mettre au crédit d'un mélange de privilèges et de management opportun. À la suite de réformes mal avisées ayant induit de fortes pertes au cours de la première moitié du XIX^e siècle, l'Abbaye entame un processus de déclin. L'abandon de l'Abbaye à Muri 1841 et la reprise de nouvelles dépendances à Sarnen et à Gries changèrent la forme et les activités économiques de l'Abbaye. Les changements politiques induits par la Première Guerre mondiale ainsi que les dépréciations qui en découlèrent posèrent de nouveaux problèmes à l'Abbaye une fois le conflit terminé. Ces problèmes poussèrent le couvent, devenu une entité transnationale, à transférer sa fortune du Tirol du Sud vers la Suisse.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Pest und Profite

Eine Wirtschaftsgeschichte der Quarantäne im Hafen von Odessa

Boris Belge

Ein Segelschiff namens «Samson» treibt auf dem Meer (Abb. 1). Es ist mit einer Plakette versehen, auf der die Namen zweier Männer sowie einer Frau, Elena Alekseeva, geschrieben sind. Das Segelschiff entpuppt sich als die Wurzel eines Baumes, der sich entlang immer dünner werdender Äste weiter und feiner verästelt. Die Äste tragen Bezeichnungen wie «Praktischer Teil der Quarantäne», «Wohnung Isaevs», «Stadt» und «Vororte». Entlang der Verzweigungen häufen sich Namen, bis die Krone des Baumes die Zeichnung abschliesst. Die Darstellung führt den Betrachtenden den Verlauf einer Pestepidemie des Jahres 1837 in der südrussischen Hafenstadt Odessa anschaulich und detailliert vor Augen. Sie ist das Werk des russischen Arztes Ėrast S. Andreevskij (1809–1872), der seine Ausführungen zum Ursprung und zur Verbreitung der Pest grafisch veranschaulichte. Der «Pestbaum» ist eine eindrückliche und zugleich wertvolle Quelle.

Seit der Gründung im Jahr 1794 befand sich Odessa im Kampf gegen Seuchen. *Čuma* (dt. Pest), das war im Russländischen Reich des frühen 19. Jahrhunderts ein sehr bedrohliches Wort. 1812 und 1829 hatte die Pest bereits mit verheerenden Auswirkungen gewütet, 1831 erreichte dann die zweite paneuropäische Choleraepidemie die Stadt am Schwarzen Meer.¹ Odessa war gerade erst wieder in einen «normalen» städtischen Alltag übergegangen, da brach die Pest im Herbst 1837 erneut aus. Als am 24. Februar 1838 der Ausnahmezustand wieder aufgehoben wurde, waren über 100 Todesopfer zu verzeichnen. Andreevskij zufolge war die Pest an Bord des aus Cherson stammenden Segelschiffs Samson in die Stadt gelangt.² Von dort breitete sie sich in rasender Geschwindigkeit aus. In seiner Darstellung des Epidemieverlaufs legte Andreevskij besonderen Wert auf die Quarantäneeinrichtungen, die ihm zufolge die Ausbreitung der Pest ermöglichten (weil die Anzeichen einer drohenden Epidemie nicht erkannt wurden) und sodann wirksam bekämpften (weil sie die Seuche rigide und effektiv eindämmten). Das Rätsel in Andreevskijs Darstellung blieb, wie in einer Stadt «mit so vortrefflichen und sorgsam gehüteten Quarantainanstalten» die Pest überhaupt ausbrechen konnte.³ Eine zweite Quelle rekonstruierte den Pestausbruch auf andere Art und Weise: Ein englischer Reisender erklärte das erneute

Auftreten der Pest mit der Ankunft eines Schiffes unter österreichischer Flagge, das aus Konstantinopel nach Odessa gelangt sei. Weil das Schiff einige Leichen an Bord hatte, wurde die Mannschaft sofort in das Lazarett eingewiesen und unter Quarantäne gestellt. Über den weiteren Verlauf gab der Reisebericht folgende Auskunft: «Notwithstanding the rigour with which the local authorities had endeavoured to enforce quarantine regulations [...] some of the crew of the one which had the plague on board, succeeded in bribing the quarantine guards, and were allowed to land at night, to regale themselves in the neighbouring brandy shops.»⁴

Die Quelle konstruierte einen Gegensatz zwischen staatlichen Protagonisten, die rigoros auf der Einhaltung von Quarantänemassnahmen bestanden, und der Unterwanderung derselben durch einzelne Akteure, die einen persönlichen Vorteil zu gewinnen suchten. Auf den ersten Blick begegneten dem Leser, der Leserin hier Matrosen und bestechliche Aufseher, die die mangelnde Durchsetzungsfähigkeit der Quarantänebehörden zu ihrem eigenen Vorteil auszunutzen versuchten. Zu erwarten wäre nun, dass dies auch für Unternehmer in Odessa galt, die ein grosses Interesse daran hatten, ihre Waren schnell und ohne grosse Verweilzeiten von den Schiffen in das Russländische Imperium zu bringen. Ihnen könnte die Quarantäne darum nicht als verheissungsvolles hygienepolitisches Projekt erschienen sein, sondern als Zumutung, Einschränkung und Hemmnis. Das Odessa des 19. Jahrhunderts war schliesslich eine pulsierende *Boomtown*. Die ökonomische Dynamik im aufstrebenden katharinäischen Russland und die Neuordnung von Warenströmen hatte dazu geführt, dass Odessa sich binnen weniger Jahrzehnte zu einem politischen und ökonomischen Schwergewicht im Russländischen Reich entwickelte. Dieser rasante Aufstieg zieht seit vielen Jahren die Aufmerksamkeit der Geschichtswissenschaft auf sich und macht die Stadtgeschichte Odessas zu einem äusserst detailliert erforschten Gebiet.⁵ Das kontinentale Imperium des Russländischen Reiches hatte durch seine Schwarzmeerhäfen das Tor zum Welthandel weit aufgestossen. Odessa war in wenigen Jahren eine «Drehscheibe auf der Karte der Waren- und Geldströme, Teil der mediterranen Welt und der Levante zwischen Konstantinopel und Marseille, Smyrna und Port Said» geworden.⁶ Als Sitz des Generalgouverneurs für Neurussland hatte Odessa eine privilegierte Stellung an der Schwarzmeerküste und konnte rasch und zügig zur Grossstadt ausgebaut werden. Bald entfaltete sich auch ein reiches kulturelles Leben, in dem das Lyzeum (später die Universität), Musik und Theater eine grosse Rolle spielten.⁷

Dreh- und Angelpunkt des wirtschaftlichen Erfolgs der südrussischen Stadt war der Hafen, der im 19. Jahrhundert zum wichtigsten maritimen Umschlagplatz des Russländischen Imperiums wurde. Im Gegensatz zur Stadtgeschichte ist die Geschichte des Hafens von Odessa in der Forschung bislang kaum beachtet wor-

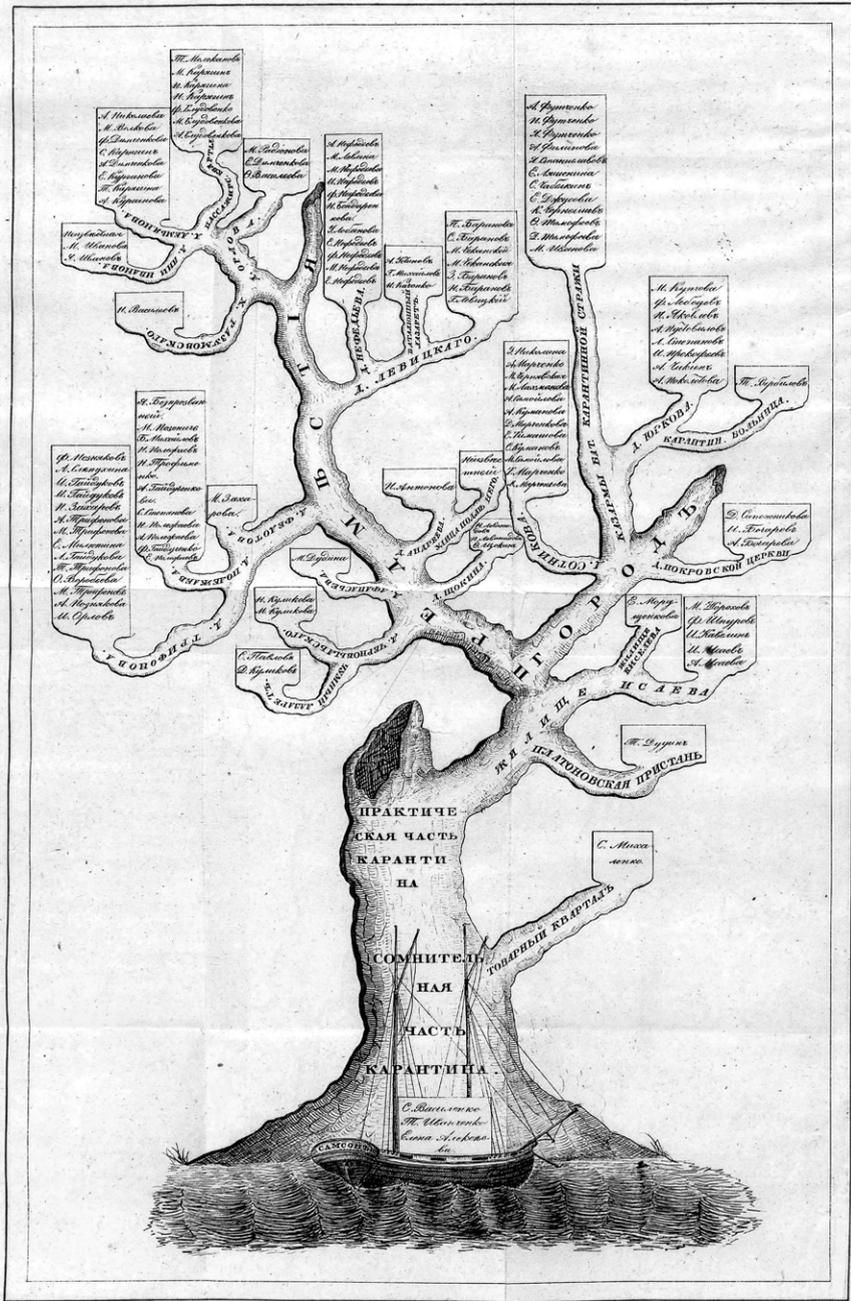


Abb. 1: Darstellung des Pestverlaufs. (Andreevskij, È: O čume postigšej Odessy v 1837-m godu, Odessa 1838, 67)

den.⁸ Getreide konnte von Odessa aus in bisher ungekanntem Masse exportiert werden.⁹ Zahlreiche Unternehmen investierten massiv in Odessa, um von dort am weltumspannenden Handel mit Getreide aus Neurussland teilzuhaben. Der unmittelbar nach der Stadtgründung erbaute Hafen wurde deshalb in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts kontinuierlich ausgebaut und erweitert. Darüber hinaus genoss er eine bemerkenswerte politische Förderung: Seit 1817 und bis 1857 hatte Odessa alle Rechte eines Freihafens, die ihr der Generalgouverneur Armand du Plessis, Duc de Richelieu verschafft hatte. Dank dieses Privilegs integrierte sich die Stadt am Schwarzen Meer in weltumspannende Handelszusammenhänge und ihr Hafen wurde zu einem der leistungsfähigsten Umschlagorte im Schwarzmeergebiet.

Dieser Beitrag konzentriert sich auf ein spezifisches Element des Hafens: Er nimmt die Quarantäne in den Blick, die bis weit ins 19. Jahrhundert hinein massgeblichen Anteil daran hatte, ob ein Hafen und eine Region wirtschaftlichen Erfolg erzielen konnte. Die Quarantäne war ein Set von materiellen Strukturen, Regeln und Praktiken, das darauf abzielte, den Handel möglichst wenig zu behindern und gleichzeitig einen epidemischen Verlauf der Pest mit seinen verheerenden menschlichen und ökonomischen Folgen zu verhindern.¹⁰ Sie versah den Handel mit Transaktionskosten und schrieb Schiffsbesatzungen, Unternehmern und Hafenverwaltern eine Verantwortung für das Funktionieren des Hafens zu. Auf welche Art und Weise die Regeln angewendet wurden, entschied nicht selten darüber, ob ein Hafen prosperierte oder scheiterte.¹¹ Die Quarantäne im Hafen von Odessa schlug sich in einer Vielzahl von Quellen nieder. Statuten, amtliche Berichte, private Reiseberichte und medizinische Abhandlungen versuchten, Ursache und Folgen der Pestepidemie zu ergründen. Sie alle betonten die herausragende Bedeutung einzelner Akteure und individueller Entscheidungen. Aufseher, staatliche Verwalter, Unternehmer und Schiffsbesatzungen begaben sich auf einen Ritt auf der Rasierklinge. Nach den Pestausbrüchen von 1812 und 1829 wussten sie um die verheerenden Folgen, die eine Epidemie für den Hafen, den Handel in der Stadt und für ihre persönlichen Profite bedeuten konnte. Gleichzeitig war ihnen bewusst, dass angesichts des nie perfekten Seuchenregimes Individuen stets versuchen würden, die Regularien zu unterwandern, um einen persönlichen Vorteil zu erzielen. Um nicht in Nachteil zu geraten, versuchten deshalb einige, dieser Situation durch eigene Initiativen zuzukommen.¹²

Blick von oben: Gouverneure und private Akteure bekämpfen die Pest

Als sich Mitte des 18. Jahrhunderts der Abstieg und Rückzug des Osmanischen Reiches als Hegemon im Schwarzmeerraum abzeichnete, verdichteten sich die transimperialen Kontakte vor allem zwischen den Häfen, die sich nun immer stärker den grossen Handelshäusern des Mittelmeerraums öffneten. Griechische, britische und italienische Händler errichteten zunehmend Stützpunkte in Odessa, Trabzon und Batumi. Angesichts einer zunehmenden Intensivierung globaler Handelsströme galt es nun, Knotenpunkte so zu gestalten, dass sie gleichzeitig Mobilität förderten und im Notfall als Schutzzonen und Barrieren gegen die ungehinderte Bewegung von Menschen, Gütern und Seuchen fungieren konnten. Die Einrichtung von Quarantänestationen war darum angesichts der Verdichtung des Welthandels ein wichtiges Hilfsmittel des «mobility channelings». Letzteres bezweckte, die sich vervielfachenden Ströme von Menschen und Gütern zu steuern und planbar zu machen.¹³ Den Planern von Odessa war schon vor den ersten Bauarbeiten bewusst, dass eine Hafenstadt an der Grenze zum Osmanischen Reich und mit stetem Kontakt zu den Weltmeeren ein mögliches Einfallstor für die Pest und andere Krankheiten werden könnte.¹⁴ Die Stadt sah sich nun von drei Seiten her bedroht: Die nahe Grenze zum Osmanischen Reich machte sie zu einem Ort des Warenschmuggels und kontrollierter wie unkontrollierter Grenzübertritte, die Binnenschifffahrt über Bug und Dnister sowie die maritime Schifffahrt im Schwarzen Meer und im Mittelmeer brachten Hafen und Stadt in steten Kontakt mit zirkulierenden Waren und Gütern. Mit der Einrichtung einer Quarantänestation griffen die Stadtplaner daher auf ein bewährtes Mittel zurück, das sich seit dem späten 14. Jahrhundert als essenzieller Bestandteil einer Hafenanlage im Mittelmeerraum erwiesen hatte und sich auch im Osten Europas durchsetzte. Auf dem Gebiet des späteren Russländischen Reiches wurde erstmals 1571 ein Quarantänensystem eingerichtet.¹⁵

In einem Reskript gab Katharina II. im Jahr 1794 die Erlaubnis zum Bau von Quarantäneeinrichtungen: «Wir betrachten den Bau einer Quarantäneeinrichtung an eben diesem Handelsplatz als unerlässlich, und darum gewähren wir einen Etat zu Eurem Kostenplan, der das Bedürfnis von Zoll- und Quarantänegebäuden aufweist.»¹⁶ Ein erster provisorischer, noch hölzerner Bau wurde bereits 1796 fertiggestellt. Bis 1806 war daraus eine steinerne Festung geworden.

Zum Personal der Quarantänestation gehörten damals ein Leiter der Quarantäne, vier Schreiber und Inspektoren, je ein Stabs- und ein Unterstabsarzt, ein Übersetzer, ein Zollbeamter, vier Unteroffiziere, 30 Garnionssoldaten, 20 Matrosen für zwei Ruderboote und sechs Personen für manuelle Arbeiten in den Peststationen wie Reinigung, Entsorgung und Lagerung. Im Jahr 1800 erliess Katharinas Sohn

Paul I. eine Ordnung für die grenznahen Haf Quarantäneeinrichtungen, die im 19. Jahrhundert zum Kern der russischen Seuchenpolitik am Schwarzen Meer werden sollte.¹⁷ In der Ordnung wurden Quarantäneeinrichtungen in den Häfen und den Landübergängen als eine der wichtigsten Massnahmen zum «Schutz des Imperiums vor epidemischen Seuchen» beschrieben, aber auch als Mittel, die öffentliche Ordnung und Wohlfahrt zu fördern. Den Bestimmungen folgend sollten neu errichtete Quarantänen auf erhöhtem Grund gebaut und von einem tiefen Graben umgeben sein. Besonders wichtig erschien es, Quarantäne und städtischen Raum voneinander zu trennen. Die Quarantäneeinrichtungen sollten daher mindestens einen Werst (1,07 km) von der nächsten Siedlung entfernt errichtet werden.¹⁸ Die Odessaer Einrichtung wurde genau nach diesen Vorgaben erbaut und blieb in dieser Form auch bis zum Ende des 19. Jahrhunderts bestehen. Ab 1819 projektierte die Hafenverwaltung den Bau von speziellen Lagerhäusern für die Ausräucherung von Gütern (vor allem Tuche und Stoffe), die als höchst kontagiös galten. Dort sollten sie für eine gewisse Zeit dem Rauch von Holzfeuer zugeführt werden, um Schädlinge und Keime zu vertreiben.¹⁹ Nach dieser Desinfektion konnten die Waren dann innerhalb der Stadt oder über den Flussverkehr ins Innere des Russländischen Reiches in den Verkehr gebracht werden.

Die Ordnung von 1800 atmete auf jeder Seite den Geist einer rigiden Separierung von Menschen und Waren, die infiziert waren oder sich in Quarantäne befanden, und solchen, auf die beides nicht zutraf. Besonderes Augenmerk wurde im Dokument auf Kontaktpersonen an den Schnittstellen zwischen beiden Welten gerichtet. Mit der Ordnung wurde beansprucht, das Verhalten der Quarantänewächter zu regulieren. Den Verfassern war das Korruptionspotenzial in den Quarantäneeinrichtungen wohl bewusst. Artikel 23 der Ordnung verbot den Wächtern explizit, von Reisenden Geld zu fordern oder anzunehmen. Weiter war es ihnen untersagt, mit Passagieren, die sich in Quarantäne befanden, «private Vereinbarungen und Verträge» abzuschliessen.²⁰ Um die Wahrscheinlichkeit von Korruption zu minimieren, waren sowohl den Passagieren als auch dem Quarantänepersonal Alkoholkonsum sowie Karten- und Glücksspiele auf dem Gelände der Quarantäneeinrichtungen verboten.

Obwohl also bereits zu Beginn des 19. Jahrhunderts Personal beschafft, Bauten errichtet und Statuten eingerichtet worden waren, zeigte sich in den folgenden Jahrzehnten, wie wenig diese Massnahmen gegen Pest und Cholera auszurichten vermochten. Truppenbewegungen, Siedlerströme und die zunehmende Vernetzung der Regionen des Russländischen Reiches brachten auch die Erreger von Seuchen in Bewegung. Nicht nur die Pestepidemie von 1812 bis 1814, die grosse Teile der Stadt verheert hatte, sondern auch die Choleraepidemie von 1829 zog Schneisen von Krankheit und Tod durch das Russländische Reich, das aufgrund der rasant steigenden Mobilität von Menschen und Gütern im Inneren



Abb. 2: Die russische See- und Handelsstadt Odessa, der Quarantänebereich im linken Bereich des Bildes 1855. (Carl Hoffelder, München, http://historic-cities.huji.ac.il/ukraine/odessa/maps/hohfelder_1850s_odessa.html [3. 7. 2019])

des Reichs zum «empire of germs» wurde.²¹ Das Osmanische Reich stand den russischen Quarantänebehörden stets als mögliche Quelle von Infektionen vor Augen, ebenso wie dies auf der südlichen Seite des Schwarzen Meeres für das Russländische Imperium galt.

Wie mit dieser Bedrohung umzugehen sei, darüber bestand weder im Russländischen Reich noch an anderen Orten des maritimen Welthandels Einigkeit. Seit dem Beginn des 19. Jahrhunderts befand sich die Quarantäne vor allem in Grossbritannien der Kritik derjenigen ausgesetzt, die eine Übertragbarkeit des Gelbfiebers und der Pest durch das Berühren kontaminierter Güter bestritten. Um den mächtigsten Sprecher dieser «Antikontagionisten», Charles Maclean, formierte sich eine militante Gegnerschaft gegen rigide Quarantänebestimmungen, die einem freien Handel von Waren und Gütern den Vorzug geben wollte.²² 1825 verabschiedete das britische Parlament einen neuen Quarantäneakt, der Schiffen mit gesunder Besatzung und ordentlicher Buchführung aus dem Mittelmeerraum, dem Osmanischen Reich und Afrika das unmittelbare Anlegen in den Hafenanlagen nach der Zustimmung des Privy Councils gestattete.²³ Mit diesem Gesetz brachte sich das Vereinigte Königreich in Gegnerschaft zu den

weiter auf harten Quarantänemassnahmen bestehenden kontinentalen Seemächten und öffnete Raum für weitere Diskussionen über Sinn und Zweckmässigkeit der Quarantäne.

Eingedämmt? Die Pest in Odessa 1837

Im Russländischen Reich hatten sich interimperiale Kontakte im Schwarzmeerraum seit dem zarischen Ausgreifen nach «Neurussland» verstärkt und zu vielfältigen ökonomischen Verflechtungen und ausgeprägten Migrationsströmen geführt.²⁴ Obwohl diese sich verdichtenden Beziehungen einen Seuchenausbruch erwarten liessen, hatte sich die Lage zu Beginn der 1830er-Jahre weltweit entspannt und mit der Ausnahme eines Pestausbruchs in Ägypten 1835 schien die globale Gefahrenlage nicht bedrohlich. Die Pest in Odessa 1837 überraschte darum nicht nur die lokale Verwaltung, sondern auch das russische Zentrum in Petersburg und eine internationale Öffentlichkeit. Dieser unvermittelte Ausbruch regte umfangreiche Berichterstattungen in ganz Europa an. Reiseberichte, konsularische Schreiben und Verhandlungen in Räten und Parlamenten öffneten ein weites Spektrum an Deutungsmustern, Ursachenforschungen und Verlaufsbeschreibungen.²⁵ Im Folgenden soll anhand einer besonders einflussreichen Quelle der (mutmassliche) Verlauf der Epidemie herausgearbeitet werden. Es handelt sich um den Bericht einer eigens durch den Generalgouverneur Neurusslands und Bessarabiens eingesetzten Untersuchungskommission, die sich auf die Identifizierung *einer* Infektionsquelle und eine lückenlose Darstellung des Verlaufs konzentrierte. Sie versuchte ihre Ergebnisse durch rationale Analysestrategien zu gewinnen und brachte Meldungen über das Auftreten der Pest in einen zeitlichen und ursächlichen Zusammenhang miteinander, um auf diese Weise eine Ereigniskette zu erstellen. Als umfangreichste und gleichzeitig lokal am besten verankerte Untersuchung erscheint sie als eine von verschiedenen Möglichkeiten, dem Seuchenverlauf Sinn und Richtung zuzuschreiben.

Am 22. September 1837 erreichte das Segelschiff «Samson» den Hafen von Odessa.²⁶ Den Quarantäneregulationen folgend musste sein Kapitän Akim Alekseev vor dem Anlegen im Hafen einem Inspektionsteam Rede und Antwort über ungewöhnliche Vorkommnisse stehen. Und Alekseev hatte tatsächlich etwas zu berichten: Als seine Besatzung vor etwa zwei Wochen Brennholz in Isaccea verladen habe, sei sie in Kontakt mit der Bevölkerung gekommen. Kurz darauf seien Anzeichen der Pest auf dem Schiff aufgetreten, seine Frau Elena sei sogar bald daran verstorben. Ihre Leiche befinde sich bereits sieben Tage in ihrer Kabine, die Mannschaft meide den Kontakt mit ihr. Das Inspektionsteam untersuchte die Leiche eingehend und fand Flecken und Streifen, die es fälschlicherweise

als Spuren von körperlicher Misshandlung deutete. Dennoch wurde die Verstorbene vorschriftsgemäss auf dem Pestfriedhof in der Quarantäneeinrichtung bestattet und alle Teilnehmenden der Bestattung im Pestviertel untergebracht.²⁷ Anschliessend wurde das Hab und Gut der «Samson»-Besatzung den Quarantäneeinrichtungen zugeführt und dort ausgeräuchert. Mit der Durchführung wurde ein Quarantänewächter namens Isaev betraut. Am 6. Oktober erkrankten zwei Matrosen, die Ärzte diagnostizierten Symptome der Pest, woraufhin die gesamte Besatzung in das Pestviertel geschickt wurde. Das Schiff wurde gleichzeitig nach allen Regeln der Quarantänecharta gereinigt.²⁸

Am 10. Oktober starb Isaevs Ehefrau. Verhängnisvoll für den weiteren Verlauf der Seuche war, dass angesichts dieses Sterbefalls keine Verbindung zur Pest an Bord der «Samson» hergestellt wurde. Sie wurde deshalb nach dem üblichen Ritus begraben. Der Witwer verschenkte Kleidung und Gegenstände der Verstorbenen an Verwandte und Freunde, die zur Beerdigung gekommen waren. Der Kordon um sein Haus wurde bald aufgehoben. Zehn Tage später starb Isaev selbst. Als die Symptome der Pest nun bei denen auftraten, die die Sachen seiner verstorbenen Frau als Geschenk erhalten hatten, war den Behörden klar, dass sie es mit einem bedrohlichen Verlauf der Seuche zu tun hatten. Tatsächlich verbreitete sich die Pest rasend schnell über die einzelnen Stadtteile – Moldavanka, Novaja Sloboda und in der Siedlung Raskidajlovka, in der die Familien der Quarantänewächter lebten. Am 24. Oktober hatte die Pest das Zentrum der Stadt erreicht.²⁹

Nun galt es, schnell zu handeln. Wenige Tage nach dem Ausbruch der Pest wandte sich Michail S. Voroncov, der Generalgouverneur von Neurussland und Bessarabien, an die Bevölkerung Odessas. In der weitverbreiteten Zeitung *Der Odessaer Bote* (*Odesskij vestnik*) berichtete er, er habe seinen Aufenthalt auf der Krim unmittelbar nach dem Eintreffen erster Informationen über eine Seuche in den Quarantäneeinrichtungen und der Kaserne des Quarantänebataillons abgebrochen. Nun gehe es darum, «harte Massnahmen» zu ergreifen, um die Seuche auszumerzen. Als unmittelbare Konsequenz werde der Freihafen geschlossen und eine Kommission eingesetzt. Die Bürger rief der Generalgouverneur zur Wachsamkeit auf. Ganz konkret bezog sich der Generalgouverneur auf die historische Erfahrung von 1829, als die Pest zuletzt aufgetreten war und im Gegensatz zum *annus horribilis* 1812 weitgehend rasch und effektiv eingedämmt worden war. «Wir werden bereit sein, so wie im Jahr 1829», beschwor Voroncov seine Mitbürger, um ein wichtiges Ziel der Seuchenmassnahmen zu skizzieren: Soweit dies sicherheitspolitische Bedenken zuliessen, würden alle möglichen Massnahmen ergriffen, um den «reibungslosen Ablauf» des Handels zu gewährleisten.³⁰ Voroncov stand der schwierige Spagat vor Augen, den Handel möglichst wenig zu beeinflussen und gleichzeitig zu verhindern, dass sich der

Pestausbruch zu einer Epidemie katastrophalen Ausmasses entwickelte, die nicht nur einzelne Herde, sondern das gesamte Stadtgebiet betroffen hätte. Dem englischen Reisenden, der für den Pestausbruch trinkfreudige Matrosen verantwortlich gemacht hatte, erschienen die Massnahmen Voroncovs und ihre Folgen für das städtische Leben denn auch von grosser Tragweite: «The merchants closed their counting-houses, the traders their warehouses, and the aspect of town underwent a complete change in a few days.»³¹ Diese Aufgabe versuchten Voroncov und die ihm unterstehenden Amtsleute mittels bereits bestehender Routinen zu erreichen: Sie nutzten die bereits vor 1812 entstandene Infrastruktur zur Seuchenbekämpfung, setzten aber auch neue Praktiken zur Bekämpfung der Pest ein und schreckten nicht davor zurück, auf die Hilfe privater Akteure aus der Stadtgesellschaft zurückzugreifen.

Eine besondere Rolle spielte die Eingrenzung des Pestviertels, die der russische Arzt Andreevskij so beschrieb: «Das Pestviertel in Odessa ist Teil des grösseren Gebäudekomplexes der örtlichen Quarantäne und befindet sich an seiner Spitze. Dieses Viertel, das durch einen weitläufigen Hof vom Passagierhof abgetrennt ist, ist von Mauern und einem Wall umgeben. Hier ist der Aufenthaltsort von allen, die von der Infektion betroffen sind, er öffnet sich als Zuflucht für die Unglücklichen [...].»³²

In den folgenden Wochen vermerkte der *Odesskij vestnik* detailgenau und für alle seine Leserinnen und Leser nachvollziehbar, wie sich die Pest auf dem Stadtgebiet ausbreitete. Einige Bezirke blieben weitgehend verschont. Das ärmliche Moldavanka-Viertel und seine etwas mehr als 11 000 Bewohner waren aufgrund der sozioökonomischen Struktur und peripheren Lage wiederholten Ausbrüchen ausgesetzt, sodass der Stadtrat Ende November beschloss, das Quartier in einer gross angelegten Aktion systematisch zu durchkämmen. Dafür wurde das Viertel in zwanzig Abschnitte aufgeteilt, die aus je 50 bis 65 Häusern bestanden. Diesen Teilen stand nun je ein ehrenamtlich fungierender Kommissar vor, der ein bis zwei Helfer und Arbeiter an seiner Seite hatte. Eine Liste der an der Aktion beteiligten Kommissare offenbart den sehr hohen Grad der Beteiligung Odessaer Kaufleute: Die Liste von Namen umfasst nicht nur russischstämmige Personen, sondern auch Griechen, Juden, Deutsche und Armenier.³³ Den Kampf gegen die Pest führten also nicht nur Akteure aufseiten der staatlichen Administration, sondern auch Kaufleute, die angesichts der existenziellen Bedrohung ihrer eigenen Handelsbeziehungen Zeit, Geld und Mühe aufbrachten, um sich an der Bekämpfung der Seuche zu beteiligen. Als «stille Reserve» standen sie der Stadtgesellschaft in Notlagen zur Verfügung.

Am Ende des Jahres zogen die Stadtverwalter ein positives Fazit und nutzten die Gelegenheit, sich selbst für das umsichtige Management der Seuche zu beglückwünschen. So seien vom 1. Januar bis zum 11. Dezember Waren im Wert von

32,82 Millionen Rubel aus dem Hafen von Odessa exportiert worden, die Einfuhren hätten einen Gesamtwert von 16,74 Millionen Rubel gehabt. Wäre die Navigation im Hafen nicht durch das «vorzeitige Auftreten von Eis» erschwert gewesen, so hätten diese Zahlen weitestgehend denen des Jahres 1836 entsprochen, das eines der ökonomisch erfolgreichsten seit der Gründung der Stadt gewesen sei. Die Auswirkungen der Pest hätten sich auf den Handel der Hafenstadt mit dem Hinterland beschränkt und zu keinen grösseren Verwerfungen im für den Freihafen überlebenswichtigen Überseehandel geführt.³⁴ Der Erfolg im Kampf gegen die Pest bemass sich für die Autoren des *Odesskij vestnik* also nicht nur nach der absoluten Anzahl von Pesttoten und Infizierten, sondern auch und vor allem daran, wie sehr die Eindämmung der Krankheit Einfluss auf die Zirkulation von Waren im Hafen und in der Stadt genommen hatte. Die Quarantäne sollte nicht nur Menschen, sondern auch den Handel schützen, ein Ziel, das die Führung der Stadt am Ende des Jahres erreicht zu haben glaubte.

Blick von unten: *moral hazard* und Geschäfte mit der Quarantäne

Ganz so erfolgreich, wie die offiziellen Verlautbarungen im *Odesskij vestnik* vermuten lassen, waren die Quarantänemassnahmen nicht. Voroncov betonte nicht umsonst, dass er dem Wohlergehen der Odessaer Bürger *und* dem reibungslosen Handel im Hafen verpflichtet sei: Er wusste, dass staatliche Seuchenpolitik auch als Ärgernis gelten konnte für Händler und Unternehmer, die an einem möglichst schnellen Umschlag der Waren interessiert waren. Die Sinnhaftigkeit der Quarantäne war schliesslich seit einigen Jahren auch auf höchster Ebene umstritten. Im Kontext des Pestausbruchs von 1829 war der Gedanke im hauptstädtischen Medizinalrat aufgekommen, das gesamte Asovsche Meer zu schliessen. Der damalige Innenminister Arsenij Zakrevskij wandte sich gemeinsam mit seinem Kollegen, dem Finanzminister Georg Cancrin, gegen den Vorschlag und schlug stattdessen vor, die Quarantänebestimmungen zu lockern.³⁵ Nur so könne die verheerende Wirkung auf die wirtschaftlichen Kreisläufe im Schwarzmeerraum verhindert werden. Zu diesem Zeitpunkt überwogen ökonomische Interessen deutlich das Interesse an öffentlicher Gesundheit. In den Vorhaben Zakrevskijs und Cancrins sind Parallelen zu Entwicklungen in Grossbritannien zu erkennen, wo sich in den 1820er-Jahren Unternehmer und kommerziell ausgerichtete Regierungen gegen eine rigide Quarantänepolitik ausgesprochen hatten.³⁶ Dieser laxer Umgang mit Seuchen sollte sich angesichts des Choleraausbruchs 1831 rächen und Zakrevskij seinen Posten kosten, jedoch setzte er eine Diskussion in Gang, in der die Sinnhaftigkeit der Quarantäne angezweifelt werden konnte. Wenn sich in den folgenden Jahren also Menschen entschieden, gegen die Bestimmungen der Quarantäne

zu verstossen, so mussten sie nicht zwingend nur als nutzenmaximierende Egoisten handeln, sondern könnten auch an der Sinnhaftigkeit der Quarantäne als effektive Massnahme der Seuchenbekämpfung gezweifelt haben.

Neben dem Weg offizieller Beschwerden fanden Menschen im südrussischen Raum informelle, teils illegale Pfade, um die Behinderungen durch die Quarantäne zu umgehen. Die Quarantäneeinrichtungen waren Knotenpunkte, an denen Menschen und Güter verweilten, sich trafen und in soziale und ökonomische Beziehung zueinander traten. Das taten sie nicht nur auf Wegen, die durch Statuten, Dekrete und Verordnungen festgelegt waren. So war es beispielsweise ein Leichtes, die Grenze zwischen dem Osmanischen Reich und dem Russländischen Imperium zu überwinden. Berichten zufolge gruben Händler und Migranten in Odessa Tunnel unter die Mauern, die zur Sicherung des *cordon sanitaire* errichtet worden waren, um einen beschleunigten Warenaustausch zu ermöglichen.³⁷ Ein lebhafter Schwarzmarkt versorgte Reisewillige mit gefälschten Pässen, so dass sie die Grenzen mühelos überwinden konnten.

Wo Waren und Geld in gigantischem Ausmass zirkulierten und staatliche Bedienstete ein oft nur mageres Einkommen erhielten, war Korruption ein allgegenwärtiges Phänomen. Der Staat zeigte sich in der Praxis weit weniger durchsetzungsfähig und rigide als seine eigenen Massstäbe und Ansprüche dies hätten vermuten lassen. Dutzende Reisende entlang der ottomanisch-russischen Grenze hielten in ihren Berichten fest, dass nur eine kleine Summe vonnöten war, um die Grenzposten zu bestechen.³⁸ Das Idealmodell einer «guten», nur den Prinzipien des Zentrums unterworfenen Grenzsicherung und Staatsverwaltung blieb im 18. und 19. Jahrhundert weitgehend Wunschdenken. Grenzbeamte und Quarantänewächter waren jedoch oft zu stark in den lokalen Kontexten verwoben, als dass sie sich den Anforderungen «moderner» Staatsführung hätten unterordnen wollen. Das weitgehend informelle Geben und Nehmen über territoriale Grenzen hinweg erschien ihnen darum auch nicht als eine schadenbringende Praxis, sondern als lohnendes Knüpfen von Netzwerken.³⁹ Die Beispiele der Pestbekämpfung und der Quarantäne machen diese unterschiedlichen Bezüge sichtbar.

Versicherungsunternehmen beobachteten seit dem 19. Jahrhundert, dass sich ihre Kunden im Wissen um den versicherten Wert riskanter verhielten, als sie dies ohne Versicherung getan hätten. Durch Versicherungsreglemente und Verträge erhöhte sich also das Risiko, dass die Schadenssumme insgesamt ansteigen würde. Dieses eigennützige Handeln auf Kosten der Allgemeinheit ist mit dem Begriff der *moral hazard* beschrieben worden, der auch Eingang in die Wirtschaftswissenschaften gefunden hat.⁴⁰ Ein ähnliches Phänomen zeigte sich im Management von Quarantäneeinrichtungen: Im Wissen darum beziehungsweise im Glauben daran, dass alle anderen sich an die Regularien halten und somit einen epidemischen Verlauf der Pest verhindern würden, entschieden sich Tun-

nelbauer und Passfälscher für riskante Handlungen. Die öffentlich sichtbare Institution Quarantäne ermöglichte es ihnen, individuelles Risiko kollektiv abzusichern.⁴¹

Neben der bewussten Missachtung von Statuten und Quarantänegrenzen fanden die Menschen in Odessa noch andere Wege, aus der bedrohlichen Situation persönlichen Profit zu schlagen. Selbst für die städtische Verwaltung erwies sich die Situation als durchaus einträglich. Sie monopolisierte nämlich den Handel mit Lebensmitteln in der Quarantänestation und die Lieferungen an diese. Der garantierte Absatz von Lebensmitteln und anderen Gütern des täglichen Bedarfs erlaubte es der Verwaltung, die Preise dafür weitgehend selbst zu bestimmen. Die sehr hohen Preise eröffneten wiederum Handlungsspielräume für Schmuggler, indem sie mit ihren Gütern das offizielle Angebot konkurrenzieren konnten. Die Quarantäne war für diese Akteure nicht nur eine Bedingung für Handel, sondern auch und vor allem ein eigenes Geschäftsmodell.⁴²

Blick zurück: Erfahrungswissen und Vorsorge

1812, 1829 und 1837: Während 25 Jahren hatte die Pest Odessa dreimal im Griff gehabt. Eine ganze Generation von Bewohnerinnen, Bewohnern und Verwaltern der Stadt hatte binnen weniger Jahre immer mehr Wissen um die effektive Bekämpfung der Pest angesammelt. Bereits zwei Jahre vor dem Ausbruch der Pest 1837 erreichte die Kanzlei des Gouverneurs eine Eingabe, die auf die effektive Durchsetzung der Quarantäne und die Verbesserung ihrer Routinen abzielte.⁴³ Unmittelbar nachdem erste Anzeichen der Pest im Jahr 1837 aufgetreten waren, setzte die Stadtverwaltung eine Untersuchungskommission ein, die sich auf die Suche nach den Gründen für das Auftreten der Pest begeben sollte. Der umfangreiche Bericht lag bereits am 16. November, also etwas mehr als einen Monat nach den ersten Meldungen, vor und umfasste 18 Seiten.⁴⁴ Er ist ein wichtiger Beleg dafür, welche Bedeutung der Ursachenforschung zukam. Gouverneur und Verwaltung hatten erkannt, dass eine gründliche und zeitlich nahe Untersuchung des Pestausbruchs wichtiges Handlungswissen generieren konnte, das zu einer noch effizienteren Ursachenbekämpfung beitragen würde.

Die Untersuchungskommission versuchte damals, den Verlauf der Pest an einzelnen Stationen, Personen und Orten festzumachen und die Route so akribisch wie möglich zu verfolgen. Seine Autoren sprachen vom Ziel, «die Schnur in die Hände zu nehmen», und präsentierten ihren Leserinnen und Lesern eine minutiös rekonstruierte Indizienkette.⁴⁵ Ihr ging es darum, die unsichtbare Gefahr greif- und sichtbar zu machen, indem Ursache und Wirkung der Epidemie beim Namen genannt wurden. Der unbestimmten Bedrohungssituation zu Beginn des

Pestausbruchs stellten sie eine wohlgeordnete Erzählung entgegen. Dabei konzentrierten sie sich auf das Versagen einzelner Individuen, ohne die Quarantäne selbst infrage zu stellen. Unter der Leitung des Generalmajors Vasilevskij kam die Kommission zum Schluss, dass vor allem der fahrlässige Umgang mit den Quarantänebestimmungen für die Ausbreitung der Pest in der Stadtbevölkerung verantwortlich war. Der Bericht verweist darauf, dass der Stadtgouverneur mutmasste, die Ausräucherung sei nicht konsequent vorangetrieben worden, identifiziert aber letztlich das fahrlässige Verhalten des Quarantänewächters Isaev als Ursache der Epidemie. Indem er die Hinterlassenschaften seiner Frau aus dem Bereich der Quarantäne hin zu Objekten des Gebens und Tauschens bewegte, brachte Isaev dem Bericht zufolge auch die Pest «in Bewegung». Deutlich wird aus dem Bericht, wie sehr die Kommission darauf bedacht war, eine Priorität der Quarantänebestimmungen vor allen ökonomischen Erwägungen zu fixieren. Die Kommission schlug sich in ihrem Bericht auf die Seite der Kontagionisten, die eine Übertragbarkeit der Pest durch Berührung postulierten und die Separierung von Personen und Gütern als die wichtigste Massnahme im Rahmen der Bekämpfung erachteten.⁴⁶

Auf die Suche nach den Ursachen der Pest beziehungsweise nach besseren Behandlungsmöglichkeiten machte sich auch der bereits in der Einleitung erwähnte Ėrast Andreevskij. Der 1809 in Voločinsk geborene Arzt hatte in den 1830er-Jahren die durch seine Mutter (Henriette, geb. von Gräfe) bestehenden Beziehungen nach Deutschland genutzt, um an der Friedrich-Wilhelm-Universität Berlin zu studieren.⁴⁷ Als Andreevskij nach dem Abschluss seiner Studien im Jahr 1833 als Divisionsarzt in den Dienst von Michail Voroncov eintrat, folgte er diesem in die Hafenstadt am Schwarzen Meer, wo er vier Jahre später mit dem Pestausbruch konfrontiert wurde. Seine Aufgabe sah Andreevskij nicht nur in der Bekämpfung der Seuche, sondern auch und vor allem in ihrer wissenschaftlichen Erforschung. Anfang November dachte er über Unterschiede und Gemeinsamkeiten zwischen der Bekämpfung der Pest und der Cholera nach, indem er im *Odessaer Boten* auf eine medizinische Kontroverse in der französischsprachigen Fachzeitschrift *La Peste* verwies.⁴⁸ Neben dieser Verortung der Odessaer Pestbekämpfung im europäischen Rahmen stellte Andreevskij die Odessaer Pestbekämpfung in den Kontext des Schwarzmeerraums, indem er Berichte aus dem osmanischen Imperium und anderen Hafenstädten des russischen Reiches mit den konkreten Praktiken vor Ort verglich. Nachdem die Pestepidemie am Ende des Jahres 1837 abgeklungen war, bereitete Andreevskij eine detaillierte Darstellung des Seuchenverlaufs vor. Sie erschien im darauffolgenden Jahr in Buchform. «Über die Pest, die Odessa im Jahr 1837 ereilt hat. Ein historischer Blick auf den Verlauf der Seuche und medizinische Beobachtungen» wurde im Umfang von 137 Seiten und mit 20 Tabellen versehen publiziert. Die Monografie ist

Abb. 3: Doktor Ė[rast] S[tepanovič] Andreevskij. (<https://usionline.com/2018/05/12/7-pamyatnikov-skrytyh-ot-odessitov-i-gostej-goroda> [3. 7. 2019])



ein Zeugnis der akribischen und lückenlosen Aufarbeitung, die nicht nur der Untersuchungskommission unter den aktuellen Eindrücken der Pestepidemie, sondern auch Andreevskij als unabdingbar erscheinen musste. Hier fand sich auch die eingangs erwähnte «Pestbaum»-Zeichnung, die als Quintessenz des Berichts einen schnellen und doch akkuraten Überblick über den Verlauf der Seuche erlaubte. Der Erfahrungsbericht zeugt von den grossen Herausforderungen, die die Quarantäne für den ökonomischen Betrieb und die Stadtgesellschaft bedeutete. Was Andreevskij ausführlich beschrieb und vorschlug, ist nicht nur als Versuch zu verstehen, eine medizinische und hygienische Antwort auf kommende Bedrohungen zu formulieren: Als Divisionsarzt und engem Vertrauten Voroncovs stand ihm auch die Bedeutung seines Tuns für den reibungslosen Ablauf des Handels im Hafen und mit der Stadt vor Augen. Eine Verbesserung der Quarantänemassnahmen rettete nicht nur Leben, sondern auch das Wohlergehen der Stadt.

Blick nach vorn: Spuren der Quarantäne als wirtschafts- und medizinhistorisches Thema

Seit einigen Jahren begibt sich die Geschichtswissenschaft auf eine «Suche nach der Ökonomie».⁴⁹ Dieser Beitrag verpflichtet sich diesem Ansatz, weil er «Wirtschaft» nicht als ahistorisch gesetztes Phänomen betrachtet, sondern danach fragt, wie und warum Handel als Funktionszusammenhang mit eigener

Logik angesehen wurde beziehungsweise wann und wie er mit anderen sozialen und kulturellen Ebenen verschränkt blieb. Das Fallbeispiel der Quarantäne zeigt, dass Handel und Fragen nach idealen Handelsbedingungen in Odessa vielfach mit anderen Anforderungen und Bedürfnissen verflochten waren: Seuchenpolitik, Schutz von Grenzen, das neu entstehende Migrationsregime im Schwarzmeerraum. Sie alle hatten einen Einfluss darauf, ob und wie Waren von Schiffen auf andere Schiffe oder in die Lagerhäuser gelangten. Ein Händler in Odessa konnte sich darum ganz unterschiedlich zum Ausbruch der Pest und zum nachfolgend eingesetzten Quarantäneregime verhalten. Ob Letzteres als Zumutung, sinnvolle Schutzmassnahme oder Möglichkeit für schnellen Profit gesehen wurde, hing von der konkreten Situation und der persönlichen Disposition ab, jedoch keineswegs von einer festgefügteten Handlungslogik, die alle Teile der Stadtgesellschaft gleichermaßen auf eine einheitliche Reaktion gegenüber der Bedrohung festgelegt hätte. Ein wirtschaftshistorischer Blick auf die Quarantäne hilft, sie über konkrete Probleme der Seuchenprävention hinaus für geschichtswissenschaftliche Fragenstellungen fruchtbar zu machen und die «Effizienz» von Quarantänemassnahmen in einen grösseren Kontext einzuordnen. Die Quarantäne in Odessa ist darüber hinaus ein faszinierendes Fallbeispiel, weil hier sichtbar wird, wie aus einer Institution Infrastruktur wurde, die bis heute weiter besteht. HistorikerInnen stellt sich die Quarantäne deshalb nicht nur in überlieferten schriftlichen Quellen dar. Sie hat auch breite Spuren im Stadtbild hinterlassen. Teile der steinernen Festung sind noch heute sicht- und begehbar. Voroncov unterteilte die Stadt 1829 in verschiedene administrative Distrikte, um so speziell ernannten Kommissaren die Möglichkeit zu geben, eine rigide Aufsicht über die Quarantänemassnahmen zu führen. Diese administrative Unterteilung des Stadtgebiets hatte grossen Einfluss auf die städtische Gliederung im 19. Jahrhundert. Fragen nach dem bestmöglichen Handelsweg, nach Transporttechnologien und Infrastrukturen schlugen sich im Stadtbild nieder, das sich somit als «Leitfossil» darstellt, dessen Rekonstruktion Aufschlüsse über die Materialität von Mobilitätsprozessen versprechen.⁵⁰

Anmerkungen

- 1 John P. Davis, *Russia in the Time of Cholera. Disease under Romanovs and Soviets*, London 2018, 39–45. Vgl. auch Roderick E. McGrew, *Russia and the Cholera, 1823–1832*, Madison 1965.
- 2 É. Andreevskij, *O čume postigšej Odessy v 1837-m godu*, Odessa 1838.
- 3 Dr. Hollstein, «Die Pest in Odessa im Jahre 1837», *Journal der Chirurgie und Augen-Heilkunde* 27 (1838), 493.
- 4 William Mark Clark, *Tales of Travellers; or, A view of the world*, Bd. 1, London 1838, 85.
- 5 Evrydiki Sifneos, *Imperial Odessa. People, Spaces, Identities*, Leiden, Boston 2018; Charles

- King, *Odessa. Genius and Death in a City of Dreams*, New York 2011; Patricia Herlihy, *Odessa. A History, 1794–1914*, Cambridge, MA, 1986; V. N. Stanko, *Istorija Odesy*, Odesa 2002.
- 6 Karl Schlögel, *Entscheidung in Kiew. Ukrainische Lektionen*, München 2015, 131.
 - 7 Guido Hausmann, *Universität und städtische Gesellschaft in Odessa, 1865–1917. Soziale und nationale Selbstorganisation an der Peripherie des Zarenreiches*, Stuttgart 1998; Alexis Hofmeister, *Selbstorganisation und Bürgerlichkeit. Jüdisches Vereinswesen in Odessa um 1900*, Göttingen 2007.
 - 8 Eine Ausnahme bildet Taras H. Hončaruk, *Odes'ke porto-franko. Istorija 1819–1859 rr.*, Odesa 2005, sowie das populärwissenschaftliche Werk von Nikolay Gleb-Koshanskiy, *Port and Odessa. We Are 200 Years Old. On the Port, City and Region History*, Odessa 1994, das jedoch grundlegende wissenschaftliche Standards (Fussnoten) vermissen lässt.
 - 9 Barry Goodwin, Thomas Grennes, «Tsarist Russia and the World Wheat Market», *Explorations in Economic History* 35/1 (1998), 405–430; Wolfgang Sartor, *Das Haus Mahs. Eine internationale Unternehmerfamilie im Russischen Reich. 1750–1918*, Sankt-Peterburg 2009.
 - 10 Valeska Huber, *Channelling Mobilities. Migration and Globalisation in the Suez Canal Region and Beyond, 1869–1914*, Cambridge 2013, 249. Vgl. allgemein Daniel Panzac, *Quarantaines et lazarets. L'Europe et la peste d'Orient (XVII^e–XX^e siècles)*, Aix-en-Provence 1986.
 - 11 Charles King, *The Black Sea. A History*, Oxford 2004, 195.
 - 12 Dieses System stellte sich einzelnen Akteuren als «pool of knowledge and institutional forms» dar, das sich für ganz unterschiedliche Aneignungen anbot: Sie konnten daraus «choose, pick and combine according to local circumstances and a whole set of environmental factors», vgl. Regina Grafe, «Was There a Market for Institutions in Early Modern European Trade?», in Georg Christ, Franz-Julius Morche, Roberto Zaugg, *Union in Separation. Diasporic Groups and Identities in the Eastern Mediterranean (1100–1800)*, Roma 2015, 593–609, 599.
 - 13 Huber (wie Anm. 10), 241–272.
 - 14 Allgemein zum Zusammenhang von Handel und Seuche Mark Harrison, *Contagion. How Commerce Has Spread Disease*, New Haven, London 2012.
 - 15 Alexander Melikishvili, «Genesis of the Anti-plague System. The Tsarist period», *Critical Reviews in Microbiology* 32/1 (2006), 19–31, 21, doi.org/10.1080/10408410500496763 (12. 7. 2019).
 - 16 Odesskij karantin. Èkskurs v istoriju, <https://odessitua.com/articles/32018-odesskij-karantin-ekskurs-v-istoriyu.html> (12. 7. 2019).
 - 17 Ol'ga G. Pečnikova, «Pravovoe regulirovanie protivoèpidemičeskich meroprijatij v period carstvovanija Pavla I», *Gramota* 18/4 (2012), 155–159.
 - 18 Ustav pograničnych i portovyh Karantinov ot 7 ijulja 1800g. PSZRI, Sobranie I. T. XXVI, Nr. 19476, Art. 1.
 - 19 RGIA (Rossijskij Gosudarstvennyj Istoričeskij Archiv, St. Peterburg, Russisches Staatliches Historisches Archiv in St. Petersburg), f. 1488 op. 4 d. 834, Proekt doma dlja okurivanja v Odesskom karantine (1810–1829).
 - 20 Ustav pograničnych i portovyh Karantinov ot 7 ijulja 1800g. PSZRI, Sobranie I. T. XXVI, Nr. 19476.
 - 21 Charlotte E. Henze, *Disease, Health Care and Government in Late Imperial Russia. Life and Death on the Volga, 1823–1914*, London 2011. Zu Pest und Cholera im Russländischen Reich klassisch John T. Alexander, *Bubonic Plague in Early Modern Russia. Public Health [and] Urban Disaster*, Baltimore 1980; McGrew (wie Anm. 1).
 - 22 John Booker, *Maritime Quarantine. The British Experience, c. 1650–1900*, Aldershot 2007, 367–403. Das einschlägige Werk von Maclean ist Charles Maclean, *Evils of Quarantine Laws, and Non-Existence of Pestilential Contagion*, London 1824.
 - 23 Booker (wie Anm. 22), 401 f.
 - 24 Andrew Robarts, *Migration and Disease in the Black Sea Region. Ottoman-Russian Relations in the Late Eighteenth and Early Nineteenth Centuries*, London 2017, 142 und 163.

- 25 Vgl. Booker (wie Anm. 22), S. 481; Clark (wie Anm. 4).
- 26 Im Oktober fertigte eine eigens eingesetzte Untersuchungskommission einen detaillierten Bericht über den Verlauf der Seuche an. Die folgende Darstellung beruht im Wesentlichen auf diesem Bericht. DAOO (Deržavnyj archiv Odes'koj oblasti, Staatliches Archiv des Gebiets Odessa), f. 1 op. 191 (1837) d. 107(3) l. 26–35: Raport sledstvennoj komisii, učreždennoj dlja otkrytija pričin vnesenija v Odessu čumnoj zarazy (Bericht der für die Ergründung der Ursachen der Pest in Odessa eingerichteten Untersuchungskommission), im Folgenden: Raport.
- 27 Andreevskij (wie Anm. 2).
- 28 DAOO, f. 1 op. 191 (1837) d. 107(3) l. 26–35, Raport, l. 28.
- 29 DAOO, f. 1 op. 191 (1837) d. 107(3) l. 26–35, Raport, l. 29.
- 30 Odesskij Vestnik, 26. 10. 1837.
- 31 Clark (wie Anm. 4), 86.
- 32 Odesskij Vestnik, 3. 11. 1837.
- 33 Odesskij Vestnik, 27. 11. 1837.
- 34 Odesskij Vestnik, 22. 12. 1837.
- 35 Vysočajše utverždennoe položenie Komiteta ministrov – O merach k ochraneniju ot čumnoj zarazy beregov Azovskogo morja, PSZRI, 2oe sobranie, V, I, Nr. 3733 (1829).
- 36 McGrew (wie Anm. 1), 48 f.; Booker (wie Anm. 23), 386–389.
- 37 Robarts (wie Anm. 24), 165 f.
- 38 Ebd., 164.
- 39 Einen kritischen Blick auf «Korruption» als Analyse­kategorie in der russländischen Geschichte nimmt ein Susanne Schattenberg, *Die korrupte Provinz? Russische Beamte im 19. Jahrhundert*, Frankfurt am Main 2008.
- 40 A. E. Dembe, L. I. Boden, «Moral Hazard. A Question of Morality?», *New Solutions. A Journal of Environmental and Occupational Health Policy* 10/3 (2000), 257–279, vgl. auch Richter, Furubotn (wie Anm. 10), 201–217.
- 41 Die Wirtschaftswissenschaft spricht für diesen Fall von einer «asymmetrischen» Informationslage.
- 42 Robarts (wie Anm. 24), 164.
- 43 DAOO, f. 1 op. 191 d. 81 (1835), Svedenija k rukovodstvu v dopolnenija k položeniju o karantinnoj straže.
- 44 DAOO, f. 1 op. 191 (1837) d. 107(3) l. 26–35, Raport.
- 45 DAOO, f. 1 op. 191 (1837) d. 107(3) l. 26–35, Raport, l. 26.
- 46 Vgl. zu diesem Begriff und der Kontagionisten-Miasmisten-Debatte unter anderem Booker (wie Anm. 23), 367–405, 441–481; Peter Baldwin, *Contagion and the State in Europe, 1830–1930*, Cambridge 1999; Ann G. Carmichael, «Contagion Theory and Contagion Practice in Fifteenth-Century Milan», *Renaissance Quarterly* 44/2 (1991), 213–256.
- 47 Der Neffe seiner Mutter, Albrecht von Gräfe, wurde in Berlin zum Begründer der Augenheilkunde, die er als eigene Fachdisziplin aus der Chirurgie herauslöste.
- 48 Odesskij vestnik, 10. 11. 1837.
- 49 Monika Dommann, Christof Dejung, Daniel Speich Chassé, «Einleitung: Vom Suchen und Finden», in dies., *Auf der Suche nach der Ökonomie. Historische Annäherungen*, Tübingen 2014, 1–15.
- 50 Zu diesem Begriff vergleiche Dirk van Laak, *Alles im Fluss. Die Lebensadern unserer Gesellschaft – Geschichte und Zukunft der Infrastruktur*, Frankfurt am Main 2018.

Résumé

Peste et profits. Une histoire économique des quarantaines dans le port d'Odessa

L'article s'intéresse, dans une perspective d'histoire économique, sociale et culturelle, à l'éruption de peste de l'année 1837 dans le port d'Odessa, dans le sud de la Russie. Il thématise les mesures de mises en quarantaine et la manière dont cette institution était perçue et utilisée. Les procédures de prévention des épidémies étaient ainsi davantage inspirées par les expériences passées de l'administration militaire et économique que par les statuts et les règlements officiels. Comme le montre l'article, l'épidémie de peste de 1837 rend visibles les savoirs accumulés, les pratiques concrètes, les désaccords et les rapports de pouvoir, ainsi que les diverses appropriations de la quarantaine.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Le graal des bonnes institutions

Une critique par l'histoire de la théorie économique des institutions

Jean Rochat

En décembre 1998, Rafael La Porta et ses coauteurs faisaient paraître un article sobrement intitulé «Law and Finance». Sur la base de savantes opérations économétriques visant à mesurer la qualité et l'efficacité des règles de droit dont bénéficient les investisseurs d'une cinquantaine de pays classés en fonction de leur appartenance à une «famille juridique», La Porta et ses collègues peuvent conclure à la supériorité du *common law* états-unien sur le *civil law* français et à la prépondérance de la base juridique comme facteur d'explication des performances économiques d'un pays: «*Taken together, this evidence describes a link from the legal system to economic development.*»¹ En février 2019, d'après les chiffres fournis par Google Scholar, ce texte a été cité plus de 204000 fois, le propulsant au sommet des classements des articles les plus influents de la littérature économique.

Ce succès témoigne de deux caractéristiques fondamentales de cette littérature, l'une contribuant à créer les conditions d'un dialogue intensifié entre les économistes et les historiens (et plus largement les autres sciences sociales), l'autre faisant au contraire naître une certaine perplexité dans ces dernières disciplines et renvoyant les économistes et leurs collègues des autres sciences sociales à une incompréhension mutuelle.² D'un côté, dans le sillage de la *new institutional economics* (NIE) élaborée dès les années 1970, les économistes reconnaissent aujourd'hui le rôle central que doivent jouer les institutions dans leurs analyses du fonctionnement des économies. Rappelons-nous qu'à la fin du XIX^e siècle, Émile Durkheim définissait la sociologie comme «la science des institutions, de leur genèse et de leur fonctionnement».³ En reconnaissant, contre une approche néoclassique dure, le rôle central des institutions dans le fonctionnement des économies, la NIE laissait espérer un dialogue renouvelé des sciences sociales et de l'économie après un siècle de prétentions autonomistes de la part de cette dernière. D'un autre côté, pourtant, la conception des institutions qui domine aujourd'hui l'analyse économique, la manière dont les économistes les intègrent généralement à leurs développements, ne saurait satisfaire leurs collègues d'autres disciplines: les institutions sont trop souvent pensées comme des

facteurs exogènes, dotés d'une qualité intrinsèque et produisant des effets nécessaires, les économistes s'assignant alors pour tâche d'identifier et de promouvoir les «bonnes» institutions.

La première partie de cette contribution a pour objectif de décrire comment l'économie *mainstream* intègre la question des institutions à une architecture théorique néoclassique, en mettant en évidence les incompatibilités de cette démarche avec les approches généralement plus inductives des historiens et des sociologues. Dans une deuxième partie, nous présenterons deux brèves études de cas très différentes l'une de l'autre – la société anonyme dans la France du XIX^e siècle, puis les consortages valaisans dans l'entre-deux-guerres – pour mettre en évidence les limites de l'approche économiste des institutions et la nécessité d'un cadre conceptuel renouvelé. La première de ces institutions incarne dans la littérature l'idée d'un capitalisme industriel en plein développement, tandis que la seconde représente au contraire les vestiges d'une économie rurale en marge de la modernité. Ces deux cas, que tout semble opposer, nous serviront de test empirique pour nos critiques et nos propositions théoriques. Enfin, dans une dernière partie, nous soumettrons aux historiens de l'économie des outils conceptuels développés dans d'autres disciplines, notamment par les politologues Kathleen Thelen et de Wolfgang Streeck,⁴ permettant de renouveler notre conception des institutions économiques et constituant des outils d'analyse mieux à même d'informer un travail de recherche historique.

Splendeurs et misères de l'analyse économique des institutions

La révolution marginaliste, dans les années 1870, se donne explicitement pour ambition de doter l'économie politique «pure» d'un objet propre qui, sur le modèle de la physique ou de la mécanique, lui permettrait de se passer de considérations morales ou politiques pour ne garder que ce qu'il y aurait de proprement scientifique dans le fonctionnement d'un marché, formation des prix et définition des quantités échangées: «L'étude pure et simple des effets naturels et nécessaires de la libre concurrence en matière de production et d'échange.»⁵ Un siècle plus tard, cette ambition s'est radicalisée dans une glorification du marché et un rejet revendiqué des sciences sociales. Pour citer Milton Friedman: «Les prix qui émergent des transactions volontaires entre acheteurs et vendeurs – en bref, sur le marché libre – sont capables de coordonner l'activité de millions de personnes, dont chacune ne connaît que son propre intérêt, de telle sorte que la situation de tous s'en trouve améliorée [...]. Le système des prix remplit cette tâche en l'absence de toute direction centrale, et sans qu'il soit nécessaire que les gens se parlent, ni qu'ils s'aiment [...]. L'ordre économique est une émer-

gence, c'est la conséquence non intentionnelle et non voulue des actions d'un grand nombre de personnes mues par leurs seuls intérêts.»⁶ Pas d'État, donc, ni de relations sociales, pour faire fonctionner ce marché. Pas de sciences sociales non plus, puisque celles-ci sont de toute façon privées d'objet par sa pureté toute théorique. Et bien sûr, pas d'institutions, qui ne peuvent être que des impuretés dans une mécanique parfaitement huilée.

Dans le contexte d'un tel isolement de l'économie, les propositions conceptuelles des pionniers de la NIE, énoncées dès les années 1970, ont bientôt fait naître quelque espoir dans les disciplines qui n'avaient jamais cessé de penser que l'économie était une science sociale et que leurs outils avaient quelque chose à nous apprendre des fonctionnements – passés et présents – des économies. Si ces premiers travaux ne traduisent pas un renoncement, tant s'en faut, à une certaine foi dans le pouvoir du marché, ils ont en commun de mettre l'accent sur les limites d'une coordination exclusivement marchande et sur la nécessité qu'il peut y avoir, dans certaines conditions, à mobiliser des institutions extérieures au marché. Oliver Williamson théorise ainsi les situations caractérisées par des coûts de transactions élevés, situations dans lesquelles une coordination des agents par une hiérarchie (typiquement au sein d'une entreprise) est plus efficace qu'une coordination marchande.⁷ Douglass North s'intéresse, quant à lui, aux marchés fonctionnant dans des sociétés complexes et de taille importante, se caractérisant également par d'importants coûts de transaction et ne pouvant fonctionner que soutenus par un cadre institutionnel permettant de les faire baisser.⁸ Williamson s'intéresse ainsi aux cas dans lesquels une institution se substitue au marché, tandis que North cherche à comprendre quelles institutions permettent au marché de fonctionner efficacement. Au-delà d'indéniables divergences, ces deux auteurs ont donc en commun de mettre les institutions au cœur de l'analyse économique, soit comme alternatives, soit comme conditions du marché. Certes, leurs démarches n'ont jamais pris la forme d'une critique fondamentale de l'économie néoclassique. Leur objectif a davantage consisté à amender le corpus théorique de leur discipline pour la renforcer, objectif visiblement atteint à en juger par les prix Nobel dont ils ont été tous deux gratifiés.

Pour les sciences sociales, ce tournant institutionnaliste était porteur d'espoir.⁹ Les historiens, en particulier, ont vu d'un œil favorable la sensibilité à l'histoire dont témoignait Douglass North et son identification comme un *economic historian*. Plus généralement, ils se sont sentis interpellés par ces *institutions* qui, par définition, et contrairement au marché, ont une histoire et sont le résultat d'interactions sociales. Elles sont situées dans le temps et dans l'espace et donc, contrairement au marché abstrait et anhistorique, les outils des historiens, mais aussi des sociologues et d'autres sciences sociales, ont prise sur elles. La *business history* fournit un exemple éloquent des possibilités d'échanges que sem-

blait devoir offrir la NIE, les historiens mobilisant allégrement le vocabulaire et les concepts des économistes, ceux-ci, en retour, capitalisant sur la matière empirique fournie par les historiens.¹⁰ Dans un de ses articles les plus importants, second exemple, Mark Granovetter, l'un des acteurs les plus éminents du renouveau de la sociologie économique depuis les années 1970, reconnaît que la question à laquelle il entend contribuer par ses développements théoriques lui est directement inspirée par la NIE: «*Which transactions in modern capitalist society are carried out in the market, and which subsumed within hierarchically organized firms? This question has been raised to prominence by the <market and hierarchies> program of research initiated by Oliver Williamson.*»¹¹

Aujourd'hui, près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis ces temps optimistes. Force est de constater que ces espoirs ont été très largement déçus. Certes, les institutions sont désormais une catégorie incontournable de l'analyse économique. Pour autant, on peut douter du fait que le dialogue des sciences sociales avec les économistes se soit amélioré. Au mieux est-il dominé par une épaisse incompréhension mutuelle. Parmi les raisons permettant d'expliquer cet échec, il convient sans doute de citer la représentation dichotomique des institutions qui prévaut chez les économistes. Le programme institutionnaliste s'est en effet donné pour mission de distinguer les *bonnes* des *mauvaises* institutions. Par *bonne* institution, il faut comprendre les institutions favorisant la croissance et le développement économique. Se sont ainsi multipliées les études visant à identifier les institutions ayant apporté des résultats jugés positifs, que ce soit pour comprendre les divergences de trajectoires économiques du passé ou pour conseiller les dirigeants politiques de notre présent sur les meilleures mesures à adopter. Dans une liste insondable de travaux s'inscrivant dans cette perspective, citons outre les contributions (déjà mentionnés en introduction) de La Porta et de ses coauteurs, les études de Philippe Aghion sur la croissance, de Jean-Laurent Rosenthal sur les droits de propriété dans la France post-révolutionnaire, de Daron Acemoglu et à ses coauteurs sur les institutions léguées par la colonisation ou d'Avner Greif sur les divergences de trajectoires entre les «mondes» européens et musulmans depuis le Moyen Âge.¹² Frisant parfois le raisonnement tautologique, ces auteurs ont en commun d'aboutir à l'identification des institutions qu'il convient de célébrer pour leur contribution à la croissance économique ou, au contraire, qu'il faut condamner pour leur inefficacité.

Cette représentation dichotomique des institutions pose un certain nombre de problèmes aux historiens et aux sciences sociales, notamment parce qu'une telle perspective postule implicitement que les institutions ont une valeur intrinsèque et qu'elles sont exogènes aux économies qui les intègrent, c'est-à-dire qu'elles sont bonnes ou mauvaises indépendamment de leur situation historique. Les exemples cités ci-dessus, de La Porta et ses collègues à Rosenthal en passant

par North, traduisent en effet tous des approches traitant les institutions comme des dotations fixes et antérieures aux pratiques des acteurs qui s'en saisissent, impliquant ainsi un *output* mécaniquement issu de la qualité initiale de ces institutions: l'*endowment perspective*, pour reprendre la qualification proposée par deux juristes.¹³ Une telle perspective s'accommode très mal des observations empiriques que font les historiens, comme en témoignent les deux études de cas présentées ici. Il faudra donc chercher ailleurs les outils conceptuels nous permettant d'appréhender les institutions de l'économie dans le temps.

L'*endowment perspective* à l'épreuve de l'empirie

Les deux études de cas que nous présentons dans le présent numéro ont pour objectif d'illustrer les limites heuristiques de l'approche dominante chez les économistes institutionnalistes, que nous appelons génériquement l'*endowment perspective*. Ces deux cas ont été choisis non pas dans une perspective comparative, mais bien plutôt pour leurs différences et pour leur capacité à mettre en lumière différents aspects problématiques de cette approche dominante. Le premier cas, celui de la société anonyme française au XIX^e siècle, nous permettra de mettre en évidence l'évolution diachronique des usages qui sont faits d'une institution, alors même qu'elle demeure formellement stable pendant soixante ans. Le second cas, celui des consortages du Valais francophone dans l'entre-deux-guerres, illustrera la manière dont une même institution peut donner lieu à des pratiques extrêmement variées, alors même qu'elle n'est considérée que dans un temps relativement court et à une échelle géographique resserrée. Sur la base de ces études de cas, cet article suggère qu'il est nécessaire d'évaluer les institutions dans le contexte des pratiques – historiquement situées – auxquelles elles donnent lieu.

La société anonyme dans la France du XIX^e siècle

La société anonyme (SA) fait son apparition dans le droit français dans le Code de Commerce (CC) de 1807.¹⁴ Elle est une des trois formes juridiques mises à la disposition des commerçants désirant enregistrer une association commerciale. Le code ne la définit que de manière minimale: seule une dizaine d'articles lui est consacrée, qui posent les principes de la responsabilité limitée, de l'émission de titres négociables et de l'autorisation spéciale du gouvernement pour chaque constitution. C'est la responsabilité limitée dont bénéficie l'*ensemble* des associés qui distingue fondamentalement la SA des autres formes juridiques

reconnues par le code. En soi, la responsabilité limitée n'est pas une invention du Code de commerce. La société en commandite par exemple, très courante au XVIII^e siècle et qui continue d'exister jusqu'à aujourd'hui, se compose de commanditaires n'étant responsables que sur les biens engagés dans la société (à côté toutefois de commandités qui eux sont responsables *in infinitum*). La véritable nouveauté réside donc dans la généralisation de la responsabilité limitée à l'ensemble des associés. Cette nuance n'est pas anodine, et les contemporains se méfieront beaucoup, et pendant longtemps, d'une institution commerciale à laquelle aucun crédit personnel n'est attaché.

Afin de compenser cette absence de garantie personnelle, l'article 37 du Code de commerce introduit l'obligation pour les SA d'obtenir la sanction du gouvernement pour pouvoir se constituer, l'objectif étant de s'assurer du sérieux de l'entreprise, de la qualité et de la moralité des associés et, au fond, qu'il ne s'agit pas de «pièges tendus à la crédulité des citoyens».¹⁵ Concrètement, selon le modèle en vigueur dans tous les pays en développement à cette période, les commerçants qui souhaitent former une SA font parvenir à l'administration une copie des statuts de la société, qui sont évalués et font l'objet de rapports par différents experts, avant d'être refusés ou acceptés, moyennant le plus souvent quelques modifications. Ce système de l'autorisation est abandonné en France par deux lois de 1863 et de 1867, à la suite desquelles une SA peut se constituer par simple enregistrement à condition que ses statuts se conforment à un certain nombre de règles. Cette période de 1807 à 1867 se caractérise donc par une très grande stabilité du droit de la SA, qui demeure pratiquement inchangé, et elle nous fournit ainsi la stabilité institutionnelle nécessaire à l'examen des pratiques qui se saisissent de cette institution.¹⁶

Rétrospectivement, historiens, économistes ou juristes ont été unanimes pour condamner la SA pendant les soixante ans que dura le système de l'autorisation comme une mauvaise institution. À grands traits, l'argument est le suivant: 1^o la révolution industrielle, en transformant radicalement les structures de production, fait naître de nouveaux besoins en termes notamment d'immobilisation de capitaux et de répartition du risque entrepreneurial; 2^o la SA, en permettant précisément une mise en commun de petits capitaux et une diffusion du risque par la responsabilité limitée, est la réponse institutionnelle à ces nouveaux besoins, qui doit permettre au capitalisme industriel de triompher; 3^o l'État mène une politique archaïque et timorée en imposant le système de l'autorisation, privant ainsi largement le commerce et l'industrie de son nouvel outil et aggravant le «retard» de la France sur son rival britannique.¹⁷ Ainsi, pour Maurice Lévy-Leboyer, «les agents [de l'État] ont souvent abusé de leur droit de regard sur les sociétés pour réserver le marché financier aux émissions du Trésor. [...] Les ingénieurs des Ponts et Chaussées et les conseillers d'État [...] se sont donné pour mission de

maintenir l'économie sous tutelle». ¹⁸ Pour Georges Ripert, l'État a «imposé la solution autoritaire» en matière de droit des sociétés, tandis qu'«en vain le capitalisme naissant réclamait la liberté». ¹⁹ Pierre Léon estime, quant à lui, que «[g]râce aux possibilités d'extension indéfinie du capital que [la société anonyme] offre, elle s'adaptait vraiment aux nouvelles nécessités [...], mais elle ne s'est imposée qu'avec de sérieuses difficultés, dues à une législation dépassée», ²⁰ et il serait possible de multiplier les citations allant dans le même sens.

Ces critiques ont toutes en commun d'adopter une perspective téléologique, en ce qu'elles partent de la fin connue de l'histoire – la SA devient l'instrument privilégié du capitalisme industriel – pour appréhender cette institution et les pratiques qui l'accompagnent. Dans cette perspective, l'État semble effectivement mener une politique rétrograde, à rebours de l'histoire en marche, en imposant une longue procédure administrative aux candidats à l'incorporation et en n'autorisant qu'entre dix et quinze sociétés par année sur l'ensemble de la période 1807–1867. Nous adoptons une perspective alternative sur cette institution, reposant sur l'examen des représentations qu'en ont les contemporains et sur les pratiques qui en résultent, à la fois chez les commerçants et dans l'administration publique. Fondamentalement, il s'agit de montrer que, jusque tard dans le XIX^e siècle, cette institution n'est pas pensée et perçue comme le véhicule d'une modernité économique en gestation, mais bien plutôt comme un moyen de restaurer un système et des pratiques que la Révolution a voulu abolir. Faute de mieux, nous qualifions ce système et ces pratiques de *mercantilistes* en vertu de trois caractéristiques:

1. L'État est à la manœuvre pour la coordination du développement industriel et commercial.
2. On observe une certaine méfiance vis-à-vis du commerce et de l'industrie privée, censés représenter des intérêts particuliers, par opposition à l'intérêt général incarné par l'État.
3. Les outils de l'intervention publique sont un mélange plus ou moins savant d'encouragement et de contrôle, dans une version restaurée (et acceptable par une société post-révolutionnaire) des privilèges et des règlements abolis pendant la Révolution.

L'histoire de la SA au XIX^e siècle donne à voir de très nombreuses manifestations de ces caractères mercantilistes. Nous en mettons ici trois en évidence.

Premièrement, et les rédacteurs du code ne s'en cachent pas, ²¹ l'objectif n'est pas de fonder un ordre nouveau des affaires, mais bien de restaurer les pratiques et la confiance bouleversées pas la Révolution. Beaucoup de noms et d'étiquettes changent, mais les pratiques demeurent très stables. Ainsi, lorsqu'ils évoquent la société anonyme «moderne», leurs références sont invariablement les grandes compagnies à charte du XVII^e siècle, et parfois la Banque de France. ²² Comme

l'étiquette «société anonyme» est neuve, les rédacteurs doivent en effet faire preuve de pédagogie pour faire comprendre ce qu'est cette institution, notamment en donnant des exemples concrets, très souvent les compagnies semi-publiques au bénéfice de privilèges.²³ Dans les représentations des commerçants, elle n'appartient donc pas à l'arsenal commun des outils du commerce privé, mais est réservée à un type d'entreprises très particulier. Pour Claude Fohlen, «la SA est considérée comme une forme accessoire, et presque inutile, d'association, on pourrait dire une curiosité».²⁴ Cela explique sans doute l'indifférence totale des milieux du commerce à ce sujet lorsqu'ils sont consultés en 1801, qui très clairement ne se sentent pas même concernés.²⁵ Au début du XIX^e siècle, la SA est alors pensée – et utilisée – comme l'institution devant permettre la continuation d'une politique économique de type mercantiliste, par laquelle l'État encourage et contrôle des secteurs stratégiques de son économie, et non pas comme le support du capitalisme industriel en gestation.

Deuxièmement, le *profil des sociétés* qui se constituent illustre également cette représentation mercantiliste de la SA. D'abord, la dimension «publique» de la très grande majorité des sociétés constituées est manifeste, que ce soit des sociétés d'infrastructures et de transport (canaux, éclairage au gaz de ville, chemins de fer) ou des caisses d'épargne mises en place à l'initiative de municipalités. Beaucoup de sociétés d'assurances mutuelles (incendie, assurance vie, grêle, épizooties, etc.) sont également constituées sans but directement lucratif, par des institutions politiques locales ou régionales. Tout se passe alors comme si une certaine répartition des fonctions des formes juridiques d'associations commerciales était entendue par tous: à côté des sociétés en nom collectif qui demeurent jusque dans les années 1920 l'écrasante majorité des sociétés constituées, les commandites (simples ou par actions) sont le support institutionnel d'entreprises tout à fait privées, générant un profit légitimement privé, tandis que les *privilèges* assortis à la société anonyme – responsabilité limitée et aura résultant de l'autorisation gouvernementale, souvent à tort interprétée comme une garantie – ne sont acceptables qu'à condition que la société revête une dimension publique et qu'elle serve l'intérêt général d'une manière ou d'une autre. Pendant toute la période de l'autorisation, cette rhétorique de l'intérêt général et de la dimension publique des SA est omniprésente, à la fois dans l'administration et dans les milieux commerçants. Dans ces derniers en effet, on refuse très longtemps de considérer la SA comme un instrument commun du commerce, pour la regarder comme celui de *faiseurs de projets* et d'*agioteurs* dont on dénonce les pratiques, si bien que, dans les années 1860, lorsque sont discutées les lois qui mettront fin au système de l'autorisation, de nombreuses chambres de commerce se prononcent contre cette réforme, à l'image de celle de Mulhouse qui dénonce «une certaine école d'économistes qui voit partout des entraves» et juge le projet de loi «in-

utile et dangereux». ²⁶ Cette institution doit ainsi rester avant tout un instrument de politique économique.

Il ne s'agit pas de nier qu'à partir des années 1940 sont progressivement mis en œuvre de nouveaux usages de la forme anonyme, ceux, plus typiques d'un capitalisme industriel moderne, qui ont généralement retenu l'attention des historiens, jusqu'à occulter tous les autres. Les chemins de fer joueront ici un rôle déterminant, bientôt imités par les nouvelles banques par actions ainsi que par quelques grandes entreprises industrielles. Cette transition se produit toutefois malgré une stabilité institutionnelle indéniable, pendant les soixante années du système de l'autorisation, et c'est ce qui importe pour notre propos: le changement ne se produit en réalité pas là où il semble apparaître avec le plus d'évidence (lors des changements institutionnels formels, ici juridiques), mais de manière diffuse et graduelle, par les pratiques.

Enfin, troisième illustration, le caractère essentiellement capitaliste de la forme anonyme est mis à mal par un examen de l'*actionnariat des sociétés*. Nous ne faisons ici que mentionner deux caractéristiques invitant à mettre en doute la validité de cette interprétation: premièrement, les actionnariats sont généralement de taille restreinte. Sur l'ensemble de la période, les SA du secteur industriel comptent à peine 26 actionnaires en moyenne, et il n'est pas rare de trouver des cas bien inférieurs à cette moyenne, à l'image par exemple des trois actionnaires qui, en 1824, détiennent l'ensemble des actions de Verreries de Baccarat. ²⁷ Cette étroitesse est par ailleurs un objectif avoué des associés qui redoutent beaucoup que des «étrangers» puissent venir s'immiscer dans leurs affaires. Pour atteindre cet objectif, on émet peu d'actions d'une valeur nominale élevée (dans le secteur industriel, près de 14000 francs en moyenne jusque dans les années 1840), réservant ainsi leur acquisition à un petit groupe choisi. Deuxièmement, les actionnariats sont très homogènes, à la fois géographiquement et socialement. La règle, en effet, veut que l'on s'associe généralement avec des individus résidant à près de 90 % dans le même département et actifs dans le même secteur professionnel. Typiquement, les armateurs bordelais fondent une SA pour assurer leur marchandise, quant à eux les industriels de la région de Strasbourg en fondent une pour extraire la houille nécessaire à leur activité. En bref, ce rapide panorama des pratiques de la SA au XIX^e siècle montre qu'elle est loin de constituer exclusivement le support institutionnel d'une dépersonnalisation et d'une anonymisation des relations de crédit.

Cette brève présentation du cas de la SA française montre sans ambiguïté l'évolution et la diversité des pratiques – simultanément mercantilistes et capitalistes – qu'un droit stable a autorisées pendant plus d'un demi-siècle. En contradiction avec la littérature traditionnelle, elle montre notamment que les usages proprement capitalistes de la forme anonyme – caractérisés par des immobilisa-

tions très importantes de capitaux, par un drainage large de l'épargne publique via l'émission d'une grande quantité d'actions de faible valeur et, plus largement, par une dépersonnalisation (une *anonymisation*) des relations de crédit – demeurent largement minoritaires jusque tard dans le XIX^e siècle. Par ailleurs, le changement institutionnel ne se fait en réalité pas tant à l'occasion des ruptures formelles de l'institution (en 1807 puis en 1863–1867), mais bien davantage au cours de périodes stables en apparence. Une approche en termes de bonnes et de mauvaises institutions ne nous permet pas de saisir ces multiples dimensions. À l'aune de quelles pratiques, en effet, faut-il évaluer la SA française? De celles typiquement mercantilistes qui dominent encore notre période, ou de celles plus innovantes qui seront appelées à triompher plus tardivement. Apparaissent ainsi les limites de l'*endowment perspective*, et il nous faudra, dans la troisième partie, aller chercher ailleurs les instruments conceptuels nous permettant de saisir ces objets historiques.

Les consortages valaisans durant l'entre-deux-guerres

Notre seconde étude de cas porte sur une institution qu'*a priori* tout oppose à la société anonyme. Si la SA incarne en effet dans l'imaginaire collectif un capitalisme industriel essentiellement urbain, le consortage est au contraire l'institution d'une économie rurale, traditionnelle, demeurée aux marges du capitalisme. De manière large, le consortage peut se définir comme une entité juridique constituée en vue de l'organisation de la propriété et/ou de la gestion d'une ressource collective. Il est typiquement utilisé dans les vallées alpines pour la construction et l'exploitation de systèmes d'irrigation (appelés «bisses» en Valais) ou pour les alpages, mais on peut en trouver également pour la construction d'écoles, de fontaines, de laiteries ou de routes. Chaque «associé», appelé *consort*, possède alors une part du consortage – généralement appelée *heure d'eau* dans les bisses, *droit de fonds* dans les alpages – donnant droit à une part de la ressource exploitée et éventuellement à une part du produit en fin d'année.

Malgré sa longévité – des consortages sont attestés dès le XIII^e siècle et on en trouve encore aujourd'hui – et son importance pour l'économie alpine, cette institution demeure mal connue. On dispose d'un certain nombre d'études de consortages particuliers, souvent par des anthropologues s'étant intéressés aux structures communautaires et économiques des populations alpines,²⁸ mais l'institution en tant que telle n'a pas fait l'objet de travaux conséquents. Cette absence s'explique sans doute par des considérations documentaires, les archives des consortages étant très peu centralisées. Conservées par des particuliers qui s'en désintéressent sitôt leur utilité immédiate épuisée, la disponibilité de ces ar-

chives demeure aléatoire, ce qui encourage les travaux sur des cas spécifiques, au gré des découvertes archivistiques. Difficile, dans ces conditions, de dresser un panorama global de la démographie de ces institutions ou d'en identifier les traits typiques.

Au tournant du XX^e siècle toutefois, l'homogénéisation du droit au niveau fédéral va obliger les consortages à définir clairement leur fonctionnement et à le rendre transparent. La loi d'application valaisanne du Code civil suisse (CC, 1912) prévoit en effet que «[l]es sociétés d'allmends, les consortages, de forêts, de fontaines, de bisses ou de réunion parcellaires et autres corporations semblables acquièrent la personnalité morale par l'approbation de leurs statuts ou règlements par le Conseil d'État (art. 59 *al.* CC). [...] Les statuts ou règlements doivent contenir les dispositions de droit essentielles applicables à ce genre de corporations [...]» (art. 66 CC). Nous reviendrons plus bas sur le contenu de cet article. Pour le moment, notons seulement qu'il eut l'effet positif pour nous de faire converger à Sion, et aujourd'hui aux Archives de l'État du Valais, les statuts de tous les consortages en activité.²⁹ Cette promesse d'exhaustivité n'a malheureusement pas été tenue et tout indique que certains consortages ne sont jamais déclarés ou ont beaucoup tardé à le faire. Il n'en demeure pas moins que cette source constitue une occasion sans précédent pour une approche transversale de cette institution.

Une première exploration de cette source permet de mettre en évidence la très grande diversité des usages que les populations alpines du Valais romand ont faits des consortages dans l'entre-deux-guerres. Cette diversité est remarquable en ce qu'elle s'observe de manière synchrone au sein d'une région très homogène. D'autre part, elle permet d'interroger la validité de couples antithétiques constitutifs des sociétés et des économies modernes, à l'aune desquels il est courant d'appréhender le monde contemporain. Nous développons ici deux aspects qui illustrent bien cette diversité radicale des usages: l'organisation de la propriété et la gouvernance des consortages.

La *propriété* des consortage s'organise sur un spectre allant d'exemples purement publics, où la propriété des ressources et le statut de membre relèvent de logiques politiques, à des exemples purement privés, où les consortages s'apparentent beaucoup à des sociétés anonymes, c'est-à-dire à des corps juridiques dont le «capital» est divisé entre un certain nombre d'«actionnaires», sans que le statut politique de ces derniers soit déterminant pour leur appartenance à la société. Entre ces deux types extrêmes se trouve toute une gamme de nuances intermédiaires.

Deux exemples permettront de saisir ces différentes pratiques plus concrètement. Le premier nous est fourni par les statuts de 1916 de la *Laiterie du milieu de la ville d'Orsières*, dans la vallée d'Entremont.³⁰ Son article 4 stipule que

«[l]e capital actions ou fonds social est de dix mille francs divisé en cent actions ou parts sociales de cent francs chacune», l'article 5 qu'«[i]l a été appliqué à l'acquisition des terrains, à la construction des bâtiments et à l'achat des ustensiles nécessaires à l'exploitation». Tout dans le vocabulaire («actions», «capital») et dans la conception de l'association (un capital représentant ses avoirs, divisé en parts de propriété) indique que le modèle est ici une organisation de type société anonyme. Plus loin, à l'article 18, il est prévu que «[l]'intérêt annuel à servir aux actions est fixé au cinq pour cent, soit à 5 francs par action», rappelant une autre pratique courante des sociétés anonymes de cette période, celle de la garantie d'intérêt. Enfin, notons que le statut de membre du consortage est indépendant de l'appartenance préalable à une communauté politique. Les statuts prévoient en effet la possibilité de vendre ou de louer les actions (art. 12), sans aucune autre précision.³¹ Il n'y a donc ici aucune ambiguïté quant au statut essentiellement privé d'un tel consortage: elle est une organisation économique dont l'objet est la transformation du lait en fromage, et qu'on intègre en devenant copropriétaire de ses avoirs.³²

À l'autre extrême du spectre, le *Consortage du Tronc*, dans la commune voisine de Vollèges. Les premiers articles des statuts de ce consortage d'alpage, rédigés en 1919, font immédiatement apparaître le contraste avec l'exemple précédent:

«Art. 2: Sont consorts: les bourgeois de la commune de Vollèges, domiciliés aux villages de Vollèges-Plan, Cries et Ethier.

Art. 3: Nul bourgeois de Vollèges-Plan, Cries et Ethier, n'aura plus de parts l'un que l'autre en dite montagne, c'est-à-dire que chaque chef de famille bourgeois aura un droit de fonds [...].

Art. 4: Les droits au consortage peuvent se louer, mais non se vendre, attendu que la montagne est propriété bourgeoise, mais jouie en consortage par les bourgeois cités à l'art. 2.»³³

Ici, donc, pas de marché possible des parts de propriété, puisque ce n'est pas le consortage lui-même qui possède l'alpage, mais la bourgeoisie de Vollèges. Le statut de membre est strictement défini par cette institution extérieure au consortage lui-même, institution n'ayant aucune coloration commerciale ou entrepreneuriale, mais dont la fonction est généralement d'administrer les biens communs d'une communauté territoriale. Dans ce cas, le consortage n'est ainsi que le prolongement opérationnel de la bourgeoisie, et sa dimension publique/politique est prépondérante. Quelquefois, les règlements des consortages sont même intégrés directement aux règlements bourgeoisiaux ou communaux.³⁴ La plupart des consortages sont hybrides et comportent des éléments des deux types: les parts sociales peuvent se vendre sous certaines conditions, en même temps que le conseil communal se réserve l'approbation des statuts et des sièges dans les organes d'administration. Dans le consortage du canal d'irrigation du Plan

de Vollèges, c'est le Conseil d'État qui se réserve le droit de nommer le conseil d'administration, alors que l'accès au statut de consort n'est pas lié au statut de bourgeois.³⁵ Le consortage des Grenays (1934), enfin, propose un type d'hybridation original, en reconnaissant deux types de propriétés: «Art. 2: Cet alpage comprend deux sortes de bien: a) des biens communaux ou bourgeoisiaux; b) une propriété privée. Cette propriété [...] figure au nom du Consortage des Grenays [...]»³⁶ Ici, les statuts profitent de la plasticité institutionnelle offerte par le consortage pour distinguer plusieurs types d'associés (en fonction notamment de leur appartenance ou non à la bourgeoisie) afin de distribuer les droits et les fonctions des uns et des autres.

Mentionnons enfin, pour terminer ce rapide panorama, une configuration dans laquelle le consortage s'apparente d'une certaine manière à un impôt sur la propriété immobilière. Homologué en 1921, le *consortage du bisse de Zanzarlet* prévoit par son article 5 que «les droits d'eau ne se vendent pas mais passent de plein droit au nouveau propriétaire, qui fait sans autre partie de la société, en en assumant toutes les charges du prédécesseur».³⁷ L'acquisition d'un terrain dans la zone irriguée par le bisse s'accompagne donc *ipso facto* de l'appartenance au consortage, avec les charges et l'accès aux services qui en découlent. Nous sommes bien loin, avec cet exemple, de la coloration commerciale du premier exemple exposé ci-dessus. Cette variété extrême des usages des consortages se retrouve bien sûr dans l'organisation interne de ces institutions, ce qu'aujourd'hui nous appellerions leur gouvernance. On passe en effet de cas où les droits de vote sont distribués proportionnellement aux actions détenues, et où les directeurs sont élus par l'assemblée générale, à des cas où chaque membre du consortage possède une voix quel que soit le nombre de titres qu'il possède, et où les directeurs sont nommés selon un roulement ou en fonction de l'ancienneté dans la société, avec ici également toute la gamme des intermédiaires entre ces extrêmes.

Comment se prononcer sur la qualité d'une telle institution – le consortage – quand dans une même période historique et dans une région de quelques dizaines de kilomètres carrés, elle donne lieu à des pratiques économiques aussi différentes, voire opposées? Les unes semblent en effet pointer vers la modernité de la société anonyme, de «simples» associations commerciales privées, tandis que les autres semblent cristalliser des pratiques prémodernes où le politique et l'économique sont indissociés, des pratiques antérieures à l'ère de «l'idéologie économique».³⁸ Comme notre première étude de cas, cette rapide présentation des consortages valaisans invite donc à renouveler notre outillage conceptuel pour penser les institutions de l'économie.

Au-delà des institutions formelles: l'activation historique des institutions

Les institutions sont des objets sociaux qui intéressent les sciences sociales bien au-delà du cadre restreint de l'économie. Aussi, un certain nombre d'outils conceptuels ont-ils été développés dans d'autres disciplines pour appréhender les institutions, que celles-ci soient économiques ou non. Les deux études de cas présentées ci-dessus ont mis en lumière la nécessité de restituer les institutions dans des situations historiques spécifiques pour en saisir le fonctionnement, ainsi que l'illusion qui consisterait à croire qu'une institution est intrinsèquement bonne ou mauvaise, indépendamment des usages qui y sont historiquement liés. Un constat très proche a été dressé dans des disciplines connexes, et les solutions proposées ne sont pas sans valeur pour appréhender les institutions de l'économie: nous présentons ici deux pistes – convergentes – qui peuvent permettre de renouveler leur compréhension.

La première nous est proposée par deux juristes. Leur point de départ est une critique de l'*endowment perspective*, selon laquelle *good law + good enforcement = good economic outcomes*.³⁹ À partir de l'«autopsie institutionnelle» de six crises traversées par de grandes entreprises (parmi lesquelles Enron aux États-Unis et Mannesmann en Allemagne), Curtis Milhaupt et Katharina Pistor contestent l'idée selon laquelle un type de droit ou d'institutions serait essentiellement efficace. Leur argument s'appuie sur le constat que les mêmes institutions ont pu avoir des effets tout à fait divergents dans des contextes différents. Ils notent: «*Rather than thinking of a legal system as a fixed endowment for the economy, it is more productive to view the relationship between law and markets as a highly iterative process of action and strategic reaction. We call this a <rolling relationship> between law and markets.*»⁴⁰ L'idée même de *rolling relationship* a une implication très simple mais décisive: une institution est tout à la fois un point de départ et un point d'arrivée. Ce point d'arrivée est déterminé non seulement par les qualités intrinsèques de l'institution, mais également par ce que les acteurs d'un moment historique donné ont fait de ces qualités. Cette *rolling relationship* se donne ainsi à voir comme une relation entre une institution et des pratiques.

À partir d'un objet très différent, les contributeurs d'un livre édité par Wolfgang Streeck et Kathleen Thelen proposent des ressources théoriques qui se marient à merveille avec cette critique de l'*endowment perspective*, tout en permettant d'aller plus loin dans l'exploration de nouveaux concepts. La démarche est ici motivée par une réflexion sur un éventuel retrait de l'État social depuis les années 1970 dans les pays occidentaux. La thèse défendue est qu'au-delà de la continuité («*Beyond Continuity*», le titre de l'ouvrage) des règles formelles qui instituent l'État social, celui-ci serait en train d'être détricoté par les *pratiques*

auxquelles ces règles donnent lieu. Elle repose sur l'idée simple que «*the meaning of a rule is never self-evident and always subject to and in need of interpretation*», que «*formal institutions do not fully determine the uses to which they may be put*» et que «*the practical enactment of an institution is as much part of its reality as its formal structure*». ⁴¹ Fondamentalement, il s'agit donc de décomposer une institution en une composante formelle, et une composante interprétative, souvent négligée bien que déterminante dans la signification d'une institution à un moment historique donné. La continuité n'est alors qu'apparente et elle doit être nuancée par l'examen de cette seconde composante, non formelle, des institutions.

De telles propositions théoriques sont très utiles aux approches historiennes des institutions, car elles accordent une place centrale aux pratiques et aux représentations des acteurs. Les institutions ne sont plus de simples scripts que les acteurs appliquent mécaniquement, elles sont désormais des enjeux de ces pratiques et de ces représentations, et l'institution formelle n'a qu'une réalité relativement insignifiante en dehors de cette activation sociohistorique. Notons que, sans en proposer de formalisation théorique, les historiens ont de longue date eu l'intuition de la nécessité d'une approche des institutions prenant en considération leur activation par les acteurs. ⁴² Cette conception renouvelée des institutions revêt pour nous une valeur heuristique de premier ordre: elle nous permet, comme nous y invitent Streeck et Thelen, de thématiser l'illusion de continuité qui caractérise la SA française pendant les soixante ans du système de l'autorisation, de même que l'illusion d'unité des consortages valaisans dans l'entre-deux-guerres. Pour le dire en termes génériques, les institutions possèdent donc une *capacité de significations multiples*. Corollairement à cette continuité en trompe-l'œil, ce cadre théorique permet de penser l'illusion du changement, lorsque l'institution formelle change mais que les pratiques qui activent la nouvelle forme institutionnelle sont identiques à ce que produisait l'institution antérieure. Cette illusion résulte ainsi de la *possibilité d'équivalents significatifs* entre plusieurs institutions formelles. C'est précisément ce qui se produit lorsqu'en 1807, la réforme du droit des sociétés en France n'est en réalité que l'instrument institutionnel de la continuité des pratiques mercantilistes antérieures, ou lorsque la réforme de 1863–1867 vient consacrer les changements de pratiques survenus au cours des décennies précédentes. En définitive, et en plus de questionner profondément la pertinence de *l'endowment perspective*, ce cadre conceptuel est un outil précieux pour penser empiriquement les institutions et leurs transformations.

Conclusion

Tout cela, en somme, pour ne dire rien d'autre que la fertilité d'une approche *située* des institutions de l'économie. La conception des institutions qui domine chez les économistes néo-institutionnalistes a le double défaut d'inhiber le dialogue potentiel qu'économie et sciences sociales pourraient nouer autour de cet objet, et de promouvoir des explications simplistes des divergences de trajectoires de développement, passées et présentes. C'est en effet ce type de conceptions qui permet de classer les pays en bons et en mauvais élèves, avec les conséquences parfois très concrètes qui peuvent en découler.⁴³ Cette contribution a permis de mettre en évidence la pauvreté de l'*endowment perspective* pour appréhender empiriquement une institution particulière: impossible, en effet, de se prononcer sur la qualité d'une institution sans considérer les différentes activations historiques auxquelles elle peut être associée. Dit autrement, une institution formelle n'est pas toute l'institution. Elle n'en est qu'une fraction, cette dernière n'étant complète qu'associée à une convention de mise en œuvre – une activation – par des acteurs.

En allant chercher dans d'autres disciplines les ressources théoriques permettant de saisir empiriquement les institutions de l'économie, nous montrons qu'en effet cet objet peut être une pierre angulaire d'un dialogue où les sciences sociales, sans se confondre les unes avec les autres, dialoguent, s'empruntent et se rendent des outils pour rendre les sociétés intelligibles. Du point de vue plus particulier de l'histoire, cette contribution entend souligner à quel point une explicitation des théories qui sous-tendent l'observation empirique peut enrichir les descriptions et les explications qui s'ensuivent. En retour, l'histoire ne saurait être regardée comme seule consommatrice de théories formulées par d'autres. Dans un rapport toujours mêlé d'induction et de déduction, l'histoire doit pouvoir rendre des outils éprouvés, parfois cassés ou réparés, dans un processus collectif et transdisciplinaire d'élaboration théorique.

Notes

- 1 Rafael La Porta et al., «Law and finance», *Journal of Political Economy* 106 (1998), 1152.
- 2 Il s'entend bien que tous «les économistes» ne sont pas réductibles aux traits forcément simplificateurs que nous traçons, en particulier ceux qui animent les courants dits hétérodoxes, dont les critiques formulées à l'égard de leurs collègues sont souvent très proches de celles faites par les sciences sociales, voir par exemple Marc Lavoie, «Do heterodox theories have anything in common? A post-Keynesian point of view», *European Journal of Economics and Economic Policies* 3 (2006), 87–112. Par cette appellation, nous désignons la catégorie – certes quelque peu nébuleuse – de l'économie *mainstream*. Voir à ce sujet David Dequech, «Neoclassical, mainstream, orthodox, and heterodox economics», *Journal of Post Keynesian Economics* 30 (2007), 279–302.

- 3 Émile Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris 2013, préface à la seconde édition, xx.
- 4 Voir en particulier: Wolfgang Streeck, Kathleen Thelen (éd.), *Beyond Continuity. Institutional Change in Advanced Political Economies*, Oxford 2005; James Mahoney, Kathleen Thelen (éd.), *Explaining Institutional Change*, Cambridge 2010.
- 5 Léon Walras, «Principe d'une théorie mathématique de l'échange», *Journal des économistes* 34 (1874), 5.
- 6 Milton Friedman, *Free to Choose*, Boston 1980. Ici dans la traduction de Jean-Pierre Dupuy, «La main invisible et l'indétermination de la totalisation sociale», *Cahiers du CREA* 1 (1989), 35.
- 7 Oliver E. Williamson, *Markets and Hierarchies. Analysis and Antitrust Implications*, New York 1975.
- 8 Douglass C. North, «Institutions», *Journal of Economic Perspectives* 5 (1991), 97–112.
- 9 Notons que cet espoir était partagé par les économistes hétérodoxes, inquiets des développements de leur discipline, voir Nicolas Postel, «Hétérodoxie et institution», *Revue du MAUSS* 30 (2007), 83–116.
- 10 Alfred Chandler reconnaît ainsi qu'il a beaucoup appris en lisant les auteurs se réclamant de l'économie des coûts de transaction, notamment Oliver Williamson. Alfred D. Chandler, «What is a firm? A historical perspective», *European Economic Review* 36 (1992), 489. Williamson cite, quant à lui, Chandler à de très nombreuses reprises. Voir par exemple Oliver E. Williamson, *The Economic Institutions of Capitalism*, New York 1985.
- 11 Mark Granovetter, «Economic Action and Social Structure. The Problem of Embeddedness», *American Journal of Sociology* 91 (1985), 483.
- 12 Philippe Aghion, «Growth and Institutions», *Empirica* 32 (2005), 3–18; Jean-Laurent Rosenthal, *The Fruits of Revolution. Property Rights, Litigation, and French Agriculture, 1700–1860*, Cambridge 1992; Daron Acemoglu, Simon Johnson, James A. Robinson, «The Colonial Origins of Comparative Development. An Empirical Investigation», *The American Economic Review* 91 (2001), 1369–1401; Avner Greif, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from Medieval Trade*, Cambridge 2006. En dépit des précautions prises par Greif dans ce livre pour éviter toute interprétation simpliste, il finit malgré tout par réduire son explication à la supériorité des institutions européennes: «[...] individualistic cultural beliefs and weak kin-based organizations [...], the institutional weakness of the state, and norms legitimizing self-governance», 26.
- 13 Curtis J. Milhaupt, Katharina Pistor, *Law & Capitalism. What Corporate Crises Reveal about Legal Systems and Economic Development around the World*, Chicago 2008.
- 14 Cette partie s'appuie sur Jean Rochat, *La société anonyme en France, 1807–1867. Représentations et pratiques*, thèse de doctorat, Université de Genève 2014.
- 15 Jean-Guillaume Locré, *Esprit du Code de commerce*, vol. 1, Paris 1829, 162.
- 16 C'est d'ailleurs un découpage «classique» de l'historiographie de la SA française au XIX^e siècle: Anne Lefebvre-Teillard, *La société anonyme au XIX^e siècle*, Paris 1985; Claude Fohlen, «Sociétés anonymes et développement capitaliste sous la monarchie censitaire», *Histoire des entreprises* 6 (1960), 65–77; Claude Fohlen, «Sociétés anonymes et développement capitaliste sous le Second Empire», *Histoire des entreprises* 8 (1961), 65–80; Charles E. Freedeman, *Joint-Stock Enterprise in France, 1807–1867. From Privileged Company to Modern Corporation*, Chapel Hill 1979.
- 17 Le thème du «retard» est omniprésent dans la France du XIX^e siècle, nourrissant toutes les angoisses et les dénonciations politiques. Voir par exemple François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France. L'économique et l'imaginaire, XVII^e–XX^e siècle*, Paris 1985.
- 18 Maurice Lévy-Leboyer, *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris 1964, 701.
- 19 Georges Ripert, *Aspects juridiques du capitalisme moderne*, Paris 1951, 59.
- 20 Pierre Léon, «Le moteur de l'industrialisation. L'entreprise industrielle» in Fernand Braudel, Ernest Labrousse (éd.), *Histoire économique et sociale de la France*, vol. 3, Paris 1976, 528 f.

- 21 Les discours et les représentations des acteurs à cette période peuvent être saisis dans les nombreux rapports et les prises de positions qui accompagnent le long processus de rédaction du Code de commerce: *Projet de code de commerce, présenté par la commission nommée par le gouvernement le 13 germinal an IX*, Paris 1801; *Observations des Tribunaux de cassation et d'appel, des Tribunaux et Conseils de commerce, etc, sur le projet de code de commerce*, Paris 1803; Gorneau, Vital Roux, Legras, *Révision du projet de code de commerce, précédée de l'analyse raisonnée des observations du Tribunal de Cassation, des Tribunaux d'appel et des Tribunaux et Conseils de commerce*, Paris 1803; *Procès-verbaux du Conseil d'État, contenant la discussion du projet de Code de commerce*, Paris 1813.
- 22 Notons qu'il convient de ne pas confondre la société anonyme de l'ordonnance de 1673 et celle de 1807, en dépit de l'homonymie. La première correspond en fait à la société en participation du nouveau code et n'a rien de commun avec la «nouvelle» société anonyme.
- 23 Malepeyre et Jourdain témoignent bien de cette correspondance qui est faite systématiquement entre les compagnies privilégiées d'Ancien Régime et les SA: «L'ordonnance qui créait une SA attribuait, d'ordinaire, à la compagnie en faveur de laquelle elle était rendue, un privilège pour l'exploitation de la branche d'industrie qui en faisait l'objet: c'est ainsi que furent créées la compagnie des Indes orientales [...] et celle des Indes occidentales [...]» Malepeyre et Jourdain, *Traité des compagnies commerciales*, Paris 1833, 172.
- 24 Claude Fohlen, «Sociétés anonymes et développement du capitalisme sous la monarchie censitaire», *Histoire des entreprises* 6 (1960), 67.
- 25 Les 98 des 119 organisations représentant le commerce consultées restent en effet muettes sur la question des SA.
- 26 Documents de la commission pour la loi du 23 mai 1863, Archives nationales de France, C//1093.
- 27 Ces chiffres sont à interpréter en regard de la taille des actionnariats des SA habituellement décrites comme typiques dans la littérature: 273 actionnaires au moment de la constitution en 1847 de la Compagnie des chemins de fer de Lyon à Avignon, 719 pour la Compagnie générale en 1864, ou, plus tardivement, 48000 en 1900 pour la Compagnie des chemins de fer du Nord en 1900.
- 28 Voir notamment: Robert Mc C. Netting, «What Alpine Peasants have in Common. Observations on Communal Tenure in a Swiss Village», *Human Ecology* 4 (1976), 135–146; Ellen B. Wiegandt, *Communalism and Conflict in the Swiss Alps*, Ann Arbor 1977; Christine Picht, *Common Property Rights in Swiss Alpine Pastures*, working paper, Indiana University 1988, ainsi que l'ensemble du numéro spécial de *Anthropological Quarterly*, «Dynamics of Ownership in the Circum-Alpine Area», 3 (1972).
- 29 Conservés aux Archives de l'État du Valais (AEV) dans plus de 120 «Registres des statuts homologués», couvrant la période 1914–2018, sous la cote AEV, 3040B-321.
- 30 Statuts de la Laiterie du milieu de la ville d'Orsières, AEV, 3040B-321, vol. 1–51.
- 31 Tout nouveau consort doit certes être accepté par l'assemblée générale, mais c'est également le cas dans la plupart des sociétés anonymes du XIX^e siècle.
- 32 Notons que ce rapprochement a déjà été fait par un juriste contemporain des exemples que nous présentons: «Comme on le voit d'après ces quelques explications, nos consortages ont certaines analogies avec les sociétés anonymes modernes, les droits d'alper étant des sortes d'actions que le consort peut céder à son gré et qui s'héritent comme une part de patrimoine.» Étienne Bruttin, *Essai sur le statut juridique des consortages d'alpages valaisans*, Sion 1931, 14.
- 33 Statuts du Consortage du Tronc, AEV, 3040B-321, vol. 1–77.
- 34 Charles Suter, «Consortages d'alpages. Deux exemples du Bas-Valais», *Les alpes* 21 (1945), 16–21.
- 35 Archives du registre du commerce du Bas-Valais (Saint-Maurice), dossier du Consortage du canal d'irrigation du Plan de Vollèges [consultable sur demande spéciale aux Archives de l'État du Valais, hors inventaire, non coté].
- 36 Statuts du Consortage des Grenays, AEV, 3040B-321, vol. 10–34. Suter donne d'autres

- exemples du même type: «Au Larzay, le nombre de fonds est de 70 environ, au Catogne de 35 et à la Lettaz de 70, dont 56 appartiennent à la bourgeoisie et 14 sont en mains privées (valeur d'un fonds fr. 1600 environ). La Lettaz est en somme un alpage à consortage dont le consort le plus fort est la bourgeoisie de Sembrancher qui a acheté des fonds dès l'année 1917. Elle forme donc en quelque sorte un consortage dans le consortage. Alpans-bourgeois et consorts propriétaires font très bon ménage ensemble. Les consorts privés sont soumis aux mêmes obligations que les ayants-droit de la bourgeoisie, mais ils ont le droit de vendre ou de louer leurs fonds à volonté. Il est convenu que la bourgeoisie fournit le recteur deux ans de suite, la troisième il est choisi parmi les autres consort[s].» Charles Suter, *ibid.*, 19.
- 37 Statuts du Consortage du bisse de Zanzarlet, AEV, 3040B-321, vol. 2–72.
- 38 Pour reprendre l'expression chère à l'anthropologue Louis Dumont, *Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris 1977.
- 39 Milhaupt, Pistor (voir note 13), 5.
- 40 *Ibid.*, 6.
- 41 Streeck, Thelen (voir note 4), 14, 17 et 18.
- 42 Voir par exemple Jacques Revel, «L'institution et le social» in Bernard Lepetit (éd.), *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris 2013, 108 f.: «Les hommes ont donc besoin des institutions, ce qui est une autre manière de dire qu'ils se servent d'elles autant qu'ils les servent. Au sein d'une configuration donnée, celles-ci ne sont donc pas pensées comme existant en tant que telles, au-dessus de la société encore l'englobant: elles traduisent et elles explicitent des formes de dépendances réciproques qui sont la matrice du jeu social et qui sont en permanence actualisées entre ceux qui en sont les partenaires [...]. On s'oriente vers une définition ouverte, plastique et relationnelle de l'institution.»
- 43 À l'image, pour n'en citer qu'un, du projet Doing Business de la Banque Mondiale, qui se propose la présentation de «quantitative indicators on business regulations and the protection of property rights that can be compared across 190 economies – from Afghanistan to Zimbabwe – and over time», www.doingbusiness.org.

Zusammenfassung

Der Gral der guten Institutionen. Eine geschichtswissenschaftliche Kritik der wirtschaftswissenschaftlichen Institutionentheorie

Seit den 1970er-Jahren haben sich Institutionen als zentrales Konzept in der Analyse ökonomischer Dynamiken etabliert. Diese Abkehr von einer puren neoklassischen Analyse hatte die Hoffnung auf eine Intensivierung des Dialogs mit anderen Gesellschaftswissenschaften geweckt, insbesondere in Bezug auf die Geschichte. Heute muss allerdings festgestellt werden, dass diese erhoffte Begegnung nicht stattgefunden hat. Dieser Beitrag will nicht bloss das Scheitern festhalten, sondern zugleich auch dessen Ursachen identifizieren und mögliche Wege zu dessen Überwindung vorschlagen. Zu diesem Zweck müssen zuerst diejenigen Aspekte in der wirtschaftswissenschaftlichen Konzeptualisierung von Institutionen identifiziert werden, welche die Möglichkeiten eines Dialogs erschweren. Im Rahmen der *endowment perspective* wird (oft implizit) angenommen, dass Institutionen einen intrinsischen Wert besitzen und in Bezug auf die

Wirtschaft exogen sind; mit anderen Worten: dass sie – unabhängig vom jeweiligen historischen Kontext – als positiv oder negativ eingestuft werden können. Anhand von zwei Fallstudien wird aufgezeigt, dass dieser Ansatz unvereinbar ist mit der empirischeren, induktiven Methode der Historiker. Die erste Fallstudie fokussiert auf die Entwicklung und den Gebrauch des Aktienrechts im Frankreich des 19. Jahrhunderts; die zweite untersucht Genossamen im frankophonen Wallis in der Zwischenkriegszeit. Vor dem Hintergrund der beiden Fallstudien schlage ich Pisten vor, die eine Konzeptualisierung des Institutionen-Begriffs anstreben, welche stärker den Bedürfnissen der Historiker entspricht, wobei vor allem die historische Aktivierung von Institutionen im Zentrum stehen soll.

(Übersetzung: Roberto Zaugg)

Gemeinsam «expatriieren»

Zur Investitionspolitik der Basler Chemie nach dem Ersten Weltkrieg

Manuel Dür

Der Erste Weltkrieg hinterliess nicht nur zahllose Trümmerfelder, sondern hatte auch grundlegende Annahmen über den volkswirtschaftlichen Nutzen internationaler Austauschbeziehungen pulverisiert. Wie die Basler Handelskammer 1919 festhielt, war vielerorts ein eigentlicher Paradigmenwechsel in der wirtschaftspolitischen Ausgestaltung zu konstatieren: «[I]n grundlegenden Anschauungen über die gegenseitigen Interessen der verschiedenen Volkswirtschaften hat der Krieg mit seiner von der Wurzel aus alles umwälzenden Kritik wesentliche Veränderungen bewirkt, deren Spuren sich wohl kaum so bald wieder verlieren werden.»¹ In Basel selbst sollten insbesondere die Chemie- und Pharmaunternehmen mit ihrer multinationalen Verflechtung vom kriegsbedingten Rückbau der internationalen Arbeitsteilung betroffen sein. Von den drei grössten Farbstoffproduzenten in der Schweiz – der Gesellschaft für Chemische Industrie Basel (kurz: Ciba), Geigy und Sandoz² –, die sowohl im Verkauf mit einem Exportanteil von über 90 % als auch mit den fast ausschliesslich aus Deutschland bezogenen Rohstoffen und chemischen Zwischenprodukten von den internationalen Märkten stark abhängig waren, verlangten die Kriegszustände rasche Anpassungsmassnahmen, um überleben zu können.

Nach einer kritischen Übergangsphase, in der sich die Basler Chemiefirmen nur durch verdeckte Manöver mit der lebensnotwendigen Kohle eindecken konnten, sicherte ab November 1914 ein inoffizielles Abkommen mit der britischen Regierung die langfristige Nachschubsituation: Im Austausch für Roh- und Zwischenprodukte lieferte Basel dringend benötigte Farbstoffe nach Grossbritannien.³ Die Versorgung mit Rohstoffen aus Grossbritannien ermöglichte den Basler Farbstoffproduzenten, in den westlichen Ententestaaten in die Angebotslücke zu springen, die durch den Wegfall der deutschen Konkurrenzprodukte entstand. Trotz dem damit verbundenen umsatzmässigen Aufschwung suchten Ciba, Geigy und Sandoz angesichts der kriegsbedingten Veränderungen auf dem Weltmarkt ab 1917 nach einem engeren Kooperationsverhältnis. Zu diesem Zweck gründeten sie schliesslich im September 1918 die Basler Interessengemeinschaft (IG). Das Kartell sollte den Wettbewerb im Innern regulieren und

gleichzeitig die Position gegenüber aussen stärken, um sich nach Kriegsende gegenüber der gestärkten Konkurrenz aus Deutschland, Grossbritannien, Frankreich und den USA behaupten zu können.⁴

Die Basler IG diente als organisatorische Verdichtung. Die beteiligten Firmen suchten dadurch nicht nur auf der Produktionsebene an Planungssicherheit zu gewinnen, sondern auch bei Direktinvestitionen im Ausland das finanzielle Risiko von Fehlallokationen auf die Kollegialfirmen zu verteilen. Zum Testfall für die langfristige Tragfähigkeit der Interessengemeinschaft entwickelte sich insbesondere die 1920 gemeinsam erworbene US-amerikanische Fabrikationsstätte in Cincinnati, Ohio. Die Etablierung dieses «Gemeinschaftswerks» folgte einer Strategie, die Ciba, Geigy und Sandoz bereits vor dem Ersten Weltkrieg mehrfach umgesetzt hatten: Produktionskapazitäten in die wichtigsten Zielmärkte zu verlagern, um einerseits von der grösseren Nähe zu den Abnehmern aus der Textilindustrie zu profitieren, andererseits exporthemmende Zollschraken zu umgehen. Auch das Gemeinschaftswerk, die «Cincinnati Chemical Works» (CCW), sollte primär dabei helfen, trotz einer zunehmend protektionistischen Aussenhandelspolitik der amerikanischen Regierung auf dem mittlerweile grössten Absatzmarkt für Farbstoffe weiterhin präsent zu bleiben. Deshalb wird auch der Aufbau der CCW als zeitspezifische Reaktion auf eine markant veränderte Situation auf den Weltmärkten verstanden, mit welcher die Basler Unternehmen ihre Marktstellung auszubauen suchten. Doch im Unterschied zu früheren Direktinvestitionen hatte sich der institutionelle Rahmen infolge des Zusammenschlusses zur Basler IG deutlich verändert. Im Beitrag liegt das Augenmerk denn auch auf der Frage, inwiefern es den beteiligten Unternehmen, die innerhalb der Interessengemeinschaft weiterhin eigenständige Kapitalgesellschaften mit separaten Markenidentitäten bildeten, gelang, für den gemeinsamen Betrieb des Joint Ventures in Cincinnati tragfähige Kooperationsformen zu entwerfen.

Anhand der Investitionspolitik der Basler IG in der Zwischenkriegszeit wird also ersichtlich, wie sich der tiefgreifende institutionelle Wandel (Kartellierung, Protektionismus) in den Jahren nach dem Ersten Weltkrieg direkt auf die unternehmerischen Handlungsspielräume auswirkte. Dazu wird in einem ersten Schritt der wirtschaftliche Horizont nach dem Ersten Weltkrieg skizziert, vor dem sich die unternehmensinternen Entscheidungsprozesse abspielten, die schliesslich zur Gründung der CCW führten. Dabei zeigt sich, dass die Basler Farbstoffproduzenten an einem Prozess partizipierten, der in der Zwischenkriegszeit das industrielle Umfeld und damit die strategische Ausrichtung vieler europäischer Grossunternehmen prägte: die zunehmende Kartellierung und Trustbildung.⁵ Darauf aufbauend wird in einer institutionenökonomisch orientierten Organisationsanalyse die Gründung und Betriebsführung des Gemeinschaftswerks anhand des *eclectic paradigm of international production* von John H. Dunning

dargelegt.⁶ Dieser transnationale Fokus gibt damit nicht nur einen Einblick in die formative Phase des Kartells, sondern zeigt auch auf, mit welchen (Dis-)Kontinuitäten sich Ciba, Geigy und Sandoz gerade hinsichtlich der Auslandsproduktion in den 1920er- und 1930er-Jahren konfrontiert sahen.⁷ Die Fallstudie zum Gemeinschaftswerk ermöglicht es damit einerseits, wirtschaftshistorische Makrotrends wie die Globalisierung gleichsam aus der Froschperspektive der multinationalen Unternehmen zu untersuchen, andererseits folgt sie dem kürzlich vorgebrachten Aufruf von Harm G. Schröter, wieder vermehrt das Innenleben von Kartellen zu thematisieren.⁸

Der Erste Weltkrieg als Zäsur

Die Umwälzungen des Ersten Weltkriegs hinterliessen auf den Weltmärkten tiefe Spuren. Die deutschen Chemieunternehmen, auf die bis 1913 fast 90 % der exportierten Farbstoffe weltweit entfielen, mussten aufgrund des Marktausschlusses während und nach dem Krieg eine deutliche Reduktion ihrer ehemals hegemonialen Stellung hinnehmen, sodass ihr Anteil in den 1920er- und 1930er-Jahren noch zwischen 50 und 60 % ausmachte. Demgegenüber stiegen die Basler Exporte von annähernd 10 % (1913) zunächst auf fast 30 % (1921) des Weltexportwerts und pendelten sich schliesslich bis zum Zweiten Weltkrieg bei rund 20 % ein. Zurückzuführen sind diese signifikanten Veränderungen auf massive Anstrengungen vor allem in Frankreich, Grossbritannien und den USA, durch gezielte Schutzmassnahmen die heimische Farbstoffindustrie aufzubauen. So verankerte Grossbritannien 1921 ein zehnjähriges generelles Importverbot, das nur für Ausnahmefälle die Gewährung von Kontingenten und Lizenzen vorsah. Ebenfalls die USA sympathisierten immer stärker mit dem um sich greifenden Wirtschaftsnationalismus. Neben dem bereits seit 1890 bestehenden Wertzoll von 30 % wurden mehrmals temporäre Gewichtszölle und auch Antidumpinggesetze erlassen.⁹ Insbesondere der 1915 eingetretene Mangel an Farbstoffen gab protektionistischen Kräften weiteren Auftrieb. Mit dem Schlagwort der nationalen Sicherheit sollte der Aufbau einer wettbewerbsfähigen Industrie im Bereich der organischen Chemie und Pharmazeutika in den Fokus der amerikanischen Regierung rücken.¹⁰

Die unterschiedlich durchgesetzten Zoll- und Importregimes beförderten weitreichende Konzentrationstendenzen. So sollten in Grossbritannien und Frankreich die mit Staatshilfen und durch Fusionen entstandenen Konglomerate (British Dyestuff Corporation; Compagnie nationale de matières colorantes et produits chimiques, kurz: CMC) eine dominierende Markstellung erhalten, um der deutschen Konkurrenz die Stirn bieten zu können. Analog dazu, aber unter

stärker privatwirtschaftlichen Vorzeichen, begannen auch in den USA enorm gewachsene (DuPont de Nemours) oder zusammengeschlossene Konzerne (National Aniline and Chemical Company, kurz: Nacco) ihre Farbstoffproduktion zu diversifizieren.¹¹

In Deutschland schritt während des Kriegs die Kartellierung ebenfalls voran, nachdem sich bereits 1904 die führenden Chemieunternehmen einerseits im Dreibund, bestehend aus den Badischen Anilin- und Sodafabriken (BASF), den Farbfabriken Bayer und der Aktien-Gesellschaft für Anilin-Fabrikation Berlin (Agfa), andererseits im Dreierverband mit den Farbwerken Hoechst AG, Cassella Farbwerke Mainkur und Chemische Fabrik Kalle zusammengeschlossen hatten. Aufgrund des kriegsbedingten, kompletten Ausschlusses der deutschen Farbmuster von vielen ihrer wichtigsten Zielmärkte in Europa, Asien und Amerika hielten die Geschäftsführungen einen Zusammenschluss oder am besten sogar eine Fusion der beiden Firmengruppen für notwendig, um nach Kriegsende die verloren gegangenen Marktanteile schnellstmöglich zurückzugewinnen. Die im August 1916 gebildete «Interessen-Gemeinschaft» (IG) aus Dreibund und Dreierverband, der auch die bislang eigenständigen Chemieunternehmen Weiler-ter-Meer und Griesheim Elektron beitraten, sollte ein «Schutz- und Trutzbündnis» darstellen, wie sich Carl Duisberg, der Generaldirektor von Bayer, ausdrückte.¹² Noch blieben die einzelnen Unternehmen aber rechtlich autonom, auch wenn sie wesentliche Entscheidungsbefugnisse an den neuen Gemeinschaftsrat der IG abgaben, wo fortan unter anderem über Investitionen, Beteiligungen und Betriebseinstellungen entschieden wurde.¹³

Unter diesen Vorzeichen einer voranschreitenden Trustbildung in Deutschland begannen ab 1917 auch die Basler Farbenproduzenten engere Kooperationsmöglichkeiten zu diskutieren. Unmittelbarer Anlass dafür bot die von Ciba angeregte «Zwischenproduktfabrik»,¹⁴ mit welcher die Abhängigkeit von ausländischen Lieferanten reduziert werden sollte. Da Ciba, das grösste der drei Unternehmen, die Betriebsplanung aber bereits zu stark auf die eigenen Bedürfnisse ausgelegt hatte, wollten sich weder Geigy noch Sandoz daran beteiligen. Hingegen stellte die Delegation von Geigy die Idee in den Raum, «das Projekt einer Interessengemeinschaft im ähnlichen Sinne, wie die deutschen Firmen sich zusammengefunden haben, zu studieren».¹⁵ Eine solche Kooperation zielte darauf ab, sich in technischen, wissenschaftlichen und kaufmännischen Fragen abzusprechen, ohne aber eine eigentliche Fusion anzustreben. Damit sollte eine betriebswirtschaftliche Grundlage geschaffen werden, um sich auf ausgewählten Gebieten weiter spezialisieren und so der gestärkten Konkurrenz nach Kriegsende Paroli bieten zu können.

Im September 1918 kam schliesslich die Gründung der Basler IG zustande. Um eine Zentralkommission, in welche die Firmen ad hoc und je nach Problemstel-

lung Delegierte entsandten, gruppierten sich Subkommissionen für die Bereiche Bilanz, Patentwesen, Fabrikation, Verkauf und Einkauf; die Kommissionspräsidien mit einhergehenden Sekretariatsaufgaben wechselten im jährlichen Turnus. Bereits in den ersten Sitzungen wurde das Prozedere für den Austausch von Fabrikationsverfahren und wissenschaftlichen Forschungsprojekten an die Hand genommen.¹⁶ Da eine Kapitalverflechtung ausgeschlossen wurde, band ein gemeinsamer Gewinnpool die Basler IG wie ihr deutsches Pendant zusammen. Nach einer zweijährigen Übergangsperiode sollte Ciba 52 %, Sandoz und Geigy jeweils 24 % der zusammengelegten Überschüsse erhalten. Dieser Verteilungsschlüssel basierte massgeblich auf den im Krieg veränderten Grössenverhältnissen. Zwischen 1908 und 1913 hatten die drei Kollegialformen durchschnittlich die folgenden Umsätze und Anteile erwirtschaftet: Ciba 10,75 Millionen Franken (49,9 %), Sandoz 3,1 Millionen Franken (14,4 %) und Geigy 7,67 Millionen Franken (35,6 %). Wenn nun Ciba in den Jahren 1914 bis 1917 ihren Absatz beinahe um das Siebenfache auf durchschnittlich 69,1 Millionen Franken steigerte und Sandoz gar um das Fünfzehnfache auf 45,7 Millionen, dann konnte Geigy mit rund 17 Millionen Franken ihren Umsatz etwas mehr als verdoppeln. Damit verteidigte und baute Ciba ihre Stellung als unangefochten grösstes Unternehmen aus (52,4 %), während Sandoz (34,7 %) in diesem relativen Vergleich Geigy (12,9 %) überflügelte.¹⁷

Das Gemeinschaftswerk in Cincinnati

Zu diesem Zeitpunkt wiesen bereits alle Kollegialfirmen eine multinationale Struktur auf. Ciba produzierte Farbstoffe in der Nähe von Lyon (Saint-Fons), Lodz (Pabianice) und Manchester (Clayton); Geigy war nahe Rouen (Maromme), im russländischen Libau, in New York City (Verkaufsfiliale mit Mischerei) und Jersey City (Fabrik) sowie, nur wenige Kilometer von Basel entfernt, im badischen Grenzach präsent; Sandoz verfügte seinerseits über eine Filiale im britischen Bradford, wo die weltweit führende Wollindustrie beheimatet war. Ausschlaggebend für die Standortwahl dieser ausländischen Direktinvestitionen waren die Nähe zu den Zentren der Textilindustrie, die Umgehung bestehender Zollbarrieren und Patentgesetze mit Ausfühungsklauseln.¹⁸ Nach dem Ersten Weltkrieg sollten insbesondere die USA in den Vordergrund rücken. Denn der US-amerikanische Marktanteil an den gesamten Exportwerten war kriegsbedingt von ehemals 15,7 % auf 11,7 % gesunken und deutlich hinter Grossbritannien (37,6 %) und Frankreich (30 %) zurückgefallen.¹⁹

Allen voran Geigy drängte in einem Rundschreiben zur Sicherung der eigenen Verkaufsfiliale in New York City auf rasches Handeln.²⁰ Erste Diskussionen in

der IG-Zentralkommission über das weitere Vorgehen blieben aber ohne Ergebnis. Von einer offiziellen Delegation sah man noch ab: Zu unsicher erschien die von den schwierigen Friedensverhandlungen geprägte weltpolitische Lage, zu gefährlich die um sich greifende Epidemie der Spanischen Grippe.²¹ Erst nachdem die Grundsatzentscheidung gefallen war, die Ciba-Fabrik in Clayton in ein IG-Gemeinschaftswerk umzuwandeln, an dem sich Geigy und Sandoz gemäss der IG-Quote beteiligten,²² kam die Amerikafrage wieder auf die Traktandenliste. Mittlerweile hatten sowohl Sandoz als auch Ciba, die beide bislang ihre Farbstoffe über US-amerikanische Agenten vertrieben hatten, Direktoren entsandt, um die Lage vor Ort in Augenschein zu nehmen und eine Anpassung der Absatzkanäle abzuklären.²³ Nach der Rückkehr der ersten Delegation schickte die IG schliesslich im November eine zweite, sechsköpfige Delegation für eine mehrmonatige Reise in die USA, wo sie neben verschiedenen industriellen Anlagen wie den Ford Automobilwerken oder den maschinellen Schlachthäusern von Armour in Chicago eine Vielzahl kleinerer und grösserer Chemiefabriken besichtigten.²⁴

Die Delegation legte im Frühling 1920 ihre Standort- und Marktanalyse inklusive Investitionsmöglichkeiten mit Renditeberechnungen den Verwaltungsräten vor. Die darauf basierenden Entscheidungsprozesse kreisten im Wesentlichen um drei Fragen:²⁵

1. *Ownership-specific advantages*: Die Basler IG betrachtete sich bezüglich wissenschaftlicher Innovationsleistung, Herstellungsqualität und -effizienz neben den deutschen Chemiefirmen als weltweit führend.²⁶ Insbesondere der Ausfall der deutschen Konkurrenz auf dem US-amerikanischen Markt würde ein einmaliges Zeitfenster eröffnen, wie der Verkaufsdirektor von Sandoz, Georg Wagner, in seinem Bericht ausführte: «Die Basler Chemische Industrie ist die einzige ausserhalb der deutschen, welche Amerika technisch und wissenschaftlich das bringen könnte, was dort noch fehlt. Deshalb richten sich aller Augen auf uns.»²⁷

2. *Location-specific advantages*: Die USA zählten vor dem Ersten Weltkrieg neben Grossbritannien und Deutschland zu den wichtigsten Märkten der Kollegialfirmen. Insbesondere eine schier grenzenlos scheinende Wachstumsdynamik prägte die allgemeine Wahrnehmung der Delegation. Diese Aussicht liess im Zusammenspiel mit massiv steigenden Transaktionskosten infolge bereits eingeführter oder geplanter Schutzzölle auf Farbstoffe und Zwischenprodukte eine baldige Produktion vor Ort nötig erscheinen.²⁸ Denn trotz des «allgemeine[n] Farbstoffmangels» würden die Regierung und ihre Behörden danach streben, «der amerikanischen Farbstoffindustrie von Staates wegen eine Monopolstellung par excellence [zu] schaffen».²⁹

3. *Internalization-specific advantages*: Entweder wegen der schlechten Qualität der besichtigten Anlagen oder der grossen finanziellen Disparität zwischen der Basler IG und einem amerikanischen Grosskonzern wie Nacco und DuPont,

deren Aktienkapital ein Mehrfaches der Schweizer Unternehmen ausmachte, kam ein Joint Venture respektive ein umfassendes Lizenzabkommen nicht infrage. Die Delegierten hielten es für eine «Art von Selbstmord»,³⁰ für kurzfristige Gewinne der Konkurrenz das entscheidende Alleinstellungsmerkmal – die überlegenen Herstellungsverfahren – aufzugeben. Die Basler IG wollte letztlich die Kontrolle über das Management und die Produktionsqualität behalten und so auch die geistigen Eigentumsrechte (Patente, Warenzeichen) schützen. Nicht zuletzt die rigorose Enteignung der deutschen Farbstoffpatente nach Kriegsende, auf die gemäss Wagner vor allem DuPont und Nacco durch gezieltes Lobbying gedrängt hätten, unterminierte das Vertrauen in deren Geschäftspraktiken.³¹ So betrachteten verschiedene Verwaltungsräte von Ciba die amerikanische Konkurrenz schlicht als «skrupellos» respektive «smart».³²

Es war diese Gemengelage aus Push- und Pull-Faktoren, welche die Handlungsspielräume der Direktionen und Verwaltungsräte von Ciba, Geigy und Sandoz im März 1920 bestimmten. Denn der Druck zu handeln, wurde laufend grösser, wie der sinkende Anteil der USA an den Exporten aus Basel unterstrich. So hatte sich der wertmässige Anteil der US-amerikanischen Exporte auf noch knapp 8,8% reduziert, wobei die Spannbreite zwischen den einzelnen IG-Unternehmen beachtlich war. Rangierten die USA (16,2%) bei Sandoz noch an zweiter Stelle hinter Grossbritannien, so waren sie bei Geigy mit 5% hinter Grossbritannien (34%), Frankreich (17%) und die Schweiz (12%) zurückgefallen. Für Ciba sah die Situation ähnlich aus: Der Umsatz in Frankreich machte über 20% aus, darauf folgten Grossbritannien (15%), China (13%), die Schweiz (7%) und die USA (6,8%).³³ Die Investitionssumme für das von der IG-Delegation favorisierte Werk, die Ault & Wiborg in Cincinnati, Ohio, sollte denn auch alles Bisherige in den Schatten stellen: Insgesamt rechneten die Direktoren inklusive der nötigen Anpassungen mit fast 4 Millionen US-Dollar Investitionskosten, welche die Kollegialfirmen gemäss ihrer IG-Beteiligungsquote – also Ciba 52%, Geigy und Sandoz jeweils 24% – aufzubringen hatten. Zum Vergleich: Dieser Betrag entsprach umgerechnet in Schweizer Franken dem gesamten Aktienkapital Cibas. Gleichwohl gaben die technischen Details der Direktinvestitionen und die peniblen Renditeberechnungen, welche nach eigenen Aussagen «auf vorsichtigen Angaben» beruhten und einen jährlichen Reingewinn von fast 550 000 US-Dollar erwarten liessen,³⁴ in den Verwaltungsräten von Ciba und Geigy erstaunlich wenig zu reden.³⁵ Zwar befürchtete eine wortstarke Minderheit, dass die eigenen Direktoren ihre Organisations- und Planungsfähigkeiten überschätzten beziehungsweise die Komplexität des Unterfangens unterschätzten. Doch letztlich ging ihr Versuch, den Investitionsentscheid zur grundsätzlichen Vertrauensfrage zu machen, nicht auf, und eine deutliche Mehrheit der Verwaltungsräte gab schliesslich grünes Licht.³⁶

So reiste eine zweite IG-Delegation im Sommer 1920 nochmals in die USA, um die Gründung der neu Cincinnati Chemical Works (CCW) benannten Fabrik vor Ort abzuwickeln. Dabei nahm sie die in den Verwaltungsräten geäußerten Vorbehalte durchaus ernst und entwarf mit dem *Gemeinschaftswerk* eine Organisation, die den spezifischen institutionellen Rahmenbedingungen Rechnung trug. Der rechtliche Sitz der CCW lag deshalb nicht in Ohio, sondern in Dover, Delaware. Neben steuerrechtlichen Gründen machte die Delegation für diesen Schritt die in Ohio bestehende Vorschrift geltend, dass die eingetragenen *directors* – die Verwaltungsräte – ebenfalls mit ihrem Wohnsitz in Ohio gemeldet sein mussten. Dies hätte eine operative Kontrolle von Basel aus infrage gestellt, weshalb die Einrichtung als explizite Briefkastenfirma, wo jährlich pro forma eine Generalversammlung durch Stellvertreter abgehalten wurde, vorgezogen wurde.³⁷ Einzig das Präsidium wurde in amerikanische Hände gelegt: Als Vertrauensperson fungierte der Anwalt George F. Haendel, dessen Kanzlei die Gründung rechtlich begleitete.³⁸ Diese spezifische Holdingstruktur des Gemeinschaftswerks zielte darauf ab, «dass die Geschäftsleitung unbedingt von Basel aus entscheidend beeinflusst werden müsse und dass in Cincinnati nur die ausführende Stelle sein dürfe».³⁹ Da dem von Basel dominierten *board of directors* keine direkt in das operative Geschäft in Cincinnati involvierte Person angehörte, wurde eine Subkommission, das *Advisory Committee*, gebildet. Diesem gehörten als Präsident wiederum Haendel, der General Manager der CCW, Dr. Eduard Misslin, und sein Finanzchef, Hans E. Gysin, sowie die Leiter der Verkaufsfilialen in New York City an.⁴⁰ Die Produktionsplanung wurde im Technical Committee vorgeplant, in dem die technischen Direktoren aus Basel die wesentlichen Eckpunkte bestimmten.

Das Gemeinschaftswerk war damit in ein enges Korsett eingeschnürt, dessen Formung und Zuschnitt den verschiedenen Interessenlagen folgten. Die Basler Stammhäuser hatten vorwiegend die Exportsituation im Blick, was bedeutete, eine Balance zwischen der eigenen Auslastung und den Profitmöglichkeiten des Gemeinschaftswerks in Cincinnati zu finden. Die New Yorker Verkaufsgesellschaften wiederum waren im Kontakt mit den Kunden und mussten mit den Einstandspreisen, die von den CCW vorgegeben wurden, arbeiten. Provisionen, festgelegte Margen und exklusive Verkaufsrechte auf die jeweiligen Farbmuster sollten Anreize für deren Vermarktung schaffen. Zugleich bestanden aber Informationsasymmetrien, die verhindern würden, dass die Verkaufsgesellschaften Einblick in die betriebliche Preisgestaltung der CCW erhielten und dadurch versuchen könnten, die fakturierten Preise zum eigenen Vorteil zu drücken.⁴¹ Auch auf Betriebsebene wertete man die Bedenken der Basler IG in Bezug auf das Risiko, geistige Eigentumsrechte zu verlieren, höher als einen möglichst konfliktlosen Übergang. So hielten die Delegation und Misslin von den ehemals über

40 Chemikern bei Ault & Wiborg schliesslich noch an deren 24 fest. Die verbliebenen Chemiker mussten jedoch – teilweise unter heftigem Protest – einen neuen Anstellungsvertrag unterzeichnen, in dem eine einjährige Probezeit sowie eine Karenzklausel festgelegt war. Diese bestimmte, wie lange sie nach einer allfälligen Entlassung nicht bei einem direkten Konkurrenten der Basler Farbproduzenten anheuern durften. Zumindest auf dem Papier wollte man sich so gegen die in Basel viel gefürchteten Abwerbungsversuchen wappnen.⁴²

Wie die Delegation selbst konzedierte, war das ganze Konstrukt ein Versuchsgelände, das seinen ersten Belastungstest noch zu bestehen hatte. Es war denn auch eine vielschichtige Krise, in welche die CCW bereits kurz nach ihrer Gründung schlitterten. Erstens stellte sich heraus, dass die Produktionsanlagen nicht betriebsbereit waren und auch die Kompetenz des angestellten Personals war von der IG-Delegation überschätzt worden, wie der General Manager Misslin nach Basel meldete.⁴³ Zweitens häuften sich die Absatz- und Finanzierungsprobleme. Aufgrund der weltweiten Rezession im Sommer 1920 war die Nachfrage aus der Textilindustrie stark zurückgegangen, sodass Misslin bis Ende des Jahres knapp die Hälfte der 500 Mitarbeitenden entliess.⁴⁴ Drittens machten die CCW nicht alleine die Konjunktur, sondern auch die Verkaufsgesellschaften für die stockenden Absätze verantwortlich; umgekehrt stellte allen voran Walter Sängler, der Geigys Niederlassung in New York leitete, den in Cincinnati fabrizierten Farbstoffen ein schlechtes Zeugnis aus.⁴⁵ Viertens hatte die kriegsbedingte Teuerung ihren Höhepunkt überschritten, und sinkende Preise in den USA, aber auch in Basel, machten markante Berichtigungen auf die Lagerbestände notwendig.⁴⁶

Dieser exogene Schock strapazierte die von Anfang an knapp gehaltene Liquidität der CCW, sodass Basel trotz bestehender Währungsrisiken einen verzinsten Vorschuss von 12 Millionen CHF für die Ablösung der amerikanischen Kredite und als weiteres Betriebskapital überwies.⁴⁷ Doch das gegenseitige Vertrauen zwischen den CCW und den New Yorker Filialen hatte unterdessen einen neuen Tiefpunkt erreicht, und Haendel konstatierte einen «complete lack of unity and cooperation».⁴⁸ Erst als sich die konjunkturellen Aussichten im Sommer 1921 wieder aufhellten, begann sich die Situation zu entschärfen.⁴⁹ Die Verluste der CCW akkumulierten sich gleichwohl bis zum nächsten Jahr auf über 1,2 Millionen US-Dollar, die nicht zuletzt aus den hohen Abschreibungsquoten resultierten. Um die Fabrikationsstätte nachhaltig zu entschulden, sah sich die Basler IG deshalb gezwungen, fast zwei Drittel des Aktienkapitals von 2,5 Millionen US-Dollar abzuschreiben.⁵⁰ Nachdem 1922 der *Fordney-McCumber Tariff* die seit einem Jahr geltende Emergency Bill abgelöst hatte, reagierte Basel zudem auf das prohibitiv wirkende Zollniveau (60 % Wertzoll, 7 cts/lb. Gewichtszoll) mit einem ersten grösseren Ausbauprogramm im Umfang von 210000 Dollar.⁵¹

In der Folge fand das CCW schnell Tritt, wies 1923 erstmals einen Gewinn aus und schrieb nach dem konjunkturellen Einbruch von 1924 bis zum Ausbruch des Zweiten Weltkriegs keine weiteren Verluste.⁵²

Die Basler IG in Zeiten des Protektionismus

Angesichts der hohen Erwartungen an die CCW wirkten deren Schwierigkeiten und Geschäftsergebnisse ernüchternd auf die Geschäftsleitungen in Basel. Infolgedessen nahm die Basler IG einzig in Seriate bei Bergamo 1925 ein weiteres, aber deutlich kleiner dimensioniertes Gemeinschaftswerk in Betrieb. Dafür trieben die Kollegialfirmen auf eigene Faust die vertikale Integration ihrer Agentensysteme in Europa, Nord- und Südamerika bis zum Ausbruch des Zweiten Weltkriegs voran.⁵³ Dabei half, dass die Basler IG seit Mitte der 1920er-Jahre mit den französischen CMC und der mittlerweile fusionierten IG Farben AG eine Reihe von Absprachen zu wichtigen Farbstoffreihen abschloss. Daraus ging 1929 schliesslich ein formelles «Dreierkartell» hervor, dem drei Jahre später die britische Imperial Chemical Industry beitrug. Insgesamt entfielen nun 70 % der weltweit produzierten und 90 % der exportierten Farbstoffe auf das internationale Farbenkartell, sodass zerstörerischen Preiskämpfen von vornherein ein Riegel geschoben wurde.⁵⁴ Diese oligopolistische Struktur mit ihren Konventionen erhöhte in erster Linie die Planungssicherheit und half den kapitalmässig relativ kleinen, aber enorm exportabhängigen Basler Chemiefirmen, die weitere geografische und technische Diversifikation aktiv zu gestalten.⁵⁵ Bereits 1930 lobte Ciba die Kartellabsprachen als «Massnahme einer weisen Politik der Zukunft».⁵⁶

In den USA, die von den Kartellbestimmungen ausgenommen waren, blieb der Konkurrenzdruck jedoch unvermindert hoch – nicht zuletzt aufgrund der forcierten Expansion der IG Farben AG, die seit 1928 mit einem eigenständigen Werk, den General Aniline Works, Farbstoffe in den USA produzierten.⁵⁷ Zusammen mit der aufgehobenen Goldkonvertibilität des Dollars, in deren Folge der Schweizer Franken schlagartig um rund 40 % aufwertete, machte die verschärfte Wettbewerbssituation nach 1934 grössere Auslagerungen nötig.⁵⁸ Diese Exporteinschränkungen schlugen sich immer deutlicher in den Umsatzzahlen des Gemeinschaftswerks nieder, sodass etwa die Exporte von Ciba 1937 nur noch rund ein Viertel ihres Gesamtumsatzes in den USA ausmachten. Die CCW in Cincinnati, aber auch die Fabrikationsstätte in Clayton, trugen infolgedessen wesentlich dazu bei, dass Grossbritannien und die USA bis Ende der 1930er-Jahre mit jeweils rund 18 % die wichtigsten Einzelmärkte der Basler IG blieben.⁵⁹

Die Basler Chemieunternehmen partizipierten damit an der allgemeinen Expansion der schweizerischen Exportindustrie in den Westen.⁶⁰ Die «Expatriierung

von Fabrikationen in die Auslandswerke»⁶¹ stiess zwar in den 1930er-Jahren nicht mehr auf grundsätzlichen Widerstand – zu offensichtlich war die materielle Abhängigkeit von den diversifizierten Produktions- und Vertriebskanälen in Zeiten der umfassenden Devisenbewirtschaftung und protektionistischer Handelsbarrieren. Dennoch war die eigene Wahrnehmung dieser Verlagerungsstrategie weiterhin davon geprägt, dass die Expatriierung einem von aussen auferlegten Zwang, schlichtweg einer existenzsichernden Notwendigkeit gleichkam. Der davon ausgehende und forcierte Strukturwandel wurde in den Basler Stammhäusern, die sich immer mehr auf die hochwertigsten Produktsortimente konzentrieren mussten, somit akzeptiert, aber nicht aus eigener Kraft zusätzlich befördert.

Fazit

Kartelle bestehen bekanntlich aus Unternehmen, sind selbst aber keine. Sie verfügen zwar über eine klar bestimmbare, juristische Form, doch bleiben sie von aussen betrachtet häufig konturlose, teils unsichtbare Gestalten.⁶² Auch die Basler IG besass keine eigenen Warenzeichen, sondern diente den Kollegialfirmen als Gefäss, das die Positionierung der eigenen Produkte auf den Exportmärkten verbessern helfen sollte. Ähnlich wie die deutschen Farbproduzenten, die ihre Interessengemeinschaft als Plattform verstanden, um die ehemals dominierende Stellung auf den Weltmärkten zurückzugewinnen, schlossen sich auch die Basler Chemiefirmen zusammen, um den politisch forcierten Konzentrations- und Abschottungstendenzen in den wichtigsten Zielmärkten zu begegnen. Mit der organisatorischen, aber deswegen nicht konfliktlosen Verdichtung im Kartell versuchte die Basler IG letztlich die rasch steigenden Transaktionskosten zu verringern, um den überlebensnotwendigen Zugang zu bestimmten Territorien zu erhalten. Obwohl die Kooperations*möglichkeiten* im Kartell die dafür notwendigen Aktionsradien und unternehmerischen Handlungsspielräume, wie im Fall der USA, erst eröffneten, begrenzten sie diese zugleich, indem die konsensuellen Entscheidungsbefugnisse organisatorische Kompromisse beförderten. So führte die defensiv ausgerichtete Strategie der Gemeinschaftswerke zu strukturellen Ungleichgewichten und Effizienzverlusten, weil mitunter die Kooperations*bereitschaft* im Sinne einer Gesamtunternehmung fehlte.

Letztlich blieben die Basler IG im Allgemeinen und das Gemeinschaftswerk in Cincinnati im Besonderen Kompromisse, die 1918 aus einem Verlust an Regelvertrauen entstanden waren.⁶³ Sie halfen zwar massgeblich mit, die schwer prognostizierbaren Preisbewegungen und Währungsrisiken in den 1920er- und 1930er-Jahren zu meistern. Als sich die weltwirtschaftliche Situation nach dem Zweiten Weltkrieg deutlich entschärft und sich die Pharmazeutika als neuer

Wachstumsmotor etabliert hatten, hatten sie deshalb ihren Zweck aber erfüllt. Einzig Geigy, die am längsten auf die Farbstoffe setzte und am stärksten von Ausgleichszahlungen innerhalb der Basler IG profitiert hatte, wollte noch länger an diesem Notbehelf festhalten. Schliesslich löste ein Schiedsgericht die Interessengemeinschaft 1950 auf und die Produktionsanlagen der CCW wurden schrittweise nach Toms River (New Jersey) verlagert, wo Ciba 1953 ein komplett neues, hochmodernes Betriebsareal für die Farbstoffproduktion erschloss.⁶⁴

Anmerkungen

- 1 Basler Handelskammer, Jahresbericht 1918, 4. Dazu allgemein Tobias Straumann, Roman Rossfeld, *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich 2008; Robert Fitzgerald, *The Rise of the Global Company. Multinationals and the Making of the Modern World* (New Approaches to Economic and Social History), Cambridge 2015, 156–257; Andrew Smith, Simon Mollan, Kevin D. Tennent (Hg.), *The Impact of the First World War on International Business*, New York 2016.
- 2 Die drei Unternehmen hatten unterschiedliche Anfänge genommen. Geigy entstand 1758 als inhabergeführte Handelsfirma, die 1858 in die Produktion von extrahierten Farbstoffen einstieg. Ciba und Sandoz nahmen 1884 respektive 1886 im Zuge des europaweiten Aufschwungs der chemischen Industrie ihren Betrieb auf. Vgl. dazu Mario König, *Chemie und Pharma in Basel. Besichtigung einer Weltindustrie – 1859–2016*, Basel 2016, 24–28, 39–41, 105.
- 3 Tobias Straumann, «Farbstoffe gegen Rohstoffe. Die Ciba und der Erste Weltkrieg», in Straumann, Rossfeld (wie Anm. 1), 289–313; König (wie Anm. 2), 89–99.
- 4 Vgl. für eine transaktionsökonomische Bewertung des deutschen Stahl- und Kohlekartells zwischen 1880 und 1945 Ulrich Nocken, «German cartels through the lens of transaction cost theory», in Wilfried Feldenkirchen, Susanne Hilger, Kornelia Rennert (Hg.), *Geschichte – Unternehmen – Archive*, Essen 2008, 273–292.
- 5 Franco Amatori, Andrea Colli, *Business History. Complexities and Comparisons*, London 2011, 116 f. Die chronologische Entwicklung von Kartellen in der Schweizer Industrie ist immer noch schwierig zu quantifizieren, vgl. dazu Alain Cortat: «Contribution à une histoire des cartels en Suisse», ders. (Hg.), *Contribution à une histoire des cartels en Suisse*, Neuchâtel 2010, 12–21.
- 6 John H. Dunning, «The Eclectic Paradigm of International Production: A Restatement and Some Possible Extensions», *Journal of International Business Studies* 19 (1988), 1–31; John H. Dunning, «The eclectic paradigm as an envelope for economic and business theories of MNE activity», *International Business Review* 9 (2000), 163–190.
- 7 Zur Auslandsproduktion der Basler Chemieunternehmen vor 1914 vgl. Harm G. Schröter, «Unternehmensleitung und Auslandsproduktion: Entscheidungsprozesse, Probleme und Konsequenzen in der schweizerischen Chemieindustrie vor 1914», *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 44 (1994), 14–53. Zur weiteren Einbettung dieser Fallstudie siehe König (wie Anm. 2), 100–109.
- 8 Vgl. Marten Boon, «Business Enterprise and Globalization: Towards a Transnational Business History», *Business History Review* 91 (2017), 511–535; Harm G. Schröter, «Quo vadis Kartelldiskurs?», *Zeitschrift für Unternehmensgeschichte* 62 (2017), 302–309.
- 9 Vgl. Gottfried Plumpe, *Die IG-Farbenindustrie-AG. Wirtschaft, Technik und Politik 1904–1945*, Berlin 1990, 106–112; Geoffrey Jones, «Multinational Cross-Investment between Switzerland and Britain, 1914–1945», in Sébastien Guex (Hg.), *La Suisse et les grandes puissances, 1914–1945. Relations économiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genf 1999, 426–430.

- 10 Vgl. Kathryn Steen, «Confiscated commerce: American importers of German synthetic organic chemicals, 1914–1929», *History and Technology* 12 (1995), 261–283; Firmenarchiv Novartis (kurz: FAN), Geigy, KAU 26, Bericht über revidierte Longworth Bill, 1920.
- 11 Vgl. Plumpe (wie Anm. 9), 101–106; Alfred D. Chandler, *Shaping the Industrial Century. The Remarkable Story of the Modern Chemical and Pharmaceutical Industries*, Cambridge, MA, 2005, 41–82. Nacco fusionierte schliesslich 1920 mit vier weiteren Firmen zur Allied Chemical & Dye (ACD), dem damals grössten Chemieunternehmen weltweit.
- 12 Vgl. Werner Plumpe, *Carl Duisberg, 1861–1935. Anatomie eines Industriellen*, München 2016, 679.
- 13 Siehe Plumpe (wie Anm. 9), 96–99. Eine komplette Fusion zur IG Farben AG erfolgte schliesslich 1925.
- 14 Firmenarchiv Novartis (künftig: FAN), Sandoz, C 101.001, Bericht über die Frage der Interessengemeinschaft, 20. 10. 1917, 1.
- 15 FAN, Geigy, GB 1a, interner Geschäftsbericht 1918, 1.
- 16 FAN, Ciba, IG 1.01, Protokoll der Zentralkommission, 26. 9. 1918.
- 17 FAN, Geigy, VR 1, Protokoll Verwaltungsrat, 24. 7. 1918; FAN, Sandoz, C 101.001, interner Geschäftsbericht 1919, 2.
- 18 So galt der Patentschutz in Frankreich nur für inländisch produzierte Farbstoffe und in Grossbritannien konnten für importierte Farbstoffe, die bislang im Inland nicht hergestellt werden, Zwangslizenzen verlangt werden. Vgl. Plumpe (wie Anm. 9), 57–62; Walter Dettwiler, *Von Basel in die Welt. Die Entwicklung von Geigy, Ciba und Sandoz zu Novartis*, Zürich 2013, 36–39.
- 19 Traugott Geering, *Handel und Industrie der Schweiz unter dem Einfluss des Weltkrieges*, Basel 1928, 672.
- 20 FAN, Geigy, KAU 26, Rundschreiben von Geigy an IG Firmen, 28. 10. 1918.
- 21 FAN, Ciba, IG 1.01, Protokolle Zentralkommission, 30. 10. 1918, 6. 11. 1918.
- 22 FAN, Ciba, IG 1.01, Protokolle Zentralkommission, 30. 4. 1919, 21. 10. 1919.
- 23 FAN, Geigy, KAU 26, Bericht von Geo. H. Wagner (Sandoz) über Amerikareise, 6. 9. 1919; FAN, Ciba, Vg 3.03, Reisebericht von Dr. J. Brodbeck, 14. 10. 1919.
- 24 FAN, Ciba, KG 6.012.00/01, Zwischenbericht über die Reise der IG von K. Jedlička, 21. 1. 1920; FAN, Geigy, KAU 41, Brief von C. Koechlin an Geigy, 17. 1. 1920.
- 25 Siehe für diese Kategorisierung Dunning (wie Anm. 6).
- 26 Diese Eigenwahrnehmung bestätigte nicht zuletzt Leonard A. Yerkes, Leiter der Entwicklungsabteilung von DuPont, bei einem Besuch in Basel: FAN, Geigy, KAU 26, Bericht über den Besuch von Henry Blum und Leonard A. Yerkes bei Ciba, 25. 3. 1919.
- 27 Bericht Wagner (wie Anm. 23).
- 28 Die 1919 verabschiedete Longworth Bill setzte einen Wertzoll von 45 % und einen Gewichtszoll von 7 cts/lb fest. Darüber hinaus erschwerten ein Lizenzkomitee und Standardisierungsvorschriften den Import von Farbstoffen. Vgl. Bericht Wagner (wie Anm. 23); Plumpe (wie Anm. 9), 113.
- 29 FAN, Geigy, KAU 27, Bericht der Delegation der I. G. Firmen über die Reise nach den Vereinigten Staaten von Nord-Amerika, November 1919 – Februar 1920, 1 und 12.
- 30 Bericht der Delegation der I. G. Firmen (wie Anm. 29), 20.
- 31 Der Alien Property Custodian konfiszierte kurz nach Kriegsende sämtliche Patente der deutschen Farbstoffproduzenten. Diese wurden anschliessend zu einem symbolischen Preis an eine private Aktiengesellschaft, die Chemical Foundation, verkauft und 1920 grösstenteils an DuPont und die Allied Chemical & Dye veräussert. Siehe Kathryn Steen, «German chemicals and American politics, 1919–1922», in John E. Lesch (Hg.), *The German Chemical Industry in the Twentieth Century*, Dordrecht 2000, 323–346; Plumpe (wie Anm. 9), 108–110.
- 32 FAN, Ciba, VR 1, Protokoll Verwaltungsrat, 29. 9. 1919.
- 33 FAN, Geigy, GB 1a, interner Geschäftsbericht 1920.
- 34 Bericht der Delegation der I. G. Firmen (wie Anm. 29), 40.

- 35 Bei Sandoz fiel der Entscheid für den Kauf mit demonstrativer Einstimmigkeit: FAN, Sandoz, C 102.001, Protokoll Verwaltungsrat, 5. 3. 1920.
- 36 FAN, Ciba, VR 3.01, Protokoll Verwaltungsratsausschuss, 11. 3. 1920; FAN, Ciba, VR 1, Protokoll Verwaltungsrat, 13. 3. 1920; FAN, Geigy, VR 1, Protokolle Verwaltungsrat, 9. 3. 1920, 15. 3. 1920.
- 37 FAN, Ciba, KGK US 28, Cincinnati Chemical Works, Inc.: Minutes of First Meeting of Incorporators, 4. 7. 1920.
- 38 FAN, Geigy, KAU 41, IG Delegationsbericht über Konstituierung der CCW, August 1920, 2.
- 39 FAN, Ciba, KGK 2 US 28, Besprechung betr. Amerika, 14. 5. 1920.
- 40 Sandoz gründete seine Verkaufsgesellschaft, die Sandoz Chemical Works, noch im Juli 1919, während Ciba von ihrem Agenten die pharmazeutische Abteilung im Februar 1920 übernahm und ein Jahr später für ihr Farbensgeschäft von Alfred F. Lichtenstein die Aniline Dyes and Chemicals Inc. übernahm. Diese führte sie in der Ciba Company, Inc. zusammen, die im gleichen Gebäude wie die Geigy Co. an der Barclay Street 89 in Manhattan domiziliert war. Sandoz Chemical Works / Ciba Co.: FAN, Ciba, KG 6.012.00/012.01, Sandoz Chemical Works, Inc.: Certificate of Incorporation, 9. 7. 1919; FAN, Ciba, KG 6.011.01/012.01, Vertrag zwischen Aniline Dyes and Chemicals Inc. und Ciba Company Inc., 19. 2. 1921.
- 41 IG Delegationsbericht (wie Anm. 38), 5 f., 22 f.
- 42 Ebd., 17–19. Brodbeck stufte die Schutzfunktion dieser Paragrafen denn auch eher als hypothetisch ein: FAN, Ciba, KG 6.011.01/012.01, Bericht von J. Brodbeck über Konstituierung der CCW, 21. 8. 1920, 14 f.
- 43 FAN Geigy, KAU 41, 3. Bericht von Misslin, 11. 10. 1920, 6.
- 44 FAN, Geigy, KAU 41, Bericht von Hans J. Gass, 14. 12. 1920, 19.
- 45 FAN, Ciba, KGK 2 US 33, Protokoll Advisory Committee, 5. 2. 1921; FAN, Geigy, KAU 41, Brief von Sängler an Geigy, 11. 1. 1921.
- 46 Insgesamt mussten die IG-Firmen bis 1921 Buchverluste von 34,5 Millionen Franken verkraften. FAN, Ciba, IG 1.06, Zahlenmaterial Lyner, Warenbestände.
- 47 FAN, Ciba, KGK 2 US 28, Protokoll CCW-Board, 22. 7. 1921.
- 48 FAN, Ciba, KGK US 28, Protokoll CCW-Board, 5. 8. 1921, 1.
- 49 FAN, Ciba, KGK US 33, Bericht von Engi an CCW Board, 16. 12. 1921.
- 50 FAN, KGK 2 US 28, Protokoll CCW-Board, 24. 8. 1922.
- 51 FAN, Ciba, KGK 2 US 33, Protokoll Technical Committee, 3. 7. 1922; FAN, Ciba, IG 1.01, Protokoll IG-Zentralkommission, 4. 7. 1922; FAN, Ciba, KGK 2 US 28, Protokoll CCW-Board, 24. 8. 1922.
- 52 Die ausgewiesenen Gewinne akkumulierten sich bis 1940 auf mehr als 8,4 Millionen US-Dollar, die nach 1931 fast gänzlich in Dividendenausschüttungen nach Basel flossen. FAN, Ciba, IG 1.06, Zahlenmaterial Lyner, CCW.
- 53 Vgl. FAN, Ciba, IG 1.06, Zahlenmaterial Lyner, Filialen.
- 54 Vgl. Harm G. Schröter, «Kartelle als Form industrieller Konzentration: Das Beispiel des internationalen Farbstoffkartells von 1927 bis 1939», *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte* 74 (1987), 479–513; König (wie Anm. 2), 110–119.
- 55 Die Basler IG, die 95 % ihres Umsatzes im Ausland erwirtschaftete, war von den vier beteiligten Syndikaten am stärksten auf den Export angewiesen. So machten die Binnenmärkte (inklusive der Kolonien) bei ICI und CMC 87 % respektive 70 % aus. Einzig die IG Farben AG war mit 77 % ähnlich stark vom Export abhängig wie die Schweizer Gruppe, vgl. dazu FAN Ciba, Vg 1.02.1, interner Geschäftsbericht I. Semester 1932; Schröter (wie Anm. 54), 511.
- 56 FAN, Ciba, Vg 1.02.1, interner Geschäftsbericht 1930, 4.
- 57 FAN, Ciba, Protokoll CCW-Board, 18. 1. 1937; FAN, Ciba, Vg 1.02.1, interner Geschäftsbericht 1936, 93; Plumpe (wie Anm. 9), 126–129.
- 58 Bis 1938 wurden insbesondere die CCW mit Investitionen im Wert von 1,8 Millionen US-Dollar aufgerüstet. FAN, Ciba, KGK 2 US 29, Protokolle CCW-Board, 20. 4. 1934, 18. 1. 1937.
- 59 FAN, Ciba, Vg 1.02.1, interner Geschäftsbericht 1937, 26, 33. Die Marktanteile wurden be-

- rechnet anhand von FAN, Geigy, GB 1–5, interne Geschäftsberichte; FAN, Ciba, IG 1.06, Zahlenmaterial Lyner; FAN, Ciba, KGK 2 US 39–40, Jahresbilanzen CCW, 1921–1939.
- 60 Vgl. Margrit Müller, «Internationale Verflechtung», in dies., Béatrice Veyrassat, *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 374–384.
- 61 FAN, Ciba, Vg 1.02.1, interner Geschäftsbericht 1935, 71.
- 62 Vgl. Schröter (wie Anm. 8), 305–307; Alain Cortat, *Un cartel parfait. Réseaux, R&D et profits dans l'industrie suisse des câbles*, Neuchâtel 2009, 30 f.
- 63 Zum Begriff des Regelvertrauens Hansjörg Siegenthaler, *Regelvertrauen, Prosperität und Krisen. Die Ungleichmässigkeit wirtschaftlicher und sozialer Entwicklung als Ergebnis individuellen Handelns und sozialen Lernens*, Tübingen 1993.
- 64 Siehe König (wie Anm. 2), 203.

Résumé

«S'expatrier» ensemble. À propos de la politique d'investissements de la Chimie bâloise après la Première Guerre mondiale

La Première Guerre mondiale représente une profonde césure pour de nombreuses multinationales en Europe de l'Ouest et aux États-Unis. Cela est également vrai pour les trois firmes bâloises productrices de colorants, qui durent s'adapter aux conditions spéciales créées par la guerre sur les marchés mondiaux. En 1917, les trois firmes fondent la Basler Interessengemeinschaft (IG Basel) pour lutter ensemble contre la concurrence étrangère et affronter les mesures protectionnistes. En plus de discussions sur la fixation des prix, de la production ou dans le domaine de la recherche, cette alliance cartellaire était au service d'une politique d'investissements coordonnée par la fondation commune d'unités de production. C'est le cas en 1920 à Cincinatti, Ohio, qui représente le plus important investissement direct de IG Basel dans les années 1920 et 1930. Sur la base de cet exemple, l'article montre que l'approfondissement de la collaboration institutionnelle au sein de IG Basel ouvrit des possibilités d'investissements sur de nouveaux marchés. Il aborde également les difficultés nouvelles qui émergèrent de cette collaboration.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Manageriale Macht und die Mikropolitik der Raumordnung

Streikprävention und Städtebau bei Alusuisse in Australien um 1970

Leo Grob

1972 verliess die erste Ladung Alumina die soeben im Norden Australiens eröffnete Produktionsstätte des Schweizer Aluminiumkonzerns Alusuisse. Ein firmeneigenes Frachtschiff beförderte das Alumina in die europäischen Hüttenwerke, in denen es zu Rohaluminium verarbeitet wurde. Die in Australien realisierten Bauxit- und Aluminabetriebe kosteten umgerechnet 1,4 Milliarden Franken – damals eines der grössten Investitionsprojekte eines Schweizer Unternehmens im Ausland. Auf Aboriginal Land und über 14000 Kilometer vom Zürcher Hauptsitz entfernt, stampfte das multinationale Unternehmen nicht nur gigantische Produktionsanlagen aus dem Boden, sondern auch eine Stadt für 5000 Personen. Neben Fabriken und Minen liess Alusuisse Strassen und Häfen, Schulen und Krankenhäuser, Restaurants und Wohnhäuser, Sport- und Kinderspielplätze bauen.

Diese Betriebseröffnung lässt sich als Globalisierungsprozess verstehen, den der Geograf David Harvey auf den Begriff *spatial fix* brachte.¹ *Fix* ist dabei doppeldeutig und bezeichnet einerseits die vorübergehende Lösung von Profitabilitätskrisen durch eine räumliche Reorganisation von Unternehmen und andererseits die Festsetzung von Produktionsfaktoren im Raum. Wirtschaftliche Territorien des Kapitalismus lassen sich folglich als Räume verstehen, die geprägt sind durch die widersprüchlichen Notwendigkeiten von Unternehmen, Investitionen räumlich zu fixieren und gleichzeitig mobil zu bleiben, um attraktive Investitionsmöglichkeiten an anderen Orten wahrzunehmen. Der vorliegende Beitrag untersucht die Raumordnung, die bei den Alusuisse-Aktivitäten in Australien entstand, und beleuchtet dabei die interdependenten Akteursbeziehungen, die bei einem *spatial fix* zum Tragen kommen. Hierzu rücke ich die Beziehungen zwischen Belegschaft, Unternehmen und staatlichen Stellen in den Vordergrund: Wie versuchte das Management, die Belegschaft und deren soziale Reproduktion zu beeinflussen? Wie wirkten sich die Machtbeziehungen zwischen Management, Belegschaft und staatlichen Stellen auf die Raumordnung der Produktionsstätte und der dazugehörigen Stadt aus?

Die australischen Betriebe sind ein Beispiel für die umfangreichen Direktinvestitionen multinationaler Unternehmen mit Schweizer Konzernsitz, welche die

Schweiz seit 1945 zu den am stärksten «globalisierten» Volkswirtschaften und zu den Ländern mit den höchsten Direktinvestitionsraten machten.² Sowohl die wirtschafts- als auch die unternehmensgeschichtliche Forschung hat sich mit den Auswirkungen der globalen Wirtschaftsverflechtung auf die Schweizer Ökonomie und ihre Unternehmen befasst.³ So liegen unternehmenshistorische Überblicksdarstellungen zahlreicher Schweizer Unternehmen vor. Allerdings blieben die eigentlichen Akteure und Orte von Direktinvestitionen im Ausland meist ein Nebenschauplatz.⁴ Und während arbeitsgeschichtliche Studien zwar konkrete Produktionsstandorte einzubeziehen vermochten, blieben diese auf die Schweiz beschränkt.⁵ Im Anschluss an neuere arbeitshistorische Studien, die *Company Towns* als Zielorte ausländischer Direktinvestitionen mikrogeschichtlich und in transnationaler Perspektive untersuchen, will der vorliegende Beitrag auf diese Forschungslücke eingehen.⁶

Der vorliegende Artikel argumentiert, dass das interne Funktionieren von Unternehmen einbezogen werden muss, um die spezifische (räumliche) Organisation von Unternehmen zu verstehen. Während die neue Institutionenökonomie versucht, den Erfolg von wirtschaftlichen Einheiten auf einen effizienten Umgang mit Transaktionskosten (also «Kosten der Marktnutzung (Such- und Informationskosten, Vertragskosten, Durchsetzungskosten) und Kosten der Organisationsnutzung von Unternehmen (Vertragskosten, Arbeits- und Qualitätskontrollkosten)») zurückzuführen, erklärt der vorliegende Beitrag unternehmerische Organisationsformen im Kontext machtasymmetrischer Interaktionen. Um Kapital zu akkumulieren, müssen Unternehmen einen kontinuierlichen Arbeitsprozess sicherstellen, im Zuge dessen das Arbeitspotenzial erst in Arbeitsleistung überführt wird. Da Marktmechanismen diesen Arbeitsprozess nicht ausreichend gewährleisten, implementieren Unternehmen Kontrollinstanzen und wenden Machttechniken an.⁸ Das Unternehmen lässt sich folglich als soziales Handlungsfeld untersuchen, wobei der einzelne Betrieb als mikropolitische Arena konkreter Machtbeziehungen herangezogen werden kann.⁹ Die zweckrationalen und nutzenmaximierenden Handlungen von Managern lassen sich auf dieser Skalierungsebene als Machttechniken der Menschenführung untersuchen. Folglich interessieren die interaktiven, interessen geleiteten Handlungen von Individuen oder Gruppen und die dabei entstehenden «Allianzen und Rivalitäten, Machtausübungen und Aushandlungsprozesse, Konflikte und deren Überführung in tragfähige Kompromisse».¹⁰ Als mikropolitische Arena hat dabei jedes Unternehmen auch eine räumliche Dimension. Schliesslich ist das Territorium keine blosse Bühne für das Verhalten von Menschen. Vielmehr ist es sowohl durch menschliches Handeln geformt als auch konstitutiv für dieses Handeln. Der Beitrag nimmt das Grossprojekt in Australien als eine Form des «social engineering through spatial engineering»¹¹ in den Blick und rekon-

struiert, wie der Produktionsstandort räumlich geplant und organisiert wurde, um das Verhalten der Beschäftigten und der Wohnbevölkerung zu beeinflussen. Dabei zeige ich einerseits auf, wie technische Lösungen Streiks verhüten und entschärfen sollten. Andererseits lege ich anhand der Wohnanlagen dar, wie Anreize und städtebauliche Atmosphären eingesetzt wurden, um die Fluktuation der Arbeitskräfte zu mindern und eine reibungsarme, arbeitsame Gemeinschaft zu fördern.

Die Expansion von Alusuisse nach Australien

Die 1960er-Jahre waren eine Boomphase für Alusuisse: «Unsere Werke waren vollbeschäftigt. Man stiess überall an die Leistungsgrenze. Wir mussten mehr erzeugen, neue Produktionsstätten gründen», so Emanuel Meyer, die dominierende Figur im Alusuisse-Management zwischen 1960 und 1986.¹² Bereits seit dem Ende des Ersten Weltkrieges verfügte der Schweizer Konzern über eine vertikal integrierte, global organisierte Produktionskette – vom Bauxitabbau über die Aluminaherstellung bis hin zur Rohaluminiumproduktion. Die internationale Expansion verstärkte sich aber in den 1960er-Jahren und das Unternehmen suchte weltweit nach Rohstoffen, um die Kapazität der konzerneigenen Aluminiumhütten auszuschöpfen. Folgerichtig bewarb sich Alusuisse um eine Konzession, die den Abbau eines enormen Bauxitvorkommens auf der Gove-Halbinsel im Norden Australiens ermöglichen sollte. Die australische Regierung hatte von diesen Bauxitlagerstätten in den 1950er-Jahren erfahren und löste 1963, ohne Rücksprache mit der dortigen indigenen Bevölkerung zu nehmen, eine über 36000 Hektar grosse Fläche aus der 1931 eingerichteten Arnhem Land Aboriginal Reserve für die Konzession heraus.¹³

Nach einer zweijährigen «Konzessionsschlacht»,¹⁴ wie Emanuel Meyer die Zeit rückblickend nannte, erhielt Alusuisse im September 1965 den Zuschlag. Es folgte eine detaillierte Machbarkeitsstudie in den Jahren 1966 und 1967. Als der Verwaltungsrat im Dezember 1967 grünes Licht gab, galt das Projekt als das grösste in der Geschichte von Alusuisse, mutmasslich gar das grösste Auslandsprojekt eines Schweizer Unternehmens.¹⁵ Man wollte sich damit eine eigene Rohstoffbasis für die kommenden 50 bis 100 Jahre und das Verbleiben in der «Spitzenklasse» sichern. Die Grösse des Vorkommens, die Lage direkt am Meer und die politische Stabilität Australiens wurden als wesentliche Pluspunkte betrachtet.¹⁶ Ein dermassen abgelegener und grosser Produktionsstandort machte allerdings den Bau einer *Company Town* notwendig. Die eigens hierzu gegründete Nabalco Engineering Pty. plante in der Folge eine Stadt für 5000 Personen, die den Namen Nhulunbuy tragen sollte.¹⁷

Die australische Regierung verlangte den Bau einer Bauxitmine und einer Aluminafabrik sowie die Finanzierung des Projekts mittels eines Joint Venture mit australischen Partnern. Das Management der Betriebe besorgte die gemeinsam kontrollierte Gesellschaft Nabalco Pty. Limited. Die Investitionskosten von über 1,4 Milliarden Franken wollte Alusuisse zur Hälfte den australischen Partnern übertragen.¹⁸ Letztlich musste der Schweizer Konzern jedoch 70 % der Investitionen selber tragen, um die australischen Unternehmen im Boot zu halten. Zudem musste das Projekt nochmals vergrössert werden, um rentabel zu sein: Die Jahreskapazität der Aluminafabrik wurde auf eine Million Tonnen – rund 5 % der Weltproduktion – erhöht. Damit war der Kapitaleinsatz von Alusuisse höher als erwartet und trug wesentlich zur Überschuldung bei, was den Konzern in den kommenden Jahrzehnten stark belastete.¹⁹

Manager und Ingenieure reisen um die Welt

Das australische Projekt genoss viel Aufmerksamkeit: Zwölf Mal reisten Kadermitarbeiter, noch vor der Konzessionsvergabe im September 1965, nach Australien. Die erste Australienreise unternahm der ehemalige CEO Fritz Schnorf. Es folgten Emanuel Meyer und Paul Müller, die das Geschick der Alusuisse als CEOs und Verwaltungspräsidenten bis Mitte der 1980er-Jahre prägen sollten. Diese Topmanager sowie ausgewählte Ingenieure trafen Regierungsvertreter, vernetzten sich mit möglichen Geschäftspartnern, besuchten australische Minenbetriebe und -städte und nicht selten durchstreiften sie in Entdeckermanier die Gove-Halbinsel im Geländewagen. Während dieser Reisen bemühten sich die Manager und Ingenieure ihr Wissen über die australischen Verhältnisse auszubauen. Schnell lag ein Fokus auf dem Faktor Arbeit: Wen konnte man in solch abgeschiedenen Produktionsbetrieben beschäftigen? Wie konnten die Erneuerung und Stabilität der Belegschaft sichergestellt werden? War mit Konflikten zu rechnen und wie konnte diesen begegnet werden?

Eine wichtige Anlaufstelle für diese Fragen waren die australischen Behörden. Schnorf besuchte etwa das Department of Labour and National Services und liess sich dort detailliert über Lohnstrukturen, Arbeitszeiten und Gewerkschaften informieren. Bereits während des ersten Treffens mit dem Amt für Bergbau der Northern Territories Administration diskutierte Schnorf mit den Beamten die Streikhäufigkeit in der Region und inwiefern Aborigines als Arbeitskräfte eingesetzt werden könnten.²⁰ In seinem Reisebericht hielt er fest, dass zwar keiner der 18000 Indigenen im Northern Territory in der Minenindustrie beschäftigt sei, gemäss dem Beamten aber als Fahrzeugführer ausgebildet werden könnten. Alusuisse-Manager bezweifelten jedoch die Eignung von Abori-

gines als industrielle Arbeitskräfte und charakterisierten sie als rückständig: «Their adaption to the civilisation of the 20th century will require a lot of time and patience.»²¹

Die zweite wichtige Informationsquelle für Alusuisse waren Manager und Betriebe anderer Unternehmen. Diese Kontakte vermittelten oft Regierungsvertreter, sodass die Kader von Alusuisse Betriebe und Siedlungen in ganz Australien besichtigten. Im Mai 1964 besuchten die angereisten Topmanager auf Anraten des Administrators des Northern Territory die Uranmine in Rum Jungle und die dortige «Mustersiedlung».²² Während einer Besichtigung der Kupfermine in Tenant Creek im April 1964 informierten sich die Manager über die Kosten für Verpflegung und Wohnungsbau. Und der zukünftige australische Geschäftspartner Colonial Sugar Refining (CSR) lieferte den Alusuisse-Managern Detailwissen über die genauen Kosten für Arbeiterwohnungen und deren Möblierung in ihrer Asbestminenstadt im westaustralischen Wittenoo. Mit dem Ziel, Informationen über «labour problems, housing, town planning, mining and harbour»²³ zu sammeln, reiste das neugegründete Management von Nabalco bis ins westafrikanische Guinea. Der dort kurz zuvor eröffnete Aluminabetrieb des Konkurrenten Pechiney erwies sich insbesondere aufgrund vergleichbarer klimatischer Bedingungen und räumlicher Abgelegenheit als ein lehrreiches Beispiel.²⁴

Konfliktpotenziale in der Produktion

Von besonderem Interesse für die Alusuisse-Manager war die «Organisationsmacht»²⁵ und die zu erwartende Konfliktivität der zukünftigen Belegschaft. Staatliche Stellen teilten dieses Problembewusstsein offensichtlich, denn bereits während der ersten Australienreise warb der Beamte des regionalen Amtes für Bergbau gegenüber Schnorf damit, dass das Gebiet nahezu streikfrei sei. Nur kleinere Arbeitsniederlegungen und einen einzigen Streik in einer «schlecht geführten»²⁶ Uranmine habe es in den vergangenen Jahren gegeben. Positiv vermerkte Schnorf auch, dass Lohnverträge eine «Lebenskosten-Anpassungsklausel» beinhalteten und Streitigkeiten meist durch Schiedsgerichte gelöst werden konnten. Verhandlungen mit den Gewerkschaften wurden hingegen als unumgänglich beschrieben. Schliesslich waren 50 % der Arbeiterinnen und Arbeiter Mitglied der North Australian Workers Union (NAWU), wie das Labour Department mitteilte.²⁷ Mit radikalen Störungsversuchen rechnete Alusuisse dennoch nicht, wie aus dem Reisebericht Schnorfs hervorgeht: «Alle Arbeiter werden in Gewerkschaften sein. Nicht zu vermeiden. Kommunisten haben höchstens «nuisance value» (keine Kommunisten im Parlament).»²⁸ Auch der spätere australische Generaldirektor Walter Lepori zählte die australischen Gewerkschaften

zu den weltweit militantesten und forderte daher von Beginn weg «union-acceptable salaries and conditions».²⁹

Dieses Problembewusstsein verstärkte sich aufgrund der Grösse und Abgeschlossenheit des Produktionsstandorts. Gemäss Machbarkeitsstudie musste die Alumina-Produktion aus Rentabilitätsgründen auf jährlich eine Million Tonnen gesteigert werden, was aber eine unerwünschte Risikokonzentration bedeutete: «Das Werk [...] produziert 60 % unseres Bedürfnisses. Es – und damit unsere Division [Aluminium] – ist verletzlich gegen Streiks, Währungsflektuationen, staatliche Eingriffe oder Naturkatastrophen.»³⁰ Diese gesteigerten Machtpotenziale der Belegschaft berücksichtigte das Management bereits in der Planung der Produktionsstätte: Zum einen gründete Alusuisse eine Transportfirma mit eigenen Schiffen, um die australischen Gewerkschaften und die hohen Frachtkosten zu umgehen. Zum anderen flossen streikpräventive Überlegungen in die Planung der Produktionsanlagen ein. Nabalco bemühte sich nach eigenen Angaben nicht nur, die Belegschaftszahl möglichst klein zu halten, um sowohl Kosten als auch gewerkschaftliche Möglichkeiten zu minimieren. Die Produktionsanlagen waren zudem derart projektiert, dass sie bei einem Streik durch wenige loyale Beschäftigte weiterbetrieben werden konnten.³¹ So transportierte ein voll automatisiertes, zentral gesteuertes Förderband das abgebaute Bauxit über 18 Kilometer Entfernung. Alternative Transportmittel, wie Lastwagen oder Eisenbahn, hätten etwa gleich hohe Investitionen bedingt. Aber das Förderband benötigte weniger Arbeitskräfte und konnte von einem zentralen Kontrollraum gesteuert werden. Begründet wurde die Wahl mit den tieferen Infrastrukturkosten für die Beschäftigten und geringerer Streikanfälligkeit. Das so transportierte Bauxit landete auf gigantischen Zwischenlagern. Auch hier spielten streikpräventive Überlegungen eine Rolle: So konnte bei einem Streik in der Bauxitmine, dank den Zwischenlagern, die Aluminafabrik weitere zwei Monate störungsfrei betrieben werden. Selbst der Einsatz der ersten Computer entsprang den managerialen Strategien gegenüber den Arbeitskräften: So diente der zentrale Kontrollraum von Nabalco nicht nur dazu, Betrieb und Unterhalt der Aluminafabrik zu optimieren, sondern ermöglichte zudem, den Betrieb der Aluminafabrik während eines Streiks für mehrere Wochen mit Angestellten statt Arbeiterinnen oder Arbeitern aufrechtzuerhalten.

***Spatial Engineering* und Anreize gegen die Personalflektuation**

Grosse Sorgen bereitete dem Management auch die gesteigerte «Marktmacht»³² der Belegschaft, da aufgrund der Abgeschlossenheit des Standorts die soziale Reproduktion der Arbeitskräfte erschwert war und mit einer permanent ange-

spannten und kostspieligen Arbeitsmarktlage zu rechnen war. Da 650 Kilometer zwischen der Gove-Halbinsel und der nächstgrösseren Stadt Darwin liegen und keine Strassenverbindung existierte, musste der Anschluss an das urbane Australien vollumfänglich über Luft oder Meer erfolgen. Auch ein Arbeitskräftereservoir fehlte, weil das Schweizer Management die lokal ansässigen Aborigines als Arbeitskräfte ausschloss. Daher schien nur die permanente Ansiedlung von neu zugezogenen weissen Arbeitskräften eine sinnvolle Lösung. So vermerkte etwa der Kadermitarbeiter W. Gysel, dass das «Personalproblem [...] am schwersten zu lösen» sei. Ein «überdurchschnittlicher Verdienst» würde die Arbeitskräfte nur für eine beschränkte Zeit in Gove halten können und es müsse mit einem «grossen Personalumsatz» gerechnet werden.³³ Dies wog umso schwerer, als die Aluminaherstellung qualifizierte Arbeitskräfte benötigte, deren Auswahl, Transport und Schulung hohe Investitionen bedeutete.³⁴

Das Management stand also vor der Herausforderung, eine komplette Belegschaft zu rekrutieren und deren Unterbringung, Stabilität und soziale Reproduktion zu sichern. In der Machbarkeitsstudie hatte man bereits eruiert, wie viele Arbeitskräfte der Betrieb benötigte, wie Verpflegung und Unterbringung organisiert werden konnten und wie die Stadtverwaltung aufzubauen wäre. Ein explizites Ziel war zudem, festzustellen, «what methods should be used to encourage stability amongst employees at Gove».³⁵ Hierzu waren auch die Hintergründe von Personalfluktuationen in anderen abgeschiedenen Produktionsstätten untersucht worden. Im Gegensatz zu Guinea war es nicht möglich, die Fluktuation durch langfristige Arbeitsverträge zu verhindern. Auch die von Regierungsvertretern vorgeschlagene, staatlich subventionierte Anwerbung von Arbeitsmigrantinnen und -migranten aus Griechenland oder Süditalien wollte nicht überzeugen.³⁶ Im Zuge der Recherchen kristallisierte sich heraus, dass die Fluktuation einerseits mittels der Zusammensetzung der Bevölkerung nach Geschlecht und Familienstand beeinflusst werden konnte. Andererseits konnten die zur Verfügung gestellten Wohnungen, die Infrastruktur und Dienstleistungen als Anreiz eingesetzt werden. Ausserdem wurde der Städtebau an sich als Ressource betrachtet, um die Wohnbevölkerung auf eine für das Unternehmen vorteilhafte Art und Weise zu beeinflussen.

Die Ingenieure, die die *Company Town* Nhulunbuy am Reissbrett entwarfen, waren begeistert von ihren planerischen Möglichkeiten. Die ausführlichen Berechnungen und Projektbeschreibungen, die Alusuisse der australischen Regierung übermittelte, zeugen gleichermassen von ihrer Planungseuphorie und sozialtechnologischen Vision. Die Ingenieure wollten nicht nur eine funktionale und kosteneffiziente Stadt schaffen. Ebenso verwirklichten sie in Nhulunbuy ihre Vorstellungen eines rationalisierten Städtebaus, der die Wohnbevölkerung zu einer reibungsfreien Gemeinschaft im Interesse des Unternehmens machen

sollte. Der Rationalisierungsgedanke zeigte sich auf verschiedenen Ebenen, von der strikt funktionalen Raumaufteilung in Wohn-, Dienstleistungs- und Freizeit-zonen über den Bau standardisierter, schmuckloser Gebäude aus vorgefertigten, leicht transportierbaren Betonelementen bis hin zur Einrichtung der Wohnungen. Der Planungseifer erfasste selbst die Privaträume und Lebensstile der Beschäftigten: So erhielten zukünftige Arbeitskräfte vor der Anreise eine penible Inventarliste der bereitgestellten Einrichtungsgegenstände sowie Empfehlungen, welche Gegenstände für einen angemessenen Lebensstil in der *Company Town* mitzubringen waren. Die Liste reichte vom Zeitungsständer über das Laufgitter für die Kinder bis hin zur Spülbürste.³⁷

Die Abgeschiedenheit der *Company Town* war für Alusuisse nicht nur ein Nachteil, sondern steigerte auch die unternehmerischen Einflussmöglichkeiten auf die produktiven und reproduktiven Lebensbereiche der Beschäftigten. So verfügte das Unternehmen über weitreichende Zwangsmöglichkeiten, wie sich etwa während eines elfwöchigen Streiks im Jahr 1981 zeigte, als das Management die Wohnungsmieten der Streikenden um 800 % erhöhte.³⁸ Die Alusuisse-Bemühungen zielten aber stärker auf Anreize und Engagement ab: Mittels stadtplanerischer Massnahmen in Nhulunbuy sollten die Beschäftigten dazu befähigt werden, im Interesse des Unternehmens eine Gemeinschaft mit gemeinsamer Identität hervorzubringen – nach dem Motto: «Nabalco has built the town. It's the people who build the community.»³⁹ Städtebaulich wurde dies gefördert, indem die Hierarchien aus der Arbeitswelt in den Wohngebieten nur milde reproduziert wurden. Während sich in anderen *Company Towns* betriebliche Hierarchien unmittelbar im Stadtbild reflektierten,⁴⁰ wollte man in Nhulunbuy die Gemeinschaft der Arbeitskräfte wohl nicht durch soziale Distinktionen gestört sehen: «Allotment sizes, material and space standards do not vary between salaried staff and wage earners, including aborigines; management and executive houses being the only exception.»⁴¹ So folgte der Wohnungsbau wenigen, standardisierten Modellen mit Flachdach und starrer Raumaufteilung.⁴²

Beim Stadtzentrum arbeiteten die Planer auf einen «sinnlich-emotionalen Stim-mungsraum»⁴³ hin, um auf die Bevölkerung einzuwirken. Sie setzten auf die Atmosphäre, die ein geordnetes Raumbild generieren konnte: «These areas will be completely landscaped and will include lawns and formal planting. This should give the town a well-cared for and orderly appearance both of which are considered to be important.»⁴⁴ Sie bemühten sich gleichzeitig ein Stadtzentrum zu schaffen, das ein «sense of liveliness and variety» erzeugen konnte und den Arbeitskräften helfen würde, sich mit ihrer neuen Umgebung zu identifizieren: «A sense of identity can be fostered by the selection of a town center location which has a distinct topographical quality – an inbuilt identity.» Neben diesen Bemühungen arbeiteten die Planer mit Anreizen für die Beschäftigten.

Die Stadt sollte ein beachtliches Infrastrukturangebot vorweisen können. Im Stadtzentrum fanden sich neben einem Einkaufszentrum auch eine Bibliothek, ein Vereinsgebäude, ein Gemeindesaal und ein Sportzentrum. Zudem boten eine Poststelle, eine Bank, ein Wettbüro, eine Kirche, eine Schule, eine Zahnklinik und ein Krankenhaus ihre Dienstleistungen an.⁴⁵ Trotz der Abgeschiedenheit sollten sich die Bewohnerinnen und Bewohner wohl fühlen: «Nabalco has made and is making every effort to provide facilities that will enable you to enjoy a comfortable and well-settled existence in this remote but exciting part of Australia.»⁴⁶ Ebenso sollten die vollklimatisierten Wohngebäude einen hohen Wohnstandard und eine kosteneffiziente Instandhaltung ermöglichen.⁴⁷

Wie bei anderen seit den 1950er-Jahren erbauten Minenstädten übertrug Alusuisse städtebauliche Vorstellungen mittelständischer Vorstädte in die australische Abgeschiedenheit.⁴⁸ Damit griffen die Planer mitunter den in der australischen Arbeiterklasse verbreiteten «suburban dream» auf. Dieses Bestreben nach einem mittelständischen Leben konnte Alusuisse allerdings nur vordergründig einlösen. Sämtliche Gebäude in Nhulunbuy blieben im Besitz des Unternehmens, sodass ein Hauskauf durch die Beschäftigten ausgeschlossen war. Gleichzeitig wurde der suburbane Lebensstil aber symbolisch reproduziert – etwa indem das Unternehmen gartengesäumte Einfamilienhäuser baute, in deren Auffahrten dann die Pkws der Beschäftigten standen. «I moved into a nice house – air-conditioned, fully furnished, suburb»,⁴⁹ erinnert sich ein ehemaliger Bewohner Nhulunbuys. Auch wenn die Arbeitskräfte den Traum des Eigenheims aufschieben mussten, konnten sie zumindest mit besseren Behausungen als in ihren Herkunftsregionen oder anderen Minenprojekten rechnen.⁵⁰ Und nach einigen Arbeitsjahren ermöglichten die vergleichsweise hohen Löhne den ersehnten Hauskauf in einer anderen Region Australiens.⁵¹

Frauen und Familien für eine stabile Belegschaft

Früh erkannten die Manager und Ingenieure von Alusuisse auch, dass sowohl der Familienstand der Arbeitskräfte wie auch die langfristige Ansiedlung von Frauen in Nhulunbuy wichtige Steuerungsfaktoren waren, um eine stabile Belegschaft zu erreichen. Frauen sollten für bezahlte Tätigkeiten in der Verwaltung, in der Pflege und im Bildungsbereich eingesetzt werden. Nabalco verpflichtete sich zu einer progressiven Arbeitsmarktpolitik und schuf Arbeitsplätze für ledige und verheiratete Frauen. Damit wollte man Anreize schaffen, um Frauen in Gove zu halten: «Once it is known that outstanding job opportunities exist for women at Gove this could play an important part in job stability.»⁵² Dabei bezweckten für Frauen eingerichtete Stellen teilweise gar keine effiziente Verwertung weiblicher

Lohnarbeit, sondern lassen sich eher als Beschäftigungsprogramme charakterisieren.⁵³ Bei der Rekrutierung von weiblichen Arbeitskräften sollte darauf geachtet werden, dass diese ledig und heiratswillig seien, wie Überlegungen des Kadermitarbeiters W. Gysel zeigen: «Man hat natürlich grössere Schwierigkeiten, um Schreibkräfte an diesen abgelegenen Ort zu gewinnen, ohne die Gefahr zu laufen, dass sich nur solche melden, die sich durch irgendwelche Vorkommnisse enttäuscht in die Einsamkeit zurückziehen möchten.»⁵⁴ Die in Gove anzusiedelnden Frauen sollten also – neben allfälliger Erwerbsarbeit – als Mütter und Ehefrauen die Gemeinschaft und die männlichen Lohnarbeiter «reproduzieren» und deren Abwanderung minimieren.

Als entscheidend wurde auch der Familienstand der männlichen Beschäftigten eingeschätzt. So zeigte sich das Management etwa bereit, kürzere Arbeitszeiten in Kauf zu nehmen, um den Bedürfnissen von männlichen Arbeitskräften mit Familienverpflichtungen nachzukommen: «[...] Family and social relationships will be important for the well-being and contentment of the community. Excessive demands on employees could have an adverse effect on family life.»⁵⁵ Auch mittels stadtplanerischer Mittel sollten Familienstand und Kinderzahl beeinflusst werden: Zwar wäre die ausschliessliche Anwerbung von verheirateten Arbeitskräften die voraussichtlich erfolgreichste Variante gewesen, um die Belegschaft zu stabilisieren. Da die hohen Infrastrukturkosten für Familien auf die Rentabilität des Projekts drückten, entschied man sich allerdings dazu, «to provide accommodation on the basis of a 60:40 family/single accommodation ratio and so trying to stabilise the workforce».⁵⁶ Diese Bevorzugung von Familien spiegelte sich zudem in einer Hierarchie der Wohngebäude. Die schlechtesten Unterbringungen waren für ledige Arbeiterinnen und Arbeiter vorgesehen. Paare ohne oder mit einem Kind wurden in kleinen Wohnblöcken untergebracht, während kinderreiche Paare und Kadermitarbeitende allein stehende Häuser mit Umschwung zugesprochen erhielten. Die damit einhergehende Hierarchisierung des Wohnraums wirkte als Anreizsystem und förderte eine auf Kinderreichtum hinzielende Familienplanung der Belegschaft.⁵⁷

Schlussbemerkungen

Dieser Beitrag fragte danach, wie Machtbeziehungen zwischen Management, Belegschaft und staatlichen Stellen mit der Entwicklung von wirtschaftlichen Territorien zusammenhängen. Am Beispiel des australischen Produktionsstandorts zeigte sich, wie staatliche Stellen, an der Seite des Unternehmens, zu Akteuren von Globalisierungsprozessen wurden, also an der räumlich-zeitlichen Verdichtung von Wirtschaftsbeziehungen zwischen weit entfernten Räumen be-

teiligt waren. Nicht nur machten staatliche Agenturen die Bauxitlagerstätte erst für multinationale Unternehmen zugänglich – ohne Rücksprache mit den lokalen Aborigines zu nehmen und ohne ihnen Landrechte zu gewähren. Regierungsstellen gaben auch vor, welche Produktionsstufen abzudecken waren und dass die Finanzierung mittels eines Joint Venture mit australischen Partnern zu bewerkstelligen war. Staatliche Beamte vermittelten zudem persönliche Kontakte in die australische Wirtschaft, lieferten Wissen über die industriellen Beziehungen Australiens und prägten dadurch die Sozialbeziehungen und die Raumordnung in Gove.

Die räumliche Abgeschiedenheit der Gove-Halbinsel erwies sich als äusserst folgenreich: Weil ein Arbeitskrätereservoir fehlte, erhöhte sich erstens die strategische Macht der Belegschaft respektive die Risikokonzentration für das Unternehmen. Die Recherchen von Alusuisse ergaben zudem, dass mit einer gewerkschaftlich gut organisierten Belegschaft gerechnet werden musste. Diese Problematiken berücksichtigte Alusuisse durch streikpräventive Produktionsanlagen, welche die Personalbestände auf ein Minimum reduzierten und die Auswirkungen von Streiks mindern sollten. Beides diente dem Zweck, die Position der Belegschaft und der Gewerkschaften im Konfliktfall zu schwächen. Zweitens erschwerte die Abgeschiedenheit die Rekrutierung, Unterbringung und Bindung von Arbeitskräften. Um dennoch Arbeitskräfte für diese entlegene Region Australiens zu mobilisieren und an die Produktionsstätte zu binden, setzte Alusuisse auf Anreize und städtebauliche Atmosphären. Einerseits wurden städtebauliche Ideale und Symbole mittelständischer Vorstädte reproduziert und damit Vorstellungen eines «suburban dreams» aufgenommen, mit dem Teile der australischen Arbeiterklasse privaten Konsum und sozialen Aufstieg identifizierten. Andererseits schuf Alusuisse Anreize und bot vielfältige Freizeitmöglichkeiten, moderne Wohngebäude und hohe Löhne. Um schliesslich die Personalfluktuatation möglichst gering zu halten, bemühte sich das Management darum, die Bevölkerungszusammensetzung zu steuern und Frauen und Familien in Gove zu halten.

Am Beispiel der Direktinvestitionen von Alusuisse in Australien zeigt sich, wie wirtschaftliche Territorien aus mikropolitischen Akteursinteraktionen hervorgehen. Manageriale Machtpraktiken mussten auf die strukturelle und organisatorische Macht der Beschäftigten reagieren. So war die Raumordnung von Wohn- und Produktionsstätten entscheidend von den personalpolitischen Strategien des Managements gegenüber den Beschäftigten und ihren Familien sowie von strategischen Überlegungen gegenüber den Gewerkschaften geprägt. In der Beschäftigung mit Unternehmen kann die historische Forschung folglich viel gewinnen, wenn sie wirtschaftliche Territorien und unternehmerische Organisationsformen weniger als Ergebnis unternehmerischer Marktstrategien und effizienzorientier-

ten Managementhandelns versteht, sondern diese stärker im Kontext betrieblicher und ausserbetrieblicher Machtbeziehungen analysiert.

Anmerkungen

- 1 David Harvey, «Globalization and the «Spatial Fix»», *Geographische Revue* 2 (2001), 23–30. Der Beitrag stützt sich zudem auf Andrew Herod, Susan McGrath-Champ, Al Rainnie, «Making Space for Geography in Labour Process Theory», in Paul Thompson, Chris Smith (Hg.), *Working Life. Renewing Labour Process Analysis*, Basingstoke 2010, 297–315, und Andrew Herod, «Social Engineering Through Spatial Engineering. Company Towns and the Geographical Imagination», in Angela Vergara, Oliver J. Dinius (Hg.), *Company Towns in the Americas. Landscape, Power, and Working-Class Communities*, Athens 2011, 21–44.
- 2 Margrit Müller, «Internationale Verflechtungen», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 339–465, hier 339.
- 3 Thomas David, Tobias Straumann, Simon Teuscher (Hg.), *Neue Beiträge zur Wirtschaftsgeschichte. Nouvelles contributions à l'histoire économique* (Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Bd. 30), Zürich 2015; Hans-Jörg Gilomen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Globalisierung – Chancen und Risiken. Die Schweiz in der Weltwirtschaft 18.–20. Jahrhundert* (Schweizerische Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Bd. 19), Zürich 2003; Margrit Müller, «Internationale Verflechtungen», in Patrick Halbeisen, Margrit Müller, Béatrice Veyrassat (Hg.), *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel 2012, 339–465.
- 4 Dies gilt teilweise auch für die Firmengeschichte von Alusuisse. Vgl. Adrian Knöpfli, *Im Zeichen der Sonne. Licht und Schatten über der Alusuisse 1930–2010*, Baden 2010. Ausnahmen bilden journalistische Publikationen, zum Beispiel *Silbersonne am Horizont. Alusuisse. Eine Schweizer Kolonialgeschichte*, Zürich 1989, oder Renée Roux, *Im Windschatten der Apartheid. Schweizer Firmen und schwarze Arbeiterschaft in Südafrika*, Zürich 1990.
- 5 Andreas Fasel, «Einbinden und trennen. Betriebliche Sozialpolitik in der Schweiz von 1937 bis in die 1960er-Jahre», *Arbeit – Bewegung – Geschichte. Zeitschrift für historische Studien* 17/1 (2018), 76–91; Rudolf Jaun, *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerikanisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz, 1873–1959*, Zürich 1986; Hannes Siegrist, *Vom Familienbetrieb zum Managerunternehmen. Angestellte und industrielle Organisation am Beispiel der Georg Fischer AG in Schaffhausen 1797–1930* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, Bd. 44), Göttingen 1981; Rudolf Vetterli, *Industriearbeit, Arbeiterbewußtsein und gewerkschaftliche Organisation. Dargestellt am Beispiel der Georg Fischer AG (1890–1930)* (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft, Bd. 28), Göttingen 1978.
- 6 Marcelo J. Borges, Susana B. Torres (Hg.), *Company Towns. Labor, Space, and Power Relations Across Time and Continents*, New York 2012; Bradley Cross, «White Metal. Bauxite, Labour, and the Land Under Alcan in Twentieth-Century Guyana, Jamaica, and Australia», in Robin S. Gendron, Mats Ingulstad, Espen Storli (Hg.), *Aluminum Ore. The Political Economy of the Global Bauxite Industry*, Vancouver 2013, 302–327; Angela Vergara, Oliver J. Dinius (Hg.), *Company Towns in the Americas. Landscape, Power, and Working-Class Communities*, Athens 2011. Zum Zusammenhang von Betriebsverlagerungen und Arbeitskämpfen vgl. Jefferson Cowie, *Capital Moves. RCA's Seventy-Year Quest for Cheap Labor*, New York 2001, und Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization Since 1870*, Cambridge 2003.
- 7 Clemens Wischermann, Anne Nieberding, *Die institutionelle Revolution. Eine Einführung in die deutsche Wirtschaftsgeschichte des 19. und frühen 20. Jahrhunderts* (Grundzüge der mo-

- dernen Wirtschaftsgeschichte, Bd. 5), Stuttgart 2004, 23; Hartmut Berghoff, *Moderne Unternehmensgeschichte. Eine themen- und theorieorientierte Einführung*, Berlin 2016, 42–55.
- 8 Paul Thompson, «Crawling from the Wreckage. The Labour Process and the Politics of Production», in David Knights, Hugh Willmott (Hg.), *Labour Process Theory*, London 1990, 95–124, hier 100 f.
 - 9 Thomas Welskopp, «Das Unternehmen als Körperschaft. Entwicklungslinien der institutionellen Bindung von Kapital und Arbeit im 19. und 20. Jahrhundert», in Thomas Welskopp, *Unternehmen Praxisgeschichte. Historische Perspektiven auf Kapitalismus, Arbeit und Klassengesellschaft*, Tübingen 2014, 229–255, hier 232; Knud Andresen et al., «Der Betrieb als sozialer und politischer Ort: Unternehmens- und Sozialgeschichte im Spannungsfeld mikrohistorischer, praxeologischer und diskursanalytischer Ansätze», in Knud Andresen et al. (Hg.), *Der Betrieb als sozialer und politischer Ort. Studien zu Praktiken und Diskursen in den Arbeitswelten des 20. Jahrhunderts* (Politik- und Gesellschaftsgeschichte, Bd. 98), Bonn 2015, 7–27, hier 10.
 - 10 Hartmut Berghoff, *Moderne Unternehmensgeschichte. Eine themen- und theorieorientierte Einführung*, Berlin 2016, 55.
 - 11 Andrew Herod, «Social Engineering Through Spatial Engineering. Company Towns and the Geographical Imagination», in Angela Vergara, Oliver J. Dinius (Hg.), *Company Towns in the Americas. Landscape, Power, and Working-Class Communities*, Athens 2011, 21–44, hier 21.
 - 12 Emanuel Meyer, «Vom Sturm und Drang zur Prosperität», 1975, 4, in Schweizerisches Wirtschaftsarchiv (SWA), PA 600b D 9–12. Emanuel Meyer war zwischen 1960 und 1976 CEO. Aber auch in der Rolle als Verwaltungsratspräsident zwischen 1967 und 1986 blieb er operativ federführend. Siehe auch Patrick Feucht, *Engineering und Management am Ende des «goldenen Zeitalters». Krise und Technologie bei der Alusuisse, 1960–1987*, unveröffentlichte Masterarbeit, Zürich 2018.
 - 13 Richard Howitt, «Aborigines, Mining and Regional Restructuring in Northeast Arnhem Land», *ERRRU working paper*, Sydney 1992, 4–7. Auf die Herauslösung von Gebieten aus der Aboriginal Reserve reagierten die betroffenen Aborigines mit der sogenannten «Yirrkala Bark Petition» an das Repräsentantenhaus. Die Vorschläge des in der Folge eingesetzten Parlamentskomitees wurden aber nicht befolgt. Diese Petition bildete dennoch einen folgenreichen Schritt auf dem Weg zu tatsächlichen Landrechten der Aborigines Australiens. Peter Weidkuhn, *Der Fall Gove. Schweizerische Aluminium-Industrie in einem Reservat australischer Ureinwohner*, Zürich 1974, 43–49.
 - 14 «Australienreise September 1965», 2. 9. 1965, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
 - 15 «VR-Protokoll der 324. Sitzung», 13. 12. 1967, 1–3, in SWA, PA 600b D 2-1.
 - 16 «Verpflichtung zum Bau einer Tonerdefabrik in Gove. Protokoll der Sitzung vom 25. August 1965», 27. 8. 1965, 5, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
 - 17 «An Introduction to Nabalco», Juli 1973, in SWA, PA 600b L 2-5.
 - 18 «Anhang Nr. 865, Tonerdeprojekt Australien. Wirtschaftlichkeitsrechnung», Juni 1968, in SWA, PA 600b D 2-1.
 - 19 Leo Grob, «Politik der Vermarktlichung. Das Krisenmanagement der Alusuisse nach dem Boom», in Regula Ludi, Matthias Ruoss, Leena Schmitter (Hg.), *Zwang zur Freiheit. Krisen und Neoliberalismus in der Schweiz*, Zürich 2018, 85–109, hier 93 und 95.
 - 20 Das Northern Territory zählte zu dieser Zeit insgesamt 45 000 EinwohnerInnen, davon waren gemäss des Beamten des Bergbauamtes 18 000 Aborigines, vgl. «Reise nach Australien & Indien 12. 6.–26. 6. 1963», 28. 6. 1963, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
 - 21 «The Gove Project», undatiert, 3, in SWA, PA 600b L 2-5.
 - 22 «Australienreise, 24. 4.–3. 5. 1964», 4. 5. 1964, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
 - 23 «Report on Trip of Nabalco Management. Visiting Cairns, Weipa, Groote, Gove, Tennant Creek, mt. Isa and Mary Kathleen. 20. 4. 1966–27. 4. 1966», 2. 5. 1966, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
 - 24 Nabalco Pty. Limited, «Report on Visit of Messrs. W. Lepori and H. G. Head to Fria», 13. 11. 1967, in SWA, PA 600b L 2-6-6.

- 25 Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Arbeiterbewegungen und Globalisierung seit 1870*, Berlin 2005, 30.
- 26 «Reise nach Australien & Indien 12. 6.–26. 6. 1963», 28. 6. 1963, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
- 27 «Gove Project, Preliminary Investigations in Darwin and Brisbane 29. 9. 1965», 15, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
- 28 «Reise nach Australien & Indien 12. 6.–26. 6. 1963», 28. 6. 1963, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
- 29 «The Gove Project», undatiert, 1–9, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 30 «Nah- und Fernziele im Aluminiumbereich», Oktober 1975, 30, in SWA, PA 600 b D 9-12.
- 31 «Description of the Gove Project», Februar 1972, 26 f., in SWA, PA 600b L 2-5.
- 32 Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Arbeiterbewegungen und Globalisierung seit 1870*, Berlin 2005, 31.
- 33 «Australien Reisebericht. Reise vom 29. 5.–12. 6. 1970», 24. 6. 1970, in SWA, PA 600b N 40-29.
- 34 «Description of the Gove Project», Februar 1972, 27 f., in SWA, PA 600b L 2-5.
- 35 «Report on Personnel Studies», 30. 6. 1967, 2, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
- 36 «Australienreise 17.–30. März 1964», 31. 3. 1964, in SWA, PA 600b L 2-6-2.
- 37 «Nhulunbuy. General Information», 21. 8. 1973, in SWA, PA 600b N 40-4.
- 38 Richard Howitt, «Aborigines, Mining and Regional Restructuring in Northeast Arnhem Land», ERRRU working paper, Sydney 1992, 21.
- 39 «The Gove Project», Oktober 1970, in SWA, PA 600b N 40-4.
- 40 Neil White, «Creating Community. Industrial Paternalism and Town Planning in Corner Brook, Newfoundland, 1923–1955», *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine* 32/2 (2004), 45–58, hier 48; Brad Cross, «Modern Living (chew out of the unknown wilderness). Aluminum, City Planning, and Alcan's British Columbian Industrial Town of Kitimat in the 1950s», *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine* 45/1 (2016), 7–17, hier 13; Marynel Ryan van Zee, «Form and Reform: The Garden City of Hellerau-bei-Dresden, Germany, Between Company Town and Model Town», in Marcelo J. Borges, Susana B. Torres (Hg.), *Company Towns. Labor, Space, and Power Relations Across Time and Continents*, New York 2012, 41–67, hier 55.
- 41 «Feasibility Report, Supporting Volume VI, Town», März 1968, 32, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 42 Hannah Robertson, «All That Glitters Is Not Gold: The Effect of Mining Activities and Royalties on the Built Environment of Remote North East Arnhem Land», *Proceedings of the Society of Architectural Historians, Australia and New Zealand* 33 (2016), 578–590, hier 583.
- 43 Andreas Reckwitz, «Auf dem Weg zu einer praxeologischen Analyse des Selbst», in Pascal Eitler, Jens Elberfeld (Hg.), *Zeitgeschichte des Selbst. Therapeutisierung – Politisierung – Emotionalisierung* (Histoire, Bd. 79), Bielefeld 2015, 31–45, hier 40.
- 44 «Feasibility Report, Supporting Volume VI, Town», März 1968, 24 und 40, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 45 «Description of the Gove Project», Februar 1972, 11–13, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 46 «An Introduction to Gove», undatiert, 1, in SWA, PA 600b N 40-4.
- 47 «Description of the Gove Project», Februar 1972, 28 f., in SWA, PA 600b L 2-5.
- 48 Hannah Robertson, «All That Glitters Is Not Gold: The Effect of Mining Activities and Royalties on the Built Environment of Remote North East Arnhem Land», *Proceedings of the Society of Architectural Historians, Australia and New Zealand* 33 (2016), 578–590, hier 580.
- 49 Humphris, Kate, «Remembering Old Nhulunbuy», in ABC, 20. 7. 2009, www.abc.net.au/local/stories/2009/07/20/2630933.htm.
- 50 Cecily C. Neil, «Housing Symbolism in New Remote Mining Communities in Australia. Implication for Innovative Versus Conventional Design and Siting of Houses in Harsh Environments», *Journal of Environmental Psychology* 2/3 (1982), 201–202.
- 51 Interview mit T. D., 5. 7. 2018. T. D. reiste 1977 mit ihrem Mann nach Nhulunbuy. Siehe ausserdem Diane Menghetti, «Mount Isa. A Town like Alice?», *Australian Historical Studies* 27/109 (1997), 21–32.

- 52 «Feasibility Report, Supporting Volume II, Organization and General Services», März 1968, 43, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 53 Als Beispiel für den ineffizienten Einsatz weiblicher Arbeitskraft, lässt sich der Fall von T. D. heranziehen: T. D. hatte eine Vollzeitstelle als Stenografin und Büroangestellte inne, aber ihr monatlicher Arbeitsaufwand beschränkte sich auf wenige Stunden. Obwohl T. D. die Situation mit Vorgesetzten thematisierte, wurden ihr keine anderen Arbeiten zugeteilt. Interview mit T. D., 5. 7. 2018.
- 54 «Australien Reisebericht. Reise vom 29. 5.–12. 6. 1970», 24. 6. 1970, in SWA, PA 600b N 40-29.
- 55 «Feasibility Report, Supporting Volume II, Organization and General Services», März 1968, 43, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 56 «Description of the Gove Project», Februar 1972, 28, in SWA, PA 600b L 2-5.
- 57 Interview mit T. D., 5. 7. 2018.

Résumé

Le pouvoir managérial et la micropolitique des ordres spatiaux. Prévention des grèves et planification urbaine chez Alusuisse en Australie autour de 1970

Bien que la Suisse se caractérise par un des niveaux les plus élevés d'investissements directs à l'étranger, la recherche historique a tendance à négliger les lieux et les acteurs de ces investissements. Cet article thématise l'implantation d'une usine à l'étranger par la multinationale Alusuisse. Il utilise le concept de *spatial fixes* (David Harvey) et propose une analyse de la construction des territoires par les acteurs économiques. L'article montre comment tant la volonté du management d'Alusuisse d'éviter les grèves que les fluctuations du personnel influencent l'organisation spatiale et les caractéristiques de la production. L'article se penche sur les constellations d'acteurs à l'intérieur de l'entreprise et s'intéresse aux relations de pouvoir entre le personnel et la direction autour de 1970. Parce que l'éloignement du lieu d'implantation rendait le recrutement de la force de travail difficile, Alusuisse développa des incitations financières, misa sur la construction d'une «ville usine» en espérant y attirer des familles, cela afin de limiter le tournus dans le personnel. L'article montre que la recherche historique a tout à gagner en s'intéressant aux relations de pouvoir à l'extérieur des entreprises, pour rendre compte des choix d'implantation territoriale, ainsi que des formes d'organisation des entreprises. Il ouvre ainsi des perspectives alternatives aux conceptions classiques en termes de stratégies de marché ou d'efficacité managériale.

(Traduction: Pierre Eichenberger)

Grèves et mouvements sociaux en photo

Une collection à Genève

Georges Tissot

Le 9 novembre 2018, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS), qui réunit tous les syndicats du canton, ainsi que le Collège du travail, fondation pour la mémoire et l'histoire du monde du travail, créée par l'ancien syndicaliste Lucien Tronchet, ont organisé une soirée pour le centenaire de la Grève générale de 1918. Pour l'occasion, l'auteur de cet article, ancien président et vice-président de la CGAS (1995–2004) et ancien secrétaire général du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT), a été chargé de répertorier le plus exhaustivement possible les grèves qui ont eu lieu à Genève depuis la création de la CGAS en 1962, voire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Pour constituer cet inventaire, il avait été demandé à chaque organisation syndicale membre de la CGAS de compléter un inventaire avec tous les arrêts de travail, en excluant les manifestations, les occupations réalisées par des gens extérieurs aux entreprises, surtout les secrétaires syndicaux-ales. Il était également demandé de fournir des photos de ces grèves.

L'inventaire a été réalisé à l'aide de publications et des collections de l'Union syndicale suisse, d'Unia, du Syndicat des services publics (SSP) et du SIT. Face notamment à la difficulté de classer les actions, par exemple entre une «simple» assemblée générale, ou un débrayage temporaire assimilable à une grève, l'inventaire est sans doute incomplet. Le résultat chiffré mérite cependant d'être mentionné: on nota ainsi environ 160 mouvements de grèves – du simple débrayage d'une heure à une occupation d'une usine durant trois mois – entre 1962 et novembre 2018. Cela ne correspond évidemment pas aux statistiques officielles, puisque celles-ci ne prennent en compte que des arrêts de travail durant une journée complète au minimum. Cette limite est arbitraire et elle néglige de répertorier des mouvements importants. Ainsi un arrêt de travail dans un restaurant, même limité à une heure, mais organisé sur un repas de midi, peut s'avérer une pression sur l'employeur aussi forte qu'une grève de deux jours dans un autre secteur.

Le bilan de notre collecte de photos est réjouissant. La collection complète que nous avons pu réunir comprend un peu moins de 20000 photos, classées selon

un répertoire de 600 entrées, par date et événement. Il existe relativement peu de photos avant l'avènement des appareils numériques au début des années 2000, puis des smartphones. Pour rendre les photos plus anciennes plus facilement accessibles, tous les clichés d'avant le numérique de la collection du SIT ont été scannés par l'auteur de cet article. Au point de vue de la qualité, les plus anciennes sont évidemment en noir et blanc. Les photos les plus récentes viennent surtout de smartphones souvent en basse définition. Par ailleurs, si l'immense majorité de ces photos a été prise par des amateurs en la matière, certaines proviennent d'agences comme Interfoto ou de professionnels travaillant notamment pour les journaux syndicaux.

Il y a relativement peu de prises de vue de grèves elles-mêmes, à l'exception de grèves de la fonction publique et de la construction. La collection documente en revanche largement d'autres manifestations, en particulier de mouvements réunissant l'ensemble de la gauche politique et syndicale genevoise et évidemment les images du 1^{er} Mai – où souvent des grévistes du moment font partie du cortège, avec des pancartes relatant leur lutte – les congrès syndicaux, des fêtes, ou montrent une galerie de portraits de militant·e·s, isolé·e·s ou en groupe. Dans leur grande majorité en effet, ces photos ont été prises par des personnes extérieures aux entreprises – l'agence Interfoto pour la plupart des anciennes, des secrétaires syndicaux-ales ou des militant·e·s extérieur·e·s pour d'autres – qui n'ont pas le droit de pénétrer sur les lieux de travail, surtout pour y prendre des photos! Il a cependant été possible de réaliser quelques prises de vue quand la grève occupait une partie de l'espace public et que des pancartes ou des banderoles étaient apposées sur les trottoirs. La photo 4 (voir plus loin) est un bon exemple de cela. On y voit des grévistes en 2009 à l'occasion d'une grève organisée par Unia dans une station-service. Les grévistes jouent au football entre les colonnes à essence. Malheureusement, à part la date et le sujet principal, ces photos ne sont pas (encore?) indexées et, notamment, les personnes y figurant ne sont pas identifiées, car ces photos étaient le plus souvent prises pour fournir des illustrations d'actualité aux journaux syndicaux et aux sites internet.

Photo 1: La première photo permet de réfléchir sur la difficulté de prendre des photos des grévistes à l'intérieur d'une entreprise. Ici, en juin 1975, il avait fallu monter les escaliers de l'immeuble donnant sur la cour de la SIP (Société genevoise d'instruments de physique – alors un des fleurons de l'industrie genevoise). Mais les photos étaient de trop mauvaise qualité. Il a donc fallu se rabattre sur des photos prises à travers un grillage. Ce débrayage est important: c'est le premier depuis le début de la crise de l'industrie fin 1974-début 1975, et il vaudra à un syndicat une condamnation devant un Tribunal arbitral pour avoir soutenu la grève et ainsi violé la paix du travail. (Fonds SIT, photo Interfoto, 11 juin 1975)



Photo 1



Photo 2



Photo 3



Photo 4



Photo 5



Photo 6



Photo 7



Photo 8

Photo 2: Le 14 juin 1991 est une journée historique, puisque avait lieu la première grève des femmes, avec le slogan «Les femmes les bras croisés, le pays perd pied». Une participation record à des animations toute la journée et à la grande manifestation en fin d'après-midi. La collection comporte également de nombreuses photos du 8 mars, Journée des femmes. (Fonds SIT, photo Interfoto, 14 juin 1991)

Photo 3: La photo illustre les mobilisations qui, presque chaque année – ici en octobre 2007 –, voient les travailleurs de la construction faire grève pour appuyer leurs revendications, particulièrement pour le renouvellement de la Convention collective de travail. Les 5000 ouvriers régulièrement présents font en général une halte sur le pont du Mont-Blanc, paralysant la circulation pour une durée dépendant de leur bon vouloir. (Fonds SIT, photo Georges Tissot, 15 octobre 2007)

Photo 4: La photo illustre une protestation contre des congés abusifs des employés de la station Tamoil de Fair Express Shop. Les employé·e·s arrêtent le travail pendant une journée en juin 2009 et profitent de leur occupation des lieux pour jouer au football entre les colonnes à essence, mais en arborant la casquette blanche portant l'inscription «grève». (Fonds Unia, photo Événement syndical, 7 juin 2009)

Photo 5: Cette photo montre les aides soignant·e·s de l'Hôpital cantonal de Genève se mobiliser en octobre 2011 pour réclamer des revalorisations de salaires. Entre 100 et 400 grévistes (avec les fluctuations dues au fonctionnement d'un hôpital) font grève pendant 14 jours et obtiennent des augmentations de salaire significatives (jusqu'à 282 francs). À chaque mouvement de la fonction publique, les hospitaliers répondent en nombre aux appels des syndicats du secteur. (Fonds SIT, photo d'une militante, 13 octobre 2011)

Photo 6: Pas question d'entrer chez Merck Serono, le géant de la chimie, où 800 employé·e·s font la grève pendant cinq jours en juin 2012 pour s'opposer à la fermeture du site de Genève, avec 1200 licenciements à la clé. Pendant le mouvement, les grévistes maintiennent leur forme physique en faisant de l'expression corporelle sur le parvis de l'entreprise. (Fonds Unia, photo Thierry Porchet, 5 juin 2012)

Photo 7: Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il ne s'agit pas d'une manifestation des «gilets jaunes» en France. Cette photo montre des employé·e·s de l'aéroport de Genève, dans leur habit de travail, lors d'une de leurs nombreuses grèves, motivées particulièrement par les effets de la sous-traitance des services. (Fonds SIT, photo d'un militant, 2 janvier 2010)

Photo 8: Une des nombreuses assemblées générales de la fonction publique – tenue ici en novembre 2015 – dans une salle de spectacles à la suite d'un débrayage d'une journée. Presque chaque année – et particulièrement à l'occasion de

la discussion du budget au Grand Conseil – le personnel de la fonction publique se mobilise pour maintenir des droits acquis et des conditions de travail et de salaire, mais aussi de la qualité des services aux usagers, qu’il s’agisse de l’Instruction publique, des hôpitaux, des EMS, du secteur social. (Fonds SIT, photo d’un militant, 10 novembre 2015)

C’est grâce à la consultation de ces images que la mémoire de mouvements anciens a ressurgi, mieux que ne l’aurait fait la recherche fastidieuse dans les journaux syndicaux et les coupures de presse. Et l’on peut déplorer que, pendant toute une période, ce souci de graver ces souvenirs n’ait pas été pris suffisamment en considération. Car l’image est certainement la meilleure façon de s’approprier l’histoire et de pouvoir s’y identifier.

Les archives du Musée d'ethnographie de Neuchâtel

Histoire et usages

Bernard Knodel

Il semble à première vue évident de trouver des archives dans un musée dont l'histoire couvre plus d'un siècle. Le noyau initial des collections du Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN), constitué du cabinet d'histoire naturelle du militaire Charles Daniel de Meuron (1738–1806), a en effet été donné en 1795 à la Ville de Neuchâtel.¹ Les collections, dites ensuite ethnographiques, ont continué à s'accroître tout au long du XIX^e siècle avant d'être installées sur la colline Saint-Nicolas, dans la villa léguée en 1904 à la Ville par James-Ferdinand de Pury (1823–1902), commerçant ayant fait fortune dans le négoce de tabac au Brésil. Le Musée ainsi fondé a ensuite acquis au XX^e siècle une renommée internationale grâce à sa politique expographique innovante.

Pourtant, de manière assez surprenante dans une institution à caractère patrimonial, la notion d'archives identifiées comme telles au sein du MEN ne va pas de soi. L'absence d'une politique institutionnelle de constitution, de gestion et de conservation des archives pourrait même faire conclure à leur inexistence. La réalité est plus nuancée: les archives du MEN ont surtout des contours flous qui rendent leur appréhension et leur délimitation complexes. Les rapports annuels du Musée, rédigés par les acteurs mêmes de l'institution, témoignent de l'apparition relativement récente de cette notion d'archives. Il s'agira ici tout d'abord d'évoquer l'évolution de celle-ci au sein du MEN, pour ensuite s'intéresser à deux des missions principales du musée: la collection et l'exposition. Ces activités développent une manière spécifique de classer, conserver, voire de mobiliser, les documents: ce sera l'objet de la seconde partie de cet article.

La notion d'archives au MEN

La première mention de la présence d'archives identifiées comme telles et impliquant l'idée de préservation au sein du Musée apparaît dans le rapport annuel de 1975, associée aux collections d'ethnomusicologie.² Les «archives sonores» désignent alors les enregistrements originaux dont une copie doit être effectuée

pour assurer la sauvegarde à la fois des contenus et des supports. Dans les années 1980, la notion d'archives s'est étendue aux photographies, envisagées jusqu'alors principalement dans une perspective documentaire mais très souvent déconsidérées. Le rapport annuel de l'année 1984 révèle une première attention accordée à l'organisation des collections photographiques. Toutefois seuls sont ici concernés les «négatifs des missions sahariennes» et les «photos d'objets».³ Puis, cette préoccupation pour la préservation, le classement et l'étude des photographies conservées s'élargit progressivement à l'ensemble du fonds. En 1995, l'acquisition de quatre grandes armoires installées au sous-sol pour y rassembler les collections photographiques témoigne de cette évolution, tout comme la réalisation d'un premier inventaire des fonds anciens du MEN. Ce dernier est publié en 1997 dans l'inventaire global des archives photographiques des musées suisses réalisés par la SSE/SEG, sous le titre *L'objectif subjectif*.⁴

Parallèlement, au cours des années 1980, les archives sont mentionnées de plus en plus régulièrement. C'est principalement la question de leur stockage qui préoccupe.⁵ Au cours des travaux de rénovation des bureaux et des salles de réunion du Musée, situés principalement au premier étage de la Villa de Pury, des rayonnages sont transformés en armoires pour y déposer les archives du Musée.⁶ Mais la réalité désignée par le terme d'archives n'est toujours pas clairement définie. Celui-ci semble englober non seulement tous les documents générés par le fonctionnement institutionnel et administratif, notamment produits par le secrétariat, mais également et de manière indistincte, tout document sur support papier y compris les photographies.

Au début des années 2000, la célébration du 100^e anniversaire de la fondation du Musée en 1904 constitue un tournant. Les travaux de recherche menés sur l'histoire de l'institution occasionnent une prise de conscience de la richesse documentaire et de la valeur historique des fonds du MEN.⁷ Afin de les organiser et d'en assurer la préservation, le Musée se dote d'une base de données d'indexation et de gestion des fonds documentaires (papier, image, son, vidéo), baptisée Midoc. Offrant une cartographie et un inventaire très partiel des fonds du MEN, cette base de données est toujours alimentée épisodiquement au gré des dépouillements effectués lors de travaux de recherches ou de stages. Actuellement, l'équipe du MEN réfléchit à incorporer les données de Midoc dans la base Muse II, initialement développée pour l'inventaire des objets des collections, mais étendue ces dernières années à l'inventaire des fonds sonores et des photographies du Musée.

Enfin, entre 2013 et 2017, la rénovation du Musée d'ethnographie de Neuchâtel a nécessité de vider de son contenu la totalité des bâtiments (à l'exception de l'Octogone occupé conjointement par le MEN et l'Institut d'ethnologie de l'UNINE). Cet important processus de déménagement, sans précédent depuis l'inauguration

du Musée en 1904, a permis de rassembler dans un seul et même local externalisé, la majeure partie des archives jusqu'alors disséminées dans les différents bureaux ainsi que les collections photographiques du Musée. Cette décision dénote la valeur désormais accordée à des fonds régulièrement consultés et mobilisés en lien avec la mission conservatoire du Musée, l'intérêt des conservateurs pour son histoire et la tradition d'une démarche réflexive au sein de l'institution. Sous la direction de Marc-Olivier Gonseth, conservateur de 2006 à 2018, s'est en effet accentuée la valorisation des archives du Musée au travers d'expositions questionnant l'histoire de l'institution elle-même et la formation de ses collections. Dans la ligne de *Retour d'Angola* (6. 10. 2007 – 31. 12. 2012) et d'*Imagine Japan* (20. 6. 2014 – 26. 4. 2015), la conception des différentes expositions actuellement rassemblées dans la Villa de Pury au sein du programme de *L'impermanence des choses* (dès le 26. 11. 2017) a prolongé cette démarche. En présentant «des échantillons significatifs des collections anciennes et récentes», l'équipe a effectué un nouveau retour sur son passé ainsi que sur l'histoire des bâtiments et de leurs différents aménagements muséographiques.

Archives et documentation des collections

Du noyau initial des collections ethnographiques jusqu'aux pratiques actuelles d'acquisition se dessine une histoire complexe et protéiforme dont un ensemble de documents conserve les traces. La vocation patrimoniale du Musée donne une importance fondamentale à l'objet matériel tridimensionnel conservé dans les collections – même si les interrogations sur le bien-fondé et la pertinence de cette mission et des modalités de sa réalisation restent constantes au MEN depuis les années 1980. La valorisation et la compréhension de ces fonds, qui légitiment l'existence même de l'institution muséale, nécessitent la conservation des témoignages qui permettent de les documenter et de comprendre leur formation. Au sein du Musée, les sources anciennes relatives à l'histoire des collections ethnographiques de la Ville de Neuchâtel sont essentiellement constituées de correspondances et de papiers divers comprenant, au mieux, les listes plus ou moins détaillées des objets censés être entrés dans les collections de la Ville. Exceptionnellement, elles se composent aussi de fonds documentaires accompagnant les objets. Les différents rapports, procès-verbaux et inventaires permettent de retracer l'accroissement des collections et mentionnent plus ou moins succinctement les entrées annuelles d'objets. Les motivations et les intérêts variés des conservateurs apparaissent en filigrane dans la correspondance échangée avec les intermédiaires ou avec les fournisseurs – missionnaires, voyageurs, commerçants, militaires, etc. – et permettent ainsi d'analyser le processus d'accroisse-

ment des collections. Mais les acquisitions se font souvent lors d'opportunités dont les archives ne conservent que des informations extrêmement lacunaires. La documentation du contexte d'origine de l'objet est quant à elle excessivement fragmentaire, parfois même inexistante, sauf pour de rares exceptions. Elle reste alors toujours marquée par les conceptions et les perceptions, voire les préjugés du collecteur. Cette constatation amène ainsi Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard et Roland Kaehr à affirmer en 2005: «À ceux qui s'étonnent de la présence de tant de productions des «autres» dans cette petite ville et qui prétendent que l'institution ne garde rien du patrimoine local, il convient de faire remarquer qu'elle est en fait un musée d'histoire, mais à travers des objets qui ne disent rien de ceux qui les ont utilisés ou fabriqués et perpétuent au contraire le souvenir de ceux qui les ont rapportés.»⁸

Au cours du XX^e siècle, les conservateurs s'impliquent de plus en plus dans le processus de constitution des collections, au point de participer directement à la collecte de patrimoine matériel sur le terrain ou à l'organisation de missions de collecte par le Musée. Dès les années 1930, cette évolution entraîne un tournant majeur dans la constitution de la documentation liée aux collections. La richesse des documents générés par la deuxième Mission scientifique suisse en Angola de 1933 est à ce titre emblématique. Théodore Delachaux (1879–1949), conservateur du Musée de 1921 à 1945, prend part à cette mission scientifique organisée par Albert Monard (1866–1952), conservateur du Musée d'histoire naturelle de La Chaux-de-Fonds, afin de s'occuper du versant ethnographique de la Mission. Les archives conservées permettent d'étudier la quasi-totalité du processus de la mission: les motivations personnelles et institutionnelles, les préparatifs de départ, les contacts et les réseaux, le parcours et les pratiques de terrain, l'étude et la mise en valeur des résultats, la gestion muséale.... Elles débordent donc largement la simple documentation de collection. Elles renseignent même davantage sur les méthodes de travail, les intérêts des collecteurs et leur rapport au territoire parcouru, que sur le contexte culturel du patrimoine matériel récolté.⁹

Dans les années qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Musée se développe considérablement sous la direction de Jean Gabus (1908–1992), conservateur de 1945 à 1978. En associant la pratique de collecte sur le terrain avec l'exposition, dans une continuité théorisée dans son ouvrage *L'objet témoin*, Jean Gabus donne une importance capitale à la documentation du contexte, rassemblée et enregistrée lors de l'acquisition de l'objet.¹⁰ Non seulement il organise de nombreuses missions ethnographiques de collecte, notamment en Afrique du Nord, son terrain d'élection, mais il développe aussi le Musée de Neuchâtel comme un «instrument de travail».¹¹ Il crée les «services du Musée» pour gérer, étudier et valoriser les matériaux récoltés: bibliothèque, cartothèque, discothèque, photothèque, laboratoire de photographie et filmothèque. Toutefois,

aucun service d'archives ou de documentation n'existe alors. Devant l'accroissement exponentiel durant cette période des collections et des matériaux qui les accompagnent, la démarche d'inventaire et la gestion matérielle des collections restent prioritaires par rapport à la considération des sources anciennes et leur préservation. L'information sur les objets est rassemblée, formalisée et intégrée, dans la mesure du possible, dans des fichiers d'inventaires qui sont mis à contribution notamment pour permettre aux objets de «témoigner» lors de leur mise en exposition.

Il faut attendre la fin des années 1970 pour qu'un tri rétrospectif soit effectué dans les sources anciennes constituées de correspondances et de documents originaux, en vue de les exploiter à des fins documentaires. Au cours des années 1980, cette documentation des collections est rassemblée dans un mobilier spécifique constitué de dossiers suspendus, classés de manière chronologique année par année et constamment mobilisés dans les recherches sur les collections. Ces fichiers sont encore actuellement alimentés au gré des nouvelles acquisitions, mais aussi des recherches effectuées sur les collections anciennes. Au cours des années 1990, le développement de l'informatique et notamment le passage d'un inventaire «papier» (registres et fichiers) à une base de données informatique permettent de concentrer et de relier les différents documents pour même intégrer les copies numérisées des documents les plus pertinents et conserver les originaux dans des dossiers d'archives. La mise en place de ce dispositif traduit l'importance capitale des sources anciennes et des archives qui gardent la trace des processus de collecte et de conservation des collections. Elle révèle surtout l'intérêt de les préserver et de les exploiter non plus uniquement dans une perspective de documentation, mais surtout afin de reconstituer, d'analyser et de comprendre l'histoire de l'institution dans une ambition réflexive. À ce titre et de manière beaucoup plus large, les travaux de l'historien Serge Reubi, et notamment l'ouvrage *Gentlemen, prolétaires et primitifs* tiré de sa thèse de doctorat, donnent un éclairage particulièrement instructif sur l'histoire de l'ethnographie suisse de la fin du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e siècle.¹² Pour ce faire, ils étudient les pratiques scientifiques et l'institutionnalisation de l'ethnographie à partir des matériaux archivistiques des principales institutions helvétiques de l'époque.

Les archives d'exposition

Plus encore que le rôle de conservation du Musée, la pratique des expositions et l'ouverture au public ont généré de nombreux documents. Là encore, dans un premier temps, ces documents n'ont pas été rassemblés et pensés comme des archives à part entière. Pourtant, dès l'installation des collections ethnographiques

en 1904 dans la Villa de Pury et tout au long de la première moitié du XX^e siècle, la question des modalités de leur présentation au public a été une préoccupation constante des différents conservateurs du Musée. Ainsi, Charles Knapp (1855–1921), conservateur de 1904 à 1921, affirme dans son discours d'inauguration du Musée: «Dans tout musée, un plan méthodique s'impose. Dès l'origine, une double classification s'offrait à nous: ordre de matières ou ordre géographique. Nous avons dû renoncer à la première pour des raisons faciles à comprendre: manque de place et difficulté de se procurer un nombre suffisant de séries complètes.»¹³ Les rapports annuels ainsi que les procès-verbaux des réunions de la commission du Musée témoignent ensuite de ces incessants réaménagements et manifestent la récurrence d'une problématique présente dès 1904: le manque de place et l'encombrement des vitrines. En effet, la totalité des collections est exposée dans les vitrines du Musée dans une présentation qui tend à une volonté d'universalité et d'exhaustivité. L'évolution des modes de présentation et d'organisation du parcours des salles peut être reconstituée à travers les différents plans d'implantation et les croquis des vitrines et quelques photographies des salles prises dans les années 1930.

Quelques rares expositions temporaires sont réalisées par Théodore Delachaux. Mais, en tant qu'événement délimité dans le temps et consacré à un sujet précis, ce phénomène prend une importance prépondérante sous la direction de Jean Gabus, contribuant rapidement à la renommée internationale du Musée. Il faut attendre néanmoins la construction de l'annexe, baptisée par Jean Gabus «Musée dynamique» et destinée justement à recevoir les expositions temporaires et itinérantes, pour que soient constitués des dossiers d'archives spécifiques aux expositions et organisés comme tels. Témoignant d'une conscience aiguë de l'intérêt de conserver une trace de la pratique expographique institutionnelle, ces dossiers permettent de suivre tout le processus des expositions qui se sont déroulées dans le bâtiment depuis sa construction en 1955. Ils rassemblent les divers documents générés par chaque exercice: organisation et planification de l'exposition (procès-verbaux des réunions des concepteurs, choix d'un sujet, d'un angle d'approche et élaboration d'un scénario, documentation photographique et textuelle des différents aspects du sujet, correspondance avec des chercheurs et des institutions partenaires, emprunts de collections, finances et budgets), mise en espace de l'exposition (croquis scénographiques, choix graphiques, plans), élaboration de cycles de conférences et de diverses animations, réception médiatique et publique avec notamment les livres d'or et les revues de presse rassemblées sous forme d'album reliés. S'y ajoutent éventuellement l'évaluation de l'exposition, des études de public et l'organisation de l'itinérance.

Comme chaque exposition est différente, aborde des sujets distincts et implique des acteurs spécifiques, chaque dossier a ses particularités. Toutefois, l'organi-

sation des rubriques est souvent similaire. Encore méconnues et peu exploitées, ces archives permettent d'étudier la pratique expographique du MEN sur plus d'un demi-siècle à travers deux grandes tendances, généralement rattachées au courant de la Nouvelle-Muséologie, mais aux positionnements théoriques et aux pratiques bien distinctes. La première concerne l'apport capital de Jean Gabus qui a mis en œuvre avec son équipe les concepts de «Musée spectacle» et d'«objet témoin» comprenant la construction du Musée dynamique, du Magasin et du Musée statique.¹⁴ L'autre, qualifiée de «muséologie de la rupture» a été développée à partir des années 1980 par Jacques Hainard et son équipe, prônant la «poly-sémie» de l'objet tout en abordant des sujets sociétaux avec une liberté de ton radicale afin de favoriser le questionnement du visiteur. À cette période, la pratique expographique, conçue comme réflexive, se livre au travers des expositions et des publications qui les accompagnent à une déconstruction de l'institution muséale en interrogeant ses fondements, ses missions, ses pratiques, ses langages, mais aussi les matériaux et les outils de sa démarche. Pour ce faire, les archives des expositions sont, là encore, régulièrement mobilisées. Elles forment également une source d'inspiration dans la pratique expographique actuelle et il arrive encore fréquemment aujourd'hui que les équipes de conception consultent, à des fins diverses, les archives des expositions anciennes. Il s'agit alors de comprendre comment telle problématique avait été spatialisée, ou quel artifice avait été mobilisé.

L'exploitation des archives permet également d'inscrire la pratique expographique du MEN dans une perspective plus large, actuellement en plein essor: l'histoire des expositions. Même s'il est souvent associé au domaine artistique, le phénomène de l'exposition déborde en effet largement les frontières disciplinaires et même le cadre muséal pour s'étendre à tous les dispositifs de monstration, aussi variés soient-ils.

Ce rapide survol est loin d'être exhaustif. Hormis les dossiers consacrés au fonctionnement administratif, à la documentation des collections et aux expositions temporaires, les archives conservées sont essentiellement organisées selon l'identité de leurs producteurs, à savoir les différents acteurs qui ont participé à l'histoire de l'institution. Les fonds principaux portent donc les noms des conservateurs et des collaborateurs du Musée. Soit ces ensembles de documents ont été produits à l'intérieur du Musée et stockés depuis lors dans l'institution, soit, parfois, ils ont été transmis par les familles ou les proches des collaborateurs. C'est le cas d'une partie importante du fonds Jean Gabus, notamment des dossiers concernant les différentes missions d'expertise muséale qui l'ont amené à travailler sur divers projets à l'étranger mis en œuvre, entre autres, par l'UNESCO. Jean Gabus, qui considérait ces différentes missions comme des missions personnelles, avait emporté ces dossiers lors de son départ à la retraite en 1978. Ses

héritiers les ont retournés au MEN lors de son décès en 1992. Au cours de ses travaux sur la diplomatie culturelle suisse,¹⁵ l'historien Matthieu Gillibert a exploité ces archives jusqu'alors méconnues et en a relevé l'intérêt pour éclairer l'action importante de Jean Gabus dans la muséologie internationale. Il en a également effectué un premier dépouillement partiel. Aujourd'hui, ces dossiers font l'objet d'une attention accrue de la part de chercheurs de divers horizons, notamment autour du projet de recherche *Présence suisse au Sénégal. Rôle du design graphique dans une exposition au musée Dynamique de Dakar* démarré par la HEAD de Genève en partenariat avec le Musée Théodore Monod de l'IFAN à Dakar et le MEN. Partant de l'angle du design graphique, ce projet porté par Daniel Sciboz se propose d'étudier dans une perspective interdisciplinaire l'exposition *La Suisse présente la Suisse* (1971) dont l'organisation a été confiée par Pro Helvetia à Jean Gabus, Hans Dürst, conservateur du Musée historique d'Argovie, et Hans R. Woodtli, graphiste des Schweizerischer Werkbund. Sous-titrée *Arts, histoire et actualité*, l'exposition repose sur la déclinaison de la question pléonastique «Pourquoi la Suisse est-elle la Suisse?» à travers un parcours menant de l'époque préhistorique aux années 1960 en huit stations distinctes.

Notes

- 1 Roland Kaehr, *Le mûrier et l'épée. Le cabinet de Charles Daniel de Meuron et l'origine du musée d'ethnographie à Neuchâtel*, Neuchâtel 2000.
- 2 François Borel, «Musée d'ethnographie: Archives sonores», *Ville de Neuchâtel. Bibliothèques et Musées 1975*, Neuchâtel 1976, 107.
- 3 Jacques Hainard, Roland Kaehr et Cilette Keller, «Musée d'ethnographie. Gestion des collections», *Ville de Neuchâtel. Bibliothèques et Musées 1984*, Neuchâtel 1985, 108.
- 4 Roland Kaehr avec la collaboration d'Anne Besse, «Musée d'ethnographie Neuchâtel» dans Christian Kaufmann et al., *L'objectif subjectif. Collections de photographies ethno-historiques en Suisse*, Berne 1997, 113–117.
- 5 Jacques Hainard, Roland Kaehr et Cilette Keller, «Musée d'ethnographie. Généralités», *Ville de Neuchâtel. Bibliothèques et Musées 1987*, Neuchâtel 1988, 111.
- 6 Jacques Hainard, Roland Kaehr et Cilette Keller, «Musée d'ethnographie. Généralités», *Ville de Neuchâtel. Bibliothèques et Musées 1989*, Neuchâtel 1990, 104.
- 7 Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard, Roland Kaehr (éd.), *Cent ans d'ethnographie sur la colline de Saint-Nicolas, 1904–2004*, Neuchâtel 2005.
- 8 Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard et Roland Kaehr, «Ouverture», in Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard, Roland Kaehr (éd.), *Cent ans d'ethnographie sur la colline de Saint-Nicolas, 1904–2004*, Neuchâtel 2005, 12.
- 9 Marc-Olivier Gonseth, Serge Reubi, Bernard Knodel (éd.), *Retour d'Angola*, Neuchâtel 2010.
- 10 Jean Gabus, *L'objet témoin. Les références d'une civilisation par l'objet*, Neuchâtel 1975.
- 11 Jean Gabus, «Musée d'ethnographie», *Bibliothèques et musées de la Ville de Neuchâtel 1949*, Neuchâtel 1950, 55.
- 12 Serge Reubi, *Gentlemen, prolétaires et primitifs. Institutionnalisation, pratiques de collection et choix muséographiques dans l'ethnographie suisse, 1880–1950*, Berne 2011.
- 13 Charles Knapp, «Souvenir de l'inauguration», in Marc-Olivier Gonseth, Jacques Hainard,

- Roland Kaehr (éd.), *Cent ans d'ethnographie sur la colline de Saint-Nicolas, 1904–2004*, Neuchâtel 2005, 41.
- 14 Jean Gabus, «Principes esthétiques et préparation des expositions didactiques», *Museum* 18/1/2 (1965).
 - 15 Matthieu Gillibert, *Dans les coulisses de la diplomatie culturelle suisse. Objectifs, réseaux et réalisations (1938–1984)*, Neuchâtel 2013.

Changer de nom pour changer de passé?

Échange autour de l'Espace Louis-Agassiz à Neuchâtel, devenu Espace Tilo-Frey

Isaline Deléderray-Oguey, Chantal Lafontant Vallotton¹

Rédacteur: Matthieu Gillabert

Matthieu Gillabert (MG): En août 2018, la décision du Conseil communal (exécutif) de débaptiser l'Espace Louis-Agassiz et de lui donner le nom de Tilo Frey, femme politique suisse-camerounaise, première Neuchâteloise élue au Parlement fédéral en 1971, a suscité des débats soutenus au Conseil général (législatif) de la Ville de Neuchâtel. À cet emplacement se trouve le principal bâtiment de la Faculté des lettres de l'Université de Neuchâtel. Par la suite, cette décision a été largement discutée dans l'espace public, que ce soit dans la presse ou lors de rencontres citoyennes. Dans quelles circonstances – locales, politiques – et pour quelles raisons cette décision a-t-elle été prise?

Isaline Deléderray-Oguey (IDO): La décision du Conseil communal de débaptiser l'Espace Louis-Agassiz est la conséquence de deux interpellations du Conseil général. La première, déposée par le groupe Pop-Vert-Sol en juin 2018, demandait de «reconsidérer la place et l'héritage de Louis Agassiz dans l'espace public» en proposant par exemple d'ajouter des plaques explicatives sur les «monuments» dédiés à Louis Agassiz en ville de Neuchâtel, à savoir l'emplacement de la Faculté des lettres et sciences humaines, le buste placé dans le bâtiment principal de l'Université et le tableau accroché au Muséum d'histoire naturelle. La seconde interpellation, déposée en août 2018 par le groupe PLR et intitulée «Tilo Frey: pour que ce symbole de la présence des femmes dans la vie publique s'ancre dans la durée», désirait que la Ville «mette à l'honneur la mémoire de Tilo Frey».

Chantal Lafontant Vallotton (CLV): Le Conseil communal, estimant que les réflexions concernant ces deux interpellations étaient liées, a choisi d'y répondre de façon conjointe, en renommant l'Espace Louis-Agassiz en Espace Tilo-Frey. Il a voulu par ce changement promouvoir une figure féminine à la trajectoire tout sauf ordinaire et «prendre le contre-pied de l'intolérance, de la xénophobie et du racisme qui malheureusement montent en puissance dans de nombreuses régions du monde» pour citer les termes du communiqué de presse du mois de septembre 2019. Il s'agissait également de privilégier les références à des femmes pour les noms de rue. Tilo Frey n'est que la cinquième figure féminine – pour

64 hommes – à être honorée dans l'espace public en ville de Neuchâtel. Il faut remonter à 1962 pour trouver un baptême de nom de rue dédié à une femme (Isabelle de Charrière).

Relevons que le Conseil communal est composé de trois femmes et deux hommes et qu'il est à majorité rose-verte, soit deux socialistes, une Pop-Vert-Sol et deux radicaux-libéraux. La Direction de la culture et intégration est aux mains d'un conseiller communal engagé depuis longtemps en matière d'intégration des étrangers et de lutte contre le racisme. Le Conseil général (législatif) de la Ville a débattu de la question le 12 novembre 2018 et approuvé la décision du Conseil communal.

IDO: Liant artificiellement ces deux interpellations et voulant faire d'une pierre deux coups, le Conseil communal a pris la décision, très rapidement, de changer le nom de l'Espace Louis-Agassiz en Espace Tilo-Frey. Pour ma part, je pense que c'était une erreur de vouloir lier ces deux interpellations qui ont par hasard été déposées à moins de deux mois d'intervalle, mais qui n'avaient initialement aucun lien entre elles et traitaient de sujets bien différents.

MG: Les nombreux courriers de lectrices et de lecteurs et la forte affluence lors de la soirée de discussion sur le changement de nom du 16 janvier 2019 semblent montrer un intérêt marqué de la population pour cette question. Comment expliquez-vous cet intérêt et l'émotion suscités?

CLV: La figure de Louis Agassiz (1807–1873) est controversée dans l'espace public en Suisse depuis une dizaine d'années déjà, si l'on considère notamment l'action du comité «Démonter Louis Agassiz», lancée en 2007. Rappelons que le naturaliste a été un des tenants du racialisme au XIX^e siècle et a exploité son immense autorité de scientifique pour cautionner les politiques ségrégationnistes aux États-Unis.

À Neuchâtel, Louis Agassiz a été longtemps présenté au public comme l'un des plus grands scientifiques du XIX^e siècle et le fondateur de l'Académie. Jusque dans l'histoire récente, on s'est très peu confronté aux côtés controversés du personnage qui était devenu une figure iconique. Par exemple, en 1988, l'*Histoire de l'Université de Neuchâtel* ne contenait rien sur les théories racistes de Louis Agassiz dans la vingtaine de pages qui lui étaient consacrées. On ne trouvait également rien sur ses doctrines raciales dans l'article des *Biographies neuchâteloises*, publié en 1998, ou encore dans la notice qui lui était consacrée dans l'ouvrage *Neuchâtel 1011–2011*, sorti en 2010 à l'occasion du Millénaire de la ville de Neuchâtel. Dans le canton de Neuchâtel, Marc-Antoine Kaeser est l'un des rares historiens à avoir thématiqué les théories racistes du personnage dans ses travaux sur Édouard Desor et Louis Agassiz publiés dès 2004. La notice Louis Agassiz qui se trouve sur le site internet de l'Université de Neuchâtel témoigne

également de cette approche critique. Mais autrement, Agassiz est resté dans bien des esprits une figure iconique, celle d'un grand homme qui est intouchable. IDO: Je pense que c'est justement parce que ce changement touche des thématiques particulièrement sensibles aujourd'hui: le racisme, le féminisme, la place des femmes dans l'espace public; mais aussi des thématiques identitaires: que faire de la part sombre des grands hommes d'autrefois? Comment vivre avec? Qui sommes-nous pour juger le passé avec les valeurs d'aujourd'hui?

CLV: Ces réactions émotionnelles doivent aussi être inscrites dans un contexte plus large: en 2003, la prédication du pasteur Théo Buss à la Collégiale de Neuchâtel, qui soulignait l'implication de ressortissants neuchâtelois dans l'esclavage des Noirs, avait déjà fait grand bruit, suscitant une onde de choc au sein de certains milieux.

IDO: Lors du café scientifique organisé par l'Université, j'ai été impressionnée de voir à quel point le débat était émotionnel et aussi à quel point les personnes se sentaient personnellement touchées par ces questions. Le but était d'élargir et d'élever le débat sur la question du passé décomposé des grands hommes, sur le concept de *damnatio memoriae*, mais en réalité, nous sommes restés vissés à Louis Agassiz. De plus, le débat était complexe, puisqu'il mêlait différents acteurs qui se sont prononcés à différents niveaux: l'opinion publique, les politiciens et les historiens. Certains se situaient plutôt au niveau de la mémoire, qui est par définition affective, subjective et sélective (on a tendance à retenir que ce qui nous conforte dans nos opinions ou ce qui nous arrange), tandis que d'autres se plaçaient au niveau de l'histoire, qui est certes aussi une construction, mais qui respecte certaines règles scientifiques. Je pense qu'il est important de distinguer les deux.

MG: Plusieurs articles ont fait le parallèle avec l'Amérique de Trump où des symboles confédérés dans l'espace public deviennent un enjeu de luttes entre groupes sociaux. Dans les pays postsocialistes, la question des symboles communistes a également été très sensible et, en Pologne par exemple, l'Institut de la Mémoire nationale a publié encore en 2016 des listes de noms qui doivent être proscrits selon la loi sur «l'interdiction de la propagation du communisme ou d'un autre système totalitaire par des noms d'immeubles, d'installations et de services publics». Or, les niveaux de débats sont multiples: sur les valeurs politiques représentées par ces symboles, sur les jugements du présent portés au passé, sur la représentation des sexes dans l'espace public, sur la participation démocratique pour nommer des lieux communs. Quels ont été les aspects les plus prégnants des débats, la disparition de l'Espace Louis-Agassiz ou la création de l'Espace Tilo-Frey?

IDO: Je crois que l'aspect le plus prégnant est la disparition de l'Espace Louis-Agassiz. On peut difficilement être contre l'attribution d'une rue ou d'une place à Tilo Frey. Par contre, ce que beaucoup reprochent au Conseil communal,

c'est de faire disparaître le nom de Louis-Agassiz pour le remplacer par celui de Tilo Frey.

Encore une fois, il est vraiment regrettable que les deux sujets aient été liés par le Conseil communal. On aurait pu avoir un vrai débat sur la place des femmes dans l'espace public: jusqu'à cette année, il n'y avait que quatre rues à Neuchâtel qui portaient le nom d'une femme (Marie de Nemours (1625–1707), princesse souveraine de Neuchâtel; Jehanne de Hochberg (1485–1543), comtesse de Neuchâtel; Isabelle de Charrière (1740–1805), femme de lettres et sainte Héléne). De plus, quand on supprime un nom, plane toujours le fort soupçon de vouloir gommer l'histoire.

CLV: Dans les premiers mois qui ont suivi l'annonce du changement, les aspects les plus prégnants des débats – ou du moins les plus médiatisés – ont été certainement la disparition de l'Espace Louis-Agassiz. Sans contester le choix de l'*honoranda*, des adversaires ont reproché au Conseil communal de vouloir effacer le présent, de sacrifier au «politiquement correct», de se méprendre à juger le passé avec nos critères actuels et que personne ne pouvait être parfait. On a aussi estimé l'acte des autorités politiques précipité et regretté le choix d'une femme sans parcours académique pour nommer l'adresse d'une faculté. Les autorités de la Ville de Neuchâtel ont souligné d'emblée le caractère exceptionnel de ce changement, suite à la crainte exprimée par certain·e·s que cette décision ne déclenche un effet domino: plusieurs ressortissants neuchâtelois, qui ont donné des noms de rue, ont été impliqués de près ou de loin dans la traite des Noirs et l'esclavage. Les critiques acerbes n'ont pas non plus épargné le Conseil communal. L'opération a été qualifiée par certains de ridicule, d'imposture, d'acte révisionniste, de machine démagogique à rectifier le passé et de gommage brutal de l'histoire face à un nom de rue existant depuis le XIX^e siècle. La confusion était profonde puisque Louis Agassiz avait bien été honoré par le nom d'une rue en ville de Neuchâtel à la fin du XIX^e siècle, mais celle-ci ne se trouvait pas sur l'emplacement de la Faculté des lettres et elle avait été supprimée par la construction du nouveau bâtiment de l'École de commerce en 1979. Cette rue n'avait d'ailleurs jamais été l'adresse d'une institution ou d'un particulier.

Dans tous ces débats, la trajectoire de Tilo Frey a été mise en arrière-plan. Il y a bien entendu des personnes à Neuchâtel parmi les élu·e·s, les universitaires, mais aussi des associations, comme le CICM (Communauté pour l'intégration et la cohésion multiculturelle du canton) qui ont salué d'emblée le changement et rappelé le rôle pionnier joué par Tilo Frey. Ces voix ont été moins relayées par les médias dans les premiers mois. Les célébrations autour du 60^e anniversaire de l'introduction du suffrage féminin dans le canton de Neuchâtel (1959–2019) et les préparatifs de la grève des femmes du 14 juin ont contribué à donner une plus grande résonance aux partisan·e·s du changement.

MG: Plusieurs historiennes et historiens s'intéressent depuis peu à la participation de la Suisse à l'entreprise coloniale, qu'elle soit intellectuelle, économique, religieuse ou culturelle. Dans ce contexte, Neuchâtel a bénéficié, en plus du prestige de Louis Agassiz, pour son développement scientifique, de nombreux mécènes impliqués dans le financement de la traite des Noirs et de l'esclavage. Cette ville joue-t-elle un rôle particulier en Suisse dans le rapport à ce passé?

CLV: Parmi les ressortissants neuchâtelois ayant participé à l'entreprise coloniale figurent deux mécènes majeurs de la ville de Neuchâtel: David de Pury et Jacques-Louis de Pourtalès. Tous deux sont d'ailleurs impliqués dans la traite des Noirs et l'esclavage. Ces aspects ont malheureusement été peu étudiés par les historien-ne-s du canton de Neuchâtel.

D'une manière générale, les recherches sur l'implication de ressortissants neuchâtelois à la traite des Noirs ont été conduites surtout par des historien-ne-s de Genève, Lausanne et de Suisse alémanique. Je pense notamment à l'étude pionnière de Thomas David, Bouda Etemad et Janick Schaufelbuehl sur la Suisse et l'esclavage des Noirs parue en 2005. Mais cela n'explique pas tout. Il convient aussi de mentionner les problèmes d'accès aux fonds archivistiques. L'accès au fonds Pourtalès, par exemple, conservé aux Archives de l'État de Neuchâtel, est restreint – fermé – suivant les sujets. J'ai moi-même essayé un refus de consultation en juillet 2018 à la suite d'une demande formulée en avril de l'exercice, dans le cadre des préparatifs d'une exposition sur les indiennes du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel, dont une section questionnait l'implication de Neuchâtelois dans la traite des Noirs. Les crispations demeurent fortes chez certain-e-s lorsqu'on veut aborder ces aspects. En ce sens, le débat autour du nouvel Espace Tilo-Frey a été très salutaire. Il a permis de faire état de ces questions à un large public et de stimuler la réflexion sur les mécanismes d'omission, voire d'occultation.

IDO: Oui, je pense que Neuchâtel a un rôle certain à jouer en Suisse par rapport à ce passé. Mais à la suite de ces très nombreuses discussions, je ne suis pas sûre que Neuchâtel, au niveau politique et populaire, souhaite ou même soit prête à parler de ces questions. Plusieurs fois, le Conseil communal a dit qu'il ne voulait pas créer de précédent avec «l'affaire Agassiz», par rapport à d'autres personnages dont des rues honorent le nom, tels que David de Pury, Pierre-Alexandre DuPeyrou ou encore Jacques-Louis de Pourtalès. Au contraire, je pense que changer un nom de rue est un geste très fort, lourd de conséquences, on ne peut pas le faire sur un coup de tête ou alors il faut être conséquent. Pourquoi Louis Agassiz et pas les autres? Peut-être parce qu'il n'a pas financé les développements de la ville? Peut-être parce qu'il est «facile à faire oublier»? Peut-être aussi parce qu'il a terminé sa vie en Amérique et qu'il n'a pas de descendants directs à Neuchâtel pour prendre sa défense?

Généralement, ce que l'on peut observer dans d'autres cas, c'est une réflexion généralisée et globale, telle que celle menée dans des villes telles que Nantes (noms liés au commerce triangulaire) et Madrid (noms liés à la dictature franquiste). En Espagne, il y a même une loi sur la mémoire historique, datant de 2007, qui vise à retirer de l'espace public les hommages hérités de la dictature franquiste (1939–1975). C'est aussi ce qui a été fait à Neuchâtel en 1849, après la Révolution républicaine, puisque des mesures légales ont été prises pour qu'on ne retrouve pratiquement plus aucune trace de la souveraineté exercée par les rois de Prusse dans l'espace public. Si on décide de lancer cette réflexion, alors il faut se poser cette question introspective: qui sommes-nous pour juger le passé? Qui est habilité à le faire et à quel titre? Qui est responsable de la politique mémorielle de la ville de Neuchâtel? C'est très facile de gommer le passé quand il nous dérange, d'utiliser nos valeurs actuelles du XXI^e siècle pour condamner le XX^e siècle. Je pense au contraire que la démarche devrait être différente, qu'il faudrait essayer de se confronter au passé pour vivre notre présent et imaginer, créer un futur différent et meilleur.

MG: Cet espace se situe entre l'aula de l'Université et le bâtiment principal de la Faculté des lettres et sciences humaines. L'Université de Neuchâtel s'est-elle positionnée dans ce débat?

IDO: J'aimerais rappeler préalablement qu'il existait déjà une rue Louis-Agassiz, à proximité immédiate de l'Espace qui allait porter son nom, entre 1880 et 1981. À la suite de la construction de l'Institut de physique et à l'annexe de l'École de commerce, elle a disparu. Il semble que la Ville ait décidé assez naturellement d'inaugurer l'Espace Louis-Agassiz en 1988 comme adresse pour le nouveau bâtiment de la Faculté des lettres et des sciences humaines, construit entre 1984 et 1986.

Le Rectorat de l'Université a été consulté par le Conseil communal. Sa prise de position est publiée dans le Rapport du Conseil communal du 28 août 2018 et dans un article d'*Arcinfo* du 14 septembre 2018. Le Rectorat entend contribuer à expliquer les différentes facettes du personnage, en soulignant «l'importance d'Agassiz en tant que scientifique et son rôle fondateur dans l'existence [...] d'une Université à Neuchâtel», tout en parlant de ses théories racistes. Mais le Rectorat rappelle également «qu'un changement de nom n'étant pas une démarche anodine, il devrait si possible intervenir en lien avec un événement important, par exemple [...] une modification urbanistique majeure telle que la construction d'un deuxième bâtiment sur le site». Concernant le choix du nom, «sa préférence irait à une femme ayant un lien avec l'Université et/ou la formation en général». Le Rectorat était bien conscient que, quelle que soit sa position, elle ferait débat. En effet, je suppose que s'il s'était positionné contre le change-

ment, il aurait été accusé de racisme et d'antiféminisme. Par contre, le Rectorat a clairement décidé de laisser le buste en place et a refusé de poser une plaque explicative à côté. Il n'a pas non plus modifié la biographie que l'on peut lire sur le site internet de l'Université, contrairement au *DHS* qui a publié une nouvelle version de la notice en mars 2018.

Au niveau de la presse et de la télévision, plusieurs historiens et professeurs de la Faculté des lettres et des sciences humaines se sont prononcés sur la question. Tous se sont exprimés à des degrés divers contre le changement de nom.

CLV: Il est bien entendu très difficile de répondre à cette question de manière précise, faute d'étude. Une certitude: le Conseil communal de Neuchâtel a décidé de renommer l'Espace Louis-Agassiz en Espace Tilo-Frey et a mené la démarche en accord avec le Rectorat de l'Université de Neuchâtel. Ce choix n'a cependant pas fait l'unanimité au sein de l'Alma mater. Des professeurs de la Faculté des lettres et des sciences humaines, des professeurs honoraires, des anciens recteurs et hommes politiques se sont exprimés dans l'espace public ou du moins ont vu leurs propos relayés par les médias, dans les premiers mois qui ont suivi l'annonce du changement. Le 16 janvier 2019, un café scientifique réunissant des partisan·e·s et des adversaires de ce changement a été organisé sur le thème «Que faire des héros au passé décomposé?» par le professeur Jean-Jacques Aubert, à l'Université. Parmi les intervenant·e·s figurait Rémy Scheurer, recteur de l'Université de Neuchâtel en 1988, année où l'Espace Louis-Agassiz avait été inauguré. Des opposant·e·s au changement ont fait entendre leur voix par la presse également jusqu'au début de l'année 2019.

Mais la décision a aussi été saluée par des enseignant·e·s de l'Université et de nombreux étudiant·e·s, sur les réseaux sociaux notamment. Les polémiques se sont estompées au fil des mois et le 6 juin 2019, le nouvel Espace Tilo-Frey a été inauguré. Parmi les intervenant·e·s de la cérémonie figuraient le conseiller communal en charge de la culture et de l'intégration, le recteur de l'Université et la codirectrice de l'Institut d'histoire qui a fait remarquer que rebaptiser un lieu n'obéit pas seulement à des considérations urbanistiques, mais aussi à des questions mémorielles. Il n'est pas anodin de commémorer une femme du XX^e siècle, métisse et active sur le plan politique, comme Tilo Frey plutôt qu'un scientifique du XIX^e siècle aux idées racistes. La cérémonie d'inauguration a aussi connu un retentissement non négligeable dans les médias nationaux: les fortes polémiques des premiers mois, y compris sur les réseaux sociaux, y étaient, semble-t-il, absentes.

MG: La décision de donner un nom aux rues et aux places reste une compétence du Conseil communal et, en juin 2019, le nouvel Espace Tilo-Frey a officiellement été inauguré. Quelles pistes ont été envisagées pour garder la mémoire de

l'ancien nom et comment réfléchir, à partir de ce cas, sur les rapports entre histoire et mémoire dans l'espace public?

CLV: Ce cas nous montre l'importance de ne pas passer sous silence les faces sombres du passé et d'intégrer les acquis de la recherche. L'une des spécificités du cas Agassiz est qu'il s'agit non seulement d'un théoricien du racisme, d'un savant qui a défendu des doctrines qui allaient bien au-delà du paradigme interprétatif racial de son temps, mais surtout que la dénomination de l'Espace Louis-Agassiz est le fruit de l'histoire récente. Rappelons qu'en 1988, c'est le Conseil communal de Neuchâtel qui avait choisi de changer l'adresse de la Faculté des lettres – qui portait le numéro deux du quai Robert-Comtesse – et de nommer la zone délimitée par les nouveaux bâtiments de la faculté en Espace Louis-Agassiz. L'idée avait été plus que bien accueillie par les responsables de l'Université – un peu moins par le doyen de la Faculté des lettres de l'époque qui avait proposé le nom de Jean Piaget, mais qui s'était rallié à l'avis du rectorat.

L'inauguration a eu lieu en 1988, en décalage avec le contexte historiographique et social de l'époque. Certes en 1988, c'est le grand géologue et naturaliste, le fondateur de l'Académie qui a été célébré et non pas le raciste. Mais il est légitime de s'interroger sur les raisons qui ont conduit à l'époque les acteurs de ce choix à ne pas prendre en considération l'idéologie raciste du savant alors que des travaux publiés aux États-Unis en faisaient état dès les années 1950. La question était pourtant d'actualité, si l'on considère le contexte social et politique: l'année 1988 a été marquée un peu partout dans le monde par des manifestations pour la libération de Nelson Mandela et contre l'apartheid. Le fait qu'on ait baptisé l'Espace dans l'histoire récente semble avoir heurté bien des personnes.

On a aussi beaucoup mélangé dans ces polémiques histoire et mémoire. Dans ce débat, la distinction entre histoire et mémoire est pourtant centrale. Changer le nom d'un lieu ne signifie pas effacer la personne de l'histoire. Les termes du débat ont été déformés par celles et ceux qui ont utilisé les mots de «révisionnisme» ou «négationnisme» pour qualifier ce changement. La politique mémorielle vise à mettre en exergue les éléments du passé qui sont essentiels pour notre présent et notre avenir. Il ne s'agit nullement d'effacer Agassiz de l'histoire, dont la trajectoire doit cependant être analysée sous toutes ses facettes.

IDO: Concernant l'inauguration de l'Espace, pour garder une mémoire historique et apaiser les tensions, la Ville a décidé d'adopter la proposition de Laurent Tissot, à savoir d'apposer sous l'une des deux plaques officielles de Tilo Frey un petit panneau «Anciennement Espace Louis-Agassiz» avec un QR code qui renvoie à la notice de Louis Agassiz du *Dictionnaire historique de la Suisse*. Ironiquement, rien ne renvoie à la notice de Tilo Frey...

CLV: Pour conserver la mémoire de l'ancien nom, la mention «Anciennement Espace Louis-Agassiz» a été posée sous l'une des deux plaques de Tilo Frey qui

portent le texte «Tilo Frey. 1^{ère} Neuchâteloise élue au Parlement fédéral. Femme politique suisse-camerounaise 1923–2008». Quant aux plaques posées en 1988 pour honorer Louis Agassiz, elles seront conservées dans les collections du Musée d'art et d'histoire de la ville de Neuchâtel. L'un des buts poursuivis est de stimuler la réflexion sur la politique mémorielle de la ville. D'autres représentations de Louis Agassiz (bustes, portraits) continuent d'être visibles à l'Université de Neuchâtel et au Musée d'histoire naturelle par exemple. Cette dernière institution avait déjà organisé en mars 2018 une table ronde sur le thème «Race, science, histoire: hier et aujourd'hui» afin de stimuler la réflexion sur l'appréhension de personnages historiques aujourd'hui controversés.

IDO: La décision de donner un nom aux rues reste une compétence du Conseil communal, mais rappelons qu'en avril 2019, le Conseil législatif, peu satisfait des polémiques de «l'affaire Agassiz», a décidé de modifier la procédure pour les changements de nom de rue ou de place. L'exécutif devra désormais consulter une commission ad hoc du législatif sur ces questions.

Le rapport entre histoire et mémoire dans l'espace public est à mon sens un sujet très important qui n'a pratiquement pas été abordé dans les débats. En changeant le nom de l'Espace Louis-Agassiz en Espace Tilo-Frey, la Ville de Neuchâtel a clairement fait un choix de politique mémorielle qui se voulait fort.

CLV: Il sera très intéressant de voir, dans quelques années, l'analyse des historien-ne-s sur ces événements. Il me manque bien entendu aujourd'hui le recul nécessaire pour ce faire, d'autant plus que j'ai été partie prenante de ces débats!

Note

- 1 Les deux auteurs ont répondu séparément aux mêmes questions; le rédacteur a segmenté les textes pour mettre en lumière les principaux arguments du débat.

Literatur zum Thema

Comptes rendus thématiques

Benjamin C. Waterhouse **The Land of Enterprise: A Business History of the United States**

New York, Simon and Schuster, 2017, 239 p., \$ 16.–

Dans son ouvrage, Benjamin C. Waterhouse s'est lancé l'ambitieux défi de présenter une synthèse de l'histoire des affaires (*Business History*) aux États-Unis. Couvrant plus de quatre siècles allant de la période coloniale à l'élection de Donald Trump en 2016, Waterhouse propose une alternative à une histoire traditionnelle insistant sur les évolutions politiques ou encore sur les luttes idéologiques et identitaires. L'auteur place au cœur de sa démarche l'argument provocateur selon lequel l'histoire de la nation étasunienne ne peut pas être comprise, comme il l'affirme d'emblée, sans placer l'histoire des entreprises au centre de l'analyse: «*The story of the nation is the story of business history.*» Selon Waterhouse, cette perspective a le mérite de s'éloigner de l'histoire des grands hommes pour inclure dans le récit les millions d'anonymes qui ont fait l'histoire des États-Unis en offrant leur force de travail (parfois par choix, souvent non) ou en consommant tel ou tel produit (parfois par choix informé, souvent non).

Dans une large mesure, le livre tient sa promesse, Waterhouse réalisant une *Business History* des États-Unis en à peine 250 pages, synthétique sans pour autant être réductrice. Cette prouesse a d'ailleurs été reconnue dans d'autres comptes rendus de cet ouvrage (cf. par exemple Mark Wilson dans le *Journal of American History* 105/1 [2018]). Son récit oscille entre analyse des grandes tendances socioéconomiques et coups de projecteurs

ponctuels sur un personnage ou une entreprise représentatifs. En outre, bien qu'il s'agisse d'un travail de synthèse, Waterhouse prend soin de présenter l'histoire comme une science en perpétuelle construction et non comme une lecture univoque de faits passés. En effet, lorsqu'il aborde certains sujets controversés, tels que les causes de la crise de 1929, l'auteur précise que les débats académiques ne sont pas clos. Le lecteur est ainsi invité à approfondir ses lectures sur les sujets qui l'intéressent plus particulièrement.

Le pari de Waterhouse d'inclure la voix des oubliés est globalement réussi, bien qu'il ne parvienne pas à s'affranchir totalement des biais habituels d'une histoire des entreprises focalisée sur le rôle d'entrepreneurs emblématiques et des grandes firmes à succès. Le livre discute notamment le rôle de l'esclavage dans le système capitaliste étasunien. De plus, Waterhouse étudie toujours conjointement histoire des employeurs et histoire des travailleurs, en retraçant l'essor et le déclin du mouvement ouvrier et en expliquant les conséquences qu'ont eues les changements dans les modes de production sur les relations de travail. Il s'intéresse aussi à la réception culturelle du fait économique en analysant par exemple les mouvements contestataires qui remettent en cause le modèle capitaliste de l'après-guerre à partir de la fin des années 1960, que ce soit du côté des associations de consommateurs ou de protection de l'environnement. Néanmoins, parmi les individus cités au fil des chapitres, on retrouve pléthore d'entrepreneurs emblématiques et talentueux tels John D.

Rockefeller, Andrew Carnegie, Henri Ford, les frères McDonald ou encore Bill Gates. Ces grands noms ne laissent qu'une place marginale aux multitudes de petites et moyennes entreprises et aux milliers d'échecs commerciaux qui ont également fait l'histoire entrepreneuriale étasunienne. Ce constat n'est pas étonnant dans la mesure où l'analyse de Waterhouse repose sur la littérature existante et que les tentatives d'inclure au champ de la *Business History* de nouveaux thèmes, tels que les déboires entrepreneuriaux, le rôle des PME, des petits commerces locaux ou encore des femmes et du travail à domicile, sont encore balbutiantes.

Un des grands mérites de cet ouvrage est certainement de souligner comment certaines controverses en matière d'économie politique ont des racines très anciennes et resurgissent de manière récurrente durant l'histoire longue des États-Unis. Par exemple, Waterhouse montre comment le débat entamé à la fin du XVIII^e siècle entre les partisans du libre-échange et les promoteurs de mesures protectionnistes, autour des figures de Thomas Jefferson et d'Alexander Hamilton, jalonne les luttes politiques jusqu'à la période contemporaine. Dans la même veine, son analyse révèle la persistance des discussions sur la concentration des richesses et les monopoles depuis l'extraordinaire fortune amassée par Cornelius Vanderbilt, pionnier dans l'industrie du rail au milieu du XIX^e siècle, jusqu'au mouvement protestataire *Occupy Wall Street* en 2011. Waterhouse souligne que les luttes de pouvoir autour de ces enjeux sont cruciales pour expliquer les évolutions politiques et institutionnelles aux États-Unis, démontrant une fois de plus son expertise sur les relations entre milieux d'affaires et gouvernement, sujet auquel il a d'ailleurs consacré un livre remarqué (*Lobbying America: The Politics of Business from Nixon to NAFTA*, 2014).

Enfin, cet ouvrage, par sa perspective originale centrée sur le monde des affaires et l'économie, peut susciter des réflexions intéressantes pour réinterpréter et compléter les histoires nationales d'autres pays. Par exemple, son postulat de base, selon lequel *Business History* et histoire de la nation sont inextricables, parle certainement aux historiens qui ont travaillé sur le cas helvétique. L'on peut notamment penser aux travaux de Cédric Humair qui explorent les liens entre les intérêts des milieux économiques et la définition de la politique commerciale, aux nombreuses publications issues de la Commission Bergier qui dévoilent l'importance des relations économiques pour comprendre le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale ou encore aux travaux de Matthieu Leimgruber qui expliquent l'influence des milieux patronaux sur les politiques sociales. Cette liste est bien entendu non exhaustive et les exemples pourraient être multipliés, tant l'approche choisie par Waterhouse a été intuitivement suivie par de nombreux auteurs qui ont cherché à expliquer les évolutions institutionnelles en Suisse. Se pose alors la question de la perspective comparative et de l'originalité du cas étasunien par rapport à d'autres pays: la centralité du rôle de l'économie pour expliquer les évolutions institutionnelles et politiques n'est-elle pas le propre de toute société capitaliste?

Sabine Pitteloud (Genève)

Claire-Lise Debluë
Exposer pour exporter
 Culture visuelle et expansion
 commerciale en Suisse (1908–1939)

Neuchâtel, Alphil, 2015, 524 p., Fr. 25.–

«La Suisse a réalisé un pavillon qui se distingue par son arrogance, alors qu'il constitue en réalité l'un des plus laids et des plus ridicules de l'Expo.»

Cet extrait d'un discours de Mario Botta sur la participation suisse à l'Exposition universelle de Milan en 2015 constitue les premières lignes de la publication de Claire-Lise Debluë et en résume les thématiques principales: questionner la représentation de la Suisse lors des expositions nationales et internationales et la définition d'un «style suisse» conçu comme le résultat de négociations incessantes entre les acteurs politiques, économiques et associatifs. Pour ce faire, l'historienne souhaite sortir du paradigme identitaire qui a marqué l'historiographie autour des expositions jusque dans les années 2000. Elle propose une histoire complète qui ne se limite pas aux seuls exemples des expositions. L'ouvrage repose sur une méthodologie interdisciplinaire croisant histoire, *exhibition studies*, histoire économique et études visuelles, et nous amène des origines de la politique suisse d'exposition jusqu'en 1939. Cette chronologie se découpe en trois moments forts s'appuyant sur plusieurs études de cas d'expositions nationales et internationales.

La première partie de l'ouvrage pose les bases de la politique d'exposition en Suisse avec la création de l'Office central suisse pour les expositions (OCSE), institutionnalisation d'une forme de concertation entre l'État fédéral et les différents acteurs. L'auteure inscrit cette création dans le long XIX^e siècle des expositions. Cette période est notamment marquée par la crise économique des années 1870

à 1880 doublée d'une crise des expositions internationales. Les modalités en sont redéfinies dans les années suivantes, notamment avec les premiers congrès internationaux des chambres de commerce et le projet d'une réglementation internationale des expositions. Les années 1906 à 1908 constituent une étape charnière qui débouche sur la création de l'OCSE avec l'exposition de Milan en 1906. L'institution a pour but, selon son règlement, «d'étudier les expositions en général, de préparer et éventuellement de mener à bonne fin la participation suisse aux expositions internationales en particulier» (11). Ce volet se clôt sur une étude de l'Exposition nationale de Berne en 1914 qui inaugure de nouvelles méthodes de présentation et une organisation plus structurée des intérêts de l'industrie d'exportation. Le principe d'exposition collective mis en œuvre à Berne permet de formaliser ces aspects.

L'éclatement de la Première Guerre mondiale et l'immédiat après-guerre, traités dans le deuxième chapitre, marquent une décentralisation de la politique d'exposition et une multiplication des acteurs, notamment avec la création des chambres cantonales. Les années 1913 à 1919 sont caractérisées par une politique d'exposition fortement impliquée dans les arts appliqués. L'Œuvre et la Schweizerischer Werkbund, associations sécessionnistes, sont créées en 1913 pour promouvoir ces derniers. Les politiques artistiques mises en place vont progressivement s'institutionnaliser entre 1917 et 1919 avec la création de la Commission fédérale des arts appliqués. Les années 1914 à 1925 sont caractérisées par une propagande commerciale plus agressive, notamment avec la multiplication des publications commerciales dont les premiers périodiques illustrés. Les paradigmes d'exposition changent avec l'arrivée des foires, la multiplication des magasins et les nou-

veaux concepts de présentation des vitrines. On assiste également à la création de nouvelles foires parmi lesquelles nous pouvons citer le Comptoir vaudois d'échantillons (1916–1918), la Foire suisse d'échantillons à Bâle (1917–1925) et le Comptoir suisse (1919). Durant cette période, alors que les expositions internationales sont suspendues en raison du conflit mondial, la politique d'exposition helvétique est confrontée à deux échecs: le premier dans les années 1920 lors de la préparation de l'exposition nationale d'arts appliqués à Lausanne (1922), le second en 1925 lors de l'exposition internationale des arts décoratifs de Paris.

La création de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) en 1927 marque une nouvelle étape dans la politique d'exposition. Les dirigeants de l'OSEC, issus d'une nouvelle génération de cadres acquis aux méthodes de l'organisation scientifique du travail consacrent les études de marché et font des débouchés commerciaux leur credo. La professionnalisation de la publicité et l'avènement des théories psychotechniques constituent ainsi des réformes importantes de la propagande, pleinement intégrées par l'OSEC. Dès 1928, celle-ci met en place une véritable politique visuelle entre promotion touristique et industrielle et développe une politique d'expansion commerciale. L'arrêt du Conseil fédéral du 8 mai 1934 concernant la limitation du nombre des expositions marque l'officialisation de la politique menée par l'OSEC. En Europe, la Convention internationale sur les expositions entre en vigueur en 1928 et son application est surveillée par le Bureau international des expositions basé à Paris.

En 1936, l'amélioration de la conjoncture économique provoque un renouvellement de la politique économique suisse. La propagande commerciale et touristique s'ajuste aux besoins, la centralisation et

la coordination deviennent définitivement les maîtres mots, notamment avec le principe de propagande collective. En parallèle, l'OSEC développe un matériel standard d'exposition et des principes directeurs. L'architecture d'exposition change radicalement de visage au profit de la «maison de verre» marqueur du style suisse. Un langage commun est ainsi constitué.

La genèse du «style suisse», que l'auteur, au-delà des critères visuels, explore au prisme des contraintes économiques, des liens entre les acteurs et du contexte historique, marque donc le point de départ et d'arrivée de l'ouvrage. Son émergence et ses codifications sont éclairées par les négociations incessantes entre les acteurs: associations, artistes, politiques et industriels. L'ouvrage aborde avec originalité l'histoire des expositions, l'histoire visuelle et la question de la représentation de la Suisse. Les sources mobilisées couvrent les secteurs fédéraux, les institutions fédérales et cantonales et les associations ainsi que les fonds privés. De plus, l'écriture est agréable et synthétique. Ce travail très complet, le premier ouvrage monographique de Claire-Lise Debluë issu d'une thèse soutenue en 2014 à l'Université de Lausanne, permet un ancrage solide des arguments développés. Notons enfin que l'étude a été enrichie d'un ouvrage intitulé *Photographie et exposition* publié en 2018.

Amandine Cabrio (Neuchâtel)

Simone Derix

Die Thyssens. Familie und Vermögen

Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2016, 544 S., 11 Abb., Fr. 69.–

In der bisherigen Forschung und in der öffentlichen Wahrnehmung war die Unternehmerfamilie Thyssen bisher untrenn-

bar mit dem klassischen Topos «Eisen und Stahl, deutsch und männlich» verbunden (9). Mit diesen einseitig auf den Unternehmensgründer August Thyssen bezogenen Vorstellungen räumt Simone Derix in ihrer Monografie auf, die als vierter Band der insgesamt zehnbändigen Reihe «Familie – Unternehmen – Öffentlichkeit: Thyssen im 20. Jahrhundert» erschien. Im Zentrum dieser breitangelegten Studie steht das Vermögen der Familie, wobei sich die Autorin auf die Zeit nach der Scheidung des Patrons August von Hedwig Thyssen, das heisst auf die Zeit von 1885 bis in die 1960er-Jahre, konzentriert.

Das Vermögen und dessen Struktur wirkten in vielfältiger Weise auf die sozialen Beziehungen sowie auf die Beziehungen zu Staaten und deren Verwaltung. Vermögen hat für Derix sowohl eine ökonomische wie auch eine soziale und eine politische Dimension. Ausserdem soll der Fokus auf das Vermögen der Thyssens den Kapitalbegriff Bourdieus ausweiten, indem der Vermögensbegriff abzielt «auf jenen blinden Fleck des Materielles und seine Differenzierung einerseits und die damit verbundenen Handlungspotenziale und -zwänge, also die Macht zu wirken, andererseits» (15). Darin sieht die Autorin den entscheidenden Vorteil ihres Untersuchungsfokus gegenüber dem Kapitalbegriff von Bourdieu, der zwar ökonomisches Kapital als die Grundlage seiner Theorie der verschiedenen Kapitalsorten definiert, dieses jedoch in der eigenen Forschung eher stiefmütterlich behandelte. Das Vermögen ermöglichte den Angehörigen der Familie Thyssen, einen ausschweifenden Lebensstil zu führen. Gleichzeitig beschränkte das Vermögen die Handlungsspielräume der Thyssens. So etwa während des Zweiten Weltkrieges, als Vermögenspositionen der Thyssens in alliierten Ländern eingezogen wurden. Daneben war das Vermögen auch Gegenstand diverser rechtlicher

Dispute, von denen die Autorin besonders die diversen Scheidungen der Thyssens eingehend beleuchtet. Das Vermögen der Thyssens in seinem gesamten Umfang auch nur annähernd zu erfassen, stellt eine Unmöglichkeit dar. Derix bezeichnet die Thyssens deshalb als «Ultravermögende», was impliziert, dass das gesamte Vermögen der Familie im Grunde nicht vollständig erfasst werden kann (20).

Nach der umfangreichen, lesenswerten Einleitung folgen fünf ausführliche empirische Kapitel mit einem jeweils unterschiedlichen Untersuchungsfokus. Derix beginnt mit einer ausgezeichneten, detailreichen Beschreibung der Sozialisierungsinstitutionen der Thyssens, wobei sie Unternehmen, Schule, Militär und Kirche als zentral hervorhebt. So erfährt man etwa in diesem Kapitel, dass Stephan Thyssen-Bornemisza, Sohn von Heinrich, gemeinsam mit James Schwarzenbach das Lyceum Alpinum in Zuoz (Graubünden) besuchte (74). Danach folgt in Kapitel 2 eine ausführliche Skizzierung der Lebenswelten der Thyssens. Die Thyssens werden darin als transnationale Familie mit Lebensmittelpunkten in Belgien, den Niederlanden, der Schweiz und in Ungarn beschrieben. In Kapitel 3 wird die in der Einleitung gemachte These, dass das Vermögen stets auch eine soziale Dimension hat, überdeutlich. Dazu untersucht Derix die Scheidungen der Thyssens. Konstant in allen analysierten Fällen ist die Erkenntnis, dass der Konflikt grösstenteils über das Vermögen ausgetragen wird. Derix verdeutlicht in Kapitel 4 den transnationalen Bezugsrahmen des Handelns der Thyssens. Dabei wird deutlich, wie international die Vermögensverflechtungen ab den 1920er-Jahren waren: Anwesen in Argentinien, Kunstsammlung, Villen und Familienstiftungen in der Schweiz, Schlösser in Ungarn und Deutschland etc. Sehr lesenswert ist dabei vor allem der Fokus auf die Akteure dieser Verflech-

tung, die in der Regel nicht Teil des Thyssen-Clans waren und bisher unbeachtet blieben. Schliesslich beleuchtet Derix in Kapitel 5 die Entwicklungen des Vermögens, der Familie und der Mobilität in der Nachkriegszeit. Sie kommt dabei zum Schluss, dass diese Zeit eine Zäsur für die Thyssens darstellte, nicht zuletzt deshalb, weil in dieser Zeit wichtige Beraterpositionen neu besetzt werden mussten. Im Folgenden sollen nun einige Aspekte besprochen werden, die unmittelbar mit der Schweiz in Zusammenhang stehen. In diversen Abschnitten der Studie legt Derix den Fokus auch auf Akteure ausserhalb der unmittelbaren Familie. Sie erfüllt so das Desiderat der jüngeren Forschung, zunehmend auch Rechts- und Finanzberater, die eigentlichen «Akteure des Vermögens», zu untersuchen. So ganz nebenbei erhält man von Derix einen bisher noch nie gebotenen Einblick in die Tätigkeiten von Robert van Aken, Wirtschaftsanwalt aus Lugano und wichtigster Vertreter von Heinrich Thyssen-Bornemisza in der Schweiz. Van Aken beriet Heinrich bei seinem Umzug in die Villa Favorita am Lago di Lugano, die er dem Schwager des ehemaligen deutschen Kaisers Friedrich Leopold von Preussen abkaufte, und bei den Verhandlungen mit den Behörden über die fällige Steuerlast. Zusammen mit einer Pauschalbesteuerung auf Bundesebene konnte Heinrich mit einer sehr tiefen Steuerlast rechnen. Zudem unterstützte Van Aken die Thyssens bei diversen Rechtsstreitigkeiten im Zusammenhang mit mehreren Scheidungen (301 ff.). Van Aken war Heinrich Thyssen-Bornemiszas rechte Hand während seines Aufenthalts in der Villa Favorita. Seine Bedeutung wird auch daran offenkundig, dass er 1946 zum Testamentsvollstrecker Heinrichs ernannt wird (487). Heinrichs Bruder Fritz hingegen vertraute in Rechts- und Vermögensfragen in der Schweiz Heinrich Blass, einem Bankier

der Crédit Suisse (CS). Blass wird von Derix als «Metaberater» charakterisiert, der neben den eigentlichen Beratungstätigkeiten auch entschied, wer Fritz in «minderen» Fragen beraten soll (365). Blass spielte eine zentrale Rolle im Prozess der «Internationalisierung des Vermögens» der Thyssens. Er war Präsident des Verwaltungsrates der unverfänglich benannten «Faminta AG». Die 1929 in Glarus gegründete Firma diente – gemäss britischen Recherchen – den Thyssens als «Safe Haven» für ihr Vermögen und um Auslandskredite aufzunehmen. Blass half ebenso dabei mit, die Faminta AG als Schweizer Firma zu «rekonstruieren» und so die Verbindungen zu den Thyssens zu kaschieren. Später war Blass dann der Ideengeber für die Gründung des «Übersee-Trusts» in Liechtenstein, der für die Angehörigen von Fritz Thyssen finanziell sorgen sollte. Derix bewertet Blass' Bedeutung für Fritz Thyssen als derart gross, dass sie dessen Flucht in die Schweiz 1939 gar als gezielte Reise zu seinem bedeutendsten Berater Heinrich Blass ansieht.

Das Buch bietet im ausführlichen Anhang ein umfangreiches Register, bestehend aus Namen, Unternehmen, Institutionen und Orten. So wird das Buch zu einem hilfreichen Nachschlagewerk für Forschende, nicht nur im unmittelbaren Thyssen-Umfeld.

Derix liefert in diesem Buch eine wichtige Analyse des Vermögens der Thyssens mitsamt unterschiedlichsten sozialen, wirtschaftlichen und politischen Implikationen. Das Buch kann, je nach Interesse, auch bloss kapitelweise gelesen werden. Die einzige anzubringende Kritik wäre, dass man sich, besonders als Schweizer Leser, noch mehr Details aus den Korrespondenzen zwischen den Schweizer Beratern und den Thyssens hätte erhoffen können. Nichtsdestoweniger ist das Buch durchwegs lesenswert und glänzt neben

Detailreichtum und differenzierter Analyse auch mit einer klaren und gut verständlichen Sprache.

Jonas Plüss (Zürich)

Jon Stobart, Mark Rothery
Consumption and the Country House

Oxford, Oxford University Press, 2016, 336 S. £ 72.–

Stobart und Rothery präsentieren mit ihrem Buch die Resultate des 2010 vom Arts and Humanities Research Council geförderten Forschungsprojekts *Consumption and the Country House, c. 1730–1800*, das sich mit Praktiken und Motivationen des Erwerbs und Anordnens von Objekten im Zusammenhang mit Produktion, Erhaltung und Entwicklung des englischen Country House im 18. Jahrhundert befasste. Im Zentrum stehen dabei Fragen der Spezifika aristokratischen Konsums, der Einbettung des individuellen Handlungsvermögens in soziale Strukturen, der Geografie des Konsumverhaltens sowie der Wissens- und Wertesysteme, die bei Kaufbeziehungen zwischen Händler und Klient zu tragen kamen. Um die grosse Bandbreite des Landadels abzudecken, wurde ein Sample aus drei Landhäusern in den Midlands und den darum gruppierten Adelsfamilien zusammengestellt, die sich in Vermögen, Titel, politischem Engagement, Zivilstand und dynastischer Weiterführung unterschieden: Stoneleigh Abbey der Leighs in Warwickshire, Canons Ashby in Northamptonshire von den Drydesns und die Newdigates mit Arbury Hall in Warwickshire. Die acht Kapitel behandeln fünf Themen: Das erste widmet sich der Anatomie des Konsumverhaltens, wobei Pierre Bourdieus These des Strebens nach sozialer Distinktion und de Vries' Kategorisierungen von *Old* und *New Luxury* nach-

gegangen wird. Über das 18. Jahrhundert verteilten sich die Ausgaben aller untersuchten Haushalte gleich auf die verschiedenen Budgetposten. Im 18. Jahrhundert glich sich das Ausgabemuster der untersuchten Haushalte stark. Höchstwerte bei Auslagen korrelierten dabei mit Veränderungen im Lebenszyklus: Bei Um- und Ausbauten wurde überproportional viel für neue Möbel ausgegeben, während der Verbrauch von Brennstoffen und Wein mit zunehmendem Alter aufgrund abnehmender Mobilität und gesellschaftlicher Interaktionen sank. Während Zucker und Kerzen häufig gekauft wurden, richteten sich die periodischen Lieferungen von Tee und Kaffee weniger nach Bedarf als nach dem Eintreffen der Schiffsloadungen. Bei den untersuchten Adelsfamilien stellte sich die Kombination von modischen mit exklusiven Gütern als bezeichnend heraus. Das zweite Thema, die materielle Kultur des Landsitzes, wird auf das Zusammenspiel neuer und alter Objekte, der sentimental Bedeutung von Erbstücken und Sammlungen, sowie das Streben nach Behaglichkeit und Komfort hin untersucht. Obwohl man Modeströmungen folgte, setzte der Bestand das Wertesystem, in das neue Güter eingebettet werden mussten, was wiederum Anreize zur Instandhaltung des Bestehenden schuf. Praktiken des Geniessens fanden die Autoren im vermehrt alltäglichen Verzehr extraeuropäischer Genussmittel wie Tee, Kaffee, Schokolade und Tabak, mit dem eine grosse Menge und Vielfalt an chinesischem, japanischem, aber auch europäischem Porzellangeschirr einherging. Künstliche Beleuchtung wurde wichtiger, was sich im zunehmenden Bedarf an Kerzen, Leuchtern und reflektierenden Stoffen zeigte. Mit der steigenden Gewichtung von Wärme verbreiteten sich auch mobile, mit Holzkohle geheizte Öfen. Weitere Behaglichkeit boten Kissen, Polsterungen und Teppiche. Darin wird die

massgebliche Bedeutung des alltäglichen Bedarfs und Gebrauchs für die materielle Kultur des Landhauses deutlich. Den dritten Schwerpunkt bilden Konstruktion und Kommunikation aristokratischer, männlicher und weiblicher Identitäten mittels des Konsumverhaltens. Die Autoren lesen Ausgaben für Anwesen, Kut-schen und Pferde als Investitionen in die Standesidentität, während Ausgaben für Universitäten, Bücher, Kunst und wissenschaftliche Instrumente auf das Selbstbild des gelehrten Gentlemans hinweisen. Fixpunkt der Männlichkeit war die Rolle als Ehemann und Vater, weswegen Referenzen auf Ehefrauen genauso wenig fehlen durften wie Kinder, die wenn nötig mit *Protegés*, Paten- oder Adoptivkindern kompensiert wurden. Während sich Geschmacks- und Wissenssysteme männlicher und weiblicher Aristokraten stark überlagerten, standen die Konsummöglichkeiten der Adelsfrauen in grösserer Abhängigkeit zu unterschiedlichen Lebensabschnitten. Als Unverheiratete drehten sich ihre Ausgaben um Kleidung, Ausbildung und Geselligkeit. Mit dem Besitz des Landsitzes kamen Güter zum Erhalt des aristokratischen Standes und zum Unterhalt des Anwesens hinzu. Nach der Heirat nahm ihre Autonomie zwar drastisch ab, doch bewahrten sie sich ein vom Gatten autonomes Handels- und Kreditnetzwerk. In der Analyse von Konsumpraktiken und Selbsttechniken zeigen die Autoren das komplexe Kräfteverhältnis zwischen individueller Handlungsfähigkeit, sozialer Struktur und finanzieller Möglichkeit. Das vierte Thema, Versorgung und Angebot, wird via Frequenz und Volumen der Austauschbeziehungen angegangen. Der Landadel unterhielt stabile Handelsbeziehungen zu Buch- und Textilhändlern, Schneidern, Hutmachern, Apothekern und Ärzten, wobei Fertigkeiten sowie Angebot die ausschlaggebende Rolle bei der Auswahl spielten. Über persönlichen Kon-

takt und fortlaufende Zahlungen wurde Vertrauen aufgebaut, das danach über Korrespondenz und Intermediäre weiterlief. Bei Alltagsgütern bestand ein regelmässiger Austausch mit unterschiedlichen Anbietern, wobei die Beziehung nicht über die Adligen selber, sondern über Haushälterinnen oder Verwalter lief, die ihre Auswahl nach Qualität, Preis und persönlichen Vorlieben trafen. Während Ehepartner dieselben Händler für jeweils geschlechterspezifische Güter frequentierten, tauschten Geschwister ihr Wissen über Anbieter typisch männlicher und weiblicher Güter aus. Die Kontinuität im Wissen über Qualität, Preis und Mode wurde via Bekannte und Verwandte generationenübergreifend reproduziert, was jedoch nur selten zur Wahl derselben Händler führte. Trotz der grossen Kaufkraft und dem damit einhergehenden Einfluss auf das Angebot konnte der Grossteil der *landed gentry* die Händler Londons nicht umgehen, da sie über keine direkten Beziehungen zu internationalen Warenströmen verfügten. Stobart und Rothery verdeutlichen hier detailreich die Rollen, die verschiedene Akteure beim Konsum spielten.

Bei den räumlichen Dimensionen des Konsumverhaltens, dem fünften Thema, beziehen sich die Autoren auf Henri Lefebvres Unterscheidung zwischen geplantem und gelebtem Raum und beschreiben das Landhaus als Produkt und Produzent aristokratischer Identitäten. Als dafür typisch gelte die Konstellation aus Gütern mit unterschiedlicher sozialer und biografischer Bedeutung. Der Dichotomie öffentlich/privat halten die Autoren Alltagspraktiken entgegen, in denen Qualität und Anordnung der Gegenstände je nach Anwesenden variieren und unterschiedliche Kontexte hervorbringen konnten. Das tonangebende Konsumzentrum des Landadels war London, obwohl die Anbieter auf dem Land eine grosse, vergleichbare

Auswahl boten. Als massgebliche Differenz traten die freizeithlichen Einkaufsbummel und die intensiven, fortlaufenden Beziehungen zu ausgewählten Händlern hervor. Die Autoren zeichnen hier ein faszinierendes Bild der Bewegungen und Modi des Einkaufens im Hinblick auf Geschlecht, Stand und Distanz.

Mit *Consumption and the Country House* liegt eine Studie vor, die grosse Aufmerksamkeit auf die Praktiken des Erwerbs und die Perzeption des Konsums legt. An manchen Stellen lassen detailreiche Schilderungen den Mut zu einer stärkeren Konzeptualisierung vermissen. Insbesondere bei den Verweisen auf Lefebvres und Bourdieus wäre es wünschenswert, wenn die Autoren ihren Begriff der *Identität* in die angesprochenen Konzepte einbetten würden. Überdies werden gerade beim Dienstpersonal Aspekte des Geschlechts und sozialer Position nicht angesprochen, obwohl sie als wichtigste Akteure des alltäglichen Austauschs mit der lokalen Ökonomie identifiziert werden. Das sind aber Details. Überwiegend sind die Aufschlüsse, die dank der Untersuchung räumlicher und zeitlicher Dimensionen der Konsumpraktiken gewonnen werden. Mittels der Geografie und des Rhythmus des Einkaufens schälen die Autoren aus dem vagen Sammelbegriff des Konsums spezifische Wissenssysteme, Finanz- und Organisationspraktiken heraus. Damit machen sie anhand der *landed gentry* den Einfluss struktureller Ungleichheit auf das Konsumverhalten in einem Zeitraum sichtbar, der als Beginn zunehmend egalitären Zugangs zu Gütern verklärt wurde. Stobart und Rothery offerieren somit das methodische Rüstzeug, um die Geschichte des Konsums nicht als Hymne der Modernität, sondern als Analyseinstrument gesellschaftlicher Veränderung und Stabilität geistreich zu erzählen.

John L. Neufeld
Selling Power
Economics, Policy, and Electric
Utilities Before 1940

Chicago, London, The University of Chicago Press, 2016, 328 S., 33 Abb., \$ 60.–

Die Elektrifizierung der USA hat durch Thomas Hughes' *Networks of Power* (1983) sowie David Nyes *Electrifying America* (1990) grosse sozial- und kulturgeschichtliche Aufmerksamkeit erhalten. Mittlerweile sind einige Jahre vergangen. Mit John Neufelds 2016 erschienenem Buch *Selling Power. Economics, Policy, and Electric Utilities Before 1940* liegt nun ein aktuelles Werk vor, das die ökonomischen und politischen Aushandlungsprozesse ins Blickfeld rückt, welche die frühen Jahre der Stromversorgung in den USA begleiteten. Das Buch des Ökonomieprofessors der Universität Greensboro richtet die Aufmerksamkeit auf die Gemengelage von Stromversorgungsunternehmen und deren Financiers sowie der Regierungspolitik und staatlichen Institutionen. Damit soll aufgezeigt werden, wie Ökonomie und Politik die Struktur des US-amerikanischen Strommarktes beeinflussten.

Beim Handel mit Strom stellt sich die Grundproblematik, dass dieser nicht als herkömmliche Ware verkauft werden kann, sondern vielmehr ein Service eines Unternehmens darstellt: «The users of electricity can neither store it nor sell it to others. This situation enables price discrimination, where prices are set not according to costs but according to the demand characteristics of the customer.» (6) Aufgrund der stark divergierenden Preise für Strombezug öffnete sich eine Konfliktlinie zwischen privaten und staatlichen Akteuren der Elektrizitätswirtschaft: Während private Investoren ihr finanzielles Risiko mit einer entsprechenden Gewinnmarge ausgleichen wollten, lag das staatliche Interesse auf einer flächendeckenden Elek-

trifizierung, fairen Strompreisen und der Verhinderung einer Monopolbildung. Das starke staatliche Engagement in diesem Wirtschaftszweig, so Neufelds These, stellt für die USA eine Besonderheit dar. Der Aushandlungsprozess zwischen privater Marktwirtschaft und staatlichen Regulierungsbestrebungen dauerte über mehrere Jahrzehnte an. Neufeld deckt in acht Kapiteln die Jahre zwischen 1880 und 1940 ab und behandelt verschiedene Ausformungen dieses Konflikts. Die ersten beiden Kapitel, *Early Commercialization* und *The First Electric Utilities*, widmen sich in knappen Zügen den Ursprüngen der Stromwirtschaft in den USA. Neufeld geht auf die technischen Entwicklungen ein, die eine kommerzielle Anwendung von Strom ermöglichten, und bringt diese in einen Zusammenhang mit den Kosten, die für den Aufbau der Infrastruktur nötig waren. Da anfangs grosse Unsicherheit bezüglich der neuen Energieform herrschte – es war keineswegs sicher, dass sich Elektrizität gegen die herkömmlichen Energieträger Gas und Kohle durchsetzen würde –, war ein finanzielles Investment nötig, das auch aufgrund fehlender Standards Risiken ausgesetzt war. Am Beispiel von Edisons Stromversorgungssystem, das jeweils aus einer Zentralstation, zugehörigem Leitungsbau und Lampen bestand, zeigt Neufeld auf, wie erste Finanzierungsmodelle in den 1880er-Jahren aussahen: Edisons erstes Elektrizitätswerk an der Pearl Street kam nicht ohne Grund in New Yorks Finanzzentrum zu stehen. Vom repräsentativen Luxus der neuen Energie profitierten vorerst Banken und Bürogebäude – zugleich mögliche finanzkräftige Investoren. Grosse Unterschiede in den Finanzierungsmodellen, den Besitzverhältnissen, den technischen Systemen und den verschiedenen Grössen früher Kraftwerke führten dazu, dass die Stromwirtschaft um 1900 äusserst heterogen aufgestellt war,

was Konflikte um Marktanteile und Standards letztlich unvermeidlich machte.

Im dritten Kapitel *The Adoption of State Commission Rate Regulation* untersucht Neufeld den Einfluss des Staates auf die Entwicklung der Elektrizitätswirtschaft und deren Preispolitik. Die elektrische Versorgung war gemäss Neufeld nie Teil eines freien Marktes. Die staatliche Kontrolle zeigt sich etwa im Umstand, dass sowohl Kraftwerkbauteile als auch Übertragungsleitungen oftmals auf Land erstellt wurden, das dem Staat gehörte. Ab den 1910er-Jahren versuchte dieser mehr regulierend in die Preispolitik der Stromanbieter einzugreifen, indem er Obergrenzen für Stromtarife festlegte. Hauptgrund dafür war, dass grosse Unternehmen in einzelnen Regionen eine Monopolstellung erlangt hatten. In der Folge entstanden bis 1915 in fast allen Bundesstaaten regulierende Behörden, welche Preise überwachten und Konzessionen für den Bau von Leitungen erteilten. Ein positiver Effekt der staatlichen Aufsicht war eine erhöhte finanzielle und technische Sicherheit der Elektrizitätsbetriebe.

Das Kapitel *Growth and Growing Pains* behandelt die Jahre des Ausbaus der Stromnetze bis Ende der 1930er-Jahre. Infolge des Anstiegs von Haushaltsanschlüssen sanken die Energiepreise. Strom wurde ein immer wichtigeres Alltagsgut, was den Markt für Konsumprodukte beflügelte: Zahlreiche neue Geräte wie Bügeleisen, Staubsauger oder Lockenwickler wurden zum Standard jeder Wohnungsausrüstung, gleichzeitig wurde die Industrie zum Grossabnehmer von Strom. Schwierigkeiten zeigten sich nun in der gesteigerten Nachfrage, die längst nicht gedeckt werden konnte. Dies führte dazu, dass sich mehrere Kraftwerke zu sogenannten Public Utility Holding Companies zusammenschlossen.

Kapitel fünf und sechs widmet Neufeld den privaten Holdinggesellschaften. An-

hand zweier Beispiele beschreibt er deren Finanzkraft und Einfluss auf die gesamte Branche. Zum einen geht er auf den Aufstieg der Investmentbank J. P. Morgan Co. ein, zum anderen behandelt er den Chicagoer Geschäftsmann Samuel Insull. Beide Beispiele zeigen auf, wie die neuen Holdings staatliche Regulierungen umgingen und regionale Monopolstellungen erlangten. Dies ermöglichte zwar grosse Stromnetze und sicherte die Nachfrage für viele Leute, andererseits wurden die Grossprojekte heftig von der Wirtschaftskrise 1929 getroffen. 1935 wurde im Rahmen des New Deal der Public Utility Holding Company Act erlassen, welcher die Holdings staatlichen Regulierungsbehörden unterstellte.

Die zwei letzten Kapitel, *Hydroelectricity and the Federal Government* und *Rural Electrification*, beschäftigen sich damit, welchen Einfluss staatliche Grossprojekte auf den Verlauf der Elektrifizierung des ländlichen Amerikas hatte. Mit dem Wilson Dam (eröffnet 1924) und dem Hoover Dam (eröffnet 1935) entstanden zwei staatseigene Kraftwerke, die riesige überregionale Gebiete mit Elektrizität versorgten. Als wichtige staatsnahe Institution galt ab 1933 die Tennessee Valley Authority (TVA), die zwar keiner exekutiven Behörde angegliedert war, aber finanziell durch die Kreditwürdigkeit der Vereinigten Staaten gestützt wurde. Die TVA wurde zu einer mächtigen Akteurin der Stromwirtschaft. Mit Strompreisen, die deutlich unter dem Preisniveau privater Stromversorger lagen, erreichte sie eine allgemeine Tarifenkung. Zudem wurde Wasserkraft zu einer der wichtigsten Energiequellen für Elektrizität, deren Höhepunkt 1945 bei 36% am Gesamtvolumen der Stromproduktion lag. Nicht nur wegen des grossen Anteils wurde Wasserkraft für die amerikanische Energiewirtschaft bedeutend, sondern auch aufgrund der Hoheit des Staates über die Gewässer. Das

staatliche Engagement förderte zudem die rurale Elektrifizierung, die von privaten Kraftwerkbetreibern bisher vernachlässigt wurde. Indem der Staat als Akteur auf dem Strommarkt auftrat, wurde die Elektrifizierung zu einer Staatsaufgabe, was auch die Stromversorgung weit abgelegener Gegenden beinhaltete.

Die Rolle des Staates in der amerikanischen Elektrizitätswirtschaft war laut Neufeld bedeutend, da dieser als regulierender Akteur auftrat und die Stromversorgung wesentlich mitprägte – dies im grossen Unterschied zu anderen Wirtschaftsbranchen, etwa dem Handelswesen oder der Automobilindustrie. Die Entwicklungen sind aber historisch kontingent, Wirtschaftskrise und Grosse Depression trugen das Ihre dazu bei, dass der Staat als Akteur wichtiger wurde. Mit *Selling Power* ist John Neufeld eine lezenswerte Analyse der frühen Stromversorgung in den USA gelungen. Insbesondere die Gegenüberstellung von privaten und staatlichen Akteuren in diesem Wirtschaftszweig wird anschaulich und überzeugend dargestellt. Das Buch wird dort jeweils besonders relevant, wo die Gemengelage unterschiedlicher Interessen herausgearbeitet wird. Zwei Kritikpunkte sind letztlich anzumerken: Zwar nennt Neufeld die Positionen der verschiedenen Akteure, diese selbst bleiben aber oft etwas farblos. Und nicht ganz schlüssig resultiert schliesslich der Titel, *Selling Power*, aufgrund dessen man vom Buch erwartet hätte, dass mehr noch die Konsumierenden als Handelnde betrachtet werden, indem sie Energie kaufen und konsumieren. Diese Seite der Stromwirtschaft bleibt leider in Neufelds Darstellung unterbelichtet, die Konsumierenden bleiben lediglich Spielball der grossen Gegenspieler Privatwirtschaft und Staat.

Jonas Schädler (Zürich)

Allgemeine Buchbesprechungen

Comptes rendus généraux

Rebekka von Mallinckrodt, Angela Schattner (dir.)
Sports and Physical Exercise in Early Modern Culture
New Perspectives on the History of Sports and Motion

London, New York, Routledge, 2016, \$ 252.–

Les sports et les activités physiques, avant 1800, ont souvent été cantonnés à une sorte de préhistoire du sport moderne définissant ce dernier, par un raisonnement souvent circulaire, comme radicalement différent (Guttman). L'ouvrage, qui rassemble 12 articles d'universitaires majoritairement allemands ou germanophones, mais qui ont fait le choix d'écrire en anglais, contribue, dans la lignée de Krüger ou de McClelland, à la promotion d'une vision alternative de ces activités physiques. L'introduction des deux directrices de l'ouvrage présente clairement les enjeux historiographiques de cette contribution à l'histoire du sport prémoderne. Sans chercher à donner une définition polémique du sport, les articles rassemblés dans l'ouvrage traitent de formes compétitives ou non, mais considérées comme des activités physiques volontaires. Les contributions embrassent l'ensemble de la période moderne – de la Renaissance aux sociabilités des Lumières et un peu au-delà – incitant à surmonter les ruptures historiographiques classiques, notamment la thèse d'un déclin au XVII^e siècle. Enfin, les auteurs ne se contentent pas d'examiner les discours promouvant ou réglementant le sport, mais retracent les pratiques sportives des différentes classes sociales.

Plusieurs concepts, essentiels dans les débats sur la modernisation des sports,

se dévoilent au cours des contributions. Les jeux de balle sont présentés par W. Behringer comme un cas emblématique de «sportification» avec la diffusion internationale de jeux populaires récupérés par l'aristocratie et transcendant les barrières confessionnelles, notamment entre Italie et Saint-Empire. Selon S. Gunn et T. Gromelski, les enquêtes judiciaires à l'occasion d'accidents mortels permettent de dépasser les faiblesses d'une histoire de la réglementation pour aborder les configurations pratiques d'une large palette d'activités. La lecture rappelle les lettres de rémission françaises et les suppliques de la Pénitencerie, mais la bibliographie reste centrée sur l'Angleterre du XVI^e siècle. A. Schattner amplifie les contributions précédentes à travers une esquisse, appuyée sur la sociologie de l'espace (M. Löw) et l'historiographie récente germanophone des lieux de sociabilité, de la localisation des activités sportives aux XVI^e et XVII^e siècles en Angleterre.

La deuxième partie s'attelle à la commercialisation et à la professionnalisation du sport. C. Jaser présente la topographie et le contexte socioculturel de la mode du jeu de paume à Paris. La densité des jeux de paume en ville et l'activité économique et immobilière sont la marque de la diffusion du jeu dans l'ensemble des couches sociales. B. Litherland examine la culture promotionnelle des sports de combat à Londres, exposant que la production des affiches et le système de défis correspondent à une gestion des événements sportifs par les pugilistes eux-mêmes, contribuant à leur célébrité. D. Day enfin montre que le développement du métier

d'entraîneur (ici dans le cadre des sports de combat anglais) va de pair avec l'identification de profils sportifs et de tactiques de combat, contribuant à distinguer le sportif entraîné du novice.

La troisième partie examine les discours sur la santé et les risques physiques. L'approche thématique permet de développer dans les trois articles les discours hygiénistes et leur prise en compte selon les genres et les classes sociales. A. Arcangeli analyse le discours sur les risques et la nécessité de l'exercice physique féminin dans l'Italie de la Renaissance, même si les femmes ne se conforment pas forcément au canon théorique. S. Cavallo et T. Storey retracent les pratiques sportives de la noblesse italienne et montrent un déclin progressif des exercices risqués (équitation et chasse) au cours du XVII^e siècle. Après avoir mentionné quelques discours normatifs du XVIII^e siècle allemand, M. Dinges rappelle que les témoignages autobiographiques postérieurs montrent que les activités sportives, pratiquées par toutes les couches sociales, sont plutôt évoquées dans les années de jeunesse et d'adolescence.

L'ultime partie interroge les enjeux de l'identité et du statut à travers le sport. B. A. Tlusty développe sa thèse d'une «éthique martiale» civique au XVI^e siècle dans le Saint-Empire, bientôt dépassée par la militarisation de la société, à travers le tir à l'arbalète et à l'arquebuse, mais aussi l'escrime. R. von Mallinckrodt examine les traités de natation français, mettant en avant les pratiques anciennes, mais aussi un discours vulgarisateur caractéristique de la production massive des Lumières. Enfin, l'article de M. Wert sur l'escrime japonaise constitue une nouvelle pierre dans le jardin de l'historiographie guttmannienne considérant le sport comme moderne et occidental. Wert montre que les changements sociaux du XVII^e au XIX^e siècle se caractérisent par l'institu-

tionnalisation des arts martiaux, motivant à la fois les guerriers et les élites rurales. Sans chercher à démontrer brutalement un primat britannique, le volume présente en tout cas une densité documentaire et une palette d'activités diverses outre-Manche qui incite à approfondir les autres espaces: sont-ils en marge de la naissance des sports modernes, ou suivent-ils un développement parallèle insuffisamment recherché? De ce fait, si certaines contributions évoquent des transferts culturels entre nations, une histoire transnationale marquée également par des comparaisons à l'échelle régionale reste encore à l'état d'ébauche. Dans le même registre de regrets, mentionnons – mais peut-on reprocher aux auteures les manques que l'on retrouve ailleurs? – l'absence d'études sur le monde ibérique ou américain. Cet ancrage historien et germano-britannique explique néanmoins que plusieurs références francophones (Mehl, Vigarello ou Vaucelle) ne soient évoquées qu'en passant, voire ignorées. On regrettera également que l'originalité du fait urbain n'ait pas été assez discutée. Enfin, certaines activités mentionnées auraient mérité à elles seules de larges développements. On pourra en particulier citer toutes celles mettant à contribution les animaux comme victimes d'une activité sportive et spectaculaire, ou encore comme instrument dans le cadre de la chasse ou de l'équitation. Quoi qu'il en soit, l'ouvrage est extrêmement recommandable, non seulement pour approfondir notre connaissance de l'histoire moderne, mais également pour appuyer les renouvellements axiomatiques de l'histoire du sport.

Jean-Dominique Delle Luche (Toulouse)

Christian Hesse, Regula Schmid
und Roland Gerber (Hg.)
Eroberung und Inbesitznahme
Die Eroberung des Aargaus 1415
im europäischen Vergleich

Ostfildern, Jan Thorbecke Verlag, 2017, 320 S., € 45.–

Neben den Jubiläen Morgarten 1315 und Marignano 1515 oder auch dem für die Geschichte der Schweiz wichtigen Datum des Wiener Kongresses von 1815 stellt die eidgenössische Eroberung des Aargaus im Jahre 1415 im populären Geschichtsbewusstsein wohl das mit Abstand am wenigsten bekannte Jubiläum des «Superjubiläumsjahrs» 2015 dar. Der von Christian Hesse, Regula Schmid und Roland Gerber herausgegebene Sammelband thematisiert die wichtige, wenn nicht sogar zentrale Rolle dieses Ereignisses für die protostaatliche Ausbildung der Eidgenossenschaft im Laufe des 15. Jahrhunderts. Durch den gemeinsamen Besitz und die Verwaltung dieses ehemaligen habsburgischen Raumes fand das stark disparate Bündnissystem der verschiedenen eidgenössischen Bündnisorte zu einem festeren Zusammenhalt. Dieser Verbund mündete schliesslich in das zwar immer noch sehr unterschiedlich verfasste, aber dennoch sehr viel stärker als Einheit gegen aussen und gegen innen wahrgenommene «Corpus Helveticum» der Frühen Neuzeit. Zu begrüssen ist vor allem der Anspruch des Buches, die eidgenössische Eroberung des Aargaus von 1415 in einer vergleichenden Perspektive zu betrachten und dabei ähnliche Vorgänge aus dem europäischen Raum heranzuziehen. Die insgesamt sieben Beiträge fassen auf einer Tagung, welche vom 18. bis 20. Juni 2015 an der Universität Bern stattfand. Der einleitende Beitrag von Christian Hesse stellt die inhaltliche Konzeption und thematische Gliederung des Buches vor, wobei «Eroberung und Besetzung», «Herrschaft und Verwaltung» sowie «Legitimation

und Nachleben» als übergeordnete Themenbereiche für die Gliederung der Beiträge dienen. Das «Jubiläum» der Eroberung des Aargaus 1415 bildet dabei den Anlass, um «aus europäischer Perspektive Vorgänge der Eroberung, Beherrschung und Verwaltung sowie deren nachträgliche Rechtfertigung und historiographische Aufbereitung» (hinterer Klappentext) darzustellen. In diesem Sinne beschäftigen sich einige der Beiträge auch mit den Auseinandersetzungen zwischen Frankreich und England im Hundertjährigen Krieg (Beiträge von Anne Curry, Rémy Ambühl, Jean-Marie Moeglin) oder mit den Kämpfen zwischen den einzelnen Stadtstaaten auf der italienischen Halbinsel (Giorgio Chittolini, Michael Knapton). Leider ist diese konzeptionelle Gliederung des Buches im Inhaltsverzeichnis nicht ausgewiesen.

Peter Niederhäuser behandelt das problematische Verhältnis zwischen Herzog Friedrich IV. von Österreich und dem Reichsoberhaupt König Sigismund aus der Perspektive des gespannten persönlichen Verhältnisses zwischen den beiden Kontrahenten. Zwar verlor Habsburg die Herrschaft über den Aargau in dem durch Sigismund erklärten Reichskrieg, dennoch konnte er seine Herrschaft in Tirol mit dem Ausbau Innsbrucks zu einer «hauptstadtähnlichen Metropole» konstituieren und auf eine feste herrschaftliche Basis bringen. Roland Gerber behandelt die seit dem 14. Jahrhundert immer aktiver werdende Umland- und Territorialpolitik der Stadt Bern, die im weiteren Verlauf des Spätmittelalters dazu führte, dass die Aarestadt zum «grössten Stadtstaat» nördlich der Alpen wurde. Bern setzte dabei – gegenüber seinen verbündeten Eidgenossen – in durchaus eigennütziger Weise eigene territorialpolitische Interessen durch, um im habsburgischen Aargau Fuss zu fassen. Paolo Ostinelli beschreibt die Expansionspolitik der eidgenössischen Orte

Uri, Obwalden und Luzern im Gebiet südlich der Alpen im frühen 15. Jahrhundert, die in starkem Masse ökonomisch motiviert war, um den Export von Grossvieh auf die lombardischen Märkte zu sichern. Das Aufeinandertreffen zweier Rechtskulturen stellte innerhalb der Verwaltung der eroberten Gebiete eine spezielle Problematik dar, wobei die eidgenössischen «Herren» sich weitgehend auf die bestehenden kommunalen Verwaltungsstrukturen abstützten und zumindest mit einem Teil der lokalen Eliten zusammenarbeiteten. Giorgio Chittolini bringt die Territorialpolitik der Städte Mailand und Florenz in der Zeit des 14. und 15. Jahrhunderts zur Darstellung und zeigt die weitgehend konservative Politik dieser Stadtstaaten in der Verwaltung ihrer Territorien auf. Anne Curry behandelt in ihrem Beitrag die Politik des englischen Königs Heinrich V. im Gefolge seines Sieges in der Schlacht bei Agincourt 1415 gegen Frankreich und dessen Massnahmen zur Beherrschung der Normandie. In seinem Beitrag über die Eroberung der französischen Stadt Meaux 1422 durch englische Truppen schildert Rémy Ambühl die blutigen Repressalien gegen die kapitulierende Stadt. Martina Stercken rückt die prekären Herrschaftsverhältnisse in den habsburgischen Vorlanden im Vorfeld der Ereignisse von 1415 in den Fokus ihrer Betrachtungen. Geprägt waren diese nach der Schlacht bei Sempach 1386 und den nachfolgenden Entwicklungen zunehmend fragil gewordenen Herrschaftsverhältnisse einerseits durch die Bindung der verschiedenen kleinen mit Habsburg verbundenen Akteure (Landstädte, Adel) mit dem Herzogshaus und andererseits durch die zu einem Machtfaktor in der Region aufgestiegenen eidgenössischen Orte. Das Lavieren zwischen diesen beiden Herrschaftsträgern zur Sicherung des Landfriedens innerhalb dieser Gebiete bestimmte das Handeln solcher «kleinen» Akteure. Die Durchsetzung der eidgenös-

sischen Herrschaft im Aargau nach der Eroberung 1415 ist das Thema des Beitrags von Bruno Meier. Er behandelt das unterschiedliche Agieren einzelner in dieser Region ansässigen Adelsherrschaften (von Mülinen, von Hallwyl, Gessler, Baldegger), städtischer Kommunen (Baden), klösterlicher Gemeinschaften (Benediktinerabtei Muri) und der bischöflich-konstanzer Ämter am Hochrhein (Klingnau, Kaiserstuhl) im Verhältnis zur neuen politischen Situation beziehungsweise zu den eidgenössischen «Herren». Barbara Studer Immenhauser beschäftigt sich in ihrem Beitrag mit der nur sehr zögerlichen herrschaftlichen Durchdringung der Stadt Bern im sogenannten Berner Aargau, während Anne-Marie Dubler die gemeinschaftliche Verwaltung durch die einzelnen eidgenössischen Orte der Gemeinen Herrschaften im Aargau einer genaueren Betrachtung unterzieht. Michael Knapton behandelt die Territorial- und Herrschaftspolitik Venedigs in seiner «Terraferma» im 15. und zu Beginn des 16. Jahrhunderts, wobei er dies ausdrücklich aus der Perspektive eines Vergleichs mit den eidgenössischen Verhältnissen im Aargau macht. Claudius Sieber-Lehmann arbeitet in seinem Beitrag die Zeit der «Aussohnung» zwischen Habsburg und den eidgenössischen Orten heraus, welche mit der sogenannten «Ewigen Richtung» von 1474 ihren Anfang nahm und mit der «Erbeinung» von 1511 einen gewissen Abschluss fand. Der Beitrag von Carmen Tellenbach behandelt das Thema des durch die Eidgenossen erbeuteten Habsburger Archivs auf dem Stein zu Baden im Jahre 1415. Die langjährige Auseinandersetzung zwischen Habsburg und den Eidgenossen um das Archivgut zeigt die wichtige Bedeutung dieses «Gedächtnisspeichers» für Habsburgs Politik. Das historiografische Nachleben der «Eroberung und Inbesitznahme» wird in den beiden Aufsätzen von Regula Schmid und Jean-Marie Moeglin themati-

siert. Sowohl die eidgenössische Eroberung des habsburgischen Aargau 1415 wie auch die Kämpfe zwischen den Monarchien England und Frankreich um die englischen Ansprüche auf die französische Krone und französische Territorien spielten eine wichtige Rolle in der schweizerischen wie der französischen Geschichtsschreibung, vor allem auch im Hinblick der Ausbildung einer nationalen Identität. In einem «Summary and Perspectives» fasst Tom Scott die verschiedenen Beiträge in kritischer Weise zusammen und bietet einen vergleichenden Ausblick auf den europäischen Raum im Hinblick auf die Thematik der «Eroberung und Inbesitznahme» von Territorien. Störend wirken bei der Lektüre der Beiträge einzelne Ungenauigkeiten: So starb die Stadtgründerdynastie der Zähringer nicht 1250 aus, sondern bereits im Jahre 1218 (168). Auch sollte man den Begriff «Revolutionen» nicht als Synonym für lokale wie regionale «Unruhen» oder «Aufstände» in der vormodernen Gesellschaft verwenden (174). Ebenso war die Alte Eidgenossenschaft im Jahre 1788 noch nicht durch Napoleon unmittelbar bedroht gewesen (damals noch ein «kleiner» Artillerieoffizier in der französischen Provinz), geschweige denn, dass damals eine Französische Revolution im Jahre 1789 vorausgeahnt werden konnte (262). Ein Register der Personen und Orte schliesst das mit verschiedenen Abbildungen, Grafiken und Karten aufgelockerte Buch ab. Zumindest bei einzelnen Karten wäre eine grössere Auflösung wünschenswert gewesen (61). Trotzdem ist das Buch eine gelungene Darstellung zum Thema «Eroberung und Inbesitznahme», das insbesondere im Hinblick auf die herrschaftliche Durchdringung von Territorien durch kommunale wie auch monarchische Herrschaftsträger in vergleichender Perspektive mannigfache Erkenntnisse bringt.

Oliver Landolt (Schwyz)

Serge Gruzinski **L'histoire, pour quoi faire?**

Paris, Fayard, 2015, 192 p., € 18.–

L'auteur de *La pensée métisse* et des *Quatre parties du monde* a publié en 2015 une étude fort stimulante sur les fonctions de l'histoire, qui se présente plus précisément sous les traits d'un plaidoyer pour une histoire connectée. Critique comme tant d'autres face au comparatisme, Gruzinski pointe également le lien entre la construction des États nationaux et l'histoire, et l'ensemble des actrices et des acteurs qui s'employèrent dès le XIX^e siècle «à mettre dans la tête des populations des récits qui interprétaient l'Histoire comme une marche forcée vers la nation» (15). L'auteur, qui nourrit très avantageusement ses écritures au prisme de ses propres expériences décentrées, puisque au-delà de sa fonction à l'EHESS, il fut également professeur à l'Université de Princeton ainsi qu'à l'Université fédérale de Pará à Belém, déplore que l'histoire, façonnée sur les contreforts européens, semble aujourd'hui incapable ou rétive à l'idée de passer à l'échelle continentale (16). Pourtant, il s'avère urgent de penser à l'échelle du globe, ne serait-ce que parce que l'histoire-monde se trouve actuellement sous influence (55) et que des effets substantiels de domination s'exercent sur l'écriture des passés. Dans ce sens, l'historien doit faire face à une concurrence ainsi qu'à une mondialisation des passés. L'intérêt du travail de Gruzinski réside dans l'élaboration d'une histoire connectée pragmatique, débutée dans les années 1980, au sein de laquelle les processus de métissages et d'hybridations ont pris une place déterminante. Au péril d'une histoire globale proposant des fresques totalisantes, Gruzinski répond que cette histoire part toujours et nécessairement du local, pour voir avec quoi il se connecte. En d'autres termes, pour entrer en histoire

globale, il faut nécessairement passer par la porte du local (112).

Dans cet essai composé de huit chapitres, d'un avant-propos et d'un épilogue, cet ancien élève de l'École nationale des chartes ancre sa réflexion dans le présent, ou dans les mondes contemporains à partir desquels on peut remonter le temps. Il fait sien la formule de Touraine (2006): «Nous vivons dans un présent presque illimité qui absorbe une grande partie du passé et de l'avenir et rejette ce qu'il ne peut incorporer» (17–18). Dès lors s'essaie-t-il à «piéger le présent» dans une série de *case studies* (chapitres 1–4 et 6–8) à lire et relire. On retiendra par exemple l'analyse de la photographie de Kader Attia qui représente des enfants en train de jouer au football sous l'arc de Tazoult en Algérie, et dont Gruzinski reconstruit l'histoire plurielle en convoquant l'ensemble des contextes géographiques et en mêlant les disciplines savantes (18–24). Il montre ensuite, au travers d'une série d'exemples pertinents, que la mondialisation ibérique – comme les autres mondialisations – ne s'élabore nullement en vase clos, mais mobilisent des technologies lointaines et des réseaux intercontinentaux. Il pointe aussi à plusieurs reprises le fait que l'histoire globale ou connectée relève d'une «occasion de saisir comment sont ressentis sur place et par chacun les effets de la dilatation des mondes» (164).

Ces études de cas s'articulent autour du cinquième chapitre intitulé *À monde globalisé, histoire globale?*, partie théorique dans laquelle Gruzinski explique sa conception de l'histoire connectée.

Celle-ci n'a évidemment rien à voir avec la vieille histoire des civilisations et doit éviter plus encore de ressembler à un «patchwork d'essais et de signatures réunis sous le prétexte de couvrir un siècle et de parcourir le globe» (95). En passant, on pourrait se demander si cette dernière

remarque s'adresse au collectif dirigé par Patrick Boucheron et à son *Histoire mondiale de la France* (2017), ou à Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre qui ont dirigé la même année une autre grande entreprise avec leur *Histoire du monde au XIX^e siècle?* Dans tous les cas, pour Gruzinski, «privilégier une histoire globale, c'est se focaliser sur les liens que les sociétés nouent entre elles, sur les articulations et les ensembles qu'elles constituent, mais aussi sur la manière dont ces agencements humains, économiques, sociaux, religieux ou politiques homogénéisent le globe ou résistent au mouvement» (96). C'est surtout une réflexion profonde sur la manière d'«enseigner un passé partagé» aux étudiants et aux étudiants du monde, que Gruzinski propose de résoudre par une méthodologie triple.

En premier lieu, il s'agit de décloisonner les murs des historiennes et des historiens, embourbés dans les héritages propres à leur discipline ou plus encore obnubilés par des «enclos bien gardés» (98). Dans ce sens est-il nécessaire d'accepter le récit historique des autres – et par là même des ancrages multiples – afin d'abandonner l'idée d'une toute-puissance de l'histoire européenne perçue comme mètre-étalon du globe. Puis, dans un deuxième temps, il faut recadrer ces passés pour perdre en eurocentrisme et prendre en compte une pluralité de scénarios, de partenaires, d'actrices et d'acteurs. Le dernier geste consiste à reconnecter «des passés que la tradition universitaire tient à l'écart l'un de l'autre» (106) pour tenter de produire une «histoire de bout en bout polyphonique» (109).

Dans cet essai aussi riche que complexe, foisonnant de pistes de travail et de réflexion pour les travaux à venir, on retrouve la lucidité remarquable de Gruzinski qui confirme les avantages d'interroger toutes formes de sources – de l'opéra à la photographie, en passant par

le théâtre de Pina Bausch, les cérémonies de Jeux olympiques et les séries télé comme *Game of Thrones* – dans le but de mieux saisir les chocs et les mécanismes par lesquels nos mondes se sont mêlés mais aussi afin de se défaire d'un «académisme routinier» (187).

Alexandre Fontaine (Wien)

Dorothe Zimmermann
Antikommunisten als Staatsschützer
Der Schweizerische Vaterländische
Verband, 1930–1948

Zurich, Chronos, 2019, 504 p., Fr. 58.–

Avant d'être érigé en quasi-doctrine officielle pendant la guerre froide, l'anticommunisme constituait déjà un code culturel, une convention si largement partagée qu'elle a encouragé des pratiques illégales au nom de la protection de l'État. Parmi ces pratiques figurait la collaboration des autorités avec des organisations privées, dont la *Schweizerischer Vaterländischer Verband* (Fédération patriotique suisse, ci-après FPS) apparaît comme le fer de lance. Le livre de Dorothe Zimmermann, issu d'une thèse de doctorat, en retrace l'évolution avec autant de soucis du détail que de la synthèse.

Créée en réaction à la grève générale de 1918, la faïtière des gardes civiques suisses s'est consacrée pendant trente ans à la lutte contre la subversion communiste, la social-démocratie et l'*Überfremdung*. Au plus fort de son expansion dans les années 1920, elle a compté jusqu'à 15 000 membres, avec des sections dominantes en Argovie, à Bâle, Zurich et Saint-Gall. Dans la première décennie de son existence, sujet d'une autre la thèse – encore non publiée – d'Andreas Thürer, elle revêt un caractère paramilitaire et prétend assurer le fonctionnement des services en cas de

troubles sociaux. La deuxième période, sur laquelle se concentre Dorothe Zimmermann, s'étend des années 1930 à la dissolution de la FPS en 1948. La césure de 1930 correspond à un changement de cap de la FPS (abandon de ses oripeaux de milice, concentration sur le «renseignement») et au développement marqué de la protection de l'État. Dès cette période, la FPS a systématisé sa collaboration avec le Ministère public et les polices cantonales. Au lieu de les freiner, la création d'une police fédérale et d'un arsenal de lois «anti-subversives» dans les années 1930 s'est accompagnée d'une intensification de ces échanges. En vertu d'un accord tacite avec les autorités qui la considéraient comme un complément nécessaire à leur travail, la FPS a exercé une influence que l'historienne qualifie de massive jusqu'à la guerre. Après avoir esquivé de justesse la tentation frontiste qui séduisait certains de ses dirigeants, une série de faux pas la conduiront à sa perte: l'interpellation de son premier président, Eugen Bircher, en faveur d'une politique plus restrictive à l'égard des réfugiés juifs en 1944 suivie, en 1947, d'un scandale de corruption de la police zurichoise impliquant le dernier président de la FPS, Otto Heusser.

Abordant son objet sous l'angle d'une histoire culturelle du politique, attentive à la manière dont pouvoir et sens sont produits dans le processus de communication (Foucault), l'auteure déploie ses résultats en cinq chapitres thématiques bien articulés. Consacré aux membres et aux réseaux de 1919 à 1948, le premier rappelle que la constitution de tels mouvements de défense paramilitaires n'était pas propre à la Suisse. En dépit d'une vocation essentiellement nationale, la FPS a noué très tôt des contacts avec des consœurs dans les pays voisins. Cet ancrage international contraste avec les difficultés de la Fédération à s'implanter véritablement en Suisse romande, où les associations

patriotiques se multipliaient. Cofondateur de la FPS aux côtés d'Eugen Bircher, l'avocat genevois Théodore Aubert en a été un temps le secrétaire romand, avant d'être exclu du comité. Des conflits de compétence et une concurrence auprès des bailleurs de fonds ont empoisonné les relations entre la FPS et l'Entente internationale anticommuniste qu'il a créée en 1924. Basée à Genève, la «Ligue Aubert» était mieux établie en Romandie et dans les cercles diplomatiques, tandis que la FPS jouissait d'une assise solide dans l'Armée. Toutes deux pouvaient se targuer d'un fort ancrage au sein des partis bourgeois (en particulier le Parti libéral), des milieux économiques et du gouvernement. L'inimitié n'a empêché ni les doubles affiliations ni un rapprochement pendant la guerre sous la bannière d'une «Action de résistance antirévolutionnaire». Dorothe Zimmermann estime que l'Entente était moins «importante» au regard de ses effectifs plus modestes et de ses relations perçues comme moins privilégiées avec les autorités – une appréciation sujette à caution. Sans dénier à la FPS le quasi-monopole de la délation, il faut rappeler que leurs champs d'action ne se recouvrent pas totalement (lorsqu'elle faisait campagne pour la Lex Häberlin II sur l'ordre public, l'EIA s'efforçait de prévenir l'admission de l'URSS à la SDN) et que l'Entente fonctionnait avec un budget environ deux fois supérieur à celui de la FPS.

Dans le chapitre sur les dénonciateurs et dans celui sur les experts et les lobbyistes de la FPS, Zimmermann s'emploie à mesurer la part concrète des organisations privées dans l'exercice du pouvoir. À la différence des études aux conclusions plus timides qui ont précédé, elle aborde de front cette question absolument centrale, grâce à un corpus impressionnant et maîtrisé de sources et de références. Conjugées à d'autres forces, les initiatives de

la FPS ont été suivies d'effets: déclenchement d'enquêtes de police sur la base de ses «Meldungen», contributions de ses «experts» à l'élaboration de lois (exclusion des communistes de l'administration fédérale en 1932, interdiction du Parti communiste en 1940), voire à la création d'une police fédérale. Cette dernière aboutit en 1935, au terme d'un processus ponctué d'échecs, notamment le rejet de la Lex Häberlin II par le peuple en 1934. Plus court, l'intéressant chapitre «*Erinnerungspolitik*» évoque la façon dont la Fédération a usé (et abusé) du récit bourgeois de la Grève générale de 1918 pour justifier son action. La désaffection du Conseil fédéral à son égard tient non seulement au caractère inopportun de son antisémitisme en 1944, mais encore à son incapacité de s'extraire de son schéma explicatif originel. Dans le nouveau contexte marqué par l'intégration des sociaux-démocrates au gouvernement et la concurrence entre l'Est et l'Ouest, elle n'a pas su adapter son discours et ses cibles pour empoigner, par exemple, la question des réformes sociales. L'auteure insiste également sur l'hétérogénéité de la FPS; quoique minoritaires, certains membres se sont aussi lassés de l'évocation obsessionnelle du spectre de 1918.

Le chapitre conclusif présente une synthèse chronologique bienvenue de l'évolution de la FPS jusqu'à sa disparition contrainte en 1948. Les autorités évacuent leur mauvaise conscience sans renier leurs choix. Fâcheux *timing* pour la Fédération qui aurait pu bénéficier de l'effet du coup de Prague pour rebondir. D'autres acteurs ont rapidement comblé l'espace. Notamment le Centre d'information de Marc-Edmond Chantre et Albert Müntz, stipendié par la même *Wirtschaftsförderung* (ancêtre d'Economiesuisse) qui a contribué à la chute de la FPS en lui coupant les vivres. La riche conclusion sur les continuités et les ruptures d'après-guerre

aboutit à l'affaire Cincera qui a secoué le pays au milieu des années 1970. C'est seulement à la suite de cette polémique que le Conseil fédéral a défini la protection de l'État comme une compétence exclusive de ce dernier. Ainsi que le prouve le scandale des fiches en 1990, le recours aux informations douteuses et l'absence de contrôle démocratique ont encore eu de beaux jours devant eux.

Stéphanie Roulin (Fribourg)

**Francesca Falk
Gender Innovation and Migration
in Switzerland**

London, Palgrave Macmillan, 2019, 96 S., open access / \$ 31.–

Wo und wann bleibt Migration diskret hinter den Kulissen verborgen und wann wird sie auf der öffentlichen Bühne, sei es in der Rolle des Bösewichts oder des Opfers, unermüdlich als Hauptfigur inszeniert? Gegen die Einseitigkeiten, Lücken und Mythen, die das Repertoire der gesellschaftlichen Wahrnehmung und Darstellung von Migration prägen, legt Francesca Falks «Gender Innovation and Migration» den Akzent darauf, wie sich die Geschlechterverhältnisse in der Schweiz dank Migration emanzipatorisch veränderten. Auf die Geschlechterverhältnisse konzentriert sich Falk, weil Migration heute besonders oft als Hemmnis oder Gefahr für die Gleichberechtigung dargestellt wird. Dennoch ist dieser Fokus insofern «nur» exemplarisch, weil Falk gleichzeitig fordert, die Historiografie an sich zu «migrantisieren» (18). Deswegen geht ihr Beitrag zur laufenden Debatte, wie Migration in die historische Forschung einzubeziehen und in ihr zu behandeln sei, darüber hinaus, die bestehende Migrationsgeschichte programmatisch zu erneuern.

Die Geschichtsschreibung zu migrantisieren heisse, «auf alles anders zu blicken», wie es Falk kürzlich in einem Debattenbeitrag in der *Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte* weiter ausgeführt hat; das bedeutet, Migration auch dann und dort mitzudenken oder zu suchen, wo diese nicht auf Anhieb ins Auge sticht. Falk argumentiert überzeugend, dass die geforderte Migrantisierung der Geschichte nicht darin bestehen kann, sich an einer Reihe mehr oder weniger naheliegender Themen und Phänomene abzarbeiten, sondern darin liegt, eine Perspektive zu entwickeln, die sowohl einzelne Gegenstände als auch grössere historische Zusammenhänge auf die konstitutive Dimension von Migration hin befragbar macht. Dabei ist es der Autorin wichtig, Migration nicht zu glorifizieren und statt Problemen einzig Potenziale zu sehen. Nicht Migration an sich sei gut oder schlecht, sondern die Bedingungen, unter denen sie stattfindet. Letztere seien gemacht und nicht einfach gegeben, betont Falk. Wie die politischen, ökonomischen und sozialen Bedingungen, unter denen Menschen migrieren, ausgestaltet seien, hänge auch davon ab, wie Migration in Geschichte und Gegenwart wahrgenommen werde. Geschichte durch die «Linse der Migration» (87) zu betrachten, formuliert die Autorin den Anspruch ihres Ansatzes, bereichere nicht nur etablierte Wissensbestände mit neuen Einsichten, sondern verändere den Blickwinkel, aus dem heraus wir uns unsere Vergangenheit und Gegenwart erzählen, und erlaube es, auch andere Vorstellungen von der Zukunft zu entwerfen.

In ihrem Buch verbindet Falk die geschilderten konzeptionellen Überlegungen mit einer (um auf das eingangs herangezogene Bild des Theaters zurückzukommen) Vorschau auf Stoffe, die ins Programm der neuen Spielzeit gehören. In diesem Sinn nimmt sich die Autorin im empri-

rischen Teil des Buchs nebst noch nicht beziehungsweise erst wenig erforschten Themen wie jenen der Kinderbetreuungsstätten und des Zugangs zu höherer Bildung für Frauen auch der Geschichte des Kampfs der Frauen um das Wahl- und Stimmrecht an. An Letzterer legt Falk dar, dass es sich lohnt, auch bereits relativ gut erforschte Sachverhalte neu in den Blick zu nehmen und nach der Rolle direkter und indirekter Erfahrungen von Migration zu fragen. So zeigt sie beispielsweise an so unterschiedlichen Figuren wie Marie Goegg-Pouchoulin, Iris von Roten, Elisabeth Pletscher oder Ottilia Paky-Suter, dass sich Migration in verschiedenen Formen bei vielen prominenten Frauenrechtlerinnen auf deren Engagement auswirkte. Interessant und vielversprechend am Kapitel über «Female Suffrage» ist zudem, wie der veränderte Blick auf Vertrautes gleichzeitig auch neue und überraschende Problematiken und Zusammenhänge hervortreten lässt. Im Unterkapitel «1929: Fighting Women in Nigeria and Switzerland» macht Falk darauf aufmerksam, dass 1929 nicht nur das Jahr war, in dem die Frauenstimmrechtsbewegung in Bundesbern eine Petition von etwa einer Viertelmillion Unterschriften einreichte, sondern auch dasjenige des «Women's War», bei dem sich Zehntausende nigerianische Frauen offen mit der Kolonialregierung und den «local chiefs» anlegten. Aussagekräftig wird diese zeitliche Übereinstimmung erst dadurch, dass Falk sie, immer entlang des Fadens des Frauenstimmrechts, in die Geschichte der «Modelldemokratie Schweiz» einbettet und aufzeigt, wo diese Berührungspunkte mit der Dekolonisation (in Nigeria) aufweist und wie sich dabei Rassismus und Sexismus überkreuzten. Eine «république nègre» könne das Frauenstimmrecht einführen, bleibe aber eine «république nègre», während die Schweiz ihre politische Reife zur Genuge bewiesen habe, auch wenn Frauen

hier nicht wählten und abstimmten, erklärte etwa ein liberaler Nationalrat 1958 im Vorfeld der ersten eidgenössischen Abstimmung über die politischen Rechte der Frauen. Das schon an sich interessante Votum bezieht Falk einerseits auf den Umstand, dass im gleichen Jahr in Suidnigeria die Ausweitung des Wahlrechts auf Frauen einsetzte, und die Entwicklungshilfeorganisation Helvetas andererseits zwölf nigerianische Studenten in die Schweiz einlud, um ihnen anhand eines Besuchs in einer Rekrutenschule und bei der Zürcher Stadtpolizei die Schweizer Demokratie näherzubringen. Gerade dieses Beispiel zeigt, wie Falk es versteht, auf wenigen Seiten die Konturen noch zu schreibender Geschichten zu umreissen. Letzteres heisst auch, dass die inhaltlichen Kapitel des Buchs keine fertig ausgearbeiteten Fallstudien darstellen. Hiervon zeugen schon allein die verschiedenen Bemerkungen, das Behandelte werde von der Autorin in künftigen Studien vertieft oder es sei vielversprechend für weiterführende Untersuchungen. In den Augen des Schreibenden erfüllen die thematischen Kapitel allerdings zusammengekommen den Zweck durchaus, der ihnen in der Studie zukommt: Sie machen anschaulich, dass sich die von der Autorin im ersten Teil entworfene Forschungsperspektive praktisch bewährt, fördern erste neue Erkenntnisse zutage und machen Lust auf mehr. Im Ergebnis siedelt sich der Beitrag daher zwischen Forschungsagenda und herkömmlicher Monografie an. Das Buch habe, drückt es Falk selbst aus, eine Richtung, aber kein Ende. Aus den konzeptionellen Überlegungen und Prämissen sei abschliessend nur noch eine herausgegriffen, die für die Studie zentral und doch über die Themen Migration und Geschlechterverhältnisse hinaus von Interesse ist: In welchem Verhältnis stehen sozialer Wandel und Emanzipation? Für diese Frage ist besonders das

Kapitel zu Geschichte und Gegenwart der Kindertagesstätten interessant: Die im Zug des Nachkriegsbooms aus praktischen Erwägungen ausgebaute, aber schlecht angesehene Kindertagesstätten entwickelten, in der Darstellung Falks, nach den beiden Ölschocks der 1970er-Jahre und dem entsprechenden Rückgang in der Nutzung durch Kinder aus Familien von «Gastarbeiterinnen und Gastarbeitern» eine «eigene Kraft» (50), um externe Kinderbetreuung gesamtgesellschaftlich zu normalisieren. Steigerten in der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts Kindertagesstätten tatsächlich *kraft ihrer Existenz* die gesellschaftliche Akzeptanz weiblicher Erwerbsarbeit und entsprechender Familien- und Kinderbetreuungsmodelle jenseits des Hausfrauenmodells? Zwar räumt die Autorin ein, für diese Entwicklung seien auch «andere Faktoren» (50) mitverantwortlich gewesen. Gleichzeitig betont sie aber explizit, dass ihr Beispiel zeige, dass emanzipatorische Veränderung auch ohne offen formulierte Kritik vonstattengehen könne. Hierin steckt eine historiografische und politische Grundsatzfrage: Kann Emanzipation allein aus nichtintendierten sozialen und ökonomischen Prozessen resultieren, das heisst, kommt sie ohne Subjekt aus, das seine eigene Befreiung betreibt und artikuliert? Darüber lohnte es sich, vertieft zu diskutieren. Wichtig zu betonen ist, dass sich diese kritische Rückfrage an das Werk einer Autorin richtet, die darin, wie in früheren Arbeiten, explizit und gekonnt zur Reflexion einlädt, welche intellektuellen und politischen Einsätze die verschiedenen Weisen, eine Geschichte zu erzählen, jeweils ins Spiel bringen. So gesehen ist «Gender Innovation and Migration» auch deshalb ein gelungenes Buch, weil es – mit und auch gegen den Text – zum Weiterdenken einlädt.

Jonathan Pärli (Freiburg)

Paolo Barcella, Alessandro Moreschi, Mattia Pelli, Gabriele Rossi, Nelly Valsangiacomo

Scioperare nel Duemila
Le Officine ferroviarie di Bellinzona e la memoria operaia

Roma, Donzelli, 2018, 166 p. € 24.–

La grève des ateliers CFF de Bellinzone, en mars 2008, a secoué le monde politique suisse et attiré une large attention médiatique, y compris à l'étranger. En réaction au plan de la direction des CFF de supprimer 120 emplois, des centaines de travailleurs (les ateliers restent un monde essentiellement masculin) se mettent en grève durant 33 jours et occupent l'usine. Bénéficiant d'un large soutien populaire, le mouvement sort de la lutte victorieux: le plan de restructuration est ajourné, des négociations entamées avec le comité de grève, mais les ateliers ne sont pas pour autant définitivement sauvés: onze ans plus tard, l'avenir reste incertain. L'initiative lancée durant la grève, «*Giù le mani dalle Officine*», qui visait à ancrer le pôle industriel à Bellinzone, a été rejetée par plus de 60 % de la population tessinoise le 19 mai 2019.

La grève et le mouvement social qui l'a accompagnée ont marqué profondément le Tessin et la Suisse. Dès mars 2008, la Fondation Pellegrini Canevascini, qui conserve et valorise la mémoire ouvrière de la Suisse italienne, recueille les documents qui permettront de retracer cette histoire, et le Conseil d'État tessinois octroie un crédit aux archives cantonales pour conserver le fonds. Nelly Valsangiacomo coordonne également un projet d'histoire orale et interviewe, avec les coauteurs de ce livre, une septantaine de syndicalistes, travailleurs et familles qui ont participé à la grève. Ces témoignages audiovisuels, qui ont déjà été montrés au public dans une exposition en 2013 aux archives cantonales tessinoises, sont dépo-

sés dans le fonds Pellegrini Canevascini mais ne sont pas encore entièrement ouverts aux chercheurs et aux chercheuses. Il faut donc se contenter pour l'instant des larges extraits présentés dans cet ouvrage dont ils forment le cœur.

Recueillis dans les mois qui ont suivi la grève, les témoignages livrent une parole vive et pleine d'émotion. Organisés ici en sept thématiques, les extraits laissent percevoir la diversité des engagements, des motivations, et également des bilans personnels, certains en demi-teinte. Parmi les personnes interrogées, plusieurs se disent fières de leur lutte, mais révèlent aussi les tensions générées, les peurs, les espoirs et les déceptions.

La lecture des témoignages rend compte des impacts concrets de la décentralisation opérée par les CFF dès la fin des années 1990: déréglementation, flexibilisation des temps de travail, rationalisation et externalisation de certains services, ont pesé sur la manière de travailler, bien avant que les CFF n'annoncent leur décision de restructurer les *Officine*. La réaction timide du Syndicat du personnel des transports SEV a poussé nombre de travailleurs à rejoindre les rangs du syndicat UNIA, principal soutien et organisateur de la grève de 2008. Pour certains, il s'agit de leur premier contact avec un syndicat, comme cet ingénieur, qui a longtemps estimé qu'avec son poste il n'aurait jamais besoin d'un syndicat et qui, finalement, fera partie du comité de grève. On perçoit également à plusieurs reprises dans les témoignages rassemblés la lassitude des travailleurs face au manque de considération de la direction. On y lit également la tension qui s'accumule durant les mois précédents la grève, des mois chargés de rumeurs, d'informations contradictoires, à tel point que le 7 mars, lorsque le personnel décide de cesser le travail le lendemain matin, c'est pour beaucoup un soulagement – même pour celui qui raconte

n'avoir jamais pensé à la grève en trente ans de travail. Les indécis, ou les modérés, comme l'explique un ouvrier, se sentent vite encouragés par la formidable solidarité qui leur est témoignée que ce soit par des manifestations ou des gestes du quotidien, comme ces conducteurs de train qui font siffler leurs locomotives en passant à proximité des usines. De quoi rendre espoir à ceux qui craignent, dès les premières heures de la grève, de perdre leur travail à l'issue d'une lutte qu'ils peinent à imaginer dans le contexte helvétique.

En effet, comme le rappelle Nelly Valsangiacomo dans un des chapitres qui introduisent ces témoignages, les conflits sociaux font partie intégrante de l'histoire de la Suisse moderne, mais ont longtemps été éclipsés de la mémoire collective et de l'historiographie par le poids de la «paix du travail», érigée en véritable mythe dans la seconde moitié du XX^e siècle. L'historienne le rappelle et souligne l'intérêt de cet objet d'étude qui suscite actuellement un certain regain d'intérêt. Elle regrette toutefois le peu d'études portant sur le Tessin, notamment en ce qui concerne le premier tiers du XX^e siècle, agité de grèves défensives et spontanées peu documentées.

Et pourtant, comme on peut le lire dans le chapitre consacré en particulier aux *Officine* par Gabriele Rossi, le sud des Alpes est un terrain fécond pour une histoire des luttes syndicales. La première ligne ferroviaire à passer par Bellinzona est construite en 1874, dans le cadre de l'ambitieux projet de tunnel du Gotthard. Dès 1874, un premier atelier est inauguré à Bellinzona mais la concurrence est rude avec d'autres communes, comme Biasca ou Altdorf, pour accueillir le siège central, et il faut attendre 1884 pour voir la signature d'un accord entre la municipalité et le Gottardbahn. Très vite, les ateliers emploient des centaines d'ouvriers,

souvent jeunes, issus de villages bordant la ligne de chemin de fer. Les *Officine* prennent dès lors une importance considérable, que ce soit pour le tissu économique de la région ou pour les CFF. Les grèves n'épargnent pas les ateliers – les ouvriers prennent d'ailleurs part à celle de 1918. Ce n'est cependant qu'avec la crise économique du début des années 1970 que se font sentir les premières menaces concrètes sur l'emploi. Alors que les travailleurs étrangers sont licenciés en masse, les CFF envisagent une première fois de supprimer les ateliers, une idée provisoirement abandonnée en 1984 grâce notamment à l'implication des autorités tessinoises. En 1998, les CCF sont transformés en société anonyme. Formellement en main de l'État, leur gestion s'inspire désormais du nouveau type de management. La réorganisation qui s'ensuit débouche sur les premiers plans de restructuration – et de licenciements – auxquels vont s'opposer les ouvriers en se mettant en grève en 2008.

Accompagnée du documentaire *Giù le mani* de Danilo Catti, cette publication est résolument engagée du côté des grévistes et de leurs familles dont il s'agit ici de préserver les témoignages. *Scioperare nel Duemila* apporte ainsi une nouvelle pièce à l'histoire des grèves en Suisse, et souligne ainsi l'intérêt à continuer à explorer ce sujet encore faiblement couvert par la recherche.

Pauline Milani (Fribourg)

Call for Papers

Appel à contributions

Auf den Spuren des Nutztiers

Die Brandspuren im Amazonas 2019 führen direkt zu unserem Fleischkonsum. Denn die Brandrodungen schaffen Platz für Rinderherden und den Anbau von Soja als Mastfutter, auch für Schweine und Hühner in Europa. In der historischen Forschung sind solche Spuren und Zusammenhänge erstaunlich unterbelichtet. Während agrar- und umwelthistorische Forschungen zeigen, wie die Viehwirtschaft Naturräume wie die Alpen oder das Mittelland geformt hat, wurden die nutztierlichen Spuren in vielen Lebens- und Arbeitsbereichen jenseits des Fleisch-Milch-Nexus wenig beachtet. Hier hakt der geplante Heftschwerpunkt zu Nutztieren und ihrer historischen Bedeutung ein. Mit «Nutztieren» meinen wir Tiere, die von menschlichen Gesellschaften zu Nahrungs-, Arbeits- und Mobilitätswegen gehalten, genutzt und verwendet wurden und deren Organe oder Produkte auch eine Ressource für Bekleidung, Handwerk, Haushaltsartikel, Medizin und Forschung oder die (Proto-)Industrie darstellten. Das trifft in Europa nebst den genannten Tiergattungen etwa auf Schafe, Ziegen, Pferde und Esel zu, aber auch auf Zuchtfische, Bienen oder Laborratten. Die bewusste Haltung, mitunter Fütterung, die gezielte Aufzucht (und Tötung) sowie die oft mehrseitige Verwertung durch Menschen unterscheidet die Nutztiere von Wildtieren und Heimtieren. Dabei sind die Grenzen fließend, wie sich am Beispiel von Hof- und Jagdhunden zeigen liesse. Andererseits wurden Arbeitspferde oder Kühe von Menschen nicht nur als «sentient commodity» wahrgenommen, sondern auch als eine «companion species».

Heftbeiträge könnten daher auch die Aushandlungszonen historisieren, die Spannungsfelder zwischen industrieller Tierproduktion und affektiver Bezugsnähe konzeptionell fassen und untersuchen, welche Kategorien, Ressourcen und Leistungen jeweils in Anschlag gebracht wurden. Über solche Perspektivierungen hinaus interessiert die empirisch fundierte Diskussion von Ansätzen aus der «animate history»: die Frage nämlich, welche «agency» Nutztieren im Umgang mit Menschen, Strukturen und Apparaturen zukommt. Ein weiterer kriti-

scher Referenzpunkt könnte die Auseinandersetzung mit den «animal sciences» sein. Interessierte Autorinnen und Autoren sind also eingeladen, die Geschichte von Nutztieren aus sozial-, wirtschafts-, agrar-, kultur-, alltags-, geschlechter-, aus umwelt-, technik-, wissens- oder medizingeschichtlicher Perspektive zu erkunden. Wir begrüßen Vorschläge in deutscher, französischer oder italienischer Sprache aus allen Epochen und auch über den schweizerischen und europäischen Raum hinaus.

Der geplante Heftschwerpunkt wird als *traverse*-Ausgabe 2/2021 erscheinen. Die Beiträge durchlaufen ein Double-blind-Peer-Review-Verfahren. Wir laden Interessierte ein, bis spätestens 31. Januar 2020 ein Abstract von ca. 400 Wörtern inklusive Literaturhinweisen und CV (kurz) zu senden an: Gisela Hürlimann (huerlimann@history.gess.ethz.ch), Isabelle Schürch (isabelle.schuerch@hist.unibe.ch), Sarah-Maria Schober (sarah.schober@uzh.ch) oder Alexandre Elsig (alexandre.elsig@unil.ch).

Sur les traces des animaux de rente

Les incendies de forêt de l'été 2019 en Amazonie renvoient directement à notre consommation de viande. En effet, les défrichements par le feu sont réalisés pour créer de l'espace pour les troupeaux de bovins et la culture du soja, utilisé notamment comme fourrage pour les porcs et les poules en Europe. La recherche historique s'est pourtant peu intéressée à de tels rapprochements. Si les recherches en histoire rurale ou environnementale montrent bien comment la production animale influe sur les espaces naturels, les traces laissées par les animaux de rente dans les domaines de la vie quotidienne ou du travail ne sont que peu explorées, à l'exception de l'attrait pour la production de lait ou de viande. Ce projet de dossier thématique entend approfondir la question des animaux de rente et de leur signification historique. Nous considérons ceux-ci comme les animaux qui sont élevés, utilisés et exploités par les sociétés humaines à des fins d'alimentation, de travail ou de mobilité et dont les organes ou les produits constituent des ressources pour l'habillement, l'artisanat, les articles ménagers, la médecine, la recherche ou la (proto-)industrie. En Europe, cela concerne notamment, outre les espèces animales déjà mentionnées, les porcins, les ovins, les caprins (chèvres) ou les équidés (chevaux et ânes), mais aussi les poissons d'élevage, les abeilles ou les rats de laboratoire. La garde, l'alimentation, l'élevage, l'abattage tout comme l'exploitation souvent multiforme de ces animaux les distinguent des animaux sauvages ou de compagnie. Mais les frontières entre ces différentes catégories restent poreuses, comme le montre l'exemple des chiens de ferme et des chiens de chasse. De plus, les chevaux de trait ou les vaches sont perçus socialement non

seulement comme des «marchandises sensibles» (*sentient commodity*) mais aussi comme des «espèces de compagnie» (*companion species*). Les contributions pourront ainsi historiciser ces espaces de négociation, conceptualiser les zones de tension entre la production animale industrielle et les rapports de proximité affective et analyser quels sont les catégories, ressources ou services qui sont à chaque fois déterminants. Au-delà de ces perspectives, l'intérêt portera aussi sur la discussion concernant l'*animate history* à partir de cas empiriques: peut-on prendre en compte une *agency* des animaux de rente dans leurs liens avec les êtres humains, les structures et les appareils? Un autre point d'accroche critique pourrait être donné par une confrontation avec les *animal sciences*. Les contributions – en français, allemand ou italien – pourront traiter de l'histoire des animaux de rente d'un point de vue social, économique, rural, culturel, environnemental, technique, scientifique ou médical, mais aussi dans une perspective de genre ou de vie quotidienne. Elles peuvent porter sur toutes les périodes historiques et aller au-delà de l'espace suisse ou européen.

Ce cahier thématique constituera le numéro 2/2021 de la revue *traverse* et les contributions seront soumises à une procédure d'évaluation par les pairs en «double aveugle». Les personnes intéressées sont invitées à adresser un résumé d'environ 400 mots, incluant des références bibliographiques et un (bref) CV jusqu'au 31 janvier 2020 à: Gisela Hürlimann (huerlimann@history.gess.ethz.ch), Isabelle Schürch (isabelle.schuerch@hist.unibe.ch), Sarah-Maria Schober (sarah.schober@uzh.ch) ou Alexandre Elsig (alexandre.elsig@unil.ch).

AutorInnen Les auteurEs

Boris Belge

Dr. phil., Historiker, wissenschaftlicher Assistent am Departement Geschichte der Universität Basel. Promotion zur spätsozialistischen Musik- und Gesellschaftsgeschichte. Aktuelles Forschungsgebiet: Wirtschafts-, Handels- und Logistikgeschichte des Russländischen Reichs im 19. Jahrhundert.

boris.belge@unibas.ch

Christina Brauner

Jun. Prof. Dr., Eberhard Karls Universität Tübingen, Fachbereich Geschichtswissenschaft. Forschungsgebiete: Globalgeschichte des Spätmittelalters und der Frühen Neuzeit; Geschichte Westafrikas, Diplomatie- und Religionsgeschichte. Aktuelles Buchprojekt zu Praktiken der Werbung zwischen 1400 und 1800. Unter anderem Autorin von *Kompanien, Könige und caboceers. Interkulturelle Diplomatie an Gold- und Sklavenküste, 17.–18. Jahrhundert* (Externa, Bd. 7), Köln etc. 2015.

christina.brauner@uni-tuebingen.de

Nina Flurina Caprez

Dr. phil., Historikerin und Islamwissenschaftlerin, arbeitete als wissenschaftliche Mitarbeiterin für die Stiftung Geschichte Kloster Muri, engagiert sich für den interkulturellen Dialog, Forschungs- und Buchprojekte und ist an der Kalaidos Fachhochschule tätig.

nina.caprez@alumni.unifr.ch

Isaline Deléderray-Oguy

Chargée d'enseignement à l'Institut d'histoire de l'art et de muséologie de l'Université de Neuchâtel et doctorante en cotutelle aux Universités de Neuchâtel et d'Aix-Marseille. Sa thèse est intitulée «Un paradigme muséal complexe: le musée industriel. Étude comparative de cas helvétiques». De 2012 à 2017, elle a été assistante de recherche au sein d'une projet FNS sur les musées indus-

triels en Suisse. Domaines de recherche: musées industriels et d'art industriel, histoire des collections et des musées, muséologie, histoire du style au XIX^e et XX^e siècles dans les arts décoratifs.

isaline.delederray@unine.ch

Manuel Dür

Manuel Dür, M. A., 2013–2018 wissenschaftlicher Assistent am Historischen Seminar der Universität Zürich. Er wird im Herbst 2019 mit einem medizin- und wissenschaftshistorischen Thema promoviert.

manuel.duer@hist.uzh.ch

Leo Grob

M. A., wissenschaftlicher Assistent und Doktorand am Historischen Institut der Universität Bern und Forschungsstipendiat des Schweizerischen Sozialarchivs (Forschung Ellen Rifkin Hill). Er forscht zur Arbeits- und Unternehmensgeschichte des multinationalen Konzerns Alusuisse zwischen 1960 und 1995.

leo.grob@hist.unibe.ch

Bernard Knodel

Conservateur adjoint MEN, chargé de cours UNINE, muséologue indépendant. Diplômé d'études supérieures de l'École du Louvre, titulaire du DESS en muséologie et conservation du patrimoine (UNIGE/UNIL) et d'un bachelor de droit (UNIGE), Bernard Knodel a rejoint le Musée d'ethnographie de Neuchâtel (MEN) en 2006. Conservateur adjoint depuis 2009, il assure la gestion et l'étude des archives historiques du musée et collabore à la conception des expositions temporaires. Responsable depuis 2012 du travail pratique d'ethnomuséographie de l'Université de Neuchâtel, il a réalisé avec les étudiant·e·s les expositions *Home sweet home* (2013), *C'est pas la mort!* (2015), *Le Musée réinventé* (2017) et *Ichoumamini: Jean Gabus chez les «esquimaux caribous», 1938–1939* (2019).

bernard.knodel@ne.ch

Ulla Kypta

Dr. phil., wissenschaftliche Assistentin am Departement Geschichte der Universität Basel, Dissertation «Die Autonomie der Routine» zur Entstehung des englischen Schatzamts im 12. Jahrhundert, laufende Forschung zur Verwaltungs-, Organisations- und Wirtschaftsgeschichte insbesondere im Nordeuropa des späten Mittelalters, Habilitationsprojekt zu Kaufleuten im spätmittelalterlichen Antwerpen.

ulla.kypta@unibas.ch

Chantal Lafontant Vallotton

Études en histoire, Universités de Lausanne et Zurich. Docteure ès lettres, Université de Neuchâtel. Codirectrice du Musée d'art et d'histoire de Neuchâtel et conservatrice du département historique. Commissariat et direction d'expositions. Chargée d'enseignement à l'Institut d'histoire de l'art et de muséologie. Membre de la commission de déontologie, ICOM Suisse. Auteure de nombreuses publications dans les domaines de l'histoire culturelle et l'histoire des musées.

chantal.lafontantVallotton@ne.ch

Pascal Pauli

Dr. phil., Historiker, wissenschaftlicher Mitarbeiter im Staatsarchiv des Kantons Zürich, arbeitete als wissenschaftlicher Mitarbeiter für die Stiftung Geschichte Kloster Muri, Dissertation zur Klosterökonomie und Baugeschichte des Klosters Muri im 18. und beginnenden 19. Jahrhundert.

mail@pascalpauli.ch

Jean Rochat

Maître-assistant au département Histoire-Économie-Société de l'Université de Genève et chercheur associé au Centre régional d'études des populations alpines (CREPA) de Sembrancher. Ses recherches mettent en œuvre une approche socialisée et historicisée des institutions de l'économie.

jean.rochat@unige.ch

Annina Sandmeier-Walt

Lic. phil., Historikerin, Autorin im Forschungs- und Vermittlungsprojekt «Zeitgeschichte Aargau», war wissenschaftliche Mitarbeiterin im Projekt «Geschichte Kloster Muri», verfasste eine Dissertation und arbeitete am Professbuch Kloster Muri-Gries.

sandmeier@lokalgeschichte.ch

Georges Tissot

Ancien président et vice-président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) et ancien secrétaire général du Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs (SIT).

gtissot@bluewin.ch

Heftschwerpunkte Dossiers thématiques

traverse 1 (2020)

Verflechtungen mit Ostasien

Die Beziehungen zwischen der Schweiz und Ostasien wurden in der traditionellen Historiografie unter dem Blickwinkel der offiziellen Kontakte oder Missionsgesellschaften sowie einer aktiven Schweiz und einem passiven China, Japan, Nord- oder Südkorea behandelt. Das *traverse*-Themenheft Nr. 2/20 untersucht stattdessen im Sinne der transnationalen Geschichte, wie Waren, Bilder, Praktiken und Personen zwischen Ostasien und der Schweiz zirkulierten, welche Rolle kulturelle Differenzen spielten und welche Folgen das für nationale Diskurse, zum Beispiel über die Schweizer Neutralität, hatte. Statt dem traditionellen Fokus auf Diplomaten und Regierungen stehen deshalb nichtstaatliche Akteure wie Firmen, Geschäftsleute, Studenten, Fotografen, Journalisten, ihr Umgang mit kulturellen Differenzen und ihre Verwicklung in transnationale Netzwerke im Zentrum des Hefts.

traverse 1 (2020)

Se connecter à l'Asie de l'Est

Dans l'historiographie traditionnelle, les relations entre la Suisse et l'Asie de l'Est ont souvent été réduites aux contacts officiels et aux missions chrétiennes, dans une vision faisant apparaître la Confédération comme un acteur actif, et la Chine, Taïwan, le Japon et les deux Corées comme des agents passifs. Au lieu de cela, ce numéro de *traverse* propose une perspective transnationale sur les circulations de marchandises, d'images, de pratiques et de personnes entre ces deux espaces géographiques. Il se penche en particulier sur les différences culturelles qui ont marqué ces échanges et leurs effets sur le discours national suisse, à propos notamment de la neutralité helvétique. Plutôt que de se focaliser sur les diplomates et les gouvernements, ce numéro se concentre donc sur des acteurs non étatiques tels que des entreprises, des hommes d'affaires, des étudiants et des journalistes, et leur implication dans des réseaux transnationaux.

traverse 2 (2020)

Unter Grund: Eine vertikale Verflechtungsgeschichte

Der Untergrund erregt gegenwärtig grosse Aufmerksamkeit, sowohl in der Öffentlichkeit als auch in Politik, Wirtschaft und Wissenschaft. In der Geografie und den Urban Studies wird bereits von einem «vertical turn» gesprochen. Das Themenheft lotet die sich wandelnden menschlichen Beziehungen zum Untergrund in einer langen historischen Perspektive aus. Ausgehend von der These, dass sich die Sphären unter und über Grund gegenseitig bedingen, thematisiert das Heft die diachrone und synchrone Vielfalt menschlicher Imaginationen und Nutzungen des Untergrunds als vertikale Verflechtungsgeschichte. Im Zentrum steht damit die Frage, was wir mehr oder anders sehen, wenn wir uns nicht ausschliesslich auf Vorgänge unter Grund oder an der Oberfläche konzentrieren, sondern diese miteinander in Beziehung setzen. Die einzelnen Artikel erschliessen die Wechselwirkungen zwischen «oben» und «unten» mit Instrumentarien der Umwelt-, Wirtschafts-, Wissens- und Infrastrukturgegeschichte sowie aus medientheoretischer und literaturwissenschaftlicher Perspektive.

traverse 2 (2020)

Sous-sol: une histoire d'interdépendances verticales

Le sous-sol éveille ces derniers temps un grand intérêt aussi bien dans l'espace public que dans les domaines politiques, économiques ou scientifiques. En géographie et dans les études urbaines se dessine un vertical turn. Ce numéro thématique sondera l'évolution historique des relations humaines au sous-sol. En partant de l'idée que les niveaux du «dessus» et du «dessous», sur et sous le sol, interagissent de manière étroite, les contributions de ce numéro arpenteront la diversité diachronique et synchrone des imaginaires et des utilisations du sous-sol, en d'autres termes, des interdépendances verticales. Elles questionneront le gain heuristique et les apports du changement de perspective qui se produit quand on renonce à se concentrer soit sur la surface, soit sur le sous-sol, et que l'on interroge les interactions entre ces niveaux. Le numéro entend également offrir une réflexion concernant de nouveaux thèmes de recherche et de nouvelles méthodes à même de mettre en lumière les interactions du «dessus» et du «dessous», qu'il s'agisse d'études s'inspirant de l'histoire culturelle, environnementale ou économique, de l'histoire des infrastructures, du droit, des sciences ou des savoirs.